



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries février 2017

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28											

Le 2 février 2017

CAUSERIE

Il est 16h et j'ai le plaisir de vous annoncer la naissance de trois petites adorables chèvres.

Pour cette raison, je n'ai pas le temps de discuter, mais bon avec cette causerie particulièrement dense vous avez de quoi alimenter votre réflexion.

Une vidéo

Le "féminisme" moderne, le développement personnel et la politique identitaire (par John Pilger) ● [Cliquer ici](#)

Introduction

L'univers est régie par un processus matérialiste dialectique contribuant à modifier les rapports qui existent entre les multiples éléments qui le composent, d'où se dégage une énergie ou une force qui va contribuer à sa transformation, dynamisme ou mouvement qui déterminera son orientation ou son destin, les différentes phases par lesquelles il sera amené à passer.

L'organique est issu de l'inorganique ou les espèces vivantes sont issues d'espèces mortes ou inertes ou plus exactement elles sont le produit de l'évolution de la transformation ou de la combinaison d'éléments minéraux ou chimiques, en cela tout ce qui a existé, existe ou existera est issu de la même matière première.

Il nous faut admettre que si la nature a su créer ces milliards et milliards de combinaisons, à côté le cerveau des hommes et surtout leur imagination apparaît bien pauvre ou ne pourra jamais rivaliser avec elle, ce qui devrait nous inciter à faire preuve de modestie soit dit en passant, aussi, au lieu de se torturer l'esprit à essayer de chercher dans leur imagination une solution à leurs problèmes, les exploités et les opprimés, les militants feraient mieux de se contenter de la réalité qu'ils vivent au quotidien ou qui se déroule sous leurs yeux, car en étant le produit de ces milliards de combinaison elle leur fournit amplement matière à transformer la société ou à la changer radicalement, s'ils n'en prenaient pas conscience ou ne parvenaient pas à le percevoir, ils se condamneraient à connaître un sort pire que tout ce qu'ils ont pu imaginer jusqu'à présent.

Mystification et désinformation au service de la fabrication du consentement.

Grille de lecture.

Les porte-parole de l'aile la plus droitière de l'oligarchie fustigent les premières mesures annoncées par Trump, dont la construction d'un mur à la frontière mexicaine, alors qu'ils passent soigneusement sous silence que c'est Bush puis Obama et Clinton qui initièrent la construction de ce mur que Trump entend simplement poursuivre ou achever.

Trump poursuit et amplifie la politique de réaction sur toute la ligne de ses prédécesseurs. A la question, pouvait-il en être autrement, la réponse est négative. Pourquoi ?

Parce que les Américains (et avec eux l'économie mondiale) sont irrésistiblement entraînés dans une spirale infernale depuis qu'ils se sont émancipés du carcan qui limitait ou régulait la création et la masse monétaire, qui s'est traduit par un gigantesque endettement mondial qu'ils ne parviennent pas ou ne peuvent pas contrôler, mécanisme monstrueux qu'ils doivent alimenter en permanence pour empêcher que leur système économique ne s'effondre brutalement, ce qui les conduit à extorquer toujours davantage de richesses produites dans le monde ainsi qu'à couvrir leurs opérations spéculatives ou à régler leurs engagements une fois parvenus à terme, en pillant toujours plus les ressources des pays dominés au détriment de leurs peuples, en recourant à la dérégulation de l'économie, en soumettant tous les Etats, y compris en recourant à la guerre qui présente l'avantage de réaliser d'immenses profits en un temps record.

Cette politique de la terre brûlée à pour corollaire la stratégie du chaos destinée à instaurer un climat de guerre civile à l'échelle planétaire, afin de parvenir à liquider tous les droits sociaux et politiques des exploités et des opprimés, pendant que se mettent en place des dictatures civiles ou militaires sur fond de corruption généralisée du mouvement ouvrier, qui dans ces conditions ne peut offrir qu'une faible résistance sans jamais parvenir à contester le régime qui lui est imposé, ses dirigeants refusant obstinément d'admettre l'existence de cette stratégie, il leur est évidemment impossible de la combattre efficacement, ils condamnent ainsi la classe ouvrière à l'impuissance à défaut d'avoir la volonté d'affronter le régime.

Les dirigeants du mouvement ouvrier ont déserté, ils ont trahi leur mandat, leur idéal ou ils ont failli en refusant d'adapter leur conception de la lutte de classe aux transformations qu'avait subies la société au cours de la seconde moitié du XXe siècle, qui se traduit de nos jours par leur refus d'armer les masses exploitées contre la guerre idéologique et psychologique que leur livrent quotidiennement les idéologues de l'oligarchie relayés par les médias et une multitude d'acteurs, afin de les conditionner pour briser leur résistance au rouleau compresseur du néolibéralisme ou les empêcher d'entrevoir qu'il existe une issue politique à la crise du capitalisme, objectif d'ores et déjà partiellement atteint, puisqu'elles ne se reconnaissent dans aucun parti ouvrier ou pire, sont tentées de s'orienter vers l'extrême droite par pans entiers, quand elles ne sombrent pas dans la démoralisation qui annonce des jours encore plus sombres.

- Derrière le Mur bi-partisan par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 28 janvier 2017

C'est le 29 septembre 2006 ; au Sénat des Etats-Unis on vote la loi « Secure Fence Act » présentée par l'administration républicaine de George W. Bush, qui établit la construction de 1100 km de « barrières physiques », fortement surveillées, à la frontière du Mexique pour empêcher les « entrées illégales » de travailleurs mexicains. Des deux sénateurs démocrates de l'Illinois, l'un, Richer Durbin, vote « Non » ; l'autre par contre vote « Oui » : son nom est Barack Obama, celui qui deux ans après sera élu président des Etats-Unis. Parmi les 26 démocrates qui votent « Oui », faisant passer la loi, émerge le nom de Hillary Clinton, sénatrice de l'état de New York, qui deux ans après deviendra secrétaire d'état de l'administration Obama.

Hillary Clinton, en 2006, est déjà experte de la barrière anti-migrants, qu'elle a promue en habit de first lady. C'est en effet le président démocrate Bill Clinton qui en a commencé la construction en 1994. Au moment où entre en vigueur le Nafta, l'Accord de « libre » commerce nord-américain entre Etats-Unis, Canada et Mexique. Accord qui ouvre les portes à la libre circulation de capitaux et capitalistes, mais barre l'entrée de travailleurs mexicains aux Etats-Unis et au Canada.

Le Nafta a un effet ravageur au Mexique : son marché se trouve inondé de produits agricoles étasuniens et canadiens à bas prix (grâce aux subventions d'état), provoquant l'écroulement de la production agricole avec des effets sociaux dévastateurs pour la population rurale. Se crée ainsi un bassin de main d'oeuvre à bas coût, qui va être recrutée dans les maquiladoras : des milliers d'établissements industriels le long de la ligne de frontière en territoire mexicain, possédés ou contrôlés pour la plupart par des sociétés étasuniennes qui, grâce au régime d'exemption fiscale, y exportent des semi-finis ou des composants à assembler, ré-important aux Etats-Unis les produits finis dont elles tirent des profits beaucoup plus élevés grâce aux coûts beaucoup plus bas de la main d'oeuvre mexicaine et à d'autres facilitations.

Dans les maquiladoras ce sont surtout des jeunes filles et jeunes femmes qui travaillent. Les horaires sont massacrés, les effets toxiques très élevés, les salaires très bas, les droits syndicaux pratiquement inexistantes. La pauvreté diffuse, le trafic de drogue, la prostitution, la criminalité galopante rendent la vie extrêmement dégradée dans ces zones. Il suffit de se souvenir de Ciudad Juarez, à la frontière avec le Texas, rendue tristement célèbre par les innombrables homicides de jeunes femmes, pour la plupart ouvrières des maquiladoras.

Voilà la réalité au-delà du mur : initié par le démocrate Clinton, poursuivi par le républicain Bush, renforcé par le démocrate Obama, ce même mur que le républicain Trump veut compléter sur les 3000 km de frontière. Cela explique pourquoi de nombreux

Mexicains risquent leur vie (il y a des milliers de morts) pour entrer aux Etats-Unis, où ils peuvent gagner davantage, en travaillant au noir au bénéfice d'autres exploités.

Traverser la frontière est comme partir en guerre, pour échapper aux hélicoptères et aux drones, aux barrières de barbelés, aux patrouilles armées (pour beaucoup formées par des anciens des guerres en Irak et Afghanistan), qui sont entraînées par les militaires avec les techniques utilisées dans les théâtres de guerre. Emblématique le fait que, pour construire certains tronçons de la barrière avec le Mexique, l'administration démocrate Clinton utilisa dans les années 90 les plate-formes métalliques des pistes d'où avaient décollé les avions pour bombardier l'Irak dans la première guerre du Golfe, faite par l'administration républicaine de George H.W. Bush. En utilisant les matériels des guerres successives, on peut certainement compléter la barrière bi-partisan. Mondialisation.ca, 28 janvier 2017

Analyses politiques sur les Etats-Unis.

En interdisant pendant trois mois l'entrée aux Etats-Unis de ressortissants de sept pays musulmans: Irak, Iran, Libye, Somalie, Soudan, Syrie et Yémen, Trump cible les 7 pays qui figuraient sur la liste que le sommet de l'oligarchie avait établi en prévision de les attaquer une fois que le coup d'Etat du 11 septembre 2001 qu'elle avait fomenté soit réalisé.

Donc loin de rompre avec la stratégie qui avait présidé au 11 septembre 2001 comme certains l'affirment, Trump vient d'indiquer clairement au monde entier qu'il entendait poursuivre la politique de ses prédécesseurs, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il ne procèdera pas à des modifications tactiques ni qu'il ne rencontrera pas de nouvelles difficultés pour la mener à bien.

A cette fin, les oligarques qui ont désigné Trump à la présidence des Etats-Unis semblent avoir misé sur l'amplification de la stratégie du chaos que le milliardaire fantasque incarne à travers ses prises de position rétrogrades ou conservatrices, qui sont autant de provocations à l'encontre des différentes couches ou communautés minoritaire de la société, de manière à les stigmatiser et à provoquer leur réaction violente qui sera orchestrée ou manipulée (et financée) en sous main par des organisations contrôlées par des oligarques (Soros notamment), violence que Trump condamnera et que les forces de l'ordre militarisée réprimeront violemment bouscailonnés livrés à la vindicte populaire ou aux couches les plus arriérées ou réactionnaires, dont la réaction se traduira par un regain de haine et de violence, le tout concourant à créer un climat nauséabond et de guerre civile latent permanent au sein de la société destiné à permettre à l'oligarchie d'appliquer la suite de son programme pendant que toutes les couches exploitées et opprimées s'affronteront entre elles ou leur attention sera détournée des institutions contre lesquelles elles devraient se dresser.

Il faut préciser qu'en dehors des Etats-Unis personne ou presque ne comprend réellement ce qui s'y passe, pour avoir cru qu'il suffirait que des lois soient votées en faveur de telle ou telle communauté ou minorité ou qu'un président ou son parti tienne un discours en leur faveur, pour que l'état d'esprit de la majorité du peuple américain évolue, progresse ou change radicalement, or cela n'a jamais été le cas puisque les origines de classe de toutes les discriminations n'ont jamais disparu, au contraire, les inégalités sociales n'ont jamais été importantes qu'à présent aux Etats-Unis.

L'arrogance de Trump relève du chef de gang mafieux à la tête de l'organisation criminelle la plus puissante de tous les temps : l'oligarchie financière. Pour mener à bien son oeuvre destructrice ou poursuivre celle de son prédécesseur, il bénéficie de la neutralité de la moitié du peuple américain, du soutien du quart ignorant au point de placer son destin entre les mains d'un oligarque, et de l'hostilité de l'autre quart qui a soutenu sa concurrente qui était la candidate officielle de l'oligarchie.

Partant de là, il faut interpréter le chaos que sèment ses opposants autoproclamés ou désignés par l'oligarchie comme une mesure préventive pour contrer toute contestation qui pourrait venir du ceux qui ont rejeté l'alternative qui leur était proposée et qui n'en était pas vraiment une, une grossière imposture, une provocation, un déni des droits du peuple américain et en particulier de la classe ouvrière.

Par conséquent, elle doit axer son combat contre l'oligarchie qui concentre les richesses en se fixant comme objectif la confiscation de leur richesse, ce qui inévitablement déstabiliserait le capitalisme au point de provoquer son effondrement, ce qui pourrait ouvrir la voie à la refondation de la société sur une autre base que le profit, l'argent, la monnaie, le capital. Concrètement ou en pratique, cela doit se traduire sur le plan politique par la lutte contre les institutions et la Constitution qui ont engendré ce monstre qu'est devenu le capitalisme pour s'en débarrasser, faire table rase, il n'y a rien à récupérer de cette pourriture.

Gare aux mouvements qu'elle finance ou organise avec la complicité des médias qui pratiquent l'autocensure sur leurs véritables commanditaires, qui comptent en tirer profit pour avancer leur agenda ou faire en sorte d'être entendus au sommet de l'Etat, avec Trump on a envie de dire que ce ne sera pas nécessaire et que même le langage des signes serait inutile parce qu'ils y sont au sommet de l'Etat. Ils fabriquent la propagande et la contre-propagande, comme les médias fabriquent des contrevérités et leurs vérités ou les patrons fabriquent des syndicats jaunes et leur contre-partie patronale, comme ils fabriquent les guerres et tous les maux qui accablent les masses laborieuses.

Les médias ont pour tâche de fabriquer le consentement du peuple au triste sort que leur réservent ceux qui détiennent le pouvoir, et de lutter contre ceux qui dénoncent leur machination, démontent le mécanisme de leur imposture et dévoilent (souvent malgré

eux) leurs véritables intentions criminelles, cruelles, monstrueuses.

Internet, c'est la connexion numérique à la mondialisation et non à la démocratie, et malheur à ceux qui auraient confondu les deux destins de la civilisation humaine, s'abaisser toujours plus dans la barbarie ou s'élever

Ils osent tout. Osons tout : Il faut renverser leur régime.

Lu dans un article : "...les médias mainstream non seulement ne critiquent pas, mais ne disent pas un seul mot sur la politique « fatale de renversement de régimes au Proche et Moyen-Orient, menée par les États-Unis »."

Des Etats comme les Etats-Unis, la Grande-Bretagne ou la France (notamment) se permettent d'intervenir militairement ou en recourant plus discrètement à leurs services de renseignement ou encore à des organisations en tous genres (ONG, médias, partis politiques, etc.) qu'ils ont créées ou infiltrées, qu'ils financent et conseillent pour renverser des régimes qui rechignent à se soumettre à la politique dictée par les sommets de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste ou s'y opposent ouvertement, violant l'indépendance et la souveraineté de ces Etats, le droit des peuples à leur autodétermination, en toute impunité ou avec la caution de l'ensemble des institutions internationales, dont l'ONU qui n'existe que par leur volonté dès lors qu'elle sert leurs intérêts au détriment de ceux de tous les peuples.

Bref, ils se comportent comme de vulgaires brigands, voyoux ou barbares détruisant des pays entiers et massacrant leurs peuples pour leur bien ou au nom de la démocratie, tout en se permettant de faire la morale au monde entier, rhétorique relayée en boucle par la quasi-totalité des médias qui pénètrent quotidiennement dans chaque foyer et conditionnent ainsi les consciences des peuples, de sorte qu'ils soient acquis à leur cause ou leur laissent les mains libres pour agir à leur guise pendant qu'ils sèment le chaos et la guerre à travers le monde à seule fin de conserver leur pouvoir ou de perpétuer le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme dont l'existence est incompatible avec la satisfaction des besoins de plus de 7,3 milliards d'hommes, femmes et enfants.

Ils peuvent décréter que tel ou tel régime doit être renversé, l'afficher ou le revendiquer publiquement, et de notre côté, celui des exploités et des opprimés, nous nous refusons de leur répondre au même niveau, nous nous abstenons de déclarer que notre droit et devoir est de renverser leurs propres régimes, de nous y préparer parce qu'il n'existe pas d'autres alternatives politiques pour mettre un terme au cauchemar que vivent tous les peuples quotidiennement, pas seulement les chasser du pouvoir, mais renverser leurs régimes, abolir les Constitutions et les institutions nationales dans chaque pays sur lesquelles ils s'appuient, inverser les rapports sociaux de production ou les rapports entre les classes en confisquant leurs richesses, en les expropriant sans leur verser un centime, faire en sorte que ce soit le peuple travailleur qui dispose du pouvoir économique et politique, de tout le pouvoir pour anéantir la capacité de nuisance de ces parasites qui pourrissent la société et conduisent la civilisation humaine vers l'abîme.

Ce n'est pas l'Otan mais la gauche qui est « obsolète » par Manlio Dinucci - Mondialisation.ca, 31 janvier 2017

Des voix influentes de la gauche européenne se sont unies à la protestation anti-Trump « No Ban No Wall », en cours aux Etats-Unis, oubliant le mur franco-britannique de Calais en fonction anti-migrants, et taisant le fait qu'à l'origine de l'exode de réfugiés il y a les guerres auxquelles ont participé les pays européens de l'Otan.

On ignore le fait qu'aux Etats-Unis le bannissement bloque l'entrée de personnes provenant de ces pays -Irak, Libye, Syrie, Somalie, Soudan, Yémen, Iran- contre qui les Etats-Unis ont mené pendant plus de 25 ans des guerres ouvertes et secrètes : des personnes auxquelles ont été jusqu'à présent concédés les visas d'entrée fondamentalement non pas pour des raisons humanitaires, mais pour former aux Etats-Unis des communautés d'immigrés (sur le modèle des exilés anti-castristes) servant les stratégies étasuniennes de déstabilisation dans leurs pays d'origine. Les premiers à être bloqués et à tenter une class action (recours collectif) contre le bannissement sont un contractor (mercenaire) et un interprète irakiens, qui ont collaboré longtemps avec les occupants étasuniens de leur propre pays.

Tandis que l'attention politico-médiatique européenne se focalise sur ce qui se passe outre-atlantique, on perd de vue ce qui se passe en Europe. Le cadre est désolant.

Le président Hollande, voyant la France doublée par la Grande-Bretagne qui récupère le rôle d'allié le plus étroit des USA, se scandalise de l'appui de Trump au Brexit en demandant que l'Union européenne (ignorée par cette même France dans sa politique étrangère) fasse entendre sa voix. Voix de fait inexistante, celle d'une Union européenne dont 22 des 28 membres font partie de l'Otan, reconnue par l'Ue comme « fondement de la défense collective », sous la conduite du Commandant suprême allié en Europe nommé par le président des Etats-Unis (donc maintenant par Donald Trump).

La chancelière Angela Merkel, alors qu'elle exprime ses « regrets » au sujet de la politique de la Maison Blanche envers les réfugiés, dans son entretien téléphonique avec Trump l'invite au G-20 qui se tient en juillet à Hamburg. « Le président et la chancelière -informe la Maison Blanche- s'accordent sur l'importance fondamentale de l'Otan pour assurer la paix et la stabilité ». L'Otan, donc, n'est pas « obsolète » comme avait dit Trump. Les deux gouvernants « reconnaissent que notre défense requiert

des investissements militaires appropriés ».

Plus explicite la Première ministre britannique Theresa May qui, reçue par Trump, s'engage à « encourager mes collègues les leaders européens à acter l'engagement de dépenser 2% du PIB pour la défense, de façon à répartir la charge plus également ».

Selon les données officielles de 2016, seuls cinq pays Otan ont un niveau de dépense pour la « défense » égal ou supérieur à 2% du PIB : Etats-Unis (3,6%), Grèce, Grande-Bretagne, Estonie et Pologne. L'Italie dépense pour la « défense », selon l'Otan, 1,1% du PIB, mais est en train de faire des progrès : en 2016 elle a augmenté sa dépense de plus de 10% par rapport à 2015. Selon les données officielles de l'Otan relatives à 2016, la dépense italienne pour la « défense » se monte à 55 milliards d'euros par an. La dépense militaire effective est en réalité beaucoup plus élevée, étant donné que le budget de la « défense » ne comprend pas le coût des missions militaires à l'étranger, ni celui d'armements importants, comme les navires de guerre financés avec des milliards d'euros par la Loi de stabilité et par le Ministère du développement économique. L'Italie s'est en tous cas engagée à porter la dépense pour la « défense » à 2% du PIB (1), c'est-à-dire à environ 100 milliards d'euros par an. Mondialisation.ca, 31 janvier 2017

Défense de marxisme.

Elever le niveau de conscience des masses doit être impérativement une de nos tâches prioritaires.

Combattre impitoyablement "le banditisme bureaucratique" - Les cahiers du mouvement ouvrier n°40 (Cermtri)

- Lors du plénum du comité central du Parti communiste de l'URSS (PCUS) de la mi-novembre 1962, Khrouchtchev, en colère contre les bureaucrates qui truquent les statistiques, détournent des produits et des fonds, veut intimider ces derniers.

A cette fin, il cite une lettre restée jusqu'alors inédite de Lénine, du 18 mars 1922, furieux que le comité de Moscou du Parti bolchevique ait tenté de défendre ceux de ses membres qui avaient commis des abus de pouvoir lors de la répartition de logements ; Lénine avait alors écrit : « C'est le sommet de la honte et du scandale : le parti au pouvoir défend "ses propres" canailles. » Il allait, rappelle Khrouchtchev, jusqu'à réclamer la pendaison pour les communistes coupables et l'exclusion du parti à la moindre tentative d'influencer les tribunaux en vue d'atténuer leur responsabilité.

Khrouchtchev fait publier cette lettre jusqu'alors inédite dans la Pravda (20 novembre 1962). Il informe le comité central qu'au cours de la dernière période, 40 000 cadres du parti (dont des cadres de la procureure des tribunaux) ont été arrêtés ou sont passés en jugement pour malversations diverses, pots-de-vin, etc., ce qui, d'ailleurs, ne change rien, car la corruption et la prévarication sont une donnée organique de la caste parasitaire qu'est la bureaucratie.

Les adversaires de la révolution russe utilisent certaines expressions musclées de Lénine dans quelques lettres ou circulaires pour dénoncer sa brutalité, sa violence, etc., sans jamais chercher à savoir (et surtout à indiquer) quels faits ont motivé sa vigueur verbale, pourquoi cette dernière et de quels effets ont été suivies ses recommandations vigoureuses destinées à fouetter des énergies défaillantes, ou dont il craint — à tort ou à raison — qu'elles ne le soient.

"Pendre les criminels-communistes" est manifestement l'expression d'une indignation à la fois devant les actes de bureaucrates corrompus et devant "l'indulgence" des dirigeants du parti de la capitale à leur égard, et non une proposition à prendre au pied de la lettre.

Lénine ne veut certainement pas les faire "pendre" au sens exact du mot, mais les faire châtier de façon exemplaire... comme la suite de la lettre le montre. La menace de pendaison est à l'évidence une image hyperbolique. Les faits le prouvent...

Lénine : lettre au bureau politique du comité central du PCR(b)

Au camarade Molotov pour les membres du bureau politique.

Le comité de Moscou (et Zelenski dans le nombre) — et ce n'est pas la première fois — se montre indulgent avec les criminels-communistes, qu'il faut pendre.

Cela se fait "par erreur", mais le danger de cette "erreur" est gigantesque. Je propose :

1. D'accepter la proposition de Divilski.
2. D'infliger un blâme sévère au comité de Moscou pour indulgence à l'égard des communistes (pour la forme de l'indulgence, une commission particulière).
3. D'informer tous les comités provinciaux que le comité central répondra à la plus petite tentative "d'influer" sur les tribunaux

afin "d'adoucir" la responsabilité des communistes par l'exclusion du parti.

4. D'informer par circulaire le commissariat du peuple à la Justice (avec copie aux comités provinciaux) que les tribunaux sont obligés de punir les communistes plus sévèrement que les non-communistes.

La non-exécution de cette directive par les juges populaires et les membres du collège du commissariat à la Justice entraînera leur révocation.

5. Confier au présidium du comité exécutif central des Soviets la tâche de stigmatiser le présidium du soviet de Moscou par un blâme dans la presse. 18 mars 1922, Lénine

P. S. : C'est le sommet de la honte et du scandale : le parti au pouvoir défend "ses propres" canailles...

Fin

La question du parti est déterminante. Elle est un des enseignements de la Commune de Paris en 1871, puis de la révolution russe de 1917. Notons au passage qu'elle se pose dans tous les pays. Pourquoi ? Parce qu'ils font partie intégrante de la structure des Etats et des institutions de chaque pays et représentent les intérêts des différentes classes en présence. C'est donc l'existence des classes qui déterminent l'existence des différents partis politiques dans lesquels leurs représentants sont regroupés pour défendre leurs intérêts de classe face aux autres classes. Même les anarchistes qui sont hostiles à la construction d'un parti et à l'existence d'un Etat sont organisés en parti. Voilà pour la légitimité historique du parti qu'on le veuille ou non.

Partant de là, nier la nécessité de construire un parti ouvrier révolutionnaire, revient ni plus ni moins qu'à se soumettre à l'ordre établi ou à laisser le ou les partis qui se partagent le pouvoir pour le compte de la classe dominante des capitalistes régner en maître. On comprendra dès lors que tous ceux qui tiennent des discours vantant l'apolitisme et ses mérites n'entendent pas combattre l'ordre établi et encore moins le renverser. Ce sont des agents conscients ou non du régime en place.

Maintenant, comme on vient de le voir, la construction du parti n'est pas simple, c'est une tâche particulièrement ardue mais pas irréalisable, à condition d'en avoir la volonté ou d'y prêter une attention soutenue pratiquement de tous les instants.

La complexité de cette tâche se situe à différents niveaux et variera selon les pays ou le contexte économique et politique. On peut essayer d'en tracer les grands traits rapidement.

Elle est particulièrement complexe parce que la composition du parti sera forcément très hétérogène, à l'image de la classe ouvrière et des classes moyennes, de l'ensemble de la société hormis les grands capitalistes. Pour cette raison et au regard des enseignements que l'on peut tirer de l'expérience du parti bolchevik, le parti que nous devons construire n'est pas destiné à devenir un parti de masse composé de centaines de milliers ou plusieurs millions de travailleurs pour préserver sa nature ou son essence, le rôle transitoire qu'il est amené à remplir avant, pendant et après la révolution, pour guider les masses et conserver son rôle dirigeant tout au long du processus révolutionnaire qui se poursuivra bien au-delà de la prise du pouvoir.

On peut facilement comprendre que si quelques milliers ou dizaines de milliers de militants ayant élevé leur niveau de conscience au niveau du socialisme étaient noyés dans une masse de centaines de milliers ou plusieurs millions de militants ou adhérents bourrés d'illusions ou encore en grande partie arriérés, il arriverait un moment où ils perdraient le contrôle du parti ou le niveau de conscience du parti qu'ils incarnaient se retrouverait dilué et c'est l'ensemble du parti et du processus révolutionnaire qui s'en trouveraient fragilisés et gravement menacés de dégénérescence ou décomposition contre laquelle ils auront de toutes manières à lutter en permanence.

On ne peut pas envisager raisonnablement que des millions de travailleurs puissent se hisser au socialisme en quelques semaines ou mois ni même années, encore moins l'exiger. Si on veut que le parti remplisse sa tâche historique, il faut le protéger contre cette tentation, qui au départ pourrait présenter des avantages qui se transformeraient très rapidement en obstacles infranchissables ou fatales, il faut absolument se préserver d'une telle aventure qui tournerait forcément mal.

Il faut donc envisager de construire un parti composé uniquement des éléments les plus conscients de la classe ouvrière et des classes moyennes amenés à prendre la direction de la révolution et capable d'assumer les responsabilités d'un Etat ouvrier dans un premier temps en s'appuyant sur les institutions ou organismes politiques indépendants qui auront émergés au cours de la révolution.

Quant aux centaines de milliers ou millions de travailleurs qui sympathiseront avec le parti ou supporteront sa politique, et qui seront amenés à jouer un rôle déterminant dans les assemblées populaires qui couvriront tout le pays, il faudra leur proposer un autre modèle d'organisation plus souple et moins contraignant que le parti, sans leur accorder le moindre pouvoir après la révolution au sein de l'Etat.

Je dois interrompre cette argumentation que l'on reprendra une autre fois, car je dois actualiser le portail aujourd'hui.

On peut ajouter les tâches suivantes que le parti devraient accomplir au quotidien ou dès maintenant s'il existait, nous développerons plus tard.

- La formation des militants doit être continue pour qu'ils acquièrent la maîtrise de la méthode du matérialisme dialectique pour interpréter le monde. L'objectif ne doit pas être de former des machines à propagande, mais des militants conscients et destinés à le rester, et donc à rester au parti...

- La formation des militants doit être conçue en fonction des différentes couches de militants, c'est quelque chose qui doit être discutés, étudiés sérieusement sans négliger aucun aspect de la vie ou des expériences vécues par les militants...

- Il doit se doter d'une commission formation dotée de moyens suffisants, humains, matériels et financiers...

- Le parti doit s'adresser aux masses exploitées sans négliger les couches les plus défavorisées...

- Le parti doit lutter contre la guerre idéologique et psychologique de la classe dominante contre les masses...

- Il doit intervenir dans la lutte des classes sur au moins quatre axes :

- Contre la politique du gouvernement, les institutions et le capitalisme, les trois facteurs étant liés.

- Contre l'opportunisme en général.

- Mener des campagnes de solidarité en direction du mouvement ouvrier international.

- Mener des campagnes sur des aspects de la situation qui ressort de sa propre interprétation pour attirer l'attention des masses dessus, sans se soucier qu'ils figurent ou non à l'agenda des médias ou de qui que ce soit.

- Il doit diffuser les idées ou principes, les valeurs du socialisme, sinon à quoi bon tout le reste, n'est-ce pas ?

A suivre.

Aux "petits boutiquiers" et autres apprentis sorciers.

Léon Trotsky : La révolution d'Octobre a-t-elle été un échec ? (mai 1940) - Les cahiers du mouvement ouvrier n°39 (Cermtri)

Ce texte de Trotsky figure à la fin du tome 23 des OEuvres (pp. 334 à 338).

- La réalité est infiniment plus riche en ressources, variantes et combinaisons que n'importe quelle imagination. (...)

Un pronostic est valable, non pas dans la mesure où il exprime ou trouve une confirmation photographique exacte des développements ultérieurs, mais plutôt s'il nous aide, en projetant devant nous les facteurs historiques, à nous orienter dans le cours réel des événements. (...)

La présence du génie humain côte à côte avec une barbarie terrifiante — c'est l'image du monde de demain. Là aussi, notre "schéma rigide" s'est révélé juste.

Ce qui est important dans la pensée scientifique, surtout dans les questions complexes de politique et d'histoire, c'est de distinguer le fondamental du secondaire, l'essentiel de l'accidentel, de prévoir le mouvement des facteurs essentiels du développement. Pour les gens dont la pensée ne va que du jour au lendemain, qui cherchent à se rassurer avec toutes sortes d'événements épisodiques sans les relier ensemble dans un tableau global, la pensée scientifique qui part de facteurs fondamentaux semble dogmatique : en politique, on rencontre ce paradoxe à tout moment.

Si l'auteur a justement prédit un certain nombre de choses, cela n'est pas à mettre à son crédit personnel, mais à celui de la méthode qu'il a appliquée. Dans tous les autres domaines, les gens — ou au moins ceux qui sont spécialement formés — considèrent comme essentielle l'application d'une méthode définie. Il en va autrement en politique. Là domine la sorcellerie. Des gens d'une éducation supérieure croient que, pour une opération politique, les capacités d'observation, le coup d'oeil, une certaine dose de finesse et le sens commun suffisent.

L'illusion de la libre volonté engendre l'arbitraire subjectif. En Amérique, on trouve beaucoup la conception de l'homme politique comme un "ingénieur" qui prend des matières premières et construit en fonction de ses plans. Il n'y a rien de plus naïf et vide que cette conception. Pourtant, comme dans toute philosophie, y compris la philosophie de l'histoire, il existe une façon juste de concevoir les rapports réciproques entre subjectif et objectif. En dernière analyse, les facteurs objectifs remportent toujours sur le subjectif. C'est pourquoi une politique juste commence toujours par une analyse du monde réel et une analyse des tendances qui le traversent. C'est seulement ainsi qu'on peut parvenir à une prédiction scientifique correcte et à une intervention correcte dans un processus sur la base de cette prédiction. Toute autre approche relèverait de la sorcellerie. (...)

Des gens à la tournure d'esprit vulgaire pourraient maintenant faire allusion à la défaite du courant politique auquel appartenait et appartient toujours l'auteur de ce livre. Comment est-il possible que l'empiriste Staline ait vaincu la fraction qui suivait une méthode scientifique ? Cela ne veut-il pas dire que le sens commun est supérieur au doctrinarisme ? (...)

En politique, la méthode scientifique ne peut assurer la victoire dans tous les cas. Mais, par ailleurs, la sorcellerie donne dans certains cas une victoire quand celle-ci repose sur des alignements objectifs et les tendances générales du développement.

Il y a des gens qui se considèrent comme des gens instruits, mais qui se permettent d'émettre des jugements sommaires comme celui selon lequel "la révolution d'Octobre a été un échec". Qu'en est-il de la Révolution française ? Elle s'est terminée par la restauration, bien qu'épisodique, des Bourbons. Et la guerre civile aux Etats-Unis ? Elle a conduit au règne des Soixante Familles. Et toute l'histoire humaine en général ? Jusqu'à présent, elle a conduit à la seconde guerre impérialiste, qui menace notre civilisation entière. Il est dans ces conditions impossible de ne pas dire que toute l'histoire n'a été que faute et échec. Finalement, qu'en est-il des êtres humains eux-mêmes — pas un petit facteur dans l'histoire ? Ne faut-il pas dire que ce produit d'une évolution biologique prolongée est un échec ? Bien entendu, il n'est interdit à personne de faire semblables observations générales. Mais elles découlent de l'expérience individuelle de petits boutiquiers, ou de la théosophie, et ne s'appliquent pas au processus historique dans son ensemble ou à toutes ses étapes, ses chapitres principaux ou ses épisodes.

Fin.

Je n'ai pas le temps ici d'analyser les riches enseignements que contient ce passage.

Peut-être qu'après cette lecture attentive qui nécessite de s'arrêter à chaque paragraphe pour réfléchir, on cessera de nous accuser de faire un procès en "sorcellerie" aux dirigeants des courants trotskystes qui n'ont cessé de se gargariser dans le passé, moins de nos jours par la force des choses, de victoires qui reposaient uniquement sur "des alignements objectifs et les tendances générales du développement", plutôt que faire preuve réellement d'un esprit scientifique en tenant compte de l'ensemble des facteurs en présence...

La révolution d'Octobre n'a pas été un échec, dans un contexte précis, elle a épuisé toutes les ressources dont elle disposait, voilà tout. Qu'il lui en ait manqué pour mener cette expérience plus loin, c'est indéniable, mais on ne pouvait pas en faire le reproche à ses deux principaux dirigeants, Lénine et Trotsky.

L'enseignement qu'on devait en tirer était de déterminer ce qui lui avait fait défaut pour qu'elle se poursuive à l'échelle mondiale, puisque c'est à ce niveau seulement qu'elle pourra triompher ou que nous vaincrons définitivement notre ennemi, le capitalisme.

Elle a démontré que c'était possible de porter la classe ouvrière au pouvoir dans un pays arriéré ou qui ne figurait pas parmi les pays capitalistes les plus développés, mais que sans développement à l'échelle mondiale ses faiblesses en auraient raison, dont l'arriération des masses qui profita à la bureaucratisation et à la corruption du parti bolchevik et de l'Etat ouvrier et sur laquelle germa et proliféra le stalinisme.

L'ignorance ou l'arriération des masses est un problème majeur, qui répugne à nos dirigeants qui ont délibérément décidé de s'en détourner.

Dans un autre texte ou lors d'une conférence je ne sais plus au juste, Trotsky avait insisté sur cette question en étant très clair, en substance il disait que dans l'avenir pour qu'une révolution triomphe, il faudrait au préalable avoir élevé le niveau de conscience du prolétariat à un niveau considérablement plus élevé que par le passé, ce qui s'imposait du fait des transformations profondes en cours au sein de la société et de l'évolution du capitalisme rendu au stade de l'impérialisme, ce dont nos dirigeants ne tiendront jamais compte, y compris de nos jours. A suivre.

[La liberté ou la mort.](#)

- Le Monde et sa lumineuse trouvaille anti « fakes » : Le Décodex - arretsurinfo.ch

Je vous présente un des fleurons du Ministère de la Vérité français, l'un des plus performants chenils de chiens de garde du

pouvoir : Le groupe Le Monde.

Direction Louis Dreyfus, Pierre Bergé

Filiales Le Monde Le Monde interactif Télérama La Vie L'Obs

Propriétaires du groupe : Bergé, Niel, Pigasse trois milliardaires affairistes et banquiers qui touchent chaque année, pour faire tourner leurs machines à formater : près de 25 millions d'euros d'argent public.

Un groupe tenu par des oligarques proches du pouvoir et de plus, alimenté par l'État, quel beau label d'objectivité ! Quoi de plus indépendant, quoi de plus crédible, n'est-ce pas ?

Une fois que vous savez ça, vous allez apprécier ce qui suit : Ces journalistes forts de leur positions de faiseurs d'opinions et de manipulateurs d'une plèbe qu'ils considèrent en déficit de neurones, ont décidé du haut de leur position de gardien de la doxa de créer un instrument de « lutte citoyenne » (sic) contre les fake news ! C'est quoi les fake ? Les doutes sur la version officielle du 9/11 ? Le scandale du Pizza-Gate et les manoeuvres honteuses du parti démocrate révélé par Wikileaks ? Les dangers de la vaccination ? Les chemtrails ? En réalité, ne nous y trompons pas, tout ce qui n'est pas approuvé ou toléré par le Ministère de la Vérité est un fake, point.

Un tel mépris non seulement pour notre intelligence à tous, mais aussi pour notre honnêteté est un camouflet intolérable.

Dans le lumineux projet Decodex (fruit du blog de censure du Monde : Les Décodeurs*) qui devrait voir le jour au début du mois prochain, tels des enfants de maternelle, nous aurons des gommettes de couleur pour nous orienter sur la fiabilité de 600 médias, médias dont je doute qu'ils aient été tous honnêtement explorés et étudiés afin d'en vérifier les sources. Ce serait un travail titanesque et coûteux qu'ils ne feront probablement pas. Sera-ce une copie améliorée de cette liste de sites conspirationnistes grotesque publiée en janvier 2016 ? En tout cas, vous saurez que les blogs ou sites bénéficiant de la gommette verte sont approuvés par le pouvoir. Finalement, cela pourra vous faire gagner du temps.

Plus inquiétant, il est probable que ce décodex sera utilisée par les enseignants pour laver le cerveau des jeunes élèves sous le prétexte de former leur esprit critique vis à vis d'internet.

Ne vous laissez pas prendre. Selon les façons d'opérer habituelle des Décodeurs, les choses seront présentées avec nuance pour rester crédibles et faire oublier que l'intention finale est celle de lutter contre une information alternative qui fait apparaître leur propres mensonges et silences coupables et met à jour leurs manipulations.

Nous allons sans doute voir surgir également dans cette liste tous les sites les plus extrêmes et farfelus du net afin de déconsidérer l'ensemble du travail des blogs de contre-information.

Qu'est-ce que cela dit ?

D'une part, ce projet prouve sans aucun doute possible que l'on nous prend pour des débiles incultes incapables de faire la balance entre deux informations contradictoires et d'analyse correcte d'une situation, incapables également de vérifier l'orientation ou la validité des sources. C'est comme si ils nous écrivaient noir sur blanc : « Vous êtes trop stupides pour comprendre, nous seuls pouvons. »

D'autre part cela démontre qu'ils ont peur, que le pouvoir a peur, que le Brexit comme l'élection de Donald Trump leur donnent des cauchemars et qu'il faut faire vite vite en Europe avant les élections françaises, allemandes et néerlandaises.

Vu sous un autre angle ce projet de Decodex est l'aveu de leur défaite et pour nous tous qui aimons la liberté, un immense encouragement à continuer la lutte : Libres égaux et fraternels.

(* Je mets en garde contre le blog Les Décodeurs qui sous le masque d'analyses alternatives « objectives » mélange habilement sujets sur des mensonges avérés que l'on ne peut qu'approuver et sujets dérangeants pour la doxa, sous le masque de ce qui s'appelle maintenant le « débunkage ». Il se pose comme le garant de la vérité. Vous n'ignorez nullement comme il est aisé de trouver des liens pointant vers toutes nuances d'opinions émises par des spécialistes et experts de tout poil sur le net : Monsieur Truc, Professeurs machins croulant sous les médailles, dont on nous ne connaissons souvent pas l'existence et moins encore le degré d'indépendance vis à vis de tel ou tel lobby ou telles instances du pouvoir en place.) arretsurinfo.ch 29.01

Pour vérifier que l'auteur de cet article n'a rien inventé.

Le Monde déclenche son offensive contre les "fake news" - Lexpress.fr 25.01

Le Monde mettra en ligne le 1er février une boîte à outils de lutte contre les sites de fausses informations baptisée, "Decodex", qui s'appuie sur une base de 600 sites classés par degré de fiabilité, a indiqué Samuel Laurent, patron des "Décodeurs" du Monde.

"Nous avons recensés 600 sites, majoritairement français mais aussi anglais et américains et quelques allemands, avec 5 niveaux de fiabilité, repérés par cinq couleurs", a-t-il expliqué.

"Nous distinguons en gris les sites collectifs, donc non classés, comme Wikipedia, en bleu les sites parodiques, comme Le Gorafi ou NordPresse, en rouge les sites pas du tout fiables, complotistes ou trompeurs, comme le portail IVG.net qui, sous couvert d'informations, veut manipuler les femmes pour les décourager d'avorter, en orange les sites peu fiables ou très orientés, type FdeSouche, ou les attrape-clics qui republient des informations non recoupées, et enfin en vert les sites très fiables", a-t-il précisé.

Tous sont décrits dans la base, y compris leur idéologie et leur actionnariat, quand il est connu. "C'est n'est pas un jugement sur leur opinion, mais sur leur démarche journalistique", a-t-il souligné.

Ce classement permettra à "Decodex" d'offrir trois déclinaisons : un moteur de recherche, disponible sur le site du Monde, qui permettra de se renseigner sur un site ; une extension pour les navigateurs Chrome et Firefox, qui ouvrira un fenêtre d'avertissement quand on lira un article venant de l'un des sites recensés ; et enfin un bot (robot) sur la messagerie Messenger de Facebook, qui donnera aux internautes des réponses automatiques sur les sites qu'ils veulent vérifier et des conseils sur la manière de vérifier l'info.

Ces outils gratuits, disponibles pour tous, visent un public large, notamment les jeunes. "L'idée n'est pas de faire du clic ni de l'argent, c'est une démarche citoyenne", a expliqué Samuel Laurent, dont l'équipe de "Décodeurs" est l'une des plus actives parmi les "fact-checkeurs" de la presse française qui luttent contre les fausses informations.

Les Décodeurs veulent continuer à enrichir leur base et l'ouvrir aux développeurs, pour que d'autres puissent élaborer de nouveaux outils à partir de ces données. AFP, publié par leexpress.fr le 25.01

Le mimétisme ou la synchronisation est pratiquement parfaite.

- Bruxelles demande aux réseaux sociaux de traquer les « fausses informations » par OJIM - Arrêt sur Info 01.02

Aussi, les médias traditionnels en perte de vitesse (qu'il s'agisse des audiences ou des ventes, pour la presse papier) redoutent par-dessus tout le succès des sites de réinformation sur internet, tout comme l'effet des réseaux sociaux.

Dernier signe d'inquiétude en date, Bruxelles vient de sommer Facebook et les autres réseaux sociaux de « prendre une position plus forte » contre les « fausses informations ». « Je suis très préoccupé comme tout le monde au sujet des fausses informations, surtout après les élections aux États-Unis », a déclaré le commissaire européen chargé du marché unique numérique Andrus Ansip. Au-delà de l'avertissement, l'Union Européenne compte bien sévir : « Je crois vraiment aux mesures d'autoréglementation, mais si des clarifications sont à faire, nous serons prêts à les faire. »

De son côté, Facebook a annoncé la mise en place d'un système de filtre pour les contenus suspects. « Nous testons plusieurs façons de rendre plus facile le signalement de fausses informations, ce que vous pouvez faire en cliquant sur le coin supérieur droit d'un message. Nous comptons beaucoup sur notre communauté pour obtenir de l'aide sur cette question... », a déclaré la plate-forme. Une manière comme une autre d'inviter ses utilisateurs à la délation...

Outre les principes douteux du procédé, le fait qu'un réseau social décide quelle information est « vraie » ou « fausse » relève de la naïveté affligeante et pose bien des questions, notamment celles de savoir qui seront les principales cibles de cette vigilance et quelle sera le degré idéologique de cette vigilance. Question subsidiaire enfin : les médias traditionnels devront-ils également rendre des comptes sur la fiabilité de leurs informations ? OJIM, le 1 février 2017

Un autre article :

<http://www.lesechos.fr/tech-medias/medias/0211748486438-la-commission-europeenne-met-en-garde-facebook-sur-les-fake-news-2061213.php#ykRdtVUwxAuUSwwL.99>

On peut ignorer d'où viennent les mauvais coups, mais quand on en connaît l'origine on n'est pas plus avancé pour autant si on ne sait pas pourquoi on nous les a portés ou quelles étaient les intentions de leurs auteurs, c'est ainsi qu'ils pourront récidiver à tout moment sans être inquiété et ainsi de suite.

Les démagogues qui sévissent au sein du mouvement ouvrier (dont le courant politique dont j'étais issu) prétendaient que démasquer leurs auteurs serait suffisant, or il n'en est rien. Pourquoi ne tenaient-ils pas à ce qu'on se pencha sur leur véritable nature ? Parce que ces auteurs arboraient le masque trompeur de la gauche sans lequel les révisionnistes du marxisme n'auraient pas pu justifier leur théorie et leur ligne politique opportunistes.

Comme quoi ils ont de la suite dans les idées...

- Un milliardaire propose de donner plus de voix au riches et compare la "guerre contre les riches" à l'Holocauste. - Le Grand Soir 14.02.2014

Lorsque Adam Lashinsky, du magazine Fortune, lui a demandé s'il avait une idée qui pourrait « changer le monde », le milliardaire capitaliste Tom Perkins a déclaré jeudi devant un auditoire du Commonwealth Club à San Francisco que les Américains qui ne payaient pas d'impôts ne devraient pas avoir le droit de voter que les riches devraient avoir plus de voix.

« Mon système serait le suivant : seul celui qui paie des impôts aurait le droit de vote, » a dit Perkins. « Le fond de ma pensée est qu'il faudrait faire comme pour une entreprise. Vous payez un million d'impôts, vous avez droit à un million de voix. Qu'en pensez-vous ? »

Le public a ri à l'idée, mais CNN a remarqué que le milliardaire ne semblait pas plaisanter.

Le mois dernier, Perkins a employé une analogie avec l'Holocauste pour décrire ses craintes quant à la sécurité des 1% les plus riches, en écrivant, « J'aimerais attirer votre attention sur le parallèle entre la guerre de l'Allemagne nazie contre ses « 1% », c'est-à-dire les juifs, et la guerre des progressistes contre les 1% d'Américains, c'est-à-dire les « riches ». » Le Grand Soir 14.02.2014

Dans quel monde (totalitaire) Le Monde et ses semblables voudraient-ils nous projeter ?

Le Meilleur des mondes - Aldous Huxley (1931)

Extraits - « La dictature parfaite serait une dictature qui aurait les apparences de la démocratie, une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader, un système d'esclavage où, grâce à la consommation et au divertissement, les esclaves auraient l'amour de leur servitude. »

« Sous la poussée d'une surpopulation qui s'accélère et d'une sur-organisation croissante et par le moyen de méthodes toujours plus efficaces de manipulation des esprits, les démocraties changeront de nature. Les vieilles formes pittoresques — élections, parlements, Cours suprêmes, et tout le reste — demeureront, mais la substance sous-jacente sera une nouvelle espèce de totalitarisme non violent. Toutes les appellations traditionnelles, tous les slogans consacrés resteront exactement ce qu'ils étaient au bon vieux temps. La démocratie et la liberté seront les thèmes de toutes les émissions de radio et de tous les éditoriaux. Entretemps, l'oligarchie au pouvoir et son élite hautement qualifiée de soldats, de policiers, de fabricants de pensée, de manipulateurs des esprits, mènera tout et tout le monde comme bon lui semblera. » (Le Meilleur des mondes - Aldous Huxley 1931) Aldous Huxley consacra le reste de ses jours à combattre l'oligarchie et sa conception totalitaire du monde. 27 ans après la rédaction du Meilleur des mondes il nous livra ses conclusions qui sont matières à réflexion et enseignements pour le combat que nous menons pour abattre le capitalisme et l'éradiquer de la surface de la terre.

Retour au Meilleur des mondes - Aldous Huxley -1958

Extrait - Arrivés à ce point, nous nous trouvons devant une question très troublante. Désirons-nous vraiment agir? Est-ce que la majorité de la population estime qu'il vaut bien la peine de faire des efforts assez considérables pour arrêter et si possible renverser la tendance actuelle vers le contrôle totalitaire intégral? Aux U.S.A. - et l'Amérique est l'image prophétique de ce que sera le reste du monde urbano-industriel dans quelques années d'ici - des sondages récents de l'opinion publique ont révélé que la majorité des adolescents au-dessous de vingt ans, les votants de demain, ne croient pas aux institutions démocratiques, ne voient pas d'inconvénient à la censure des idées impopulaires, ne jugent pas possible le gouvernement du peuple par le peuple et s'estimeraient parfaitement satisfaits d'être gouvernés d'en haut par une oligarchie d'experts assortis, s'ils pouvaient continuer à vivre dans les conditions auxquelles une période de grande prospérité les a habitués. Que tant de jeunes spectateurs bien nourris de la télévision, dans la plus puissante démocratie du monde, soient si totalement indifférents à l'idée de se gouverner eux-mêmes, s'intéressent si peu à la liberté d'esprit et au droit d'opposition est navrant, mais assez peu surprenant. « Libre comme un oiseau », disons-nous, et nous envions les créatures ailées qui peuvent se mouvoir sans entrave dans les trois dimensions de l'espace, mais hélas, nous oublions le dodo. Tout oiseau qui a appris à gratter une bonne pitance d'insectes et de vers sans être obligé de se servir de ses ailes renonce bien vite au privilège du vol et reste définitivement à terre. Il se passe quelque chose d'analogue pour les humains. Si le pain leur est fourni régulièrement et en abondance trois fois par jour, beaucoup d'entre eux se contenteront fort bien de vivre de pain seulement - ou de pain et de cirque. « En fin de compte », dit le Grand Inquisiteur dans la parabole de Dostoïevski, « ils déposeront leur liberté à nos pieds et nous diront : faites de nous vos esclaves, mais nourrissez-

nous. ” Et quand Aliocha Karamazov demande à son frère, celui qui raconte l'histoire, si ce personnage parle ironiquement, Ivan répond : “ Pas le moins du monde! Il revendique comme un mérite pour lui et son Eglise d'avoir vaincu la liberté dans le dessein de rendre les hommes heureux. ” Oui, pour rendre les hommes heureux. “ Car rien ”, assure-t-il, “ n'a jamais été plus insupportable pour un homme ou une société humaine que la liberté. ” Rien, si ce n'est son absence; en effet, lorsque les choses vont mal et que les rations sont réduites, les dodos rivés au sol réclament leurs ailes à tue-tête - pour y renoncer, une fois de plus, quand les temps deviennent meilleurs et les éleveurs plus indulgents, plus généreux. Les jeunes qui ont si piètre opinion de la démocratie combattront peut-être pour défendre la liberté. Le cri de “ Donnez-moi la télévision et des saucisses chaudes, mais ne m'assommez pas avec les responsabilités de l'indépendance ”, fera peut-être place, dans des circonstances différentes à celui de “ La liberté ou la mort ”. Si une telle révolution se produit, elle sera due en partie à l'action de forces sur lesquelles, même les gouvernants les plus puissants n'ont que très peu de pouvoir, en partie à l'incompétence de ces chefs, à leur manque d'efficacité dans le maniement des instruments de manipulation mentale que la technique et la science ont fournis et continueront à fournir aux aspirants dictateurs.

Si l'on considère leur ignorance et le peu de moyens dont ils disposaient, les Grands Inquisiteurs du passé ont obtenu des résultats remarquables. Mais leurs successeurs, les dictateurs bien informés et intégralement scientifiques de l'avenir, feront à n'en pas douter beaucoup mieux. Le Grand Inquisiteur reproche au Christ d'avoir appelé les hommes à la liberté et Lui dit “ Nous avons corrigé ton oeuvre et l'avons fondée sur le miracle, le mystère et l'autorité. ” Mais cette trinité n'est pas suffisante pour garantir la survie indéfinie d'une tyrannie.

Dans Le Meilleur des Monde, les dictateurs y avaient ajouté la science, ce qui leur permettait d'assurer leur autorité par la manipulation des embryons, des réflexes chez les enfants et des esprits à tous les âges. Au lieu de parler simplement de miracles et de glisser des allusions symboliques aux mystères, ils étaient en mesure, grâce à des drogues, d'en faire faire l'expérience directe à leurs sujets - de transformer la foi en connaissance extatique.

Les anciens dictateurs sont tombés parce qu'ils n'ont jamais pu fournir assez de pain, de jeux, de miracles et de mystères à leurs sujets; ils ne possédaient pas non plus un système vraiment efficace de manipulation mentale. Par le passé, libres penseurs et révolutionnaires étaient souvent les, produits de l'éducation la plus pieusement orthodoxe et il n'y avait rien là de surprenant. Les méthodes employées par les éducateurs classiques étaient et sont encore extrêmement inefficaces. Sous la férule d'un dictateur scientifique, l'éducation produira vraiment les effets voulus et il en résultera que la plupart des hommes et des femmes en arriveront à aimer leur servitude sans jamais songer à la révolution. Il semble qu'il n'y ait aucune raison valable pour qu'une dictature parfaitement scientifique soit jamais renversée.

En attendant, il reste encore quelque liberté dans le monde. Il est vrai que beaucoup de jeunes n'ont pas l'air de l'apprécier, mais un certain nombre d'entre nous croient encore que sans elle les humains ne peuvent pas devenir pleinement humains et qu'elle a donc une irremplaçable valeur. Peut-être les forces qui la menacent sont-elles trop puissantes pour que l'on puisse leur résister très longtemps. C'est encore et toujours notre devoir de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour nous opposer à elles. (Retour au Meilleur des mondes - Aldous Huxley)

Utilisons la liberté dont nous disposons encore pour combattre cette entreprise totalitaire.

L'initiative du Monde dirigée contre les sources d'informations alternatives aux médias institutionnels subventionnés par l'Etat et propriétaires d'oligarques ou banquiers serait puérile ou vouée à l'échec car trop tardive, s'il s'agissait uniquement d'en éloigner les travailleurs et les jeunes, parce qu'elles sont connues et ont même déjà acquis une certaine notoriété à tort ou à raison, là n'est pas la question.

La désignation d'un certain nombre de portails ou blogs comme infréquentables ou dangereux, qualifiés de négationnistes, complotistes ou de complices du terrorisme peut s'inscrire dans le cadre d'une opération beaucoup plus vaste ayant pour objectif inavoué à ce stade mais pendant ou logique à terme de les interdire, ce qui nécessite d'y préparer les esprits afin que cette mesure soit appliquée sans rencontrer de résistance ou mieux qu'elle soit ainsi cautionnée, car ne manquant pas de supporters dès à présent y compris au sein du mouvement ouvrier corrompu.

Dès lors nous appelons au boycott de ce portail du Monde, ainsi que tous les portails ou blogs du Monde et des médias qui consacrent déjà une rubrique similaire à leurs lecteurs.

Cette opération digne des méthodes employées par le ministère de la propagande d'un régime nazi manifeste l'impuissance et l'impatience de l'oligarchie face au rejet grandissant dont font l'objet la politique du gouvernement, le néolibéralisme, l'ensemble des médias qui en sont les relais parmi l'ensemble de la population et qui sont voués à connaître le même sort que les institutions de la Ve République ou l'Union européenne.

La méfiance ou le rejet croissant qu'inspirent les médias-oligarques est le produit de leur soutien sans faille à la politique ultra réactionnaire du gouvernement, de leur parti pris hystérique et tapageur contre le Brexit ou en faveur de l'Union européenne, de Clinton ou encore, leur présentation frauduleuse de la libération d'Alep en Syrie, de leur alignement systématique sur les va-t-en-guerre de l'OTAN et de Washington, de leur misérable idolâtrie de l'oligarchie ou du marché, et enfin de leur volonté

affichée d'étouffer, de discréditer et criminaliser toute interprétation différente des versions officielles et leurs auteurs, d'imposer au moyen d'artifices ou d'analyses bâclées ou manifestement incohérentes ou puant la falsification à plein nez une pensée unique qui ne sert qu'à cautionner ce que les travailleurs et les jeunes vivent au quotidien et dont ils voudraient bien se débarrasser. Cette entreprise a justement été conçue pour les en empêcher ou tenter de leur enlever l'idée de la tête que ce serait possible, en leur interdisant de prendre connaissance des origines de leurs difficultés ou de la décomposition de la société.

Quelques articles qui illustrent la corruption des médias et la désinformation, l'intox à laquelle se livre en continu Le Monde.

Il s'agit d'articles que j'ai mis en ligne entre 2012 et 2016 et qui proviennent de sources diverses à travers le monde.

Liste des 200 titres de presse les plus aidés en 2014 - Aides directes et indirectes provenant du budget de l'Etat.
http://www.luttedeclasse.org/dossier37/France_medias_200_titres_de_presse_les_plus_aides_2014_12062015.pdf

Les informations du "photojournaliste Mani", pour Le Monde - Mondialisation.ca 30.01.2012
http://www.luttedeclasse.org/dossier/syrie_3_300112.pdf

Syrie : "Le Monde" diffuse une vidéo-show de l'AFP - Réseau Voltaire 09.08.2012
http://www.luttedeclasse.org/dossier2/syrie_france_media_090812.pdf

La presse française assume le caractère colonial de l'opération Serval - Réseau Voltaire
http://www.luttedeclasse.org/dossier3/mali_france_media_300113.pdf

Le Monde ou la voix de l'Etat terroriste sioniste. - La voix de l'Opposition de gauche 05.02.2013
http://www.luttedeclasse.org/service2/le_monde_media_sionisme_050213.pdf

L'enquête sur les armes chimiques par deux reporters du Monde en Syrie : Une nouvelle manipulation - mondialisation.ca 31.05.2013
http://www.luttedeclasse.org/dossier4/syrie_france_media_2_310513.pdf

Le Monde et les gaz chimiques : des invraisemblances médicales ? (michelcollon.info) (30.05.13)
http://www.luttedeclasse.org/dossier4/syrie_france_media_300513.pdf

« Le Monde » et les conflits yougoslaves : entre manipulation, mensonges et désinformation (michelcollon.info) (05.06.13)
http://www.luttedeclasse.org/dossier4/france_media_1_050613.pdf

Le journal Le Monde : une référence de la désinformation (michelcollon.info) (05.06.13)
http://www.luttedeclasse.org/dossier4/france_media_2_050613.pdf

Le Monde fait de la propagande pro-guerre sur les armes chimiques en Syrie (mondialisation.ca) (06.06.13)
http://www.luttedeclasse.org/dossier4/syrie_france_lemonde_1_060613.pdf

Un journaliste quitte Le Monde pour échapper à la censure du business. (michelcollon.info) (02.09.13)
http://www.luttedeclasse.org/dossier5/france_Le_Monde_Herve_Kempf_020913.pdf

Anomie du Monde - La responsabilité des médias mainstream - Le Grand Soir 09.09.2013
http://www.luttedeclasse.org/dossier5/syrie_Le_monde_01_090913.pdf

Syrie : intox habituelle au journal Le Monde. (legrandsoir.info) (28.09.13)
http://www.luttedeclasse.org/dossier6/medias_syrie_france_Le_Monde_280913.pdf

Le djihad de l'intox - legrandsoir.info 03.10.2013
http://www.luttedeclasse.org/dossier7/syrie_france_media_Le_Monde_1_031013.pdf

L'anti-terrorisme selon Le Monde. (french.irib.ir) (19.02.14)
http://www.luttedeclasse.org/dossier14/Syrie_France_190214.pdf

Venezuela : incitation à la violence (La Jornada) - legrandsoir.info 08.04.2014
http://www.luttedeclasse.org/dossier17/Venezuela_medias_080414.pdf

Courrier au médiateur du Monde, concernant le Venezuela - legrandsoir.info 19.04.2014

http://www.luttedeclasser.org/dossier18/France_media_Le_Monde_Venezuela_190414.pdf

Le Monde diffuse la propagande de guerre gouvernementale sur l'Irak (mondialisation.ca) (05.10.14)

http://www.luttedeclasser.org/dossier25/France_Le_Monde_media_Irak_051014.pdf

Le journal « Le Monde » défend les crimes de guerre dans le Donbass - Arrêt sur info 11.08.2015

http://www.luttedeclasser.org/dossier41/media_France_Le_Monde_Donbass_11082015.pdf

« Courrier international », le produit offshore du « Monde » legrandsoir.info 19.02.2015

http://www.luttedeclasser.org/dossier30/France_medias_Courrier_international_Le_Monde_190215.pdf

Le quotidien Le Monde semble vouloir prendre la tête de la propagande contre la Russie (Arrêt sur info) (03.03.15)

http://www.luttedeclasser.org/dossier31/France_media_Le_Monde_propagande_contre_Russie_030315.pdf

Guerre médiatique : l'Amérique Latine selon Le Monde (legrandsoir.info) (20.04.15)

http://www.luttedeclasser.org/dossier34/France_media_Le_Monde_Amerique_Latine_20042015.pdf

Un journaliste de « Le Monde » en croisade permanente contre le Venezuela - Arrêt sur Info 26.05.2015

http://www.luttedeclasser.org/dossier34/France_media_Valls_Canal_Plus_26042015.pdf

Un journaliste de « Le Monde » en croisade permanente contre le Venezuela (michelcollon.info) (01.05.15)

http://www.luttedeclasser.org/dossier34/France_media_Le_Monde_Venezuela_01052015.pdf

Syrie: Grandeur et décadence d'un journal au-dessus de tout soupçon - mondialisation.ca 25.08.2015

http://www.luttedeclasser.org/dossier42/Syrie_France_media_Le_Monde_25082015.pdf

Syrie : quand les médias font l'apologie du terrorisme - Arrêt sur Info 15.12.2016

http://www.luttedeclasser.org/dossier44/Syrie_Alep_medias_France_16122016.pdf

Nous ne sommes pas les seuls à dénoncer cette entreprise totalitaire, partout dans le monde des voix s'élèvent pour s'y opposer ou mieux, pour la combattre.

- La propagande a un double objectif : diffuser des informations favorables, mais aussi empêcher la diffusion d'informations gênantes. (Réseau Voltaire 06.03.2006)

- Dans Mein Kampf, Hitler explique la crédibilité en d'énorme mensonge par rapport au petit bobard : « Dans la simplicité de leur esprit, les gens tombent plus facilement victimes d'une monstrueuse fiction que d'un petit boniment, car eux-mêmes se laissent souvent aller à de petites contrevérités peu importantes, mais auraient honte de recourir à de grosses mystifications. Il ne leur viendrait jamais à l'esprit de fabriquer une énorme imposture, et sont incapables de croire qu'un autre pourrait avoir pareil toupet. Même si des faits prouvant qu'il en est ainsi sont portés de manière claire à leur connaissance, ils continuent de douter et pensent qu'il pourrait y avoir une autre explication. »

Ce que les sociologues et Hitler nous disent, c'est que, avec le temps, les faits devenant évidents, les gens tiennent absolument sur le plan émotionnel aux croyances implantées par la propagande et trouvent que s'en libérer est une expérience déchirante. Il est plus confortable de dénoncer celui qui révèle la vérité plutôt que le menteur.

La psychologie de l'adhérence à des convictions, même injustifiées, est un pilier de la cohésion et de la stabilité sociale. (Paul Craig Roberts 19.09.2009)

- En 1977, Carl Bernstein, devenu célèbre grâce au Watergate, révéla que plus de 400 journalistes et dirigeants médiatiques travaillaient pour la CIA. Parmi eux des journalistes du New York Times, de Time et des réseaux de télévision. En 1991, Richard Norton Taylor du Guardian révéla quelque chose de similaire dans ce pays. (John Pilger 08.12.2014)

- Les « grands médias d'information » ont quasiment cessé d'informer ; de porter au public, à distance critique, les faits pertinents et vérifiés ; à partir bien sûr du réel constatable et non d'idéologiques lubies. Toujours plus, ces médias vendent la salade de leurs propriétaires libéraux-libertaires ; tout en vantant, à la Tartuffe, leurs « valeurs » et leur indépendance. Désormais, ces médias délaissent l'échange d'idées pour la brutale affirmation d'un « There Is No Alternative » (TINA) à la Thatcher. Qui s'oppose à cette ligne est noyé dans le silence.

Les médias-des-milliardaires offrent désormais des simulacres de « data journalism » nommés « Le Vrai du Faux », « Décodeurs » ou « Décryptage » – en fait, des outils pour disqualifier les esprits libres. (Xavier Raufer - Arrêt sur Info 02.06.2015)

- Le choc des civilisations du 21^{ème} siècle est bien moins celui du fait religieux que de celui de l'abandon de la démocratie en Occident! Plus le mondialisme avance et plus la démocratie recule. La financiarisation à outrance des moindres recoins de la société inverse toujours plus les priorités de celle-ci pour finir par l'asservir. En une quinzaine d'années, la soumission des ressorts démocratiques aux méandres de la finance ne peut être contestée. Les éloges de la démocratie sont dorénavant réservés aux discours préélectoraux ou justifiant des guerres. Mais dans les faits le concept démocratique semble bel et bien se déliter tendant à disparaître de pans entiers de la société. (Liliane Held-Khawam 12.03.2015)

- La mondialisation a permis la création d'un monstre au-delà de ce qu'on peut imaginer, puisque ce n'est plus un être humain, mais une organisation légale incontrôlable. Le petit crime organisé n'est qu'un insignifiant biscuit dans la trame cachée mais élue indirectement du crime invisible et gargantuesque qui domine le squelette de ladite représentativité. La chasse est ouverte... La chasse aux dictateurs est ouverte, puisque ceux-ci contrôlent leur pays, alors que l'Occident a perdu tout contrôle.

La phrase clef est ici : Il faut alors transformer en démocratie tout ce qui peut apparaître sous forme de dictature, bonne ou mauvaise, puisque celle-ci échappe aux dominants économiques désormais les seuls « représentants » des sociétés démocratiques. Ils ont les cordes et nous élisons les pantins.

Dans sa fabulation narcissique, le monde de la finance ricane, prenant le pouvoir, par des moyens encore plus grands et plus énormes que les armes et les bonnes intentions.

L'argent n'a pas d'odeur ni d'intention. Elle est le diktat dans un brouillard longuement concocté, vendu, et en oeuvre.

L'Histoire qui passe, passe si vite, et les tueurs économiques sont maintenant des snipers invisibles engraisés de manière journalière.

Mais comme au cinéma, ce n'est pas la réalité. La démocratie est maintenant la culture de l'hyper finance. Elle est la « démocratie ». (Gaëtan Pelletier 05.09.2013)

- Les élites au pouvoir en France et dans la majeure partie des pays du bloc américano-occidental, se caractérisent par leur servitude volontaire aux impératifs idéologiques et économiques du Nouvel Ordre Mondial. Par Nouvel Ordre Mondial il faut entendre le processus de la mondialisation et la constitution de pouvoirs financiers et économiques transnationaux qui dictent leurs réglementations aux représentations nationales. La libre circulation du capital et des marchandises induit de fait une prise de pouvoir de la sphère économique et financière mondialisée sur la sphère politique nationale. (Guillaume Borel 11.03.2015)

- La guerre en Afghanistan, mais surtout l'invasion et la destruction de l'Irak sous des prétexte mensongers et, depuis un an, les manigances des Etats-Unis et de l'Union européenne en Ukraine ont consacré le triomphe du journalisme embarqué: de Washington à Bruxelles, de Paris à Zurich, les médias dominants sont formatés et drillés pour réciter inlassablement le même discours: l'OTAN c'est le bien, la Russie c'est le mal. L'Europe, c'est la paix, la démocratie et la liberté, les autres, c'est la guerre, l'expansionnisme et l'oppression. (Guy Mettan - Arrêt sur Info 08.06.2015)

- Une véritable campagne d'intimidation se déploie – à coups d'émissions TV, de dossiers de presse, d'accusations infâmantes, de « listes noires », d'interdictions de parler etc... – à l'encontre de « complotistes » et de « confusionnistes » où l'on fait figurer, pêle-mêle, des critiques surtout dérangeants des politiques des Etats-Unis, d'Israël, de l'Union européenne etc... (curieusement, il s'agit toujours de ceux-là !) et les « populistes » « antisémites » « conspirationnistes délirants » auxquels les précédents sont abusivement amalgamés.

Les procédés de cette « chasse aux sorcières », couverte par certains intellectuels français, sont de type policier et rappellent les méthodes de l'extrême-droite « organisée », y compris des menaces physiques à l'encontre d'organiseurs de débats « conspirationnistes ».

Cela frise la terreur intellectuelle, vu que les « accusés » sont quasiment mis en demeure de se taire ou, de facto, réduits au silence par des médias (journalistes) eux-mêmes effrayés d'être vus en sulfureuse compagnie. (Michel Segal - mondialisation. ca 26.06.2015)

- Les adeptes d'une gouvernance mondiale de la Haute Finance Internationale se servent du multiculturalisme comme d'un levier pour fragmenter les nations jusqu'alors culturellement homogènes. Ces ensembles homogènes représentent en effet un obstacle à un gouvernement centralisé.

Cette offensive contre les identités n'est pas là pour combattre une identité dans l'absolu, elle est pour asseoir et baliser le terrain pour l'avènement définitif du néo-libéralisme. (Professeur Chems Eddine Chitour 06.02.2014)

- L'appareil de propagande occidental est extrêmement efficace. Il est également brillant dans sa manière de veiller à ce que

ses inventions soient transmises, diffusées et acceptées aux quatre coins du monde. Le système par lequel la désinformation se répand est incroyablement complexe. Sur tous les continents, des médias et des universitaires serviles usent de tout leur pouvoir pour garantir qu'une seule version des faits soit autorisée à pénétrer le cerveau de milliards d'individus. Résultat : lâcheté intellectuelle et ignorance, partout dans le monde, mais en particulier en Occident et dans ses États vassaux. (...)

La majeure partie de l'humanité est accro à la propagande de l'Empire. Cette propagande n'est pas seulement le fait des médias mainstream, mais également de la musique populaire, des feuilletons télévisés, des réseaux sociaux, de la publicité, du consumérisme, des tendances de la mode et de tout autre moyen dissimulé. Elle revêt aussi les habits d'une soupe culturelle, religieuse et médiatique qui conduit à la stupeur émotionnelle et intellectuelle. À l'instar d'une drogue hautement addictive, elle est administrée régulièrement et avec persistance. (Andre Vltchek 26.05.2015)

Deux exemples de désinformations criminelles à porter au compte du Monde.

- Florence Aubenas avait affirmé dans un article du Monde que lors de son séjour dans le nord de la Syrie elle n'avait rencontré aucun mercenaire de Daesh ou d'Al-Nosra en provenance de pays étrangers, pour accréditer la thèse officielle de l'OTAN reprise par Hollande (notamment) que c'était le peuple syrien qui s'était soulevé contre Assad qui le massacrait. Sur un tout autre sujet, Informations ouvrières (POI) lui consacra une page entière.

Arrêt sur Info - Elle nous a écoeuré au delà du supportable l'été 2012.

Entrée illégalement en Syrie « au couer de la révolution » en compagnie de fixeurs qui n'étaient que des bandits au service de la propagande d'une prétendue Armée Syrienne Libre (ASL) – une émanation des services secrets français – ses reportages mensongers cadraient parfaitement avec la propagande distillée par la diplomatie française.

Montrant là son profond mépris à l'égard d'un peuple que les bandes de sunnites extrémistes menaçaient, d'un Etat souverain. Ses reportages depuis Alep étaient de la propagande calquée sur la diplomatie française.

Le peuple Syrien n'existait pas. Nous savions quels étaient les vrais enjeux, sans y être allés. Nous savions que la réalité était autre. (Arrêt sur Info 08.05.2015)

Notons qu'aux derniers renseignements des mercenaires de 110 pays seraient ou auraient été présents en Syrie pour le compte de l'OTAN/USA selon le relevé établi par les autorités syriennes.

Elle s'illustrera à nouveau dans une affaire tout aussi cynique.

Approximations, inventions, silence absolu sur les éléments à charge du dossier, mensonges calomnieux et exagérations outrancières, Florence Aubenas s'est tout permis selon le vieil adage « la fin justifie les moyens ».

« La méprise » : les mensonges de Florence Aubenas sur l'affaire d'Outreau (<http://arretsurinfo.ch/la-meprise-les-mensongesde-florence-aubenas-sur-laffaire-doutreau/>)

Quand Le Monde attribuait à l'armée syrienne un massacre perpétré par les barbares qu'il soutenait et soutient toujours.

Un article du Monde du 28.01.12 intitulé "Il est 16h30, un massacre a eu lieu à Nasihine..." (Un quartier de Homs - ndlr)

Mondialisation.ca - Le 30 janvier 2012, une religieuse, Mère Agnès-Maryam de la Croix, habitant à Homs, dénonçait "Le Monde de s'enfoncer encore davantage dans la couverture de ce qui devient un crime contre l'humanité." pour avoir

Le quartier de Nâzihîn est bloqué depuis 20 jours. Les bandes armées ont réussi à le soustraire totalement aux forces de l'ordre. Ils ont forcé la cinquantaine de familles alaouites à émigrer en brûlant leurs maisons ou en les menaçant des pires exactions. Cette version contredit celle que rapporte le journal Le Monde qui, avec les médias mainstream, a tendance à toujours cacher les malfaiteurs.

C'est une preuve de plus de l'implacable cruauté de la désinformation médiatique qui tourne, à base de chair humaine fraîchement sacrifiée pour pouvoir en attribuer la responsabilité au régime. En quête d'évidences pour accabler une dictature, on suscite et instrumentalise la mort des civils pour en faire "matière" à reportage. La chair vive sacrifiée sert lâchement de matière à une campagne médiatique tendancieuse. Dommage pour Le Monde de s'enfoncer encore davantage dans la couverture de ce qui devient un crime contre l'humanité. Les informations du "photojournaliste Mani", pour Le Monde - Mondialisation.ca 30.01.2012

Extraits des Nouveaux chiens de garde 2011.

Amnésie

Depuis son éviction du Monde et de LCI, Edwy Plenel se réinvente en Emiliano Zapata. Il a échoué dans sa tentative d'introduire Le Monde en Bourse ? Il exhorte aujourd'hui les abonnés de Mediapart à la « révolte nécessaire » contre « la dictature financière » (10.8.11). Il a fait du Monde un groupe de presse dont Lagardère et Maurice Lévy (Publicis) étaient les actionnaires ? Il dénonce maintenant « l'anormale situation de dépendance, économique et politique, de nos médias envers une oligarchie financière imbriquée à l'actuel pouvoir présidentiel » (Rue89, 14.12.07). « Alain Minc est devenu un ami, et je suis fier d'être son ami », ronronnait-il à propos de son partenaire à la tête du Monde (France 2, 6.3.03) ? Il brame à présent que Minc a toujours été pour lui « un adversaire potentiel qu'il fallait tenir en marge » (France Culture, 13.12.07). Le plus insolite, dans ces divagations, c'est l'indulgence teintée de charité qu'elles suscitent dans son nouveau public. Le 4 octobre dernier, après le NPA et le Front de gauche, c'était au tour de l'« Université critique et citoyenne » de Nîmes d'inviter Plenel pour une conférence moustachue sur la « crise de la démocratie ».

Acrobatie

La « crise » contraint parfois la presse à des contorsions douloureuses. À propos de l'économie allemande et des réformes ultra-libérales imposées en 2004 par le gouvernement du social-démocrate Gerhard Schröder, Le Monde découvre aujourd'hui que « les inégalités se sont accrues » depuis sept ans et qu'« environ 7,4 millions de salariés occupent un “mini-job” très peu payé » (11.12.11). À l'époque, ces réformes avaient soulevé l'enthousiasme du Monde. Dans un éditorial intitulé « L'Allemagne bouge », le quotidien expliquait : « Ces mesures marquent un incontestable tournant dans l'histoire sociale de l'Allemagne. Les avantages sociaux sont fortement réduits. [...] Gerhard Schröder veut que l'Allemagne “bouge” : pour le bien de l'Europe on ne peut que saluer cette ambition » (25.12.04)

Il y a dix ans, la monnaie préférée des banquiers et des patrons de presse entrait en circulation. L'occasion de se rafraîchir la mémoire...

Dans Le Monde, Jean-Marie Colombani célébrait une « révolution » synonyme de « victoire sur les marchés, de la détermination de quelquesuns sur les forces économiques » (31.12.98).

- Les spécialistes de la désinformation: une profession de plus en plus en vogue de Oscar Fortin - Global Research, juin 13, 2014

Le temps où il suffisait de dire « je l'ai lu dans le journal, je l'ai entendu à la radio, vu à la télévision » pour faire taire tous les incrédules est désormais dépassé. Ce qu'on écrit dans le journal, ce que l'on dit à la radio, ce qu'on nous montre à la télévision n'a plus la crédibilité d'antan. Une nouvelle profession s'y est taillé une place pour en faire le lieu privilégié de la désinformation aux allures de ce qu'il y a de plus vrai et de plus convaincant. Un métier qui se vend aux plus offrants. Des vendeurs d'images et d'opinions qui savent se vendre ainsi que ce qu'ils produisent. Ils ont tous et toutes l'allure de personnes qui ne sauraient mentir ou tromper leur public.

Des dizaines de milliards de dollars sont engagés chaque année en armements et en interventions militaires dans divers pays du monde. Les dirigeants politiques et les médias de communication qui leur sont soumis en arrivent à convaincre par divers montages les citoyens et citoyennes de la justesse de ces dépenses et de ces interventions.

Au cours des dix dernières années, nous avons vécu une sorte de sommet dans la mise en place des moyens permettant de tromper carrément les auditeurs et auditrices sous le couvert d'une présentation erronée de faits et d'analyses, fabriquées à dessein pour qu'elles soient reprises par tous les médias officiels (meanstream). Souvent, ce ne sera que plus tard que les langues se délieront pour mettre au grand jour la tricherie.

On nous a convaincus qu'il y avait en Irak des armes de destruction massive, qu'il était urgent d'intervenir avant que Saddam Hussein ne vienne tous nous empoisonner. Ce n'est que plus tard que nous avons appris que ce n'était qu'un grand mensonge soutenu par nos médias.

On nous a également convaincus qu'en Libye, Kadhafi bombardait des populations civiles entières comme par plaisir de tuer. Ce fut également là un grand mensonge, entretenu par nos médias. Le chef de la fausse révolution libyenne admet que Kadhafi n'a pas tué de manifestants.

En Syrie que n'a-t-on pas dit pour que le monde sache que le président Al-Assad est un dictateur sanguinaire qui n'a aucun respect des droits de la personne et qui prend une sorte de plaisir à tuer d'innocentes victimes. Encore là, le mensonge et les demi-vérités ont fait leur travail auprès de l'opinion publique.

Que dire de ce qui se passe en Ukraine? Depuis des mois on nous dit que l'ex-président ne répondait plus à ses obligations et que

le peuple ukrainien ne pouvait plus le supporter. Il fallait donc se porter au secours de ce peuple pris en otage par un Président sans conscience. Les faits nous révèlent de plus en plus qu'on nous a menti pour mieux agir dans le sens d'intérêts qui vont bien au-delà de celui de se porter à la défense d'un peuple.

Plus les événements avancent dans le temps, plus nous découvrons les mensonges mis à la disposition d'une manipulation machiavélique de l'opinion publique. Des spécialistes de la désinformation se consacrent comme de véritables artistes à créer l'illusion et la ressemblance avec la vérité pour mieux assurer les interventions militaires et autres à des fins qui n'ont rien à voir avec les intérêts des peuples visés. Global Research, juin 13, 2014

Pour terminer, quelques articles relatifs à l'idéologie de la classe dominante et à sa stratégie politique.

Des articles qui sont relatifs à l'idéologie et à la stratégie politique adoptée par les sommets du capitalisme mondial, l'oligarchie financière anglo-saxonne et internationale, au néolibéralisme, ses liens avec les médias, leur propagande contre ce qu'ils appellent la théorie du complot, qui en réalité ne fait que dévoiler les véritables intentions qui se cachaient derrière la multitude de méfaits qu'ils ont commis à travers le monde et que les médias censurent ou falsifient à souhait.

- On réécrit l'histoire au "Ministère de la Vérité" de George Orwell (RT) - legrandsoir.info 09.06.2014

http://www.luttedeclassse.org/dossier21/Nom_090614.pdf

- Le retour de la guerre de George Orwell et Big Brother en Palestine ; l'Ukraine et la Vérité. - legrandsoir.info 17.07.2014

http://www.luttedeclassse.org/dossier22/nom_totalitarisme_1707144.pdf

- Le fascisme réel - legrandsoir.info 16.06.2014

http://www.luttedeclassse.org/dossier21/neoliberalisme_fascisme_160614.pdf

- « L'essence des médias n'est pas l'information. C'est le pouvoir. » - legrandsoir.info 30.11.2014

http://www.luttedeclassse.org/dossier27/medias_pouvoir_propagande_301114.pdf

- Médias français : Cinq cas de journalistes acquis à la doctrine néoconservatrice - legrandsoir.info 22.05.2016

http://www.luttedeclassse.org/dossier43/Medias_francais_journalistes_doctrine_neoconservatrice_2205016.pdf

- Ukraine: les Européens doutent de l'impartialité de leurs médias 21.04.2015

http://www.luttedeclassse.org/dossier34/Ukraine_medias_Europe_21042015.pdf

- La manipulation de l'opinion publique - Arrêt sur Info 18.5.2015

http://www.luttedeclassse.org/dossier35/manipulation_de_opinion_publique_18052015.pdf

- Quand la liberté de la presse cède le pas à des intérêts politiques - mondialisation.ca 21.12.2015

http://www.luttedeclassse.org/dossier43/medias_21122015.pdf

- Censure. L'offensive politico-médiatique contre les sites de ré-information

http://www.luttedeclassse.org/dossier32/France_offensive_politico_mediatique_censure_14032015.pdf

- Sciences sociales et propagande: Le cas Huntington - mondialisation.ca 05.02.2015

http://www.luttedeclassse.org/dossier28/Sciences_sociales_propagande_Huntington_050215.pdf

- La réinformation, enjeu crucial des prochaines années - Arrêt sur info 11.06.2015

http://www.luttedeclassse.org/dossier37/France_medias_11062015.pdf

- Lavage de cerveau versus Éducation: L'Occident répand l'idiotie intellectuelle universelle Andre Vltchek - mondialisation.ca 29.08.2015

http://www.luttedeclassse.org/dossier42/propagande_conditionnement_29082015.pdf

- Qui sont les néoconservateurs ? - legrandsoir.info 24.12.2014

http://www.luttedeclassse.org/dossier28/neoliberalisme_141214.pdf

- Il était une fois l'oligarchie - legrandsoir.info 22.8.2013

http://www.luttedeclassse.org/dossier5/politique_oligarchie_220813.pdf

- L'essence du néolibéralisme : La conquête du monde - mondialisation.ca 15.07.2014

http://www.luttedeclassse.org/dossier22/neoliberalisme_150714.pdf

- Sergents du néoconservatisme et extrémisme, lutte ou alliance ? - legrandsoir.info 10.07.2014
http://www.luttedeclasser.org/dossier22/neoconservatisme_intellectuels_propagande_100714.pdf

- Nous vivons en oligarchie et non en démocratie - Arrêt sur Info 12.03.2015
http://www.luttedeclasser.org/dossier31/Nouvel_Ordre_Mondial_2_12032015.pdf

- Quand le libéralisme économique nuit à l'idée de démocratie - Arrêt sur Info 24.03.2015
http://www.luttedeclasser.org/dossier32/neoliberalisme_24032015.pdf

- La capitulation des élites : la mise en place du Nouvel Ordre Mondial - Arrêt sur Info 11.03.2015
http://www.luttedeclasser.org/dossier31/Nouvel_Ordre_Mondial_capitulation_des_elites_oligarchie_11032015.pdf

- De quoi le nouvel ordre mondial est-il le nom ? - Arrêt sur Info 03.03.2015
http://www.luttedeclasser.org/dossier31/nouvel_ordre_mondial_030315.pdf

- Qu'est-ce qu'une théorie du complot? Qu'est-ce que la vérité? Global Research, mars 12, 2015
http://www.luttedeclasser.org/dossier32/theorie_du_complot_12032015.pdf

- Théorie du complot – Info ou intox?
http://www.luttedeclasser.org/dossier34/Theorie_complot_Info_intox_011052015.pdf

- Théorie du complot : comment le « Le Style paranoïaque » fut détourné par les néo-conservateurs (1/2) michelcollon.info 28.05.2015
http://www.luttedeclasser.org/dossier34/Theorie_du_complot_neo_conservateurs_28042015.pdf

- Théorie du complot : comment le « best seller » de Richard Hofstadter « Le Style paranoïaque » fut détourné par les néo-conservateurs (2/2) - Arrêt sur info 26.05.2015
http://www.luttedeclasser.org/dossier36/Theorie_du_complot_Le_Style_paranoïaque_Hofstadter_26052015.pdf

- L'épouvantail de la « théorie du complot » - mondialisation.ca 26.06.2015
http://www.luttedeclasser.org/dossier38/theorie_du_complot_26062015.pdf

- Hofstadter et les "Théories du Complot" : Traduction de son article-phare du Harper's Magazine - legrandsoir.info 13.08.2015
http://www.luttedeclasser.org/dossier41/Hofstadter_Theories_du_Complot_13082015.pdf

En complément.

- Les techniques de la propagande militaire moderne - Réseau Voltaire 16.05.2016
http://www.luttedeclasser.org/dossier43/techniques_propagande_militaire_moderne_1605016.pdf

- Les ONG et les mécaniques de la guerre hybride - Arrêt sur Info 27.10.2016
http://www.luttedeclasser.org/dossier44/ONG_guerre_hybride_27102016.pdf

Ils osent tout

- Obama dénonce toute discrimination fondée sur "la religion" - AFP

- Présidentielle 2017 : Les entrepreneurs plébiscités pour l'action politique - Boursier

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

En famille. Rubrique nécrologique.

- Pierre Bergé : «Le PS est fini, mort» - LeParisien.fr

A 86 ans, l'homme d'affaires et mécène, soutien inconditionnel de la gauche, explique son choix de soutenir Emmanuel Macron au «Parisien ».

Ca n'a pas traîné. Quelques heures à peine après la victoire de Benoît Hamon à la primaire de la Belle Alliance populaire, Pierre Bergé a annoncé sur twitter son ralliement à Emmanuel Macron. « J'apporte mon soutien sans la moindre restriction à Emmanuel Macron pour être le président qui nous conduira vers une sociale-démocratie », a écrit le cofondateur de la maison de couture Yves-Saint-Laurent. A 86 ans, l'homme d'affaires et mécène, soutien inconditionnel de la gauche, explique son choix au «Parisien ».

Pourquoi avoir attendu la fin de primaire socialiste pour rejoindre officiellement Emmanuel Macron ?

Pierre Bergé - J'ai voulu attendre, car si Manuel Valls avait gagné, je l'aurais accompagné. C'est un ami et je ne lâche jamais mes amis. D'autant qu'au-delà de la présidentielle, il était celui qui pouvait refonder le PS, mais bon, ça ne sera probablement pas lui... La gauche, au fond, a renoncé au pouvoir. Elle est partie pour quelques années d'opposition.

Le Parisien - Le grand responsable, c'est François Hollande ?

Pierre Bergé - Le quinquennat a été complètement raté, au moins dans la perception qu'on en a eu. J'aime Hollande, j'aurais voté pour lui. Son bilan ne sera pas aussi mauvais qu'on le dit, loin s'en faut. Malheureusement, les bonnes actions qu'il a faites n'intéressent pas les Français. Le Mali ne les intéresse pas.

Le Parisien - Pour vous, le PS est... ?

Pierre Bergé - Fini. Mort. Le parti, dont je ne suis pas membre mais que j'accompagne depuis si longtemps est aujourd'hui dans un état lamentable, de décrépitude. Le PS où Benoît Hamon l'emporte, ce n'est plus le parti socialiste. Il est urgent de provoquer un nouveau congrès de Tours (1920). La situation est la même que presque cent ans en arrière : les socialistes d'un côté, les communistes de l'autre... avec Hamon dans ce camp aujourd'hui. Comme à Tours, il faut provoquer la scission... (la suite réservée aux abonnés du Parisien, on s'en passera.) LeParisien.fr 30.01

Passons sur la réécriture du congrès de Tours de la SFIO par cet oligarque.

En réalité, la majorité des congressistes et des militants (Que Bergé assimile à Hamon) votèrent l'adhésion à l'Internationale Communiste (IC) ou IIIe Internationale, et ce fut la majorité des élus de la SFIO qui demeurèrent attachés au réformisme et à la IIe Internationale qui avait trahi le socialisme le 3 août 1914 en votant les crédits de guerre, mis en minorité et vaincus lors de ce congrès, ce qu'ils ne pouvaient pas admettre, ce qui entraîna la scission de la SFIO et la création de la SFIC ou le PC...

Ce ne sont pas les sociaux-impérialistes qui furent à l'origine de la scission de la SFIO, mais leur refus d'accepter leur défaite et de figurer dans la minorité ou dans un parti membre de l'IC par haine farouche du communisme, ce qui ne s'est jamais démenti par la suite jusqu'à nos jours.

Ce discours est conforme à la nature du PS que nos dirigeants ont nié pendant plus d'un demi-siècle. Cette pourriture sous l'effet d'une déception amoureuse perd son sang-froid, car Hamon n'est pas aussi infrequentable qu'il le prétend.

A propos de Benoît Hamon.

- De 2004 à 2009, Benoît Hamon était député européen. Extrait de sa fiche dans les archives en lignes du Parlement européen.

Alors que George Bush et Ariel Sharon étaient au pouvoir, Benoît Hamon avait néanmoins choisi de rejoindre -dès son élection en 2004- les groupes parlementaires dénommés "délégation pour les relations avec les États-Unis" et "délégation pour les relations avec Israël". Il assumait la vice-présidence du groupe connecté à Washington.

Invité en 2011 par l'UPJF (Union des patrons juifs de France qui se qualifie elle-même de "lobby juif"), Benoît Hamon avait présenté Israël comme une "démocratie" et manifesté son refus de toute forme de "boycott" envers ce régime colonial et ségrégationniste. (source : Panamza)

- Benoît Hamon et Manuel Valls (...) semblent partager la même volonté de museler la diffusion de l'information indépendante sur Internet.

Le 12 novembre, invité sur Franceinfo, Benoît Hamon a ainsi dénoncé les « médias et hébergeurs » -tels Facebook et Twitter- qui seraient « co-responsables » de la victoire de Donald Trump et, plus généralement, de l'apparition de « contre-sociétés » dans lesquelles « chacun se construit une théorie, une vérité qui est très loin de la réalité » {<https://twitter.com/franceinfo/status/797356249381818368>}.

Le 8 janvier, interviewé par France Inter, Benoît Hamon a surenchéri en affirmant que la lutte contre la « déradicalisation islamiste » devait d'abord passer par un combat contre « le complotisme, cet écosystème extrêmement violent » {<https://youtu.be/DPcDZMKWkLM>}.

À l'instar de la mouvance sioniste et de Rudy Reichstadt, principal référent politico-médiatique de l'imposture intellectuelle du "conspirationnisme", Benoît Hamon établit clairement un lien -inquiétant pour les libertés individuelles- entre "complotisme" (attitude qu'il ne définit précisément pas), djihadisme et terrorisme (id)

- M. Hamon, le candidat qui prend les terroristes pour des démocrates par Bruno Guigue

En décembre 2016, Benoît Hamon voulait voler au secours des populations d'Alep bombardées par le méchant Poutine. Il a même déclaré que s'il était président de la République, il y serait allé, comme Mitterrand à Sarajevo. Lors des primaires qui l'ont désigné comme candidat du PS, il s'est opposé à toute aide financière destinée au peuple syrien. «

Arroser les zones contrôlées par Bachar al-Assad, je ne vois pas bien en quoi cela doit être une priorité de l'Union européenne quand il existe tout une autre Syrie avec d'autres partenaires possibles, comme les villes quasi autonomes autogérées ».

Les zones tenues par les groupes takfiristes, pour M. Hamon, c'est un territoire indépendant, une commune libre où on applique les recettes de l'autogestion, comme dans le programme du PSU des années 70. C'est là, dans ces lieux idylliques où règne la démocratie, que se trouvent les « partenaires possibles » de la France. On les aime tant, chez les socialistes, ces bandes armées qui s'estiment dépositaires du destin de la Syrie ! Elles s'emploient à la détruire, elles ne vivent que de rapines, elles coupent les têtes et imposent la charia wahhabite. Mais peu importe. La bouche en cœur, M. Hamon veut y voir les amis de la France.

Assassinats de fonctionnaires et de leurs familles, attentats à la voiture piégée qui fauchent les passants, false-flags meurtriers à l'arme chimique, tirs de mortiers qui tuent les écoliers, exécutions de conscrits capturés lors des combats, pollution des sources d'eau potable, destruction des infrastructures et saccage du patrimoine historique, les partenaires de M. Hamon n'ont pas fait dans la dentelle. Le peuple syrien a payé cher son refus de prendre les armes contre le gouvernement. Mais quelle importance ! Rue de Solferino, on l'aime tant, cette bacchanale sanglante qui se prend pour une révolution.

Le candidat socialiste feint de l'ignorer, mais les takfiristes ne sont pas tombés du ciel. Ce sont des mercenaires rémunérés par des dynasties corrompues et des puissances occidentales qui ont juré la perte du seul Etat séculier de la région. S'ils se multiplient, c'est parce qu'il y a de puissantes organisations internationales pour les recruter, les encadrer et les armer jusqu'aux dents. Ces organisations, elles, ont de puissants alliés sans lesquels elles n'auraient jamais eu des milliards de dollars, des 4X4 et des missiles TOW. Parmi ces alliés, la France d'un certain Hollande, qui a livré des armes aux terroristes, est mouillée jusqu'au cou.

Al-Qaida, ses clones et ses avatars ne sont ni l'expression d'un élan mystique, ni la nouvelle version du romantisme révolutionnaire. Ce sont des entreprises nihilistes qui doivent leur nocivité exponentielle, depuis vingt ans, aux manœuvres impérialistes dont le Moyen-Orient est la victime. Elles ne sont pas nées par génération spontanée. Elles sont le fruit des accouplements entre les apprentis-sorciers de Washington et les monarchies réactionnaires du Golfe. C'est un secret de polichinelle. Mais M. Hamon préfère délirer sur l'autogestion à la sauce takfirie et enfumer l'opinion en continuant d'accréditer la fable ridicule d'une révolution démocratique. Les exactions de ces bandes mafieuses sont des crimes répondant à la définition précise du terrorisme, c'est-à-dire l'exercice d'une violence aveugle contre des civils en vue d'obtenir un résultat politique. Ce terrorisme est perpétré par une soldatesque recrutée dans 110 pays pour accomplir les basses besognes exigées par ses donneurs d'ordres. Supplétifs de cette OTAN à laquelle les socialistes français tiennent comme à la prune de leurs yeux, ces petites frappes ont pour seule fonction de fournir sa piétaille au « regime change » fomenté par Washington, Paris et Londres.

Voir dans ces mercenaires des révolutionnaires épris de justice est une imposture colossale. S'acharnant sur le moindre vestige d'une culture qui la dépasse, cette lie de l'humanité accomplit le sale boulot pour lequel on la paie. Elle ressemble à la pègre utilisée lors du coup d'Etat bonapartiste de 1852 : « Rebut et laissés-pour-compte de toutes les classes sociales, vagabonds, soldats renvoyés de l'armée, échappés des casernes et des bagnes, escrocs, voleurs à la roulotte, saltimbanques, escamoteurs et pickpockets, joueurs, maquereaux, patrons de bordels, soûlographes sordides .. » (Karl Marx, « Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte ») .

Chouchous de la Hollande, les mercenaires qui dévastent la Syrie ressemblent à ces voyous à la solde du capital, à cette meute sans foi ni loi, à ces exécutants des basses besognes dont les puissants louent les services pour commettre des massacres analogues à ceux qu'un ministre socialiste, l'ignoble M. Fabius, osa qualifier de « bon boulot ». On aura beau tenter de nous en persuader ad nauseam, non, les pseudo-rebelles démocrates et coupeurs de tête ne sont pas des révolutionnaires. Ils sont la chair à canon de l'impérialisme dont M. Hamon est le laquais solférinien. Bruno Guigue 31.01

Ex-haut fonctionnaire, Bruno Guigue est un analyste politique français, enseignant en relations internationales à l'Université de La Réunion.

C'est avec cette pourriture que Mélenchon accepte de discuter, normal pour celui qui fut ministre du gouvernement Chirac-Jospin qui tient le record des privatisations...

Raison de plus pour appeler au boycott des élections présidentielles et législatives en France !

ParDem - Dans tous les cas, la gauche est dans l'impasse. Cette élection est déjà perdue pour elle, voter pour ses candidats (Jadot, Hamon et Mélenchon), quels qu'ils soient, au premier ou au second tour, ne présente aucun intérêt. ParDem 31.01

Et une raison pour ne pas voter pour le candidat du ParDem

ParDem - ...tous ces candidats et partis qui se disputent le pouvoir ont un point commun, celui d'accepter en réalité la mondialisation néolibérale et les trois piliers sur lesquels elle repose : le libre-échange, la globalisation financière, les institutions supranationales qui tuent la souveraineté des nations et la démocratie. (id)

Il a oublié le pilier de l'aristocratie ouvrière selon Lénine, qui se trouve être le fond de commerce... du ParDem ! Un simple oubli sans doute...

Mixture sondagière ou l'art de formulé un vœu à haute voix.

- Fillon et Macron au coude à coude au 1er tour, derrière Marine Le Pen (sondage) - AFP

François Fillon et Emmanuel Macron seraient au coude à coude au 1er tour de l'élection présidentielle, derrière Marine Le Pen, selon un sondage Ifop-Fiducial diffusé mercredi.

Avec 24% d'intentions de vote, la présidente du Front national devancerait le vainqueur de la primaire de la droite (21%), ébranlé par les soupçons d'emplois fictifs visant son épouse, et Emmanuel Macron, à 20%.

Benoît Hamon est crédité de 18% d'intentions de vote, soit le double de Jean-Luc Mélenchon, à 9%, selon cette enquête pour Paris Match, iTélé et Sud radio. François Bayrou obtiendrait 4,5% des voix, le souverainiste Nicolas Dupont-Aignan 2% et l'écologiste Yannick Jadot 1%. AFP 01.02

Le Monde et Mediapart, le Canard enchaîné et l'Obs à la manoeuvre contre Fillon, que mijotent-ils, Le Monde ayant opté pour Macron, Mediapart pour Hamon, le Canard enchaîné je n'en sais rien, l'Obs pour Macron ? Fillon va-t-il résister ou céder la place à Péresse qui a participé avec lui à la réunion du groupe Bilderberg ? La défaite de Valls va-t-elle les inciter à opter pour Macron ? A suivre

Cette déchéance-là était au programme de la crise politique du régime

- Au PS, l'unité, ce n'est pas pour dimanche - LeParisien.fr

- Affaire Fillon : l'unité du parti est compromise - Franceinfo

Sauve qui peut

- Les Républicains : un comité politique sur fond de crise - Franceinfo

- Comment "débrancher" François Fillon? Les quatre scénarios qui tournent chez Les Républicains - Le Huffington Post

- Affaire Fillon : "Il ne maîtrise presque plus rien" - Franceinfo

- Affaire Fillon : "La question n'est pas de savoir s'il va renoncer, mais plutôt quand il va annoncer son retrait de la présidentielle"
- Franceinfo

- Les six affaires qui plombent François Fillon - francetvinfo.fr

- Pourquoi les accusations contre François Fillon ne résisteront pas à une enquête du Parquet - Le Huffington Post
- Emmanuel Macron ou le parfait bonimenteur - Le Huffington Post
- Benoît Hamon supplante Emmanuel Macron comme personnalité politique préférée des Français - Le Huffington Post
- François Bayrou fait un pas vers la présidentielle - AFP
- François Bayrou exclut de rallier François Fillon et l'enfonce sur le Penelope Gate - Le Huffington Post
- Valls appelle ses soutiens à rester "ensemble" au PS et à ne pas aller chez Macron - AFP Franceinfo
- Présidentielle : Valls, Le Guen, Bartolone... Ces ténors qui n'iront pas à l'investiture de Benoît Hamon - Franceinfo
- Benoît Hamon : des députés socialistes font valoir leur droit de retrait - Franceinfo AFP
- PCF: saisir "l'occasion" Hamon pour renouer le "dialogue" à gauche - AFP
- Marine Le Pen sommée de rembourser 300 000 euros au Parlement européen avant mardi soir - Franceinfo
- Faux JT, chaton et sandwich au poulet, le clip surréaliste de Philippe Poutou pour obtenir ses 500 parrainages - Le Huffington Post

Etats-Unis

- Donald Trump renvoie la ministre de la Justice pour "trahison" car elle jugeait son décret anti-immigration illégal - Le Huffington Post

Sally Yates, qui officiait en tant que ministre de la Justice par intérim, a demandé ce lundi 30 janvier aux procureurs de ne pas défendre le décret anti-immigration pris par Donald Trump vendredi et l'a payé de son poste.

L'ancienne numéro deux du ministère sous l'administration Obama -qui avait pris la tête du ministère depuis le départ de l'ancien président, en attendant que le ministre proposé par Trump soit confirmé par le sénat- a été renvoyée quelques heures après avoir mis en doute dans une note interne la légalité et la moralité de ce décret qui interdit temporairement l'entrée aux Etats-Unis des ressortissants de sept pays à majorité musulmane et à tous les réfugiés.

"Sally Yates a trahi le département de la Justice en refusant d'appliquer un décret destiné à protéger les citoyens des Etats-Unis. Le président Trump a relevé Mme Yates de ses fonctions", a déclaré la Maison Blanche dans un communiqué qui qualifie cette femme de 56 ans de "faible sur les frontières et très faible sur l'immigration illégale".

Son remplaçant immédiat est Dana J. Boente. Ce dernier n'aura pas l'occasion de rester en place bien longtemps car une commission sénatoriale doit se prononcer mardi sur la nomination de Jeff Sessions, choisi par Donald Trump pour définitivement prendre la tête du ministère de la Justice. Un vote du Sénat dans sa totalité est également nécessaire mais l'institution étant aux mains des républicains, les démocrates peuvent au mieux espérer ralentir et faire traîner le processus.

Les ministres de la Justice de seize Etats fédérés, représentant près d'un tiers de la population américaine, ont condamné dimanche le décret anti-immigration et promis de "le combattre" avec tous les moyens à leur disposition. Lundi, le ministre de la Justice de l'Etat de Washington (nord-ouest) Bob Ferguson a déposé plainte pour réclamer l'arrêt immédiat de l'application du décret, qu'il considère contraire à la Constitution. Le Huffington Post

- Cour suprême: Trump nomme le juge conservateur Neil Gorsuch - AFP

Donald Trump a annoncé mardi soir la nomination du juge conservateur Neil Gorsuch, 49 ans, au neuvième siège vacant de la Cour suprême des États-Unis, une décision lourde de conséquences pour l'évolution de la société américaine.

Cet choix, immédiatement loué par les républicains et critiqué par les démocrates, arrime la vénérable institution à droite, possiblement le temps d'une génération, au grand soulagement des religieux traditionalistes, des militants des armes à feu, ou encore des partisans de la peine de mort.

"Le juge Gorsuch a des capacités juridiques extraordinaires, un esprit brillant, une discipline remarquable", a déclaré Donald Trump depuis les salons de la Maison Blanche, en présence des principaux ténors républicains et de ses fils Éric et Donald Jr,

assis au premier rang.

"J'ai toujours pensé que, après la défense de notre pays, la décision la plus importante qu'un président des États-Unis pouvait prendre était la nomination d'un juge à la Cour suprême", a-t-il ajouté.

Gardienne de la Constitution, la haute cour tranche les grands débats de la société américaine. Chacun de ses membres est nommé à vie par le président en exercice, puis confirmé par un vote du Sénat.

Accompagné de sa femme, Louise, ce magistrat passé par Columbia, la Harvard Law School et Oxford, a rendu un hommage appuyé au juge Antonin Scalia, "un lion de la loi".

Neil Gorsuch a aussi insisté sur le fait qu'il appartenait aux juges "d'appliquer, non pas d'altérer", le travail des représentants du peuple.

"Un juge qui aime toutes les décisions qu'il prend est très probablement un mauvais juge, car il opte pour les orientations qu'il préfère plutôt que pour ce que la loi exige", a-t-il ajouté sous les rires.

Magistrat reconnu pour sa rigueur intellectuelle qui a connu une ascension rapide, Neil Gorsuch, magistrat à la cour d'appel fédérale de Denver (Colorado), deviendra, s'il est confirmé par le Sénat, le plus jeune juge nommé à la Cour suprême en un quart de siècle.

"Des millions d'électeurs ont dit que c'était le sujet le plus important pour eux lorsqu'ils m'ont élu", a souligné Donald Trump. "Je suis un homme de parole". AFP

- Etats-Unis: Rex Tillerson devient secrétaire d'Etat américain - AFP

L'ex-PDG d'ExxonMobil Rex Tillerson a pris mercredi les rênes de la diplomatie américaine mais ce capitaine d'industrie proche du président russe Vladimir Poutine arrive dans un département d'Etat en quasi rébellion contre Donald Trump.

Ce Texan de 64 ans, dont 41 passés au sein du géant pétrolier américain, est dorénavant la voix et le visage de la première puissance mondiale à l'étranger après que le président Donald Trump, son vice-président Mike Pence et un vote du Sénat l'ont officiellement confirmé dans ses fonctions.

"Il a quitté un très bon boulot pour (faire) ça", a lancé Donald Trump lors d'une cérémonie de prestation de serment à la Maison Blanche, estimant qu'avec le 69e secrétaire d'Etat, "un homme respecté à travers le monde", les Etats-Unis "pourront parvenir à la paix et à la stabilité en cette époque très, très troublée".

Donald Trump, un magnat de l'immobilier aux options de politique étrangère nationalistes et isolationnistes, ne connaissait pas Rex Tillerson avant que d'anciens ministres républicains - l'ex-chef du Pentagone Robert Gates et l'ancienne secrétaire d'Etat Condoleezza Rice - lui soufflent son nom en décembre.

La multinationale, à la valorisation boursière de quelque 350 milliards de dollars, et son ancien patron ont assuré en janvier qu'ils avaient coupé tous leurs liens. AFP

- Le test d'un missile par l'Iran est "absolument inacceptable" pour Washington - AFP

- L'administration Trump adresse une "mise en garde" à l'Iran - AFP

L'administration du président américain Donald Trump a adressé mercredi une mise en garde à l'Iran dont elle a dénoncé "le comportement déstabilisateur" au Moyen-Orient, citant en particulier le récent tir de missile confirmé par Téhéran.

"A partir d'aujourd'hui, nous mettons officiellement l'Iran en garde", a déclaré Michael Flynn, conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump et ancien chef du renseignement militaire américain, sans autres précisions.

Calendrier surprenant: cet avertissement a été lancé quelques heures avant que l'ex-PDG d'ExxonMobil Rex Tillerson ne prête serment pour prendre les rênes de la diplomatie américaine.

Le ministre iranien de la Défense, le général Hossein Dehghan, a confirmé qu'un "test" de missile avait été effectué, tout en assurant qu'il n'était en contradiction ni avec l'accord nucléaire de juillet 2015 conclu avec six grandes puissances ni avec la résolution 2231 de l'ONU qui l'a entériné.

Cette résolution appelle l'Iran "à ne mener aucune activité liée à des missiles balistiques conçus pour emporter une tête nucléaire". Téhéran a toujours affirmé que ses missiles n'étaient pas conçus dans ce but.

Il y a deux jours, le chef de la diplomatie iranienne, Mohammad Javad Zarif, avait appelé les Etats-Unis à ne pas chercher de "prétexte" pour créer de "nouvelles tensions" entre les deux pays.

Evoquant le récent tir de missile mais aussi des attaques menées par des rebelles Houthis "entraînés et armés par l'Iran" contre des navires saoudiens, M. Flynn a jugé que de tels actes affaiblissaient "la sécurité, la prospérité et la stabilité au Moyen-Orient et au-delà", et mettaient des vies américaines en danger.

"Nous examinons les options stratégiques", a indiqué peu après un responsable américain sous couvert d'anonymat. "Nous sommes dans notre deuxième semaine, nous ne voulons pas agir d'une manière qui réduirait nos options ou contribuerait de manière inutile à une réponse négative".

Rappelant que Donald Trump avait vivement critiqué "les divers accords conclus entre l'Iran et l'administration Obama" considérés comme "faibles et inefficaces", M. Flynn a déploré que l'Iran se sente encouragé par ces derniers.

Les intentions de Donald Trump sur l'accord international sur le nucléaire iranien, qui a entraîné le levée d'une grande partie des sanctions internationales frappant Téhéran, sont entourées d'un certain flou.

Durant sa campagne, le milliardaire avait promis de "déchirer" cet accord, considéré comme une victoire diplomatique à la fois pour Barack Obama et pour son homologue iranien Hassan Rohani.

Mais depuis son arrivée au pouvoir, il n'a pas pris clairement position sur le sujet. Lors d'un entretien téléphonique lundi, M. Trump et le roi Salmane d'Arabie saoudite se sont déclarés pour une "application rigoureuse" de l'accord.

En complément

- Trump a épargné l'Arabie et d'autres pays musulmans alliés - AFP

Les monarchies du Golfe, dont l'Arabie saoudite, et d'autres pays à majorité musulmane sont épargnés par le décret de Donald Trump limitant l'immigration car ils sont des alliés de Washington jugés très coopératifs, selon des experts.

- Netanyahu sera reçu le 15 février par Trump à la Maison blanche - Reuters

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu sera reçu le 15 février prochain par Donald Trump à la Maison blanche, a annoncé lundi le porte-parole de la présidence américaine.

"Notre relation avec la seule démocratie du Moyen-Orient est cruciale pour la sécurité de nos deux nations, et le président est impatient de poursuivre cette coopération stratégique, technologique, militaire et dans le domaine des renseignements avec le Premier ministre", a déclaré Sean Spicer.

Netanyahu a quant à lui fait savoir qu'il inviterait le président des Etats-Unis à rétablir les sanctions imposées à l'Iran pour son programme nucléaire, en soulignant que la République islamique venait de procéder à un essai de missile balistique, comme l'a confirmé lundi un membre de l'administration américaine.

Le chef du gouvernement israélien dénonce l'accord sur le programme nucléaire iranien conclu en juillet 2015 avec les grandes puissances, qui, selon lui, n'empêchera pas la République islamique de se doter de l'arme atomique.

Trump a quant à lui qualifié le Plan d'action commun (JPOA), le nom officiel du texte négocié à Vienne, de "désastre" et de "pire accord jamais négocié, mais a reconnu qu'il serait difficile à dénoncer dans la mesure où il fait l'objet d'une résolution des Nations unies.

"L'Iran a encore lancé un missile balistique. Il s'agit d'une violation flagrante d'une résolution du Conseil de sécurité", dit Benjamin Netanyahu dans un message envoyé sur Twitter peu après l'annonce de sa visite à Washington.

"Lors de ma prochaine rencontre avec le président Trump, j'ai l'intention d'évoquer le rétablissement des sanctions contre l'Iran. L'agression iranienne ne peut rester sans réponse", ajoute-t-il.

Pendant la campagne électorale, Trump a promis à plusieurs reprises de déplacer l'ambassade américaine à Jérusalem mais

la prudence semble désormais de mise et le sujet, a-t-on alors indiqué de source gouvernementale israélienne, a été à peine abordé au cours de leur entretien téléphonique. Reuters

- Israël fait une 4e annonce de colonisation en deux semaines - AFP

Israël a annoncé dans la nuit de mardi à mercredi la construction de 3.000 logements de colonisation en Cisjordanie occupée, quatrième annonce du genre en moins de deux semaines depuis l'investiture du président américain Donald Trump.

- Les combats reprennent en Ukraine - Franceinfo

Les affrontements ont repris entre les soldats ukrainiens et les séparatistes prorusses. Une nouvelle flambée de violence a eu lieu, mercredi 1er février.

... les séparatistes repartent à l'offensive. Sont-ils dopés par l'élection de Donald Trump plutôt favorable au Kremlin ? La question se pose.

L'armée ukrainienne, (...) évacue les enfants en priorité. Les séparatistes menacent de s'en emparer. Francetv info 01.02

Grande-Bretagne

- Brexit: le gouvernement britannique publie son "livre blanc" - AFP

Le gouvernement britannique publie jeudi son "livre blanc" précisant sa stratégie sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, au lendemain du feu vert du parlement au texte autorisant le lancement du processus de Brexit.

Le "livre blanc", très attendu, "décrira le plan du gouvernement pour le Brexit", a déclaré mercredi à la presse la porte-parole de la Première ministre Theresa May.

Après plus de 17 heures de débats, les députés ont voté mercredi soir par 498 voix contre 114 pour la poursuite de l'examen du projet de loi autorisant le gouvernement à lancer la sortie de l'UE.

Si plus des deux tiers des députés étaient opposés au Brexit lors de la campagne du référendum du 23 juin, une majorité estime désormais difficile de s'opposer à la volonté des électeurs britanniques, qui se sont prononcés à 52% pour une sortie de l'UE.

Le rejet de l'amendement permet la poursuite de l'examen du projet de loi la semaine prochaine pendant trois nouvelles journées de débats aux Communes, les 6, 7 et 8 février, qui se concluront par un vote. Soixante pages d'amendements visant à nuancer le projet de loi seront alors débattues.

Il n'éteint pas pour autant les dissensions qui règnent au sein du parti travailliste, où deux députés, membres du cabinet fantôme, ont démissionné mercredi après-midi pour marquer leur opposition à la ligne officielle du parti imposée par Jeremy Corbyn.

La direction du Labour avait appelé les députés travaillistes à ne pas bloquer le projet de loi, mais 47 d'entre eux ont voté contre la poursuite de l'examen du texte.

M. Corbyn n'a pas encore annoncé comment il allait réagir à ce refus d'obéissance. Il avait auparavant menacé d'exclure de fonctions de responsabilité au sein du parti, et notamment du cabinet fantôme, tout député rebelle.

"En tant que démocrates, nous devons accepter le résultat" du référendum, a expliqué Keir Starmer, chargé du Brexit au Labour, qui a rappelé que les deux tiers des circonscriptions tenues par les travaillistes avaient voté en faveur de la sortie de l'UE.

Après la chambre des Communes, le projet de loi passera devant la chambre des Lords, avec une approbation attendue le 7 mars, avant d'être transmis à la reine pour assentiment final. AFP 01.02

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

La Fondation Abbé Pierre publie ce mardi son 22ème rapport annuel, qui montre que quatre millions de personnes en France sont sans abri, mal logées ou sans logement personnel. Par ailleurs, 12,1 millions de personnes sont touchées à des degrés divers par la crise du logement, qu'il s'agisse d'un effort financier excessif, de précarité énergétique, de risque d'expulsion locative, de copropriétés en difficulté, ou de surpeuplement...

Sur le plan des loyers, le nombre d'impayés semble stable, mais les auteurs du rapport notent que les locataires sont 44% de plus qu'en 2006 à se priver de chauffage à cause de son coût et 42% de plus à subir un effort financier excessif pour payer leur logement.

Le nombre d'expulsions locatives avec le concours de la force publique a atteint son record en 2015, avec 14.363 expulsions, un chiffre en hausse de 33% par rapport à 2006. Boursier 31.01

[Haut de page ↗](#)

Le 8 février 2017

CAUSERIE

[Qui a commandé le rapport d'Amnesty International "L'abattoir humain. De nouvelles révélations lèvent le voile sur une véritable politique d'extermination en Syrie." ? Réponse : l'oligarque George Soros. La preuve.](#)

Commençons par un extrait de la présentation de ce rapport par Amnesty International.

Amnesty Internationale - Le but de cette politique et ces pratiques qui s'apparentent à des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, approuvées au plus niveau du gouvernement syrien, est d'écraser toute forme de dissidence au sein de la population.

Les conclusions de ce rapport se fondent sur un travail de recherche poussé, mené sur une année, de décembre 2015 à décembre 2016. Au cours de nos recherches, nous nous sommes entretenues directement avec 84 témoins, dont des anciens responsables ou gardiens de la prison de Saidnaya, des anciens détenus, juges et avocats, ainsi que des experts nationaux et internationaux de la détention en Syrie. (Source : le portail d'Amnesty International)

Enchaînons avec la réaction empressée du gouvernement français.

[diplomatie.gouv.fr](#) - La France est profondément indignée par les faits relatés par le rapport publié le 6 février par Amnesty International sur la prison de Sednaya.

Comme la France le rappelle avec constance, seule une transition politique crédible peut permettre un retour durable de la paix en Syrie. C'est l'enjeu des négociations prévues à Genève le 20 février. (Source : [diplomatie.gouv.fr](#))

Un rapport qui ne date pas d'hier... mais qui tombe à pic.

- Amnesty dénonce la cruauté du régime syrien dans les prisons - [nouvelobs.com](#) 18 août 2016

[nouvelobs.com](#) - Il y a un an, "l'Obs" se faisait l'écho des révélations de "César", photographe de la police militaire syrienne, qui avait copié et fait sortir du pays 45.000 photos et documents insoutenables de détenus qui avaient péri dans les geôles de Bachar al-Assad.

Même l'emploi d'armes chimiques par le gouvernement syrien, défini comme la "ligne rouge" à ne pas franchir par Barack Obama, n'avait pas poussé la communauté internationale à agir contre le gouvernement de Bachar al-Assad, laissant le champ libre à la Russie pour renverser la situation et soutenir le président syrien. [nouvelobs.com](#) 18 août 2016

- Brûlures, viols, électrocutions : Amnesty dénonce la cruauté du régime syrien dans les prisons - [francais-express.com](#) 18.08.2010

Amnesty dénonce, dans un rapport publié jeudi, le caractère systématique et délibéré de la torture dans les prisons syriennes, où près de 18 000 détenus ont trouvé la mort en cinq ans. L'ONG a recueilli 65 témoignages d'ex-prisonniers. [francais-express.com](#) 18.08.2010

L'article qui va nous permettre de remonter à Soros.

«J'ai vu le sang couler, on aurait dit un fleuve» - 20min.ch 18.08.2010

20min.ch - Au moins 17'723 prisonniers sont morts en détention depuis le début de la guerre en mars 2011, soit, en moyenne, plus de 300 décès par mois, d'après Amnesty qui s'appuie sur de nouvelles statistiques transmises par le Human Rights Data Analysis Group (HRDAG). Cette organisation applique des approches scientifiques à l'analyse des violations des droits humains.

Mais selon les deux ONG, les chiffres réels sont bien plus élevés. Et de citer les dizaines de milliers de disparitions forcées. 20min.ch 18.08.2010

Qu'est-ce que The Human Rights Data Analysis Group ?

The Human Rights Data Analysis Group se nomme en réalité The Syria Justice and Accountability Centre (SJAC). Quand on clique sur le lien <https://hrdag.org> on a le message suivant qui s'affiche à l'écran : Error establishing a database connection. En poursuivant ma recherche je suis tombé sur le lien suivant Human Rights Data Analysis Group (HRDAG) Publications _ Syria Justice & Accountability Centre qui m'a conduit à The Syria Justice and Accountability Centre (SJAC). Et chacun peut le vérifier en cliquant dans ce portail sur le lien "data base" situé à gauche de l'écran, vous atterrissez sur The Syria Justice and Accountability Centre (SJAC) (<https://syriaaccountability.org>)

Son siège est à Washington, ce qui n'étonnera plus personne quand vous aurez lu la suite, sa mission, favoriser une "advance transitional justice" ou parvenir à une transition vers plus de justice ou dit plus ouvertement obtenir un changement de régime en Syrie, le but de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste.

Pour cela, il prétendent collecter des informations ou témoignages auprès de tous les belligérants, hormis le gouvernement syrien, puisque cet instrument de propagande qu'ils fabriquent est destiné à préparer et justifier la suite des opérations menées par les Américains et ses alliés pour entraîner sa chute. Ensuite ils diffusent ce document ou rapport gracieusement aux agences de presse chargées de les ventiler à tous les médias acquis à leur cause à travers le monde.

Il faut noter que pour donner une touche d'impartialité à leur manipulation, ils vont se servir des informations qui circulent sur Internet ou diffusées par les réseaux sociaux qui auront été fabriqués par "the Group of Friends of the Syrian People", leur commanditaire, l'Arabie saoudite, le Qatar, la Turquie, Israël, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, etc., c'est écrit noir sur blanc, vous pourrez le lire et le vérifier plus loin.

The Human Rights Data Analysis Group a été coaché de 2003 à 2013 par Benetech qui est soutenu par de généreux milliardaires philanthropes et le gouvernement américain, (la liste figure plus loin, Gates, Soros, etc.). A partir de 2013 Human Rights Data Analysis Group serait devenu indépendant et serait sponsorisé par Community Partners lié à des centaines de fondations ou institutions dont celles figurant dans la liste de Benetech. Quand on se connecte au portail de Benetech, on s'aperçoit qu'en réalité The Human Rights Data Analysis Group n'a pas rompu avec Benetech, puisque cette ONG se présente ainsi Benetech Human Rights Data Analysis Group (HRDAG) ! Ce sont autant de façades

Voilà la source ou les commanditaires du rapport fabriqué par Amnesty International pour que la guerre contre la Syrie continue jusqu'à la chute d'Assad pour lui substituer un président, un gouvernement ou un régime entièrement soumis à l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste...

En guise de notes, en anglais, je n'ai pas le temps de traduire.

Qu'est-ce que The Syria Justice and Accountability Centre (SJAC) ?

The Syria Justice and Accountability Centre (SJAC) strives to prevent impunity, promote redress, and facilitate principled reform.

At its second meeting, held in April 2012 in Istanbul, the Group of Friends of the Syrian People identified a need for an independent, multilateral institution to respond to increasing reports of massive rights violations and potential international crimes in Syria. The Group envisioned an entity that would take the lead collecting, processing, and preserving documentation of these violations, while coordinating with international and Syrian actors to advance justice and accountability efforts.

In 2016, SJAC closed down its operations in The Hague after being registered there for three years, and moved its headquarters to Washington, DC.

Mission

SJAC's mission is to promote justice and accountability in Syria by ensuring that human rights violations are comprehensively documented, and that documentation data is securely preserved, catalogued, and analysed to advance transitional justice and peace-building.

Contact : Email: info@syriaaccountability.org - Headquarter- Washington DC: 1275 K Street NW | Suite 600 - Washington DC, 20005

Media Kit

SJAC's staff is available to provide insights and analysis related to the documentation of violations and transitional justice efforts in Syria.

What are the sources of your information/data?

SJAC collects documentation from individuals and organizations working to document violations in Syria, accessed primarily through its team in Syria. SJAC also collects documentation from public sources (such as Internet and social media), using technology tools to ensure comprehensive capture.

Do you have a team inside Syria?

Yes. The SJAC team on the ground covers all geographic areas of Syria.

Faux, Amnesty a vendu la mèche, à moins que des journalistes travaillent pour eux. Amnesty International n'est pas autorisé à entrer en Syrie, tous les témoignages que cette ONG rapportent viennent de sa directrice adjointe basée à Beyrouth (Liban).

Do you document violations from all sides?

Yes. SJAC gathers documentation from locations and sources all over Syria — regardless of the affiliation of the victims or perpetrators. All reports are checked for accuracy and tagged based on source, date, location, actors, witnesses, and media to facilitate retrieval and analysis. (Source : syriaaccountability.org/about/)

Qu'est-ce que Benetech ?

The Benetech Human Rights Program, commissioned by the United Nations Office of the High Commissioner for Human Rights (OHCHR).

Benetech was founded in 1989 by high technology entrepreneur Jim Fruchterman in Palo Alto, California.

Benetech Human Rights Data Analysis Group (HRDAG) designs and builds information management solutions and conducts statistical analysis on behalf of human rights projects. With our partners, we make scientifically-defensible arguments based in rigorous evidence. (Source : hrdag.martus.org)

The Benetech Story.

It was at Caltech during the 1970s when the idea hit like lightning. An engineering student named Jim Fruchterman had just learned, in a modern optics class, about how pattern recognition technology could guide a missile to its target.

"If you could use this technology to recognize tanks or bridges," Jim thought, "perhaps you could also recognize letters and words. Then we could use software to read those words aloud to people who are blind." (Source : benetech.org/about-us/the-benetech-story)

Financial Partners & Supporters

Benetech is generously supported by leaders in philanthropy and technology and by government agencies.

Our recent public and private institutional financial supporters include:

AT&T
Ford Foundation
Bill & Melinda Gates Foundation
Google

The William and Flora Hewlett Foundation
Hewlett Packard Company
Hitz Foundation
The John D. and Catherine T. MacArthur Foundation
Knight Foundation
Lavelle Fund for the Blind
Microsoft
National Endowment for Democracy (NED ou la CIA - ndlr)
Oak Foundation
Open Society Foundations (Soros -ndl)
Radio Free Asia's Open Technology Fund (Soros - ndlr)
Peery Foundation
Packard Humanities Institute
Poses Family Foundation
Sigrid Rausing Trust
Skoll Foundation
Texas Education Agency
U.S. Department of Education, Office of Special Education Programs
U.S. Department of State, Bureau of Democracy, Human Rights, and Labor
VMware (Source : benetech.org/want-to-help/partner)

Quand les médias complotent contre les peuples.

Les médias présentent ce rapport à charge contre Assad comme impartial, honnête, alors qu'il est une fabrication d'une officine au service de l'OTAN/USA, de la guerre, du complexe militaro-industriel-financier des puissances occidentales.

Pourtant, ils disposent des mêmes sources d'informations que l'auteur de cet article pour établir la véritable nature et les réelles intentions qui sont à l'origine de ce rapport, en ne les révélant pas, ils mentent délibérément, ils font dans la désinformation, ils sont complices de cette falsification de la réalité ou de la situation en Syrie, ce sont eux qui complotent avec les oligarques contre le peuple syrien, contre tous les peuples hostiles à toutes les guerres de rapine ou impérialistes, qui aspirent à la paix.

En guise de complément. Une info sur la nature des "civils", des "personnes" emprisonnées et exécutées par le gouvernement syrien.

- Syrie - Plus de 50 prisonniers ont disparu de la prison de Saydnaya, dénonce Amnesty International - demo.e-joussour.net - le 6. Juillet 2010. (portail marocain - ndlr)

« Au moins 52 prisonniers sont portés disparus depuis le 5 juillet 2008, après les affrontements qui se sont produits à la prison militaire de Saydnaya près de Damas », révèle Amnesty International dans un nouveau rapport sur la Syrie. Ces troubles s'étaient soldés par la mort de 17 détenus et 5 policiers.

Selon les informations reçues par Amnesty International, les troubles de 2008 ont commencé lorsqu'un contingent de la police militaire a entrepris une fouille des cellules, au cours de laquelle des exemplaires du Coran auraient été jetés à terre et piétinés, dénigrant ainsi les convictions religieuses de nombreux prisonniers. Neuf détenus islamistes non armés auraient été abattus par la police militaire en tentant de récupérer les exemplaires du Coran. (source : lorientlejour.com 05.07.2010)

Des takfiristes, wahhabites fanatiques, des barbares que pleurent Amnesty International et Hollande...

[Haut de page ↗](#)

Le 6 février 2017

CAUSERIE

Ce n'est plus 3 mais 8 chevreaux qui sont nés depuis cinq jours, du coup je suis très occupé avec les biberons... Une corvée de plus ! J'ai dû écourter l'actualisation du portail !

[Vidéos. L'idéologie barbare des "amis" de la France, des Etats-Unis, d'Israël et de Bruxelles.](#)

- Colloque sur le wahhabisme – partie 1 : interventions d'Eric Denécé et Pierre Conesa

<https://www.youtube.com/watch?v=KQNYPOCrOiA>

- Colloque sur le wahhabisme – partie 2 : intervention d'Alain Corvez

<https://www.youtube.com/watch?v=9GzAY8oKOSc>

- Colloque sur le wahhabisme - partie 3 : intervention d'Abderrahmane Mekkaoui

<https://www.youtube.com/watch?v=PU-GVty5NCs>

- Colloque sur le wahhabisme – partie 4 : intervention de Richard Labévière

https://www.youtube.com/watch?v=_I9dvqyLATO

- Colloque sur le wahhabisme - partie 5 : intervention de Mezri Haddad

<https://www.youtube.com/watch?v=7kB5uaAMDEs>

- Colloque sur le wahhabisme - partie 6 : intervention de Michel Raimbaud

<https://www.youtube.com/watch?v=lZuRaNH2QPE>

Quelques pistes de réflexion à creuser.

Ce qui fait le plus défaut aux hommes.

- La logique est la théorie non des formes extérieures de la pensée, mais des lois de développement de « toutes les choses matérielles, naturelles et spirituelles » — c'est-à-dire des lois de développement de tout le contenu concret du monde et de la connaissance de celui-ci, c'est-à-dire le bilan, la somme, la conclusion de l'histoire de la connaissance du monde. (Résumé de la science de la logique de Hegel - Lénine 1914)

Méprise ou ignorance. Amertume et ironie de l'histoire.

- Face à un Front national dont la seule fonction est de jouer les épouvantails... (Bruno Guigue)

- "Les "Fronts populaires" d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne." (Programme de Transition - L. Trotsky)

- "... la politique conciliatrice des "Fronts populaires" voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme." (id)

- "Le fascisme est un instrument du capital financier" (id)

Que vient faire ici le Front populaire ? Le PS et le PCF n'ont-ils pas cessé d'être des alliés sous la IIIe, IVe puis la Ve République ? Quand le PS était au pouvoir, de l'intérieur ou à l'extérieur du gouvernement le PCF n'a-t-il pas cessé de le soutenir ?

Sachant qu'à l'élection présidentielle et législative seuls les deux candidats ayant obtenu le plus de suffrages au premier tour figureront au second tour, la principale fonction du Front national ne serait-elle pas plutôt de faire en sorte que son candidat figure parmi les deux sélectionnés au terme du premier tour de l'élection présidentielle, afin qu'il affronte celui de l'un des deux partis de l'ordre en lice, LR et En marche qui sera ainsi assuré de l'emporter, tandis que tous les autres candidats, y compris le parti supplétif de l'ordre, le PS, seront éliminés d'avance ?

Les institutions de la Ve République n'était pas encore assez antidémocratique, désormais il ne reste plus qu'une place à pourvoir pour figurer au second tour de l'élection présidentielle au lieu de deux.

Vous aurez observé que les médias foutent une paix royale au FN, personne ne remet en cause sa présence au second tour de la présidentielle qui semble acquise. Bien qu'ils pourraient modifier leur stratégie si Fillon se retirait et Macron et Hamon arrivaient à égalité dans les sondages, recréant le mythe de la droite et de la gauche pour mieux assurer la victoire de Macron qui dans ce cas-là serait loin d'être assuré, leur idée étant d'infliger une défaite à ce qu'ils appellent encore la gauche pour assurer l'offensive à venir contre la classe ouvrière, c'est un scénario envisageable mais plus risqué.

Mitterrand et le PS ont favorisé la montée du FN dans les années 70-80 face à l'époque à l'UDR (RPR, UMP, LR), Hollande et Valls s'y sont employés méticuleusement depuis 2012, ironie de l'histoire, cela se retourne contre eux.

La dictature mondiale en marche ou le nouvel ordre mondial.

- Trump : C'est Reagan, Clinton, Bush père et fils, plus Obama réunis ou la stratégie du chaos en guise de gouvernance.

- Quand Le Monde (le journal) de la désinformation, de l'intox, de la diffamation se fait inquisiteur...

- Elections présidentielles 2017 : La démocratie confisquée...

[A propos de la vidéo mise en ligne le 2 février](#)

(Le "féminisme" moderne, le développement personnel et la politique identitaire par John Pilger)

John Pilger - "Les femmes furent incitées à se considérer libérées mais uniquement dans leurs relations avec les hommes, au mieux. Et presque jamais vis-à-vis des pouvoirs qui dirigent les hommes et les femmes. (...) Qu'est-il arrivé au féminisme moderne ? Pourquoi est-il aussi déconnecté de ses racines politique et du socialisme "

John Pilger est sympathique, mais comme la plupart des intellectuels qui se revendiquent de gauche, il pose une question à laquelle il ne propose aucune réponse, il se contente d'un constat qui ne nous avance pas à grand chose. Alors la question qui se pose immédiatement à nous, c'est pourquoi, pourquoi ne peut-il pas aller plus loin dans son analyse de la décomposition du mouvement ouvrier ou de ce qu'on appelait la gauche, et il n'est pas le seul dans ce cas-là, en réalité personne ne tient vraiment à poser cette question apparemment embarrassante, en premier lieu les dirigeants des partis dits ouvriers ?

Peut-être parce qu'il faudrait requalifier l'orientation politique du mouvement ouvrier des trois décennies qui ont suivi la fin de la Seconde Guerre mondiale, qui était réformiste bourgeoise ou bourrée d'illusions sur lesquelles personne ne tient à s'attarder ou revenir, ce que l'on peut comprendre puisque cela mettrait en relief l'opportunisme des dirigeants du mouvement ouvrier ou de ce qu'on appelait la gauche.

L'espoir ou l'exigence de vivre dans un monde meilleur qui avait jailli à l'issue de la Seconde Guerre mondiale et qui allait alimenter la lutte de classe du prolétariat allait être détourné par la social-démocratie dégénérée et le stalinisme qui subordonneront le mouvement ouvrier à la reconstruction du capitalisme et de son Etat au détriment du socialisme et d'un Etat ouvrier, dit autrement, les sociaux-impérialistes et les staliniens ne pouvant pas endiguer le profond mouvement révolutionnaire de masse qu'avait fait naître la barbarie capitaliste, ils le contrôleront en le déconnectant du socialisme pour reprendre l'expression de John Pilger, tout en tenant un discours aux relents socialistes histoire de camoufler leur orientation opportuniste, les bienfaits des réformes concédées par les capitalistes feront le reste en détournant le mouvement ouvrier de l'objectif de son combat qui était de renverser le capitalisme et de prendre le pouvoir et sauveront ainsi le régime en place.

L'espoir ou l'exigence de vivre dans un monde meilleur qui avait jailli à l'issue de la Seconde Guerre mondiale était également alimentée par l'illusion que l'URSS incarnait ce monde meilleur et qu'il était donc possible de le conquérir par la lutte de classe puisqu'il était censé exister ou pouvoir se réaliser. Cette terrible illusion allait tomber en morceaux au fil du temps et commencer à s'évanouir à partir du début des années 80, pour disparaître totalement au début des années 90 avec l'implosion de l'URSS, puis sa dislocation.

Le PS et le PC s'étant employés chacun à leur manière à identifier le communisme à l'URSS, le PS en identifiant le communisme au stalinisme, le PC en confortant cette identification, le PS se servant des aspects hideux du stalinisme contre le communisme, le PC se réfugiant dans le déni, partant de là chacun aura compris que le communisme ou le socialisme allait être à terme leur principale victime. Cela allait se traduire par une profonde désillusion qui allait gagner l'ensemble du mouvement ouvrier qui demeurerait désormais sans alternative face au capitalisme.

Le PS qui dans cette perspective annoncée à brève échéance dès le début des années 80 avait déjà officiellement manifesté son ralliement à "l'économie de marché" ou au capitalisme devait l'assumer de plus en plus ouvertement en passant du social-réformisme au social-libéralisme, puis par la suite au social-néolibéralisme, parcours ainsi parvenu à son terme et qui avait pour origine sa nature bourgeoise qui s'était révélée un siècle plus tôt en se rangeant au côté de la classe des capitalistes en 1914 et en trahissant le socialisme.

Après avoir rompu avec la classe ouvrière, il devait continuer à s'afficher à ses côtés pour détourner les travailleurs du PC. Il incarnait les couches de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes progressistes subordonnées au capitalisme qui auraient pu évoluer en direction de la classe ouvrière et du socialisme. Elles en furent dissuadées en leur octroyant des privilèges dont elles devaient se contenter, se laissant ainsi corrompre elles étaient perdues pour le socialisme et évoluer toujours plus à droite.

A partir de la dernière décennie du XXe siècle, il ne restait pratiquement plus aucun ouvrier au PS hormis quelques membres de l'aristocratie ouvrière, et quant à ceux des classes moyennes qu'il organisait ils se situaient davantage parmi leurs couches supérieures totalement étrangères au socialisme, affairistes à souhait, populistes, fortement imbibées par l'idéologie néolibérale, à côté de grands bourgeois, de banquiers, d'hommes d'affaires, de rentiers en tous genres, sortis des grandes écoles telle l'ENA formant les nouveaux aristocrates destinés à gouverner pour le compte du régime, ultra

réactionnaires, impérialistes, farouches sionistes, totalement acquis au néolibéralisme ou soumis à l'oligarchie financière anglo-saxonne, couche à la direction du PS qui après lui avoir imposé plusieurs mutations devrait le conduire à sa dislocation à défaut de pouvoir en faire le clone du parti démocrate américain qu'en réalité il est déjà devenu.

Il est parfaitement clair que rendu au stade où sa politique est ultra droitière, le PS ne peut plus compter dans ces rangs que des réactionnaires ou des petits bourgeois ignares hyper individualistes sans intérêt pour le mouvement ouvrier, des ennemis de la classe ouvrière et du socialisme. Le PS dut se défaire progressivement des oripeaux du réformisme qui lui collaient encore à la peau, dès lors que le capitalisme amorçait son virage néolibéral pour faire face à la nouvelle crise du capitalisme qui devait se manifester au tournant des années 70. Il cessera de défendre les revendications sociales collectives de la classe ouvrière auxquelles il s'attaquera quand il sera au pouvoir dans les années 80, puis 90, et enfin à partir de 2012, se rangeant ouvertement dans le camp de la réaction. C'est ce qui nous fait dire qu'il ne reste plus que de fieffés réactionnaires dans les rangs du PS.

Le PC le suivra comme son ombre après sa mutation au stalinisme dont la nature est identique à celle du PS et étrangère au communisme ou au socialisme qu'il n'aura de cesse de combattre. On ne peut pas parler à proprement parler de sa mutation du stalinisme au réformisme bourgeois puisque le stalinisme pratiquait déjà le réformisme bourgeois pour avoir tourné le dos au socialisme, ce qu'il confirmera en abandonnant la dictature du prolétariat, ce qui signifiait que son objectif politique n'était plus ou pas plus exactement d'affronter le régime pour porter la classe ouvrière au pouvoir, bref, qu'il avait abdicé et était devenu un parti du capital, bourgeois ou de droite comme le PS avant lui.

Le PS tout comme le PC ayant connu leur heure de gloire sous le réformisme bourgeois, une fois celui-ci devenu obsolète, ils allaient être amenés à prendre en charge de plus en plus ouvertement les besoins du capitalisme en crise ou à participer à son offensive contre la classe ouvrière, ce qui allait accélérer leur décomposition et leur marginalisation au sein des masses laborieuses.

Leur politique a consisté pendant plus de trente ans à entretenir l'illusion que les besoins et aspirations des travailleurs étaient compatibles avec le capitalisme, jusqu'au jour où ce dernier décida de siffler la fin de la récréation sur fond de réorganisation du capitalisme mondial au profit de la mondialisation, de l'intensification de la division internationale du travail, de la financiarisation généralisée de l'économie, etc. qui devait se traduire par la liquidation de tous les droits sociaux et politiques acquis par la classe ouvrière au cours des décennies antérieures ou concédés par la bourgeoisie pour assurer la bonne marche du capitalisme ou assurer la stabilité du régime, abandonnant la classe ouvrière à son triste sort, cessant de l'organiser par la force des choses, la laissant sans représentation politique à la merci de l'offensive entreprise par l'oligarchie.

On peut déduire de ce constat, que durant toutes ces décennies depuis l'après-guerre, l'orientation du mouvement ouvrier ne fut pas révolutionnaire mais réactionnaire, elle consista à subordonner au capitalisme la classe ouvrière et les classes moyennes, dans le cas contraire nous n'en serions pas où nous en sommes.

L'orientation opportuniste du mouvement ouvrier ne date donc pas d'aujourd'hui ou d'hier. Il a pu se développer à l'ombre de la reconstruction d'après-guerre et de la nouvelle phase d'expansion du marché mondiale, conduisant à une nouvelle et rapide accumulation du capital dont une partie servira à corrompre l'aristocratie ouvrière ou à financer des réformes sociales, toujours sur fond de guerres impérialistes qui demeurent une source de profit irremplaçable et imbattable en terme d'efficacité.

Une illusion fonctionne ou on peut en tirer certains avantages aussi longtemps qu'on a une raison d'y croire en la dotant d'un contenu qui lui est étranger, de la même manière qu'on peut tirer profit pendant un temps des pires confusions qui soient, jusqu'au moment où un facteur vient à faire défaut, le voile se déchire soudain et le réveil est brutal.

Le mouvement ouvrier et la pseudo-gauche luttaient pour des réformes sociales dont les droits des femmes sans orienter leur combat dans la perspective d'en finir avec le capitalisme, le mouvement anti-guerre était sur la même orientation, de quoi faire trembler de peur les capitalistes assurément. Les opportunistes s'en satisferont et ils ne seront pas les seuls, Nixon au même moment (1975) en profitera pour normaliser les relations des Etats-Unis avec la Chine afin de stabiliser les relations politiques dans la région appelée à devenir l'usine du monde, en commençant pas les 4 Dragons et les 5 Tigres asiatiques en attendant le tour de la Chine.

Les travailleurs en France et en Europe ou dans les pays occidentaux en général bénéficiant d'un niveau de vie relativement élevé par rapport au reste de la population mondiale, allaient être aptes à s'endetter massivement et à consommer les produits qui seraient dorénavant fabriqués à bas coût en Asie tout en étant vendus à un prix similaire à ceux qui étaient préalablement fabriqués en occident, ce qui permettrait aux multinationales américaines et occidentales de réaliser des profits colossaux qui leur serviraient à accroître encore leur pouvoir et à imposer leur politique à tous les Etats par la suite, démanteler la législation sociale jugée trop favorable aux travailleurs, pour à terme s'emparer du pouvoir politique, Trump en est l'illustration parfaite. On retiendra que l'orientation opportuniste du mouvement ouvrier aura servi les desseins de l'oligarchie, que dès lors on est impuissant à combattre efficacement, ceci explique cela.

Revenons à l'intervention de John Pilger.

John Pilger - "Les femmes furent incitées à se considérer libérées mais uniquement dans leurs relations avec les hommes, au mieux. Et presque jamais vis-à-vis des pouvoirs qui dirigent les hommes et les femmes. (...) Qu'est-il arrivé au féminisme moderne ? Pourquoi est-il aussi déconnecté de ses racines politique et du socialisme "

C'est très simple à comprendre, parce qu'au cours de la seconde moitié du XXe siècle, le combat pour les droits des femmes (travailleuses) n'a jamais été réellement connecté au socialisme, et ce qui nous a été présenté comme la gauche était réformiste ou avait rompu avec le socialisme.

En conclusion, le véritable problème soulevé par John Pilger, c'est la conception ou le contenu de la gauche et du socialisme adoptée par ceux qui se réclamaient de la gauche, leur orientation politique qu'ils ne peuvent pas mettre sur le dos de l'oligarchie, orientation politique qui se caractérise par leur refus de rompre avec le capitalisme ou de mener leur combat dans la perspective du socialisme.

Complément..

J'avais terminé ce passage quand je suis tombé le lendemain sur le commentaire suivant d'un internaute qui illustre l'illusion qu'on vient de démontrer :

- "JLM n'est pas communiste, il représente la vraie gauche, c'est à dire ce que le PS aurait dû être depuis toujours, le PS est aujourd'hui un parti libéral."

Si Mélenchon n'est pas communiste, il ne peut pas représenter "la vraie gauche", et pas davantage le PS, depuis quand déjà, plus d'un siècle...

Un complément rédigé deux jours plus tard. Le mouvement ouvrier n'a cessé d'être sous l'emprise de l'opportunisme.

Le mouvement féministe, écologiste, antiraciste n'aurait pas connu une telle ampleur dans les années 70-80, si le PS ne s'y était pas investi, de même le mouvement anti-guerre n'aurait pas connu une telle mobilisation dans les années 70 si le PC ne s'y était pas impliqué sur ordre du Kremlin à l'époque de l'URSS, et les campagnes menées par les lambertistes (POI-CCI et POID-TCI) en apparence contre le stalinisme, n'auraient pas connu un certain succès sans le soutien du PS, de personnalités proches du PS ou d'organisations liées à ce parti qui ne visaient pas le stalinisme mais le communisme, l'héritage de la révolution russe de 1917 dont ils voulaient se débarrasser.

Si pour les réformistes antisocialistes le mouvement est tout et le but n'est rien, il faut préciser pour qui le mouvement est tout et pour qui le but n'est rien.

Le mouvement est tout pour ceux qui sont appelés à y participer et à se faire manipuler, autrement dit à terme ils n'en tireront aucun profit puisqu'il est dirigé contre eux, et le but n'est rien pour eux également, dans la mesure où le mouvement sert un autre but que le leur ou inavouable, détourner les travailleurs de la lutte de classe dans le cas des mouvements féministes, écologistes, antiracistes, etc. et dans le cas du mouvement anti-guerre soulager la pression de l'impérialisme américain qui pesait sur la bureaucratie stalinienne du Kremlin du temps de l'URSS donc servir les intérêts de celle-ci, alors qu'elle constituait la principale force contre-révolutionnaire au sein du mouvement ouvrier international, quant aux campagnes dirigées contre la bureaucratie stalinienne du Kremlin, elles serviraient directement les plans de l'impérialisme américain qui étaient de destabiliser son adversaire en prévision de la dislocation de l'URSS ou le rétablissement de la propriété privée des moyens de production.

[Le discours que vos dirigeants ne vous ont jamais tenu. Question que tous les militants devraient se poser : Pourquoi ?](#)

- "Les masses populaires demeurent plongées dans un abîme d'ignorance et de préjugés." (Trotsky le 9 avril 1922 au bureau politique du parti bolchevik)

Quand je militais à l'OCI fin des années 70, le militant qui aurait osé tenir un tel propos aurait été qualifié d'ennemi de la classe ouvrière qui n'avait pas sa place dans le parti. Autant dire que depuis j'ai totalement rompu avec ce courant politique.

Trotsky a eu raison d'affirmer en 1940 que la révolution d'Octobre n'avait pas été un échec, ajoutons, mais qu'elle était vouée à l'échec parce que le prolétariat des pays occidentaux était pratiquement aussi arriéré et bourré de préjugés que celui de Russie et que pour cette raison dans aucun pays en Europe il sera en mesure de se doter d'un parti ouvrier révolutionnaire et de réaliser sa révolution.

Sur ce plan-là, rien n'a changé depuis, puisque les courants issus du trotskysme se sont transformés en machines à propagande insipides et impuissantes, au lieu de partir de la réalité pour interpréter la situation et aider ainsi les masses populaires à élever leur niveau de conscience, tâche qui manifestement leur répugne.

On a toujours eu à faire à des dogmatiques, des gens à l'esprit étroit ou borné pour lesquels du moment que ce ne sont pas les idées qui guident le monde, mais l'action des hommes qui le transforment, tout ce qui est relatif aux idées ou à la pensée doit être traité avec mépris ou considéré comme secondaire, alors qu'en réalité action et pensée sont liées et interagissent l'un sur l'autre en permanence tout au long de la vie des hommes, donc ils doivent faire l'objet de la même attention quand on se donne pour objectif de changer la société, ce qui demeurera toujours irréalisable, tant que les masses populaires demeureront profondément ignorantes ou arriérées.

Les gens qui se destinent de changer les idées ou la mentalité des hommes, leur comportement ou de les libérer de leurs préjugés sans changer la société nous répugnent au plus au point, parce qu'ils les culpabilisent en estimant qu'ils seraient coupables de leur état d'ignorance, alors qu'en réalité tels qu'ils sont, ils ne sont que le produit de la société basée sur des inégalités sociales et des injustices qui s'est employée à les maintenir dans cet état d'arriération ou d'obscurantisme pour mieux les exploiter et les opprimer.

Maintenant pour parvenir à changer la société, il est indéniable que les exploités doivent élever leur niveau de conscience, sinon cet objectif demeurera toujours hors de portée. Ceux qui refusent de s'y atteler sérieusement et qui prétendent combattre pour le socialisme sont des ignorants ou des imposteurs ou les deux à la fois.

On sait par ailleurs qu'il ne suffit pas que les hommes acquièrent des connaissances ou se hissent momentanément à un certain niveau de conscience à la suite ou au cours d'une expérience pour qu'il soit acquis qu'ils auraient progressé définitivement ou que cela servira de point de départ à de nouveaux progrès. Au contraire, on a constaté que du fait qu'ils n'ont pas conscience d'être un des facteurs ou acteurs déterminant du processus dialectique inconscient qui caractérise le développement historique qui se déroule sous leurs yeux ou auquel ils participent, ils ne seront pas en mesure d'inscrire leurs expériences dans le cadre de ce processus et d'en comprendre la signification pour en tirer des enseignements pour l'avenir et seront voués à régresser à tout moment, à sombrer à nouveau dans la barbarie par exemple. Tout au plus peut-on espérer que seuls ceux qui auront acquis un conscience de l'ensemble du processus dialectique matérialiste et historique pourront se maintenir à un niveau de conscience supérieur.

Partant de là, imaginer que des millions de travailleurs pourraient se hisser à ce niveau de conscience et être organisés dans un parti ouvrier révolutionnaire de masse relève de l'ignorance ou du fantasme. Par contre des millions peuvent se hisser à un niveau de conscience suffisant pour soutenir ou participer à un processus révolutionnaire, entraînant derrière eux le reste des masses demeurées neutres ou passives jusque-là de manière à assurer la victoire de la révolution. La question qui se pose et qui déterminera l'issue de la révolution, c'est le niveau de conscience acquis par les masses au début de la révolution, dit autrement, plus leur niveau de conscience sera bas au début d'une révolution et plus le risque sera grand qu'elle se termine par une défaite ou que la contre-révolution reprenne le pouvoir, et plus il sera élevé et plus l'espoir qu'elle se conclut par une victoire sera grand ou fondée, et qu'ensuite elles conservent le pouvoir.

La question est donc de savoir si nous voulons ou non mettre le maximum de chance de notre côté pour atteindre notre objectif, c'est tout ce que je voulais dire ici.

Quand on ignore la nature de quelque chose et son destin éventuel, qui correspond généralement au comportement et à l'orientation de différents facteurs au cours de son développement, bien malin serait celui qui pourrait affirmer quoi que ce soit en la matière.

Comme le rappelait Trotsky, le développement de la civilisation humaine a toujours été chaotique, bourré de contradictions et de paradoxes, fait de progrès et de régressions, de révolutions, de guerres et de paix, cela dit son orientation général ou son bilan demeure positif bien que parfois les faits portent à croire le contraire, tant momentanément ou pendant une longue période elle est résolument orientée dans une direction portant atteinte à ses intérêts fondamentaux (dont fait partie l'épuisement de nos ressources naturelles ou la destruction de notre environnement), sans qu'il ne faille évacuer l'hypothèse toujours possible qu'elle pourrait disparaître par la folie des hommes, si leurs activités finissaient par gravement porter atteintes aux bases sur lesquelles elle repose.

La lutte de classe doit donc être conçue en tenant compte de ces différents facteurs objectifs et subjectifs. On a été jusqu'à dénier au cerveau des hommes la capacité de jouer un rôle objectif dans le développement de la civilisation humaine, en refusant d'accorder à son activité le statut de rôle objectif, alors que cette faculté n'a cessé de se traduire par des décisions contribuant à modifier l'environnement des hommes ou à façonner la société en agissant directement sur la matière. Autrement dit, parce que l'action précède le verbe, penser ne serait pas agir. Dans la société actuelle cela se traduit par : Vous n'avez pas besoin de penser, on s'en charge à votre place, pour votre bien évidemment.

L'homme qui ne pense pas ne peut pas postuler à la liberté.

Toutes les civilisations qui se sont succédées ont connu une phase ascendante ou progressiste avant de passer à une phase descendante où elles régressèrent et disparurent ou furent absorbées par une autre civilisation, parce qu'elle n'était pas mûre pour passer à un stade de développement supérieur ou à un mode de production supérieur, submergée par les forces productives qu'elle avait engendrées et qui paradoxalement allaient entraîner sa décadence ou son autodestruction. Fort de l'apport des anciennes civilisations, celles qui devaient leur succéder allaient leur emprunter le meilleur, ce qui allait leur permettre d'atteindre un niveau de développement supérieur aux précédentes et ainsi de suite.

Rendue au stade de l'impérialisme pourrissant, la société est devenue décadente, elle se décompose rapidement, elle se putréfie, et comme elle est engagée dans une régression sans fin, elle tend à renouer avec les montres du passé qu'on croyait définitivement abandonnés ou enterrés. A suivre.

Stalinisme for ever (pour toujours).

Une minorité domine sans partage, une nouveauté et un regret.

- Le refus du vote, l'abstention conduisent à laisser une minorité dominer sans partage la majorité du peuple. On a besoin d'autre chose, de prendre nos responsabilités, d'intervenir, de décider de notre avenir. La Cinquième République vacille, achevons-la. Mettons au pouvoir la force qui propose de sortir du système présidentiel qui place notre vie entre les mains d'un seul homme.

... d'élaborer une constitution démocratique avec de nouveaux droits... Jose ESPINOSA legrandsoir.info 01.02

Traduction : C'était mieux quand une minorité dominait sans partage avec l'aval des masses qui participaient massivement à chaque élection, ce qu'ils regrettent.

Que regrettent-ils au juste? Les "jours heureux" où le PCF tirait profit de sa collaboration avec le régime et engrangeait députés et sénateurs, où les institutions affublées ainsi d'un vernis démocratique trompeur pouvaient se prévaloir d'un semblant de légitimité.

Assurément, le régime n'était pas ingrat envers ses serviteurs. Qu'ils ne se plaignent pas sans les subventions de l'Etat et les largesses des banquiers L'Humanité disparaîtrait. Si la Ve République a pu durer aussi longtemps, c'est parce que depuis 1958 le PS et le PCF se sont employés à priver les travailleurs de toute représentation politique (indépendante) à l'intérieur comme à l'extérieur des institutions.

Et c'est reparti avec la "révolution par les urnes"... supervisée par l'ONU s'il vous plaît.

- ... si on ne commence pas dès le 8 mai prochain (lendemain du second tour de la présidentielle) à mettre en oeuvre la libération de notre pays de l'oligarchie qui le dirige depuis trente ans

- ... un pôle de résistance à l'ordre capitaliste mondial et à son vecteur impérialiste.

Alors, certains me disent que ce genre de discours, c'est finalement appeler à soutenir "le moindre mal". Je ne suis pas d'accord ! Mélenchon, ce n'est pas le moindre mal ! C'est un bien ! Ce n'est peut-être pas "le" bien, mais c'est un plus grand bien, comparé à ce que nous vivons depuis le début de la mise en oeuvre de la stratégie du choc.

Aussi longtemps qu'une révolution au sens traditionnel n'éclate pas pour que le peuple reprenne par la force le pouvoir qui lui a été enlevé par la loi, il n'y a que la loi pour défaire la loi et la refaire, à commencer par la loi fondamentale, la constitution ! Et donc les urnes !

... redevenir ainsi, libres, indépendants et souverains, nécessite des ruptures géopolitiques et géostratégiques majeures (telles que sortir de l'OTAN et de l'UE mais aussi de la Banque Mondiale, de l'OMC et du FMI par exemple, tout en renforçant l'ONU... Vincent Christophe LE ROUX legrandsoir.info 01.02

Pure démagogie pour finalement se soumettre à l'ONU, une institution fondée par et pour les capitalistes...

Il y a plus de 35 ans Mélenchon en rejoignant le PS se convertissait à l'économie de marché et soudain il deviendrait un anticapitaliste.

Trumperie.

Les élites paniquent

« C'est la fin du monde », a lâché Manuel Valls (BFMTV, 16/01/17), qui n'évoquait pas les résultats de la primaire socialiste, mais

la perspective d'une « alliance entre Trump et Poutine ».

« Donald Trump (est) décidé à détruire le projet européen », s'épouvante l'éditorial de Libération (18/01/17). Et Le Monde (19/01/07) sonne le tocsin : « le président des Etats-Unis s'est lancé dans une opération délibérée de déstabilisation de l'Allemagne (...) c'est toute l'Europe qui est attaquée ».

L'UE est confrontée à l'un des « plus grands défis de ces dernières décennies » alerte pour sa part Angela Merkel. Le Commissaire européen Pierre Moscovici s'étrangle : « on a une administration américaine qui souhaite le démantèlement de l'Union européenne, ce n'est pas possible ! ».

Quant au Secrétaire d'Etat américain sur le départ, il a exhorté le gratin des élites mondialisées réuni à Davos à se « rappeler pourquoi nous avons fait ce voyage de 70 ans ensemble ». John Kerry semble ainsi évoquer l'axe euro-atlantique... au passé.

Mobilisant tout son sens de la litote, le Secrétaire général de l'Alliance atlantique s'est dit « préoccupé ». Le Monde enrageait déjà fin décembre (22/12/16) : M. Trump « veut être l'homme du renouveau industriel américain, pas le shérif d'un ordre démocratique occidental à maintenir et propager ». Impardonnable ! A Davos, Joseph Biden, encore vice-président américain pour deux jours, a lancé un appel désespéré pour « sauver l'ordre libéral international »...

Le nouveau président américain a confirmé qu'il jugeait l'OTAN « obsolète »... Pierre LEVY legrandsoir.info 31.01

Vraiment ? Vérifions-le.

AFP 28 janvier, donc trois jours avant la publication de cet article.

- Au moment où les relations transatlantiques traversent une période de tensions, la Première ministre britannique a pris soin de souligner que le nouveau président américain lui avait assuré qu'il était "à 100%" derrière l'Otan. AFP 28.01

Toutes ces déclarations soigneusement sélectionnées sont destinées à détourner l'attention des travailleurs de l'essentiel sachant qu'elles seront reprises par les opportunistes de tout poil.

L'auteur de cet article, qui manifestement suit l'actualité politique au quotidien, a forcément lu la déclaration de la Première ministre britannique, alors pourquoi l'a-t-il passé sous silence ? Pardi pour se faire passer pour un opposant à l'OTAN, à "l'ordre libéral international", car voyez-vous, c'est un vrai communiste...

Les bons comptes font les bons amis. Non pas 103 ans de trahison ou d'imposture, 5 seulement.

Même avec Benoit Hamon.... le Parti "socialiste" ? Non merci !

Méfions-nous des illusions qui consisteraient à croire qu'une union sacrée serait possible avec ce parti qui a trahi pendant 5 ans ses engagements pris devant le peuple.

Ne comptez pas sur nous pour légitimer avec Benoit l'illégitime Parti socialiste.

Ne comptez pas sur nous pour mentir au peuple et laisser croire que le PS serait de gauche. Paul ARIES legrandsoir.info 31.01

Les engagements ou promesses de Hollande et du PS n'étaient pas seulement destinés aux arriérés toujours prêts à croire tout ce que les filous peuvent leur raconter, ils devaient servir aussi à exempter par avance de toute responsabilité ou à blanchir ou encore à donner bonne conscience à tous ceux qui savaient pertinemment à quoi s'en tenir à leur sujet sans le faire paraître, pour qu'on ne les accuse pas par la suite d'en avoir été les complices.

Comme quoi ils savent que Mélenchon est un couteau sans lame ou un imposteur.

Benoit Hamon et la farce du « rassemblement de la gauche »

Manuel Valls ne représentait que l'avant-garde d'une longue dérive droitière de l'ensemble de la direction du PS.

La politique antisociale du gouvernement Hollande avait le soutien de l'écrasante majorité des parlementaires « socialistes ». Quant à l'aile gauche du PS, elle suivait la droite comme son ombre. Elle était lâche et inconséquente. Les prétendus « frondeurs » protestaient, multipliaient les communiqués, exhortaient Hollande à mener une politique moins brutale – puis, le moment venu, rangeaient leurs frondes et votaient les textes réactionnaires du gouvernement (notamment les budgets). Lorsqu'ils

poussaient la mauvaise humeur jusqu'à menacer de ne pas voter certains textes (lois Macron, loi Travail), Manuel Valls pouvait recourir au 49-3 avec l'assurance que les frondeurs ne voteraient pas de motion de censure. Tel est le pathétique bilan de la « gauche du PS », ces cinq dernières années.

Benoit Hamon ne fut pas un plus vigoureux opposant à la politique de François Hollande. En fait, pendant deux ans, il ne s'y opposa pas le moins du monde. Ministre de mai 2012 à septembre 2014, il défendait alors publiquement la politique du gouvernement, qui fut pourtant d'emblée marquée par un renoncement aux engagements de campagne et un alignement sur les intérêts du « monde de la finance ». (...)

En attendant la primaire du PS, Montebourg fréquenta les milieux patronaux. De son côté, Benoit Hamon intégra les rangs assoupis des députés « frondeurs », dont il adopta immédiatement les rites : protestations verbales le matin, vote de textes réactionnaires le soir.

Benoit Hamon et ses proches se félicitent d'avoir déjà « rassemblé » une très grande majorité des députés socialistes. Mais tous ont voté la politique réactionnaire du gouvernement, pendant cinq ans, et nombre d'entre eux soutenaient Manuel Valls à la primaire. S'ils se « rassemblent » derrière Benoit Hamon, c'est par pur pragmatisme : à ce stade, ils considèrent que c'est la meilleure option du point de vue de leur candidature aux élections législatives de juin prochain. Il n'y a pas la moindre différence de principe entre ceux qui font ce calcul et ceux qui rallient Macron. Certains pourraient d'ailleurs changer d'option en cours de route, suivant l'évolution de la situation. Magnifique « rassemblement », en vérité !

Le programme sur lequel Benoit Hamon a remporté la primaire du PS est rejeté par l'écrasante majorité de l'appareil et des parlementaires du PS. Ils ont par exemple soutenu la loi Travail, que le vainqueur de la primaire propose d'abroger. Ont-ils changé d'avis sur le sujet ? Bien sûr que non. Mais Benoit Hamon ne leur en demande pas tant. Au lieu de s'appuyer sur sa victoire pour lancer une lutte sérieuse contre la droite du PS, il propose d'amnistier celle-ci de ses crimes récents sous couvert de « rassemblement de la gauche ». Ce faisant, Benoit Hamon expose l'inconsistance de ses propres idées, qui apparaissent comme les variables d'ajustement de combinaisons parlementaires et bureaucratiques.

La campagne de Jean-Luc Mélenchon a déjà gagné le soutien de la fraction la plus consciente et la plus radicalisée de la jeunesse et du mouvement ouvrier. Ces éléments ne tomberont pas dans le piège du « rassemblement » de tout et son contraire.

Mélenchon et les dirigeants de la France insoumise doivent – comme ils le font – démasquer les manoeuvres hypocrites des dirigeants du PS, qu'il s'agisse de Benoit Hamon ou de l'aile droite du parti. Ils doivent aussi rappeler dans le détail ce que fut le parcours récent du candidat du PS, depuis sa participation au gouvernement, entre 2012 et 2014, jusqu'à ses activités de « frondeur » sans fronde – et notamment ses votes à l'Assemblée nationale. Il y a là tout un travail pédagogique à mener, car il ne faudra pas trop compter sur Benoit Hamon lui-même pour expliquer d'où il vient et où il va.

Bien sûr, il faut aussi critiquer le programme de Benoit Hamon, qui est nettement plus modéré et confus que celui de la France insoumise. Mais ici, force est de constater qu'un nombre significatif de jeunes et de travailleurs de gauche considèrent ces deux programmes comme assez proches, somme toute. Cette idée donne de l'eau au moulin du « rassemblement ». Il y a là une difficulté que l'on ne pourra pas lever simplement en détaillant les différences concrètes entre L'Avenir en commun et le programme de Hamon. En effet, la plupart des jeunes et des travailleurs regardent les programmes « de loin », pour ainsi dire, sans entrer dans tous les détails. Et si, de ce point de vue, nombre d'entre eux ont le sentiment que les deux programmes sont assez proches, c'est précisément parce qu'ils le sont, sous un certain rapport. Dans les deux cas, en effet, il s'agit d'un ensemble de réformes progressistes (excepté le « revenu universel », qui ne l'est pas). Prises dans leur globalité, ces réformes vont dans la bonne direction, mais ne marquent pas de rupture avec le système capitaliste. Autrement dit, ces deux programmes sont réformistes – et ce alors que la faillite du capitalisme appelle une transformation radicale, révolutionnaire, de la société.

En complétant son programme par des mesures visant à briser le pouvoir économique des grands capitalistes – ce qui suppose leur expropriation –, la France insoumise ferait d'une pierre deux coups : d'une part, elle se distinguerait clairement du réformisme de Benoit Hamon ; d'autre part, elle se donnerait les moyens de mettre en oeuvre les mesures progressistes de son programme, si elle prend le pouvoir, car ces mesures ne pourront pas être réalisées dans le cadre du capitalisme en crise. Jérôme METELLUS legrandsoir.info 04.02

En réalité, "la fraction la plus consciente et la plus radicalisée de la jeunesse et du mouvement ouvrier", entendez par là l'aristocratie ouvrière, sera tenté de tomber "dans le piège du « rassemblement » de tout et son contraire", parce que c'est également la couche la plus corrompue du mouvement ouvrier pour avoir soutenu le PS et le PCF pendant des décennies ou pour avoir adopté le réformisme bourgeois.

Si elle estime que pour défendre ses propres intérêts il faut en passer par ce « rassemblement », elle ne se le fera pas dire deux fois, elle ne s'est jamais comportée autrement depuis plus de 50 ans, ne soyons pas dupe.

Tout est possible. L'art de tout dire et son contraire ou de renvoyer le socialisme aux calendes grecques

Benoît Hamon doit vaincre sa procrastination et faire un geste pour rendre possible le rassemblement

En choisissant Benoît Hamon le 29 janvier au second tour des primaires, plus d'un million d'électeurs ont approuvé un programme politique différent de celui mis en oeuvre par Manuel Valls.

Benoît Hamon, parmi les sept, c'était le meilleur choix.

Le PS s'étant engagé à respecter le verdict des urnes, Benoît Hamon bénéficie à ce jour des soutiens du chef de l'Etat, du Premier ministre (donc, du gouvernement), des députés socialistes (sauf défections marginales). Maxime VIVAS legrandsoir.info 03.02

Et que demande ce stalinien dans l'âme ? Que Hamon, Hollande, Cazeneuve et le PS fassent la démonstration qu'ils sont capables de respecter des promesses qu'ils n'ont jamais tenu, histoire d'entretenir l'illusion un peu plus longtemps dans le PS et cautionner le ralliement du PCF au PS ou même peut-être à Hamon en vue des législatives.

En complément.

Il faut que ou l'art de livrer notre destin à nos bourreaux.

La destruction de la classe politique dirigeante a commencé.

Toutes les sensibilités politiques de droite et de gauche sont cuites. Et pour cause, elles ont été utilisées comme des écrans publicitaires pendant que le vrai programme politique, économique et financier était celui des corporations transnationales.

Aujourd'hui les multinationales sont prêtes à prendre les rênes du pouvoir.

Les seuls candidats qui trouvent actuellement grâce aux yeux des faiseurs d'opinions, propriétés de la finance internationale sont les candidats qu'elle a formatée. M Macron est le chouchou des médias mainstream. Qu'il soit bon ou pas, qu'il soit suivi par le public ou pas ne compte guère plus !

Il est adoubé par la haute finance. M Draghi, patron de la BCE et lui-même ex Goldman-Sachs l'a choisi ! (Draghi : la solution c'est Macron, pas Le Pen). Les médias, en réels porte-parole de leurs propriétaires de la haute finance lui pavent le chemin. en matraquant notre inconscient avec des reportages. La différence de traitement entre candidats est significative. Au 21ème siècle, ça compte.

Mettons tout de même à l'actif de M Macron son message qui se démarque volontairement de la droite ET de la gauche. Un message à la mode globaliste qui se veut fondateur d'une nouvelle société qui consolide depuis le bas (Bottom-up).

Cette approche qui travaille sur la base en direct (sans partis politiques et autres organes publics) est nouvelle. Elle s'appuie sur la technologie et la numérisation pour gouverner. Les intermédiaires y sont éliminés. C'est le modèle qui fut appliqué aux entreprises au moment de l'aplatissement de la hiérarchie.

En résumé, il est moins une pour que les corporations fassent leur coming-out en tant que nouveaux patrons du monde. La preuve si vous deviez encore douter vient du Danemark. Ce pays ouvre une ambassade auprès des GAFAs (Google, Alphabet, Facebook, Amazon). Le ministre danois dans une conférence aurait même dit ceci : Google, Apple ou Amazon doivent être considérées désormais comme des nouvelles nations avec lesquelles il faut donc entretenir des relations diplomatiques.

Et voilà que nos médias font les surpris ! Si nous l'avions annoncé sur ce petit site il y a plusieurs années, il n'y a aucune raison que France Inter soit étonnée !

Quant à nos chers dirigeants politiques, le temps presse. Mais ils pourraient se rattraper auprès des gens qui leur ont livrées leur vies et l'avenir de leurs enfants.

Il faut qu'il dénonce le système avant que celui-ci ne prenne le pouvoir de manière définitive, irrémédiable et totalitaire !!!

Nous avons besoin de leur revirement de position. Liliane Held-Khawam - legrandsoir.info 04.02

Si vous comptez sur eux, autant dire que notre sort est scellé d'avance. Tout cela parce que vous refusez d'affronter le régime et ses représentants. Et pourquoi tous ces intellectuels en arrive là ? A défaut d'alternative au capitalisme puisqu'ils rejettent le socialisme. Mais pourquoi en arriver à une conclusion aussi aberrante, stupide au possible, cela ne tient pas debout.

En effet, ils y sont contraints parce qu'ils refusent d'accorder un rôle historique à jouer aux masses laborieuses, ils ne croient pas en elles, ils ne leur font pas confiance, alors ils s'en détournent et il ne leur reste plus qu'à se tourner vers ceux qu'ils passent leur temps à dénoncer, les représentants du capitalisme qu'ils qualifient de gauche le cas échéant, car ils ne sont pas à cela près.

Tous ces gens-là n'ont aucune conscience politique, ils sont prêts à se vendre et surtout à nous vendre aux plus offrants du moment qu'ils y trouvent leur compte, voilà tout.

Ils osent tout, merci on a eu l'occasion de "bien s'en apercevoir".

Election présidentielle française : au-delà du fatras, DANGER !

- Il faut dès lors se rappeler que si B. Hamon se présente aujourd'hui comme « frondeur », il n'en reste pas moins un apparatchik de plus de 25 ans passés au PS, ce ramassis de carriéristes – au LR aussi, bien sûr – qui n'ont d'autre ambition que de se maintenir dans les sphères du pouvoir à n'importe quel prix.

- N'en reste qu'un à se situer vraiment hors de ce système avarié : J-L. Mélenchon, seul aujourd'hui à pouvoir fédérer les forces d'une vraie gauche. A avoir un programme sérieux et charpenté. Qui a pour lui l'expérience des années, et celle d'avoir appartenu à un parti qu'il a quitté depuis 2008, tant il lui devenait impossible d'y déployer un réel programme de gauche.

- De tous les candidats qui se proclament de gauche, JLM semble le seul crédible à pouvoir prétendre à la présidence du pays. Et il faut faire l'effort de comparer son programme à celui des autres pour bien s'en apercevoir. Par Daniel Vanhove - Mondialisation. ca, 05.02

LVOG- Et de formuler à Mélenchon un conseil d'apothicaire spécialiste en placebo :

- ...si une élection est comme le disent certains, la rencontre d'un individu avec le peuple, il faut que cette rencontre garde un caractère agréable comme dans toute rencontre dont on espère que l'autre gardera un souvenir positif. Si cette rencontre ne séduit pas un minimum par sa gentillesse, son amabilité, son charisme, elle risque de ne pas trouver assez de partenaires ni d'adhérents quelle que soit la qualité du programme proposé. (id)

Le populisme dégoulinant, répugnant...

[A lire](#)

- Qui était Mouammar Kadhafi et pourquoi l'ont-ils tué? (31.01)

Quand on a achevé la lecture de cet article, même en ayant eu l'occasion de lire l'essentiel de son contenu dans d'autres articles quelques années plus tôt, on est profondément choqué de l'avoir présenté comme un horrible tyran qu'il n'était manifestement pas, par ignorance ou pour avoir été trompé sur la réalité de la Libye sous Kadhafi, ce qu'il en avait fait, on ressent une honte indescriptible qui est à mettre au compte de nos ignobles dirigeants qui n'étaient pas sans savoir le gigantesque progrès social que Kadhafi avait permis de faire au peuple libyen, pour rappel on va en donner un bref aperçu plus loin.

Kadhafi envisageait de supprimer le franc CFA et ainsi porterait gravement atteinte aux intérêts fondamentaux de l'impérialisme français, à la manne financière indispensable à l'entretien de l'aristocratie ouvrière, les social-chauvins jugeront inacceptable de s'attaquer ainsi à leur fond de commerce et soutiendront le gouvernement français en aboyant avec la meute des loups enragés de l'OTAN et du Pentagone contre le tyran Kadhafi, puis le dictateur Assad.

Ces clébards enragés pousseront l'infâmie et le cynisme jusqu'à condamner par principe les bombardements de l'OTAN sur la Libye histoire de se donner bonne conscience ou de se faire passer pour des internationalistes auprès de leur troupeau de bénis oui-oui également frappé d'amnésie

- Sous le roi Idriss, la Libye était parmi les pays les plus pauvres de la planète. 94% de la population était analphabète. La mortalité infantile était parfois de 40%. Kadhafi va transformer un pays et un peuple tout entier. Et pas seulement la Libye. L'argent du pétrole libyen va financer plusieurs causes à travers le monde, notamment la cause du peuple palestinien et la lutte des Noirs en Afrique du Sud. La Libye est ainsi le premier pays que visite le leader de la lutte contre l'Apartheid, Nelson Mandela, dès sa sortie de prison en 1994.

Kadhafi permet à l'Afrique de connaître sa première révolution technologique en finançant le premier satellite de télécommunication RASCOM-QAF1 permettant aux pays africains de se rendre indépendants des réseaux satellitaires occidentaux et d'économiser plus de 500 millions de dollars (ou de les faire perdre aux compagnies occidentales).

La Libye investit plusieurs milliards de dollars dans les secteurs variés des économies des pays africains. Contrairement aux Occidentaux qui investissent principalement dans l'industrie extractive, Tripoli investit dans les secteurs primaires (agriculture, élevage) et tertiaire (banques, hôtels, services), principalement dans les pays les plus pauvres du Continent. La Libye lance le chantier de trois organismes financiers qui devraient contribuer à asseoir l'émancipation monétaire et financière de l'Afrique : la Banque africaine d'investissement (BAI), le Fonds monétaire africain (FMA) avec un capital de 42 milliards de dollars et la Banque centrale africaine (BCA). Outre le rachat des dettes et engagements contractés auprès des Institutions financières internationales, le développement de ces trois organismes devait permettre aux pays africains d'échapper aux diktats de la Banque mondiale et du FMI et marquer la fin du franc CFA . Une émancipation que l'Occident voit de très mauvais oeil.

Lorsque débute la crise, le niveau de vie de la population libyenne n'a rien à envier à celui des populations occidentales. C'est le pays qui avait l'indice de développement humain le plus élevé du continent africain. Le PIB/hab était de 13.300 \$, soit loin devant l'Argentine, l'Afrique du Sud et le Brésil. La croissance dépassait les 10% et le PIB/hab augmentait de 8,5%. La Jamahiriya était un Etat social où des biens publics étaient mis à la disposition de la population : l'électricité et l'eau à usage domestique étaient gratuites ; tout le monde avait accès à l'eau potable. Les banques libyennes accordaient des prêts sans intérêts ; les libyens ne payaient pratiquement pas d'impôts. La TVA n'existait pas. La dette publique représentait 3,3 % du PIB contre 84,5 % pour un pays comme la France, 88,9 % pour les États-Unis et 225,8 % pour le Japon. Le système public de santé, gratuit, était aux normes européennes, tout comme le système éducatif (le taux d'alphabétisation moyen était de 82,6 %). Les meilleurs étudiants libyens poursuivaient leurs études supérieures à l'étranger en bénéficiant d'une bourse du gouvernement. Les produits d'alimentation pour les familles nombreuses étaient vendus moitié prix sur présentation du livret de famille. Les voitures importées d'Asie et des États-Unis étaient vendues à prix d'usine. Le prix d'un litre d'essence coûtait à peine 8 centimes d'euros.

Le pays, en dépit des sanctions qui lui avaient été imposées, avait tout de même réussi à constituer des fonds souverains à hauteur de 200 milliards de dollars placés dans des banques étrangères, occidentales notamment, et gérés par un organisme public, la Libyan Investment Authority (LIA), contrairement aux accusations faisant état d'enrichissement personnel. Peu de dirigeants au monde peuvent revendiquer un bilan pareil.

Par ailleurs, la Libye de Kadhafi fut un solide bouclier contre les vagues migratoires puisque de nombreux migrants sub-sahariens, notamment, choisissaient de s'installer en Libye au lieu de tenter la traversée de la Méditerranée. Et non seulement. Kadhafi fut un bouclier contre la circulation des terroristes islamistes qu'il combattait, bien avant les attentats du 11 septembre 2001. L'auteur rappelle que la Libye est le premier pays à avoir lancé, dès 1998, un mandat d'arrêt international contre Ben Laden pour un double assassinat perpétré, en 1994, contre deux fonctionnaires allemands sur le sol libyen. Mais tout au long de la campagne de l'OTAN contre la Libye, et même après, aucune des réalisations susmentionnées n'a été relevée et les populations occidentales n'en savent presque rien. Elles ne sauront jamais que celui qui leur a été présenté par leurs dirigeants et médias comme un méchant dictateur dilapidant les deniers publics de son pays, était en réalité un homme qui a énormément investi dans le bien-être de son peuple et protégé l'Europe des vagues migratoires et des mouvements terroristes.

La Libye est aujourd'hui un pays complètement ruiné. (...) au moins 3 000 migrants libyens ont péri en mer. Le trafic de drogue a explosé, faisant de l'ex-Jamahiriya un pays de transit de la drogue, essentiellement à destination d'Europe... Le pays est devenu le nouvel eldorado des groupes intégristes islamistes. Dès le lendemain de la chute de Kadhafi, Al-Qaïda en a profité pour hisser son drapeau au-dessus du palais de justice de Benghazi. AQMI se promène dans le grand sud. Les islamistes d'Ansar al-Sharia se sont implantés à Benghazi et Derna, tandis que l'État islamique / Daesh a profité de l'insécurité permanente dans le pays pour s'y implanter. Fin de l'extrait.

L'auteur de l'article a oublié de mentionner que les transports publics et le logement social étaient également gratuits.

Quand on lit cela, on ne peut pas s'empêcher de se dire qu'en réalité la Libye de Kadhafi était plus socialiste (ou un régime plus proche du socialisme) que l'URSS de Staline que nos dirigeants défendent jusqu'au bout.

[Entre les lignes.](#)

Comment Donald Trump alimente un complotisme de gauche - Slate.fr 04.02

Qui dévoile la stratégie du chaos est qualifié systématiquement de théoricien du complot... par ses idéologues.

Grille de lecture

Il faut savoir ou il faut apprendre à lire entre les lignes pour ne pas se faire manipuler par ceux qui prétendent incarner la vérité et qui en réalité passent leur temps à la falsifier.

Dans tout discours d'hommes politiques véreux il y a ce qui relève de l'intention qui révèle sa nature de classe, son penchant, ses véritables objectifs ou le contenu réel du programme qu'il entend appliquer qui apparaîtra généralement en filigrane ou sur lequel il n'insistera pas trop et on comprend pourquoi, ce qui tient de la démagogie destiné à faire illusion, à inspirer confiance de manière

à obtenir le soutien du plus grand nombre sans lequel il aura des difficultés à obtenir leur adhésion à sa politique, et enfin ce qui est conçu à destination de ses commanditaires histoire de les rassurer sur sa volonté à se conformer à leurs décisions.

Tout discours d'hommes politiques véreux est destiné à attirer l'attention de la population sur certains événements au détriment des autres ou plus précisément, sur l'interprétation qu'il en donne et que les gens doivent retenir ou partager, partant du principe que plus ils seront nombreux à y adhérer, plus cette interprétation sera censée correspondre à la réalité, ce qui lui permettra de revendiquer sa légitimité, tandis que toute autre interprétation fera l'objet d'un traitement spécial, censurés, discrédités en recourant à toute une panoplie de méthodes plus infâmes que les autres, leurs auteurs ridiculisés ou criminalisés par des moyens tout aussi ignobles.

C'est l'entreprise à laquelle se livre ici l'agence française du portail américain Slate. com.

Trump voudrait instituer un "contrôle total", mais n'était-ce pas déjà le but affiché en promulguant le Patriot Act dès 2001, ou quand la NSA surveillait la planète entière, notamment ? On peut remonter ainsi jusqu'à la fondation de la Fed en 1913 qui confiait le pouvoir aux banquiers en leur permettant de faire main basse sur la création monétaire et le contrôle de la monnaie en circulation, d'ouvrir ou de fermer le robinet de la planche à billets afin de précipiter des crises ou des dépressions ou de produire de l'inflation, financer à crédit l'expansion du capitalisme à bout de souffle...

L'objectif du régime serait de transférer le pouvoir à un cercle restreint (d'oligarques) sur lequel personne ne pourrait exercer le moindre contrôle ? Mais n'est-ce pas déjà le cas quand les oligarques du groupe Bilderberg définissent la politique qui devra être appliquée dans absolument tous les domaines à l'échelle mondiale et auquel tous les gouvernements de la planète sont sommés de se soumettre sans broncher, lorsqu'ils désignent à l'avance quels seront les futurs présidents ou ministres dans chaque pays ou les dirigeants des institutions internationales, etc. ?

Il est facile à toute personne un tant soit peu honnête de constater après coup, en examinant les principaux événements qui ont eu lieu au cours d'une année, qu'ils figuraient tous à l'agenda de la réunion du groupe Bilderberg de l'année précédente, ce qui suffit à établir que le cours du monde est directement influencé par les décisions prises par ces oligarques. Je vous invite à le vérifier en consultant leur portail si vous avez encore le moindre doute.

Ainsi, ce ne sont pas les oligarques que nous devons accuser de comploter contre les peuples, mais ceux qui le nient, en premier lieu les médias et les dirigeants de tous les partis politiques qui en sont les complices, ceci expliquant cela.

Les théoriciens du complot sont ceux qui le dénoncent, ils visent ce qui pour eux constitue leur pire ennemi : la vérité par les faits, les réelles intentions de ceux qui nous gouvernent, qui détiennent le pouvoir, tous ceux qui s'emploient à des degrés divers à les faire connaître au peuple qui doit continuer de les ignorer pour qu'ils puissent continuer d'appliquer leur politique et conserver le pouvoir.

Dans le cas de figure qui nous occupe ici, l'auteur de cet article cite à plusieurs reprises le Washington Post qui est un des participants réguliers des réunions annuelles du groupe Bilderberg, tout comme le New York Times, et que dit le Washington Post, que c'est l'interprétation d'événements réels réalisée par ceux qu'il qualifie de théoriciens du complot qui serait davantage "problématique" que les faits en soi, ce qui s'explique dès lors que cette interprétation tend à révéler les véritables intentions de l'oligarchie et comment elle compte s'y prendre pour les mettre à exécution en se servant de Trump, autrement dit en recourant à la stratégie du chaos ou à de vulgaires provocations auxquelles s'emploie Trump avec assiduité et persévérance, on comprend dès lors pourquoi ils enragent contre ceux qui mettent en lumière cette machination tournée contre le peuple américain et au-delà du monde entier, car ce sont les plans de l'oligarchie qui sont mis à nu et qui à terme risquent d'être compris, tandis que l'oligarchie se retrouve fragilisée et la cible des attaques de tous les opposants à sa politique ultra réactionnaire.

A qui s'attaque le Washington Post, Slate. com et Slate.fr ? A un dénommé Yonatan Zunger qui est ingénieur chez Google, officine liée au sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne. Du coup on est en droit de se demander si cette opération est le produit d'un individu incontrôlable, particulièrement "narcissique" je cite ou si elle a été télécommandée en haut lieu, on privilégiera le second scénario et j'explique pourquoi.

Que dit monsieur Zunger, que les premiers décrets pris par Trumps seraient destinés à "tester la propension du pays à capituler face à un régime fasciste", un régime ouvertement fasciste pour être plus juste, caractérisation du régime en place aux Etats-Unis qui ne serait guère à son avantage et qu'il vaudrait mieux que le peuple américain ne partage pas, qui plus est, de référence les Etats-Unis risqueraient de devenir infréquentable pour le reste du monde ou un Etat paria, ce qu'il faut éviter à tous prix évidemment.

Il faut donc évacuer cette piste et proposer une autre explication qui conduit aux mêmes conclusions, empêcher la classe ouvrière et les classes moyennes dont le niveau de vie a brutalement chuté au cours des dernières décennies de trouver la voie du combat politique contre les institutions américaines, comment les neutraliser, comment briser leur résistance, les diviser, faire en sorte qu'elles s'entredéchirent, sinon en créant un climat de guerre civile permanent sur fond de confusion inextricable dont seule l'oligarchie doit tirer profit.

Pour étayer cette piste, le mieux est encore de laisser la parole à Slate qui cite un professeur de science politique à l'université de Cornell, un certain Tom Pepinsky, qui spéculer sur l'origine des décrets adoptés par Trump, en est-il vraiment l'auteur ou quelqu'un d'autre lui aurait-il soufflé, alimentant au passage la théorie du complot, comme quoi ils en sont bien à l'origine ils en font la démonstration ici, ce qui l'intéresse ce ne sont pas les premières mesures annoncées par Trump mais "ce qui se passe dans l'administration du président Trump", sur "ce que l'on ne voit pas", c'est tout ce qui se passe autour pour que l'on puisse interpréter ces résultats", alors que la logique la plus élémentaire permet de deviner sans même attendre qui sont les commanditaires de ces décrets et à qui ils sont censés profiter, aux mêmes cela va de soi, aux oligarques, ce que Slate va tenter de démentir par un tour de passe-passe misérable en affirmant que c'est là que "gît le problème majeur de la théorie du complot" qu'ils viennent justement de fabriquer !

Ils révèlent ensuite leur objectif : faire en sorte que les Américains ne sachent pas si les mesures adoptées par Trump correspondent à une "prise de contrôle absolue" par l'oligarchie agissant dans l'ombre du gouvernement ou à une "navigation à vue" de la part de Trump, précisant que "sauf si l'on est en mesure de suivre comment sont prises ces décisions, on ne peut qu'émettre des hypothèses, pas tirer des conclusions", et donc être réduit à l'impuissance pour les combattre, formulant le conseil suivant en guise de fin "si des gens s'inquiètent de Trump, ils devraient se concentrer sur ce qu'il fait vraiment" et détourner leur attention de l'oligarchie qui tire derrière les ficelles ou gouverne les Etats-Unis.

Trump est donc destiné uniquement à protéger ou épargner l'oligarchie financière et à prendre tous les coups à sa place, c'est la raison pour laquelle ils l'ont propulsé au sommet de l'Etat.

Voilà à quelle genre de machinations ils en sont réduits. C'est tordu à souhait parce que la majorité des Américains honnissent l'oligarchie, y compris la plupart de ceux qui ont voté Trump, ce qu'on a du mal à imaginer en France. En écrivant cet article qui m'a pris au moins deux heures, je me suis dit que la plupart des travailleurs et des militants n'y comprendraient rien si on n'était pas le plus clair possible, j'ignore si j'y suis parvenu.

En observant quel mal de chien qu'ils se donnent pour détourner l'attention des travailleurs de l'oligarchie et pour leur livrer à la place un bouc émissaire, on se dit que notre stratégie ne doit pas être aussi farfelue que certains prétendent ou qu'on a visé juste.

En révélant le fonctionnement des institutions américaines entièrement soumises à l'oligarchie, ce sont elles qui se trouvent ainsi fragilisées, et contre lesquelles le mouvement ouvrier américain doit axer son combat sans épargner Trump qui les incarne au sommet de l'Etat. Ceux qui ont des scrupules à attaquer Trump mais qui s'en sont pris à Obama ou à H. Clinton sont les mêmes qui ont épargné les institutions américaines pendant des décennies tous gouvernements confondus, leur impuissance n'est pas à chercher ailleurs.

Slate.fr - Pour résumer rapidement, Zunger (Yonatan Zunger, un ingénieur de Google, sur Medium -ndlr) pense que Trump était sérieux pendant sa campagne, qu'il va bien mettre en place tout ce qu'il avait promis et qu'il vise bien plus que la présidence du pays: il voudrait un contrôle total.

«Le principal objectif organisationnel du régime est maintenant de transférer tout le pouvoir effectif à un cercle rapproché, éliminant ainsi tout contrôle possible de la part de la bureaucratie fédérale, du Congrès ou des tribunaux. Les ministères sont en train d'être réorganisés ou purgés pour y parvenir. Le premier cercle est en train de sonder les moyens par lesquels il peut s'emparer d'un pouvoir incontesté. Les démarches [du week-end dernier] devraient être vues comme la première partie de tout cela.»

Le site extrémiste Breitbart, dont l'ancien patron, Stephen Bannon, aujourd'hui stratège en chef de l'administration Trump, ferait partie des personnages impliqués dans le complot, n'a pas perdu de temps et souligne que ce post Medium, «rempli d'implications infondées, [...] a été partagé des milliers de fois sur les réseaux sociaux, sa popularité étant largement dûe aux célébrités de l'élite progressiste qui l'ont posté».

Mais Breitbart n'est pas le seul à avoir de gros doutes sur cette théorie.

Le Washington Post souligne que, comme toute théorie du complot efficace, celle élaborée par Yonatan Zunger se base sur des événements réels: c'est l'interprétation qui est plus problématique. Sur Medium également, David Auerbach, contributeur à Slate.com, démonte pièce par pièce la théorie de Zunger et expose les exagérations et raccourcis de l'employé de Google.

Tom Pepinsky, un professeur de science politique à l'université de Cornell, revient lui aussi longuement sur son blog sur les arguments avancés par Yonathan Zunger et livre une lecture des événements qui va à l'extrême opposé. Pour lui, les premières décisions de l'administration Trump ne relèvent pas d'une démonstration de force, mais «de faiblesse et d'incohérence de gestion de la part d'une personne narcissique».

«Nous avons peu de preuves de ce qui se passe dans l'administration du président Trump. Ce que l'on voit, ce sont les résultats: les décrets présidentiels, les décisions du staff et la gestion du personnel. Ce que l'on ne voit pas, c'est tout ce qui se passe autour pour que l'on puisse interpréter ces résultats.»

C'est là que, selon lui, gît le problème majeur de la théorie du complot. Chacune des décisions peut être envisagée dans deux versions différentes, selon le côté où l'on se place: prise de contrôle absolue ou navigation à vue. Et sauf si l'on est en mesure de suivre comment sont prises ces décisions, on ne peut qu'émettre des hypothèses, pas tirer des conclusions.

C'est d'ailleurs l'argument repris par Slate.com, qui n'hésite pas à parler ouvertement de «théorie du complot» et appelle à suivre les principes du rasoir d'Ockham: pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple?

«Cette théorie s'apparente à un coup en onze bandes qui peut être bien mieux expliqué par la simple incompetence et l'extrémisme idéologique. À savoir l'incompétence de Donald Trump en tant que gestionnaire –rappelez-vous que la seule entreprise cotée qu'il a dirigée a fini par déposer le bilan à deux reprises– et l'extrémisme idéologique de Steve Bannon et Stephen Miller, deux de ses principaux lieutenants.»

L'article de Yonatan Zunger n'est pas le seul post Medium à avertir les citoyens américains des plans secrets supposés de l'administration Trump. Le Washington Post relève un autre texte intitulé «L'interdiction migratoire est une supercherie et on se fait tous avoir», dont l'auteur – Jake Fuentes, qui travaille pour la banque Capital One– explique que l'administration en place «vient de tester la propension du pays à capituler face à un régime fasciste».

Un texte qui a également reçu le soutien de nombre de célébrités.

«Les posts Medium semblent être un cousin du “à dérouler” sur Twitter, où des analyses spéculatives de l'état actuel des choses sont développées dans de longues séries de tweets au lieu d'un post de blog classique. Et elles ont généralement tendance à exagérer la certitude de ce qu'elles écrivent.»

Un problème réside peut-être dans le design de Medium, une plateforme utilisée par de nombreux médias et professionnels, mais aussi par des analyses «amateurs». Un journaliste du site Quartz estime ainsi que la plateforme «semble fournir un vernis de respectabilité à des analyses très réfléchies de gens qui n'ont aucune idée de ce dont ils parlent».

Comme le résume le Washington Post, Medium permet à qui que ce soit de publier ce qu'il veut sur l'administration Trump et ses potentielles manigances, et de faire passer cela pour un article élégant. Si cela peut être parfois utile et permet de couvrir des domaines ou des sujets non traités par les médias traditionnels, «Medium devient aussi le lieu où des spéculations effrayantes et qui n'ont pas été prouvées à propos du futur des États-Unis sous Trump trouvent refuge».

Alors, plutôt que de se concentrer sur ce que Trump et sa garde rapprochée pourraient bien imaginer, ses opposants devraient se concentrer sur ce qui est vraiment en train de se passer et que l'on peut voir tous les jours, argue Slate.

«On sait, en d'autres mots, que le décret agressif et dégradant de Trump a été conçu par deux hommes dont la vision du monde traite implicitement et explicitement les personnes non-blanches, en particulier les musulmans, comme une menace de masse pour les États-Unis. Que cela ça fasse partie d'un coup en plusieurs bandes ou non, c'est inquiétant et ça se passe en ce moment. Pourquoi perdre notre temps à nous acharner à essayer d'y voir un dessein plus large qui pourrait exister ou ne pas exister?»

Même argument pour Bustle, qui rappelle que, lors de la campagne présidentielle, Trump n'a jamais cherché à construire sa stratégie comme une immense partie d'échecs avec des coups prévus longtemps à l'avance.

«Il ne joue pas aux échecs. Quand ses adversaires l'ont fait, il s'est levé et les a giflés. C'était une stratégie efficace. Et c'est également la stratégie qu'il semble mener ici. Si des gens s'inquiètent de Trump, ils devraient se concentrer sur ce qu'il fait vraiment.» slate.fr 04.02

Tentative désespérée de réfutation.

- Pourquoi le roman «1984» et la réalité de 2017 ont peu en commun - Slate.fr

Nous vivons moins une situation dans laquelle les gens ne seraient pas capables de décrypter les gros mensonges de Big Brother que dans un monde dans lequel ils sont prêts à accepter des «faits alternatifs». (Que vous et les médias institutionnels censurés. - LVOG) Certains chercheurs ont découvert que lorsque certaines personnes sont persuadées que leur vision du monde est la bonne –par exemple, s'ils pensent que les experts et les fonctionnaires ne sont pas dignes de confiance– toutes les infirmations qui viennent contredire leurs convictions les renforcent. (D'où le désarroi de Slate.fr - LVOG) En d'autres termes, utiliser des faits pour contrer des contre-vérités peut avoir un effet totalement contre-productif sur ce type de profil. (Parce que ces faits sont fabriqués ou falsifiés, à moins que ce ne soit leur interprétation. - LVOG) Ayant décidé que ce qu'ils pensent est plus vrai que les faits tels que les experts et les journalistes les exposent, ils ne font que chercher des confirmations de leur opinion à travers des faits alternatifs, qu'ils s'empressent de diffuser via Facebook... Même pas besoin de Big Brother. (Parce que Facebook n'en ferait pas partie, c'est sa créature ! - LVOG)

Dans l'Océania d'Orwell, on ne peut parler que des faits officiels (Tout comme dans les médias aux ordres. - LVOG). Dans l'Amérique de 2017, du moins pour la minorité puissante qui a choisi Trump comme président, plus les faits sont officiels, plus ils sont sujets à caution. Selon Winston, «La liberté, c'est la liberté de dire que deux et deux font quatre». Pour cette puissante minorité, la liberté consiste à pouvoir dire que deux et deux font cinq. (Ou que bombardier un pays serait conforme à la démocratie ou que permettre aux riches de le devenir toujours plus profiterait aux plus pauvres, par exemple. - LVOG) Slate.fr 06.02

Leurs médias en première ligne.

- Trump insurgé, décapiteur ou dans le viseur : les magazines du monde entier se lâchent - Liberation.fr

De quoi faire trembler l'oligarchie.

- A New York, l'impossible dialogue entre pro et anti-Trump - AFP

Quelques dizaines de personnes d'un côté, une douzaine de l'autre: manifestants pro et anti-Trump se sont retrouvés face-à-face à scander des slogans opposés dimanche à New York, témoin du dialogue impossible entre les deux camps. AFP 06.02

Parole d'ultra sionistes.

- Une société ne peut pas se barricader et rester libre - Slate.fr

Face aux politiques migratoires adoptées par l'administration Trump, nous devons nous souvenir que les murs ne bloquent pas seulement les gens à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur. Slate.fr 06.02

Où, en Palestine occupée ?

Ils en sont là !

- Oussama ben Laden et sa fatwa secrète sur la masturbation - Slate.fr 06.02

Soros leur banquier et gourou.

- Le gouvernement hongrois lance une croisade contre sa société civile - Slate.fr

Après les migrants, Viktor Orbán lance une offensive contre le philanthrope George Soros, qui l'a pourtant façonné. Slate.fr 06.02

[Quitte à être ultra riche, autant en profiter.](#)

- Cette villa high-tech ultra luxueuse vendue à un prix record - LaVielmmo

Située à Los Angeles, cette incroyable propriété est présentée par son promoteur comme la plus chère jamais mise en vente aux États-Unis. Elle est proposée au prix de 250 millions de dollars.

Depuis la semaine dernière, une annonce hors norme agite le monde de l'immobilier de prestige aux États-Unis. Il s'agit d'une maison de plus de 3.500 m² habitables à Bel Air, en Californie, mise en vente à un prix record: 250 millions de dollars (233 millions d'euros). Elle serait désormais la plus chère jamais proposée sur le marché américain. Du moins si l'on exclut ce ranch texan estimé à 725 millions de dollars, mais cédé en 2016 à un milliardaire pour un montant tenu secret.

Située au 924 Bel Air Road à Los Angeles, cette incroyable propriété est destinée aux super-riches qui aspirent à une vie de rêve. Elle a été conçue par Bruce Makowsky, un promoteur qui a fait fortune dans les sacs à main en cuir. L'homme d'affaires n'en est pas à son coup d'essai. Il est aussi le concepteur de la maison achetée 70 millions de dollars par Markus Persson, le créateur du jeu vidéo phare Minecraft. Une maison vendue totalement meublée

Bruce Makowsky a raconté à CNBC que son objectif était de créer une expérience unique pour séduire les plus grands milliardaires de la planète. La bâtisse est vendue entièrement meublée, avec l'équivalent de 10 millions de dollars d'œuvres d'art contemporain et des voitures de collection parmi les plus prestigieuses au monde, dont une Mercedes-Benz de 1936 valorisée plus de 15 millions de dollars. LaVielmmo 02.02

Politique franco-française.

Un commentaire laissé par un internaute à la suite d'un article de presse :

- Dossier Fillongate Le « dossier » émane du Ministère des Finances et a été remis au Canard Enchaîné par Gaspard GANTZER, grand ami d'Emmanuel MACRON (même Promotion à l'ENA) auquel il doit son poste à l'Elysée.

LR. Fillon où la vie tranquille d'un châtelain de province peut-être destiné à le rester.

- Fillon éliminé au premier tour, selon un sondage - Reuters

François Fillon, déstabilisé par une enquête sur les soupçons d'emplois fictifs de son épouse, serait éliminé dès le premier tour de la présidentielle, avec 18,5%, si le scrutin devait avoir lieu ce dimanche, selon un sondage paru vendredi.

D'après cette enquête Ifop-Fiducial pour Paris Match, Sudradio et iTELE réalisée après les révélations du Canard enchaîné, Marine Le Pen (Front national) et Emmanuel Macron (En marche !) viraient en tête, avec respectivement 25% et 20,5% des voix.

Crédité de 16,5%, le socialiste Benoît Hamon figure en quatrième position, devant Jean-Luc Mélenchon (La France insoumise), à 10%, et une kyrielle de candidats à moins de 5% -François Bayrou, Nicolas Dupont-Aignan, Yannick Jadot, Philippe Poutou, Nathalie Arthaud et Jacques Cheminade. Reuters 03.02

- Pour 61% des Français, Fillon a tort de persévérer - Reuters Six Français sur dix (61%) et près d'un sympathisant de droite sur deux (46%) jugent que François Fillon a tort de ne pas renoncer à briguer la présidence de la République, selon un sondage Odoxa pour franceinfo publié vendredi. Reuters

- Le dernier joker de François Fillon: 68% des électeurs de droite souhaitent son maintien - Le Huffington Post

- Dans la «tempête» Fillon, les centristes confirment leur alliance avec Les Républicains - LeFigaro.fr

Le congrès du Parti radical a repoussé samedi la perspective d'un ralliement à Emmanuel Macron.

- Pour François Bayrou, François Fillon n'a "pas d'autre solution" que de se retirer de la présidentielle - Le Huffington Post

- Rancunier, Patrick Balkany lâche François Fillon: "Il ne peut pas être candidat à la présidentielle". - Le Huffington Post

- Serge Dassault condamné à deux millions d'euros d'amende et cinq ans d'inéligibilité pour blanchiment de fraude fiscale - Franceinfo

PS. En famille.

- Rencontre entre François Hollande et Benoît Hamon : l'entente cordiale par Gérard Filoche, membre du bureau national du Parti socialiste - LeParisien.fr

L'heure des retrouvailles a sonné, à l'Elysée. Vainqueur de la primaire de la gauche, Benoît Hamon avait sollicité, dès le soir de son élection, un entretien avec François Hollande. Le tête-à-tête entre le frondeur et le président s'est donc déroulé jeudi à 11 heures, dans le bureau de celui qui fut naguère investi à l'issue du même processus. Le chef de l'Etat et son ancien ministre de l'Education ne s'étaient pas vus depuis plus d'un an. « Mais François est toujours bienveillant et agréable », nous confiait le candidat il y a quelques jours.

A un internaute qui lui demandait s'il était toujours favorable à la candidature de la ministre du Travail aux législatives, Benoît Hamon, qui se livrait à un direct sur Facebook, s'est refusé à la remettre en cause, en tant que "garant et architecte de l'unité de la gauche". AFP

Macroligarchie.

- Pourquoi Emmanuel Macron est une révolution - Le Huffington Post

Emmanuel Macron et son mouvement En Marche! sont aujourd'hui propulsés au rang de favoris de l'élection présidentielle de mai dans plusieurs sondages. Le Huffington Post

- Chronique d'une victoire annoncée - Episode 3: Emmanuel Macron, un homme à prendre au sérieux - Le Huffington Post

Alors qu'il n'a toujours pas de programme, ce sont eux qui le disent (lire plus loin), c'est "à prendre au sérieux"...

- Laval : le succès d'Emmanuel Macron en Mayenne - Franceinfo

- Présidentielle 2017 : toujours sans programme, Emmanuel Macron fait le plein à Lyon - Franceinfo

- C'est quoi un macroniste ? - LePoint.fr

Au-delà des partis, l'ancien ministre de l'Économie semble aussi rassembler les différentes classes sociales. Si le programme d'Emmanuel Macron n'a pas encore été dévoilé, c'est son « ni droite ni gauche » qui séduit surtout les macronistes aujourd'hui. LePoint.fr 06.02

- À son meeting de Lyon, Emmanuel Macron fait des appels du pied à l'électorat de droite - Le Huffington Post

- Emmanuel Macron - Geneviève de Fontenay présente à son meeting. - Le Huffington Post

Invitée au meeting d'Emmanuel Macron, Geneviève de Fontenay est venue vérifier qu'"il n'a pas une banque à la place du cœur" - Le Huffington Post

No comment !

- Assange: des révélations sur Macron dans les mails de Clinton - Sputnik

Le fondateur du site WikiLeaks, Julian Assange, a dévoilé au journal russe Izvestia que des emails d'Hillary Clinton contenaient des « informations intéressantes » sur l'un des favoris de la présidentielle française, Emmanuel Macron. « Tout le monde a été enthousiasmé par nos publications sur les candidats », a-t-il souligné.

Bien qu'il y ait eu déjà sur le site plusieurs extraits des courriels de Hillary Clinton et de son directeur de campagne John Podesta, contenant notamment une description détaillée du profil d'Emmanuel Macron et une invitation pour une « petite table ronde » organisée par Manuel Valls avec Macron comme invité spécial, il semble que WikiLeaks s'apprête à publier des informations beaucoup plus troublantes. Dans un commentaire exclusif à Izvestia, le fondateur du site, Julian Assange, a apporté quelques précisions.

« Nous possédons des informations intéressantes concernant l'un des candidats à la présidence française, Emmanuel Macron. Les données proviennent de la correspondance privée de l'ex-secrétaire d'État américain, Hillary Clinton », a confié à Izvestia Julian Assange.

Quant à la dernière fuite publiée par le site, elle dévoile le lien entre la candidate malchanceuse à la présidentielle américaine, Emmanuel Macron, Manuel Valls et bien d'autres figures politiques européennes. De toute évidence, dans une lettre datant d'août 2015, le premier ministre français et le ministre de l'Économie de l'époque ne doutaient pas de la victoire de Hillary Clinton et avaient hâte de réunir une table ronde et d'organiser des discussions à l'avance.

Dans une lettre transférée à la démocrate par son directeur de campagne, Manuel Valls a invité des Américains et des compagnies engagées à un dîner.

Qu'y a-t-il derrière le vif intérêt de Snowden pour les primaires en France? ? « Je veux te faire savoir que le premier ministre Valls accueille une table ronde de 25-30 personnes à Paris le 16/17 octobre », lit-on dans la lettre.

La table ronde aurait débuté par un dîner avec Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, et aurait été suivie par une série de sessions avec des personnalités politiques du monde entier.

« La liste des personnes ayant confirmé leur présence est impressionnante », a souligné John Podesta.

Parmi les invités, la ministre suédoise de Finances Magdalena Andersson, le vice-premier ministre néerlandais Lodewijk Asscher, Carlotta de Franceschi, conseillère du premier ministre italien Matteo Renzi et Jeroen Dijsselbloem, ministre néerlandais des Finances et président de l'Eurogroupe.

« Valls demande surtout de confirmer votre présence », a alors insisté Matt Browne, du think-tank US Pour le progrès

américain. Sputnik 03.02

En famille, collaboration de classes.

Tenez, une version toute fraîche du Front populaire...

- "Redonnons la priorité à l'industrie" (appel de politiques et syndicalistes) - lexpress.fr

Cette tribune, publiée dans le Monde daté de jeudi et intitulée "Redonnons la priorité à l'industrie", est signée, entre autres, par Arnaud Montebourg (candidat à la primaire organisée par le PS), Pierre Laurent (secrétaire général du PCF), Philippe Martinez (secrétaire général de la CGT), Jean-Claude Mailly (secrétaire général de FO), Eric Coquerel (responsable du Parti de gauche), Gabriel Colletis (économiste), ou Jacques Généreux (économiste et coordinateur du programme de Jean-Luc Mélenchon).

Ils évoquent les pertes d'emplois dans le secteur industriel français depuis 2001.

"Ce chiffre-là glace d'effroi. Et même en pleine campagne électorale, où les discours doivent donner de l'élan, il faut bien le citer. Peut-être même le crier : depuis 2001, l'industrie française a perdu chaque jour, en moyenne, 165 emplois", écrivent-ils.

"Ça suffit ! (...) le patron des patrons, Pierre Gattaz, promettait effrontément de créer +un million d'emplois+ si le coût du travail baissait suffisamment. Selon la même magie de l'appauvrissement, François Fillon assure, lui, de diviser par deux le taux de chômage. Ils trompent les Français !", ajoutent les signataires.

Selon eux, "pour retrouver le sentier du développement et de l'emploi, le pays ne doit pas jouer les pères Fouettards du salariat mais s'appuyer sur la mère de toutes les batailles productives : l'industrie".

Les signataires proposent de lancer une réorientation des activités industrielles qui "s'inscrit pleinement dans la perspective de la nécessaire transition écologique et ne pourra être opérée qu'avec des travailleurs mieux formés".

Parallèlement, ils demandent de remettre "la finance à sa place".

"Le temps des marchés financiers et celui des publications de résultats trimestriels ne sont pas ceux de l'entreprise et des projets industriels".

Ils évoquent aussi les "exigences excessives de rendement des capitaux propres qui privent les entreprises de nombreuses opportunités industrielles et commerciales".

Enfin, ils dénoncent l'idée selon laquelle "la politique d'austérité suivie depuis des années soit de nature à donner à la France la perspective et le dynamisme dont elle a besoin". Pour eux, "les coupes claires budgétaires ne peuvent que provoquer la récession et la contraction des débouchés des entreprises". lexpress.fr 18.01

On croirait entendre des représentants du patronat...

Ils osent tout.

- USA : et si on jouait à être pauvre ? - Franceinfo

Vivre sans argent, sans toit, sans nourriture... ou faire comme si : aux Etats-Unis, des ateliers proposent de se glisser dans la peau d'un SDF. Dans un lycée huppé du Texas... Franceinfo

- La majorité des 18-19 ans aborde l'avenir avec confiance - Boursier

- Marine Le Pen vante son "patriotisme" face aux "totalitarismes" - AFP

- RSF s'inquiète de l'attitude de Trump envers les journalistes - AFP

- Le numérique à l'école, un investissement d'avenir - Le Huffington Post

Présent aujourd'hui dans tous les domaines de l'activité humaine, le numérique s'installe comme un facteur déterminant

de l'évolution... Le Huffington Post

Parce que ces gens-là oeuvreraient au bien-être de nos enfants ou petits-enfants ? Grottesque.

- François Hollande appelle Donald Trump à "ne pas se mêler" des affaires européennes et réclame du "respect" - Franceinfo

- Pour gagner, Hamon et Mélenchon doivent s'engager dès aujourd'hui à gouverner ensemble - Le Huffington Post

- Rencontre entre François Hollande et Benoît Hamon : l'entente cordiale - LeParisien.fr

- Etats-Unis : Donald Trump peut-il être démis de ses fonctions pour "maladie mentale" ? - Franceinfo

- Comment Donald Trump alimente un complotisme de gauche - Slate.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Où étaient les manifestants contre le décret Trump quand Daech perpétrait des massacres? - sputniknews.com

Tandis que de nombreux Américains se mobilisent contre le décret de Trump sur l'immigration, l'archevêque irakien Bashar Warda pose crûment la question: que faisaient ces manifestants à l'époque où Daech commettait des massacres, pourquoi ne sont-ils pas descendus dans la rue pour condamner de tels actes de violence?

« De mon point de vue en Irak, je me pose la question de savoir pourquoi tous ces manifestants ne protestaient pas dans les rues quand Daech est venu tuer des chrétiens et des Yazidis et d'autres groupes minoritaires. Ils ne protestaient pas quand les dizaines de milliers de chrétiens déplacés, que mon archidiocèse a soignés depuis 2014, n'ont reçu aucune aide financière de la part du gouvernement américain ni des Nations unies. Il n'y a eu aucune protestation quand seulement 1/20e des chrétiens syriens ont été autorisés à entrer sur le territoire US », martèle l'archevêque.

La plupart des Américains n'ont aucune idée de la vie d'un Yazidi ou d'un chrétien ou encore d'un représentant de quelque autre minorité que Daech a placée sous son joug.

« Notre peuple a eu la possibilité de s'enfuir, de se convertir ou bien d'être tué, et beaucoup ont été tués de la façon la plus brutale imaginable », souligne-t-il.

Pourtant, personne n'est sorti dans la rue pour dénoncer cette barbarie. sputniknews.com

1.2- Suspension du décret anti-immigration de Trump : le début d'une bataille juridique ? - Franceinfo

Après qu'un juge fédéral de Seattle a bloqué son décret anti-immigration, la Maison-Blanche a bien l'intention de répliquer. La prochaine étape, c'est dès lundi 6 février. "Au cours d'une audition préliminaire, il sera décidé si la levée du décret anti-immigration de Donald Trump doit être provisoire ou permanente. Si c'est le cas, il y aura un deuxième jugement, cette fois sur le fond, d'ici deux à quatre semaines. Il sera question de la constitutionnalité de la loi", explique Jacques Cardoze, en direct de Washington (États-Unis).

Là où ça se complique, c'est que plusieurs juges fédéraux considèrent que ce décret est parfaitement légal et constitutionnel, notamment parce qu'il fait référence à la sécurité nationale et qu'en la matière, on peut presque tout ici aux États-Unis. "Au final, si cette procédure dure plusieurs semaines, c'est la Cour suprême qui aura le dernier mot", conclut le journaliste.

1.3- Les Etats-Unis rouvrent leurs frontières aux immigrants, Trump fulmine - AFP

Les Etats-Unis ont rouvert samedi leurs frontières aux ressortissants de sept pays musulmans, l'administration étant forcée de faire marche arrière sur l'application du décret migratoire signé par Donald Trump en raison de la décision d'un magistrat américain.

1.4- Etats-Unis: les banquiers saluent le détricotage financier - AFP

Après des années de lobbying intensif, les banquiers vont finalement obtenir le détricotage par Donald Trump de la réglementation mise en place pour prévenir une nouvelle crise et protéger les consommateurs des excès de la finance.

1.5- Mike Pence et Sigmar Gabriel d'accord sur le rôle central de l'Otan - Reuters

Le vice-président des Etats-Unis, Mike Pence, a rencontré jeudi à Washington le ministre allemand des Affaires étrangères, Sigmar Gabriel, et les deux responsables se sont entendus sur le rôle central de l'Otan pour garantir la sécurité de l'Europe et de l'Amérique...

1.6- Trump veut supprimer la loi qui sépare églises et politique - Reuters

Donald Trump a promis jeudi d'affranchir les églises d'une loi de 1954 qui leur interdit toute activité politique, une mesure susceptible de donner des gages aux chrétiens évangéliques qui ont contribué à son élection à la Maison blanche.

1.7- Les Etats-Unis condamnent les "actions agressives" de la Russie en Ukraine - AFP

Les sanctions contre la Russie resteront en place "jusqu'à ce que la Russie redonne le contrôle de la péninsule (de Crimée) à l'Ukraine", a déclaré jeudi l'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU Nikki Haley devant le Conseil de sécurité.

1.8- CIA: une espionne impliquée dans les prisons secrètes nouvelle N°2 - AFP

Gina Haspel, une ancienne responsable des opérations clandestines de la CIA et impliquée à ce titre dans les prisons secrètes à l'étranger où les détenus étaient torturés après le 11-Septembre, a été nommée jeudi N°2 de l'agence d'espionnage.

Mme Haspel a été nommée directrice adjointe de l'agence, aux côtés du nouveau directeur Mike Pompeo, après avoir été la première femme à brièvement prendre la tête du service des opérations clandestines de la CIA.

Espionne très expérimentée dans les opérations sous couverture, elle a rejoint l'agence en 1985 et a servi dans plusieurs endroits du monde, notamment à Londres à la fin des années 2000.

Elle avait été nommée en 2013 à la tête du Service national clandestin de la CIA, mais avait été remplacée après seulement quelques semaines, apparemment en raison de doutes sur sa responsabilité dans la mise en place après le 11 septembre 2001 de prisons secrètes à l'étranger où des méthodes comme la simulation de noyade, assimilée à de la torture, étaient employées pour interroger les suspects.

Selon le Washington Post à l'époque, elle avait "géré une prison secrète en Thaïlande où les détenus étaient soumis à des simulations de noyade et à d'autres mauvais traitements".

Le quotidien américain affirmait que Gina Haspel avait aussi été impliquée dans la destruction en 2005 de vidéos compromettantes sur ces techniques "d'interrogatoire poussé" appliquées sur plusieurs détenus en Thaïlande.

Les avocats de ces détenus membres présumés d'Al-Qaïda souhaitaient récupérer ces vidéos pour les présenter devant les tribunaux.

"Gina est une agent d'espionnage exemplaire et une patriote dévouée qui apporte plus de 30 ans d'expérience dans l'agence. Elle est aussi une dirigeante expérimentée avec une aptitude fantastique à faire les choses et inspirer ceux qui l'entourent", a indiqué Mike Pompeo.

Trois anciens directeurs de la CIA et d'autres responsables, dont James Clapper, ancien directeur du renseignement américain, ont apporté leur soutien à Mme Haspel.

En revanche, deux sénateurs démocrates ont fait part de leurs réserves sur la nomination de Gina Haspel dans une lettre au président Donald Trump.

"Son parcours fait qu'elle n'est pas adaptée pour ce poste", estiment ainsi les sénateurs Ron Wyden et Martin Heinrich.

Mark Warner, membre de la commission du Sénat sur le Renseignement, a indiqué vouloir entendre Mme Haspel s'exprimer elle-même: "J'apprécie les nombreuses années de service de Mme Haspel à la CIA, cependant je veux l'assurance de sa part qu'elle respectera l'esprit et la lettre de la loi", a-t-il indiqué dans un communiqué. AFP

1.9- Le PDG d'Uber quitte le conseil économique de Donald Trump - Reuters

Travis Kalanick, le patron d'Uber Technologie a quitté le comité de conseil économique du président américain Donald Trump, a annoncé jeudi le service de VTC.

La participation du PDG d'Uber à ce comité consultatif avait fait l'objet de critiques et d'appel au boycott d'associations, en lien avec les mesures anti-immigration prises par l'administration Trump. Reuters

1.10- Washington s'apprêterait à imposer de nouvelles sanctions à l'Iran - Reuters

2- Roumanie

Sous la "bannières étoilées de l'Union européenne".

2.1- Roumanie : le gouvernement annonce l'abrogation du décret controversé - euronew.com

Le Premier ministre roumain Sorin Grindeanu a annoncé ce samedi soir qu'il allait retirer le décret controversé sur la législation anti-corruption. L'abrogation sera officialisée ce dimanche. euronew.com 04.02

2.2- Roumanie: nouvelles manifestations record malgré le recul du gouvernement - AFP

Un demi-million de Roumains ont manifesté dimanche soir, plus nombreux que jamais à exprimer leur mécontentement vis à vis du gouvernement qui a pourtant battu en retraite et retiré un décret sur la corruption à l'origine de la contestation.

Pour la sixième journée consécutive de manifestation, la mobilisation a battu un nouveau record : ils étaient environ 250.000 à Bucarest, sur la place de la Victoire, siège du gouvernement, et autant dans une cinquantaine de villes à travers ce pays de 20 millions d'habitants.

"Démission" et "Voleurs", ont-ils scandé dans la capitale, en brandissant des drapeaux aux couleurs nationales et des bannières étoilées de l'Union européenne.

Le chef du parti social-démocrate (PSD), Liviu Dragnea, a durci le ton dimanche soir : "si les manifestations continuent après l'abrogation de ce décret, il deviendra clair qu'il s'agit d'un plan ourdi après les élections législatives" de décembre pour faire chuter le gouvernement, a-t-il avancé.

Chassé du pouvoir fin 2015 par des manifestations contre la corruption, le PSD jouit d'une solide base électorale dans les milieux ruraux et défavorisés, qui l'ont à nouveau plébiscité aux dernières législatives, sur fond de promesses de hausse des prestations sociales. AFP 06.02

3- Palestine occupée

- Arabes et juifs Israéliens manifestent à Tel-Aviv contre des démolitions de maisons - AFP

Des Arabes et des juifs israéliens ont marché samedi soir dans l'unité dans le centre de Tel-Aviv pour appeler le gouvernement à stopper les démolitions de maisons d'Arabes israéliens construites sans permis, ces derniers leur étant rarement accordés.

Environ 1.000 personnes ont pris part à l'évènement, certains arborant des banderoles sur lesquelles on pouvait lire en arabe et en hébreu "Juifs et Arabes ensemble", a constaté un journaliste de l'AFP.

A la tête du défilé figuraient des députés du parti de gauche Meretz et de la Liste unifiée, une coalition de différentes formations arabes israéliennes.

Ils accusent le gouvernement de droite du Premier ministre Benjamin Netanyahu de mener une campagne contre des habitations illégales d'Arabes israéliens pour apaiser la colère des colons après la décision de la Cour suprême d'évacuer la colonie "sauvage" d'Amona en Cisjordanie occupée.

Les Arabes israéliens, qui sont les descendants des Palestiniens restés sur leurs terres à la création d'Israël en 1948, ont la nationalité israélienne et représentent 17,5% de la population de l'Etat hébreu.

Ils se plaignent de discrimination et affirment notamment être obligés de construire leurs habitations sans permis, les autorités refusant de le leur accorder. AFP 05.02

[Haut de page ↗](#)

Le 11 février 2017

CAUSERIE

Pondichéry 10 février : 6h du matin, à peine 15°C, frigorifique ! 25°C dans la maison, température normale. 36°C à midi.

En principe mon article sur le rapport d'Amnesty International sera publié par le portail alternatif suisse Arrêt sur Info dont j'ai accepté la proposition.

J'avais oublié de terminer une phrase dans le brouillon que j'ai mis en ligne avant-hier. Il fallait lire : Ce sont autant de façades sous-traitant une multitude d'activités très diverses dans la plus grande discrétion pour le compte de donneurs d'ordres, qui les financent afin d'atteindre les objectifs politiques qu'ils se sont fixés.

Il y a pire que les menteurs ou populistes, ceux qui les dénoncent et les imitent en arborant une étiquette de gauche ou d'extrême gauche, en se réclamant du socialisme. En faisant consciemment dans le déni ou la désinformation ils brisent ainsi toute perspective de changer la société. Les démasquer, les combattre devrait être un devoir pour tout militant ouvrier, sinon à quoi bon combattre l'impérialisme.

Une vidéo

Un groupe de MAFIEUX a pris le POUVOIR
<https://www.youtube.com/watch?v=kaCmAmYqPC8>

L'extrême gauche française sous influence de la pire réaction.

Aux Etats-Unis le peuple est en train de comprendre petit à petit que la gauche américaine est aussi réactionnaire et monstrueuse que la droite, que c'est une formidable imposture, elle vient d'en faire une nouvelle et terrible expérience avec Obama qui a poursuivi la politique de Bush en l'amplifiant encore.

En France, la majorité de la population vient également à nouveau d'en faire l'amère et pénible expérience avec Hollande.

Tous les peuples sur tous les continents ont eu à souffrir de la politique impérialiste, néocolonialiste ou guerrière des puissances occidentales, dont la France.

Ceux qui se prétendent d'extrême gauche leur ont emboîté le pas systématiquement.

Ils ont soutenu à des degrés divers toutes leurs campagnes communautaristes ou militaires dictées par l'oligarchie destinées à alimenter la xénophobie, le racisme, l'homophobie, le sexisme, le fanatisme religieux, le fascisme, bref, tous les préjugés archaïques et leur traduction politique que les représentants et idéologues de la classe des capitalistes (et les religieux) se sont employés méthodiquement à inculquer aux masses laborieuses arriérées ou ignorantes au cours des deux siècles passés, pour les diviser et assurer leur domination de classe ou la pérennité de leur système économique, les guerres ayant servi le même objectif, garantir les profits des capitalistes français au détriment des intérêts des peuples des pays dominés.

Pour mener à bien son combat politique et sa guerre idéologique et psychologique contre les masses exploitées, l'oligarchie financière a recouru à une propagande hystérique basée sur la désinformation et la falsification de la réalité destinée à formater les consciences, afin d'obtenir le consentement du peuple opprimé à sa politique ultra réactionnaire tournée contre lui, contre les intérêts de tous les peuples, en se servant des médias institutionnels et des réseaux sociaux qui ne sont que des instruments destinés à satisfaire ses besoins, relayée par une multitude d'acteurs institutionnels, sociaux ou politiques, dont l'ensemble des partis dits ouvriers et des syndicats, des ONG, etc. tous subventionnés par l'Etat directement ou indirectement.

Des Etats souverains et indépendants ou des pays qui étaient parvenus à sortir de l'état de sous-développement dans lequel les pays dominants les avaient maintenus pendant des décennies pour mieux les piller et les contrôler, ont fait l'objet de destruction et de massacres systématiques par l'OTAN ou les puissances militaires occidentales depuis le 11 septembre 2001, et sont dorénavant en proie à un chaos indescriptible et livré à une horde de barbares sanguinaires (Toutes les organisations issues

d'Al-Qaïda) que ces mêmes puissances ont créés spécialement pour mener à bien leur dessein, qu'elles se sont bien gardées de révéler à leurs peuples pour obtenir leur soutien à leurs entreprises criminelles, ramenant ces pays et ces peuples des décennies en arrière une fois ravagés et traumatisés par la guerre.

Pour justifier leur intervention militaire, ils ont affirmé qu'il était de leur devoir de voler au secours de peuples qui s'étaient soulevés pour en finir avec les horribles dictateurs qui les réprimaient féroceement, alors qu'en réalité, dans le meilleur des cas ces peuples exigeaient des réformes sociales et politiques que les puissances occidentales ne sont mêmes pas capables d'accorder à leurs propres peuples, sans que leurs représentants ne soient pour autant qualifiés de tyrans par la pseudo-gauche ou extrême gauche, comment le pourraient-elles puisqu'elles les soutiennent.

Et alors qu'en Libye et en Syrie seule une infime minorité des masses étaient mobilisées et manifestaient pacifiquement, ces puissances occidentales recoururent à leurs barbares pour créer de toutes pièces un climat insurrectionnel à coup de provocations sanglantes contre les institutions de ces pays pour entraîner leur chute. Leur chef d'Etat respectif tentèrent de contenir cette provocation armée, qui encouragée, financée et armée par les puissances occidentales et sunnites du Golfe (plus la Turquie et Israël) redoubla de violence en massacrant des manifestants, des civils, des policiers et des militaires, ce qui devait entraîner une réplique de ces chefs d'Etat garant de la souveraineté de leur pays en présence d'une opération destinée à le déstabiliser, voire à le détruire, ce qui fut effectivement le cas par la suite.

A partir de là, les représentants des puissances occidentales falsifièrent les faits en prétendant que Kadhafi et Assad auraient été à l'origine de ces violences ou tueries qui en réalité avaient été initiées par les mercenaires que l'OTAN ou les puissances occidentales avaient armés.

Une multitude d'articles furent publiés sur Internet par des médias alternatifs du monde entier qui prouvaient que les Etats-Unis et ses vassaux occidentaux et du Golfe avaient falsifié la réalité de la situation en Libye, en Syrie, en Afghanistan, en Irak, au Soudan, en Somalie, vous pouvez ajouter le Liban, la Palestine occupée, l'Egypte, la Tunisie, etc.

LO, le NPA, tous les dirigeants des partis dits ouvriers sont censés les avoir lus, délibérément ils ont décidé de les ignorer parce qu'ils ne collaient pas avec la version officielle donnée par le gouvernement français ou l'OTAN... Pourquoi ? Quelle question, pourquoi d'autres sinon parce qu'ils se rangent à leur côté, auriez-vous une autre explication cohérente ou argumenté à nous proposer ?

Voici trois exemples qui le prouvent, qui concernent LO, le NPA et le POID (le POI est sur la même ligne politique).

Quand Lutte ouvrière se fait l'agent de Soros, Gates, etc. de l'oligarchie anglo-saxonne-sionite qui a juré de s'emparer de la Syrie quitte à la détruire de fond en comble, et à faire payer au prix fort la résistance de son peuple.

Quand LO agent de l'oligarque américain George Soros

LO - Une enquête réalisée par Amnesty International révèle qu'entre 2011 et 2015, entre 5 000 et 13 000 opposants au régime de Bachar al-Assad ont été pendus dans la prison de Seydnaya, au nord de Damas.

Ils n'avaient droit qu'à un jugement sommaire, dont l'issue était toujours la même : passage à tabac et exécution en pleine nuit ou à l'aube, par groupe de dix.

C'est avec ce régime de tortionnaires que les grandes puissances entendent rétablir un semblant de paix dans ce Moyen-Orient où leurs intérêts économiques sont si grands. Et peu leur importe si les affaires reprennent sur un champ de cadavres. (Source : Le portail national de Lutte ouvrière)

Même là où Amnesty International a employé le conditionnel, LO utilise le mode indicatif ou affirmatif et fait du zèle. Gageons que les responsables du régime auront apprécié...

Le NPA agent de l'OTAN.

Avec le peuple syrien nous avons célébré la libération d'Alep occupé par les barbares de l'OTAN depuis 4 ans, alors que le NPA a regretté, condamné cette libération.

Les militants et les travailleurs doivent comprendre qu'au-delà du soutien que le NPA apporte au gouvernement français engagé au côté de ces barbares issus d'Al-Qaïda, la caractérisation précise des différents régimes ou belligérants engagés dans un conflit ou une guerre est déterminante pour définir quelle position on va adopter vis-à-vis d'eux, lequel éventuellement on soutiendra dans un contexte précis et dans une perspective politique ou historique beaucoup plus large à l'échelle mondiale. Quand cette caractérisation sera le produit d'une approximation ou du dogmatisme en recourant à une théorie figée ne prenant pas en compte l'ensemble des facteurs et rapports en présence, elle sera erronée et elle aura pour conséquence de fausser notre analyse

de la situation, analyse qui nous amènera à adopter une position opposée aux intérêts du peuple qui subit cette guerre ou au côté duquel on prétendait se placer.

Conservez bien à l'esprit que la libération d'Alep a été vécue comme un moment de soulagement par des centaines de millions de travailleurs de par le monde qui partageaient le bonheur du peuple syrien, ce qui ne fut pas le cas du mouvement ouvrier en France pour être passé sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante. Cela devrait faire réfléchir particulièrement les militants sur la nature de leur engagement, en s'étant refusés de fêter la libération d'Alep, ils devraient s'interroger et se demander en ayant adopté cette position quelle cause ils défendent ou dans quel camp ils combattent vraiment.

Source : <https://npa2009.org/category/tags/syrie>

- Solidarité avec la lutte du peuple syrien

L'étau ne cesse de se refermer sur les derniers quartiers libérés d'Alep, avec les offensives continues des forces pro-régime d'Assad et de ses alliés. La chute d'Alep Est marquerait un tournant dramatique pour le soulèvement populaire syrien, au niveau militaire comme politique.

- Syrie : Avec la complicité des grandes puissances, Alep agonise

Au moment où ces lignes sont écrites, on annonce que les massacres ont commencé dans Alep-est. Toutes les informations sont concordantes. Ainsi des nouvelles alarmantes arrivent de l'hôpital al-Hayat?: on y tue des soignants et des malades.

- Nous sommes avec le peuple syrien Les images accompagnant la chute des derniers quartiers libérés d'Alep-est provoquent à juste titre des protestations dans le monde, hélas pas partagées par tous les leaders politiques.

- Syrie : Les peuples sacrifiés sur l'autel des grandes puissances La chute d'Alep-Est est un tournant majeur du soulèvement populaire syrien, permettant au régime d'Assad de réaffirmer son pouvoir, et aux puissances mondiales et régionales d'imposer leurs intérêts politiques propres.

- Alep, les crimes de la contre-révolution Le 22 décembre dernier, la ville d'Alep tombait entièrement aux mains du régime de Bachar el-Assad, ses quartiers est repris après avoir été bombardés sans relâche par les aviations syrienne et russe, un déluge de feu

- Syrie : Un pays sous occupation La chute d'Alep-est, mi-décembre, aujourd'hui entre les mains du régime d'Assad, a révélé un tournant du soulèvement syrien, avec une nouvelle entente russo-turque sur le dos des populations mobilisées.

Cela se passe de commentaires. Si nous ne rendons pas compte des activités de ces partis, c'est parce que cela n'en vaut vraiment pas la peine.

Un complément sur le NPA.

Où va se nicher l'opportunisme. Trois petits tours et puis s'en vont...

- Election présidentielle une foire d'empoigne ou piège à cons pour ceux qui ont décidé de présenter des candidats au "premier tour social" (Tendance Claire du NPA).

Les remerciements du peuple syrien au NPA et à LO qui l'ont trahi en soutenant les barbares.

Témoignage.

- Alep, la douleur et la honte - Note de voyage par Leslie Varenne - Mondialisation.ca, 08 février 2017

(...) Vingt-cinq jours après sa libération, le bruit des roquettes et des missiles s'est tu et la vie tente difficilement de reprendre le dessus. Désormais, pour des décennies et pour des générations d'Alépins, il y aura un avant et un après la guerre, un avant et un après juillet 2012. C'est à cette date que des groupes armés divers et variés [1] venus des quatre coins de la planète, ont envahi puis occupé les quartiers Est et Sud et assiégé la totalité de la ville. Avant, le gouvernorat de la région d'Alep comptait entre six et sept millions d'habitants et la ville environ trois millions, quatre ans et demi plus tard, entre les morts, les exilés et les déplacés internes, le nombre d'Alépins a été divisé par deux. Avant quinze zones industrielles employaient un million de salariés ; il y avait un hôpital réputé dans tout le Moyen-Orient ; un centre historique avec le plus grand et le plus ancien souk du monde, 4000 ans avant Jésus Christ, attendant à la mosquée des Omeyyades, monument classé appartenant au culte musulman et chrétien. De tout cela, il ne reste que des gravats...

L'humanité en ruines

Les imams sunnites de la mosquée des Omeyyades servent de guides pour commenter l'étendue du désastre : « ils ont occupé la mosquée pendant trois ans de 2013 à 2016 ». Qui est ce « ils » ? « D'abord, il y a eu l'Armée syrienne libre (ASL), ensuite Daech et enfin al-Nosra. » Ces religieux, comme tous les Syriens rencontrés, ne font pas de différences entre ces divers groupes, « ce sont les mêmes » répètent-ils inlassablement. Pour les désigner, les Alépins emploient un seul mot : « terroristes ». La délégation d'imams poursuit : « dès qu'ils sont entrés dans les souks, ils les ont fait exploser. » Puis les religieux désignent l'endroit, au fond de la salle de réception, d'où ils lançaient les roquettes et où se tenaient les snipers qui tiraient sur les civils. Ils montrent également les tranchées et les tunnels creusés avec des excavateurs sous cette église byzantine construite en 627 et transformée en mosquée au 13ème siècle. Lorsqu'au détour de leurs déprédations, ils trouvaient des antiquités, ils s'en emparaient pour les revendre. Et comme si cela ne suffisait pas, avant de partir, ils ont incendié ce qui n'était pas encore complètement détruit. « Ces gens-là », poursuit un imam « n'ont aucune relation avec le spirituel ni avec l'islam, l'idée est d'effacer les traces des civilisations chrétiennes et musulmanes. » Devant les visages dépités des personnes contemplant le désastre, un autre religieux tente de rassurer « la décision de restaurer cette mosquée est prise. Ce ne sont pas les pierres, c'est « l'être » syrien qui fait le monument. Nous sommes des bâtisseurs, nous reconstruirons. » A côté des Omeyyades, dans le centre historique, les djihadistes ont utilisé 40 tonnes d'explosifs pour faire sauter l'école Sultanieh, le Carlton construit par les Turcs puis les Français, le tombeau du fils de Saladin ; le hammam de l'époque ottomane, le caravansérail... Le centre-ville historique n'est pas le seul touché. Midan, le quartier arménien du Nord de la ville était une ligne de front, il ressemble à un paysage d'après tremblement de terre. Le député de cette circonscription, Jirair Reisian, décrit le quotidien de ces années de guerre : « les années les plus noires ont été celles de 2013 et 2014. Chaque fois que nous sortions, nous ne savions pas si nous allions revenir. Un jour, en moins de 12 heures, 80 roquettes sont tombées ici. Des églises arméniennes ont été détruites. » Les Arméniens se sont installés en Syrie après le génocide de 1915, compte tenu du rôle joué par la Turquie dans la guerre en Syrie, cette communauté a eu l'impression de revivre l'impensable, « Nous nous sommes dit, ça recommence ! ».

La triple peine

Non seulement les Syriens doivent contempler chaque jour leur ville en ruines mais ils doivent aussi affronter un quotidien difficile. Sans eau, il a fallu creuser des puits dans les cours des maisons, des hôpitaux, des lieux de cultes. Sans électricité, il a fallu s'équiper de groupes électrogènes, le bruit de ces engins résonne dans toute la ville. Ces machines fonctionnent au gasoil et avec la guerre il a eu l'inflation, la dépréciation de la livre syrienne. Alors les Alépins se regroupent dans une seule pièce et ne se chauffent qu'une à deux heures par jour. Avant-guerre, un euro valait environ 65 livres syriennes, aujourd'hui un euro est égal à 547 livres. Avant-guerre, avec un dollar une famille achetait cinq paquets de pain. Après la guerre, elle pourrait en acheter quinze, mais qu'importe puisque la majorité des gens est ruinée. Après six années de conflit, les riches ont épuisé leur bas de laine et les pauvres n'ont toujours rien. Toutes les usines sont à terre et 85% de la population est au chômage. En Syrie, les communautés religieuses ont encore un rôle social, sanitaire et éducatif, elles offrent paniers repas, ampères, vêtements et des cours pour les enfants. Les hôpitaux et cliniques privés des congrégations de chrétiens soignent, sans distinction de religion, tous les malades et les blessés de guerre. Mais en plus du dénuement, du nombre de patients à traiter, dont beaucoup touchés par des éclats d'obus, tous les hôpitaux qu'ils soient publics ou privés doivent faire face à un autre mal : l'embargo. Cette mesure décrétée par les USA et l'Union européenne interdit toutes transactions commerciales avec la Syrie sans aucune distinction. Aucun habitant de ce pays, aucune organisation caritative ne peut recevoir un chèque, un don, un virement Western Union. Pire encore, impossible pour les hôpitaux d'obtenir des médicaments et des pièces de rechange pour les scanners ou les IRM. Avec la guerre, les médecins rencontrés estiment qu'un Syrien sur deux a besoin de soins sanitaires, mais les compagnies étrangères ne coopèrent plus pour entretenir le matériel, ne livrent plus de médicaments. La Syrie était productrice de génériques, 70 % de ces médicaments étaient fabriqués à Alep, mais les usines ont été détruites... « Nous manquons de tout, de scanner, d'IRM, d'appareils de radiologie, de petits consommables, d'antibiotiques de dernière génération, nous ne recevons aucun soutien, hormis l'OMS et l'Unicef qui nous ont un peu aidé, mais c'était symbolique, et les Russes qui nous donnent aussi quelques médicaments. L'embargo pourrait s'imposer à tout mais jamais aux matériels médicaux. » déclare le directeur du CHU. Monseigneur Dionicio Antonio Chahda partage la même colère : « Tous les biens même ceux de l'église sont sous embargo. Nous sommes en train de souffrir pas seulement de la guerre, certes les lancements de missiles se sont arrêtés, mais nous avons une autre guerre : le manque de tout. Alep est une ville morte, dommage il n'y a pas une lumière d'espérance pour croire que la vie normale va reprendre. Les Américains sont venus nous voir, nous leur avons dit : laissez-nous tranquille et nous saurons construire notre vie. »

La guerre gagnée

Ici, dans une clinique tenue par une congrégation catholique, une maman portant le foulard implore les sœurs de prier pour la survie de son enfant blessée à la tête par des éclats d'obus. Là, à un poste de douane, c'est un commandant de police alaouite qui prend le thé avec son supérieur, un colonel sunnite. Dans les rues d'Alep, se croisent des femmes en burqa, en foulard, têtes-nues, ni plus, ni moins qu'avant-guerre. Les nombreux experts arabisants qui ont déversé leur « science » à longueur de colonnes et sur les plateaux de télévision, en expliquant doctement cette guerre comme un conflit entre sunnites et alaouites devraient se rendre en Syrie pour entendre et voir. Les manifestations religieuses sont encore œcuméniques, catholiques, protestants, musulmans, chrétiens d'Orient s'y côtoient. Le député de Midan constate que rien n'a changé « Il y a eu des manipulations pour faire de ce conflit un problème de religion, mais c'est pareil qu'avant. » Sur ce sujet, au moins, il n'y aura pas d'avant et d'après.

La mystification

Tout au long de ce voyage et qu'elles que soient les personnes rencontrées, dans les hôpitaux, les lieux de culte, dans la rue, tous les Alépins tiennent le même langage « s'il vous plaît, ne mentez pas, dites seulement ce que vous voyez, ce que vous entendez. Soyez honnêtes. » Ce leitmotiv revient comme une supplique. Car, en plus de la guerre et de ses horreurs, aucune famille n'a été épargnée par un drame, en plus de l'embargo, les Syriens ont souffert de la manière dont ce conflit a été traité par les médias occidentaux. La couverture des événements de ce qui a été appelé « Alep Est » en est la démonstration. Pendant la guerre, 25% du territoire de la ville, quartiers Est et Sud, était occupée par les djihadistes, le reste étant sous contrôle gouvernemental. Selon les médecins rencontrés, il y a eu dix fois plus de morts à l'Ouest qu'à l'Est à cause des tirs de roquettes, de missiles et de bonbonnes de gaz remplies de clous. Mais la compassion occidentale ne s'est tournée que vers les populations des quartiers Est. Or, tous les Alépins ont vécu les mêmes affres et une minorité seulement soutenait les groupes armés. Lors de la libération d'Alep, sur les 140 000 personnes qui vivaient encore en zone occupée, seules 35 000 ont choisi de rejoindre Idlib, une ville sous l'emprise d'al-Nosra, les autres sont allées se réfugier du côté gouvernemental.

Un autre événement a provoqué l'ire des Syriens. Un homme, sorti de nulle part, Brita Hadji Hassan, soupçonné d'avoir des liens avec al-Nosra, s'est présenté comme le maire d'Alep Est devant tous les médias internationaux. Les Alépins sont restés médusés lorsqu'il a été reçu sous les lambris du Quai d'Orsay par le ministre des Affaires Etrangères, Jean-Marc Ayrault. Un député, Boutros Merjaneh raconte sa stupéfaction « J'ai découvert son existence lorsqu'il est arrivé en France et j'ai mis trois jours à savoir qui il était. En réalité, il travaillait à la direction de la communication de la mairie. Pour être maire d'Alep, il faut être né ici, or lui est de la région d'Idlib. Que les autorités françaises reçoivent de cette manière un homme sans qualité est simplement inacceptable. » Mieux encore, l'affaire tout aussi inacceptable, voire surréaliste, de trois députés français, dont une ancienne ministre, Cécile Duflot, Patrick Menucci et Hervé Mariton tentant d'entrer sans visa en territoire syrien, via la Turquie, le chemin qu'emprunte les djihadistes, accompagnés d'un faux maire ! Et le député Merjaneh de conclure « si ces députés veulent venir ici, je suis prêt à les accueillir et ils auront leurs visas de manière légale. »

La trahison

De nombreux Syriens sont francophones et étaient, avant la guerre, très attachés à la France, à sa culture, mais les positions de Paris dans le conflit syrien les ont profondément heurtés. Ils sont amers « la France nous a poignardé dans le dos » « Nous nous sentons trahis » « Nos enfants seront anglophones ». Etre Français et marcher dans les ruines d'Alep, s'entretenir avec des habitants, rencontrer les blessés de guerre, c'est un peu comme porter sa honte en bandoulière. En armant « les rebelles » en soutenant, contre vents et marées, une « opposition » coupable de tant de crimes contre l'humanité, en privilégiant son alliance avec les pétromonarchies qui financent les djihadistes, une nouvelle fois, la France s'est placée du mauvais côté de l'histoire. Dans ce pays berceau de la civilisation, le peuple a la mémoire longue... Mondialisation.ca, 08 février 2017

Vous avez retenu "*qu'il y a eu dix fois plus de morts à l'Ouest qu'à l'Est à cause des tirs de roquettes, de missiles et de bonbonnes de gaz remplies de clous*" du fait des barbares. Hamon les a soutenu en falsifiant les faits. La preuve.

Sur la Syrie, Hamon est aligné sur Washington, Riad, Doha, l'OTAN, Hollande, Bruxelles.

Europe1 09.12.02016 - "Ce que moi je ferais si j'étais président de la République aujourd'hui : j'irai là-bas. J'irai là-bas. J'irai là-bas comme François Mitterrand avait été à Sarajevo. Et je dirais aux Russes et aux Syriens : 'C'en est fini aujourd'hui d'une stratégie qui conduit à massacrer des populations civiles pour reprendre du terrain.'"

- "Moi Président, je considère que la solution politique passe d'une manière ou d'une autre par une discussion avec le régime syrien, en tout cas des représentants du régime syrien. Mais il n'y a aucune solution politique ou aucun avenir envisageable avec Bachar al-Assad pour la Syrie derrière." Europe1.fr 09.12.02016

Peu importe...

POID. Quand le POID appelle à voter pour un candidat social-impérialiste.

Le communiqué adopté par le bureau national du POID le 5 février 2017 s'inscrit dans la même logique opportuniste.

Le POID raconte à qui veut bien l'entendre que les institutions de la Ve République "devront être balayées", pour finalement axer sa politique contre l'Union européenne et non contre les institutions de la Ve République, ce qu'on est en droit de qualifier de glissement droitier qui ne tient pas du hasard.

Le POID aurait pour objectif l'élection d'une Assemblée constituante, qui "pour être pleinement souveraine (...) devra commencer par rompre avec l'Union européenne", non, qui devra commencer par abolir la Constitution de la Ve République rendant caduc tout lien du nouvel Etat (ouvrier) avec l'UE, donc tous les traités signés antérieurement avec elle.

Question : Pourquoi faire compliqué quand on peut faire simple et ne pas supprimer d'un coup l'ensemble des institutions de la Ve République et rompre avec l'UE, pourquoi ne pas opter pour un tel processus, économique, clair, précis, cohérent, sérieux ?

Pardi, parce que le POID se verrait bien soutenir une candidature unique à l'élection présidentielle qui pourrait émerger d'un accord passé entre Hamon et Mélenchon, les ex-ministres de Hollande et Chirac faut-il rappeler, qui ont simplement manifesté oralement et très timidement leur intention de s'attaquer à l'UE, sans jamais exprimer leur intention de rompre avec l'UE. Cette ligne politique opportuniste est conforme au parcours du courant politique "trotskyste" qui dirige le POID (PT, PCI) depuis plus d'un demi-siècle, gageons que le POI issu du même courant l'imitera.

POID - Hamon vient de déclarer : « Après mon élection présidentielle, la Commission européenne, ce sera "merci, au revoir" » (20 minutes, 25 janvier). Quant à Mélenchon, il vient de réaffirmer lors de son meeting du 5 février à Lyon : « Il faut sortir des traités européens ».

Pour justifier qu'une simple manifestation d'intention suffit au POID pour soutenir une telle hypothétique candidature, il nous a ressorti les arguments habituels démagogiques qu'il tréballe depuis l'après-guerre avec le succès que l'on sait au regard de l'inexistence d'un parti ouvrier révolutionnaire en France. Si Hamon ou Mélenchon était élu ou cet hypothétique candidat PS-PCF-PG-EELV-PRG-MRC (Etc.), il abolirait la loi El Khomri, ce qui selon le POID "marquerait une inversion du cours des choses" et patati et patata, je vous passe la suite qui relève de la grande illusion, il nous avait déjà tenu le même discours 36 ans plus tôt pour justifier son appel à voter Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle de 1981, qui devait déboucher sur une révolution et qui cette fois serait "un premier pas pour la reconquête" qui de toute évidence n'irait pas plus loin que le premier pas.

L'objectif du POID est uniquement de reconduire le PS à la tête de l'Etat, avec lequel il n'a jamais réellement rompu les liens, ne serait-ce qu'à travers l'appareil de FO, mais là il est forcé d'aller plus loin et de soutenir une fois de plus le candidat du PS ou le candidat PS-PCF-PG-EELV-PRG-MRC.

Si vous vous demandez où figure dans le communiqué du POID son soutien à ce candidat, en admettant que l'explication que vous venez de lire ne vous suffit pas, on va vous aider en reproduisant le passage en question :

POID - "Alors, si les mots ont un sens, si ces deux candidats veulent véritablement l'abrogation de la loi El Khomri, rien ne devrait s'opposer à ce qu'ils se mettent d'accord pour qu'un seul candidat, soutenu par les partis qui appuient Hamon et Mélenchon, se présente comme candidat pour l'unité pour l'abrogation de la loi Travail.

Dans ce cas, nul doute qu'il bénéficierait d'un large soutien ouvrier et populaire. Un bloc uni pourrait se constituer permettant une large mobilisation imposant l'abrogation de la loi Travail. (...)

Pour le Parti ouvrier indépendant démocratique, qui n'a pas d'intérêts distincts de l'ensemble de la classe ouvrière, c'est une évidence : rien ne doit faire obstacle à la réalisation de l'unité pour l'abrogation de la loi El Khomri. Aucune possibilité ne doit être écartée pour y parvenir."

Certains militants demeurés fidèles au marxisme, au socialisme ou au trotskysme pourraient se demander comment le courant politique auquel ils ont appartenu a pu en arriver là.

Tout d'abord ils observeront que ses dirigeants n'ont tiré absolument aucune leçon de leurs errements passés. Ils constateront qu'il existe bien un fil qui relie la politique opportuniste que ces dirigeants avaient adoptée en 1981 (en réalité depuis la mort de Trotsky en 1940, peu importe ici.) jusqu'à nos jours, ce ne fut donc pas un accident de parcours ou une simple erreur politique qui les amena à soutenir les sociaux-impérialistes, mais bien le produit de leur véritable intention que leurs militants ignoraient.

Là encore, on pourrait nous accuser de nous livrer à une surinterprétation malintentionnée, or la suite et fin de ce communiqué du POID confirme notre interprétation, voici le passage qui le prouve :

- "Oui, les jeunes générations ont droit à un vrai travail, un vrai salaire. Oui, il faudra, demain, qu'un gouvernement ouvrier ose prendre ces mesures de rupture avec l'ordre établi", un ensemble de réformes sociales dont peut se réclamer n'importe quel charlatan prétendument de gauche puisqu'elles n'engagent à absolument rien dès lors que n'y figure pas l'expropriation des capitalistes, ceux du CAC40, des grandes entreprises (et leurs sous-traitants) ainsi que les banquiers, mesure sans laquelle ces réformes sociales demeureront inapplicables, du vent, des paroles en somme et rien d'autres sans s'attaquer aux fondements du capitalisme.

Ils peuvent écrire "soyons clair", nous ne sommes pas dupes.

Dans le plus pur style jésuitiste, le POID pratique le double langage habituel lorsqu'il affirme du côté pile qu'il serait pour la rupture avec "la classe des capitalistes", et du côté face que finalement cela n'aurait aucune espèce d'importance ou cela ne porterait pas à conséquence que ni Hamon ni Mélenchon n'entendent s'attaquer aux fondements du capitalisme, le simple fait

qu'ils "sont poussés à s'exprimer un peu plus loin que ne le laissent présager leurs programmes respectifs " serait de bon augure ou suffirait pour qu'on les soutienne. Pour rappel la nationalisation des moyens de production figurait au programme de Mitterrand, vous connaissez la suite.

Le POID est ouvertement sur une ligne réformisme qui sous-entend que l'existence du capitalisme serait compatible avec des réformes sociales. Rompre avec le capitalisme est secondaire pour le POID, il n'entend pas aider les travailleurs à rompre avec le capitalisme, ce n'est pas l'axe et l'objectif de son combat politique, du coup on est porté à affirmer qu'il ne représente pas les intérêts collectifs fondamentaux de la classe ouvrière, il représente uniquement l'aristocratie ouvrière et ses privilèges.

Nos détracteurs objecteront que je suis loin de la France, que j'ignorerais la situation dans ce pays, l'état d'esprit des masses et leurs besoins, etc. Or, au contraire, je pars de leurs besoins en les dotant des moyens pour les satisfaire, je refuse de séparer leurs besoins des moyens pour les satisfaire, ce que font justement les réformistes bourgeois ou les opportunistes, le charlatan Mélenchon notamment, c'est d'ailleurs ce qui les caractérise comme tel et les distingue du socialisme ou des véritables militants révolutionnaires.

Le POID flatte les masses qui sont subordonnées au capitalisme ou versent dans le corporatisme pour qu'elles le demeurent, au lieu de les aider à élever leur niveau de conscience politique en leur fixant pour tâche de rompre avec le capitalisme et ses institutions. Il colporte les pires illusions dans le PS et le PG.

De la fin du XIXe siècle jusqu'en 1917, alors que les masses russes étaient profondément arriérées, illettrées pour la majorité d'entre elles et qu'elles avaient des besoins élémentaires urgents à satisfaire, Lénine participera à leur lutte de classe quotidienne et leur fixera pour tâches ou objectifs pour les satisfaire de s'emparer de la terre et des usines, de chasser le régime en place, de s'emparer du pouvoir politique, et c'est sur cette base politique qu'il construira le parti bolchevik. Vous croyez qu'entre 1890 et le milieu des années 1910 le prolétariat russe en proie à des difficultés sans nombre juste pour survivre au quotidien, subissant une guerre impérialiste, se posait la question de sa condition et la manière de la résoudre en ces termes-là, vous le croyez, non, évidemment, et vous avez raison puisque ce n'était pas le cas. Or c'était le discours que leur tenaient Lénine et les bolcheviks (Le pain, la paix et la liberté). Mais alors pourquoi ? Il y a plusieurs explications à cela.

La première, même s'il n'en comprend pas les implications politiques, dites par exemple à un ouvrier ou à un paysan sans terre le plus arriéré qui soit que l'exploitation et l'oppression dont il fait l'objet est injuste et ne devrait pas exister, qu'il a le droit à une vie meilleure, il approuvera immédiatement, dites lui qu'il n'est pas normal qu'il existe des pauvres et des riches, il approuvera immédiatement, ajoutez qu'il faudrait mettre un terme à cette situation dont il est la victime innocente et il approuvera immédiatement, c'est ce qu'il aspire naturellement, dans le plus profond de lui-même, il en rêve le malheureux et il n'ose pas se dire que cela pourrait se réaliser un jour. Donc votre discours colle parfaitement avec ses aspirations, il est donc légitime, n'est-ce pas ?

La seconde, c'est que notre ouvrier ou notre paysan pauvre à force d'entendre qu'il existe dans le pays un courant politique ou un parti dont la politique ou le programme incarne ses besoins ou coïncide avec les aspirations, qui les défend depuis des années sans changer de discours, qui se place systématiquement à ses côtés, les mots d'ordre de ce parti, sa ligne et ses objectifs politiques vont finir par s'incruster profondément dans son cerveau, par saper lentement mais sûrement tous les efforts entrepris par le régime pour légitimer son existence au point qu'il arrivera un moment où ils n'auront plus aucune entreprise sur lui, et une fois cet obstacle levé il sera prêt à soutenir un processus révolutionnaire puisqu'il n'a rien à perdre mais tout à y gagner. En fait, plus ou moins inconsciemment son niveau de conscience aura progressé.

La troisième explication, c'est que sans un tel discours révolutionnaire, la construction du parti indispensable pour renverser le régime en place s'avèrerait impossible, cet objectif politique s'avèrerait irréalisable tout simplement, car ce serait un tout autre parti qui se construirait, qui ne changerait rien à la condition de notre ouvrier ou de notre paysan pauvre, qui aussi arriéré qu'il soit finirait par s'en apercevoir.

Mais il est vrai que les dirigeants du POID ne construisent pas un tel parti, ceci peut expliquer cela.

Car lorsqu'interviendra la scission du POSDR (Part ouvrier social-démocrate de Russie) en 1903 avec les mencheviks, au départ sur une question de principe relative aux statuts du parti, Lénine comprendra immédiatement qu'au-delà de ce principe qui déterminait la nature du parti qu'ils devaient construire, le désaccord qu'il avait avec les mencheviks était fondamental parce qu'il portait sur l'objectif politique que devait se fixer leur parti, autrement dit bolcheviks et mencheviks ne combattaient pas pour le même objectif politique. Ce qui fut amplement prouvé par la suite quand les bolcheviks comprirent que l'heure de la révolution socialiste avait sonné en octobre 1917 pour que la classe ouvrière et la paysannerie pauvre s'emparent du pouvoir, tandis que les mencheviks en restèrent à la révolution démocratique bourgeoise déclenchée en février 1917 qui avait remis le pouvoir à la bourgeoisie, à ce titre ils combattirent le nouvel Etat ouvrier au côté de la réaction.

Certains ont voulu trouver une signification politique à la scission du POI l'an dernier, en affirmant que certains de ses dirigeants auraient été plus à gauche que d'autres disons pour faire bref, explication que je refuserai de partager. Aujourd'hui cet épisode prouve qu'il n'en était rien en fait. Leur désaccord portait uniquement sur les rapports qu'ils devaient avoir avec le PS et

les appareils des syndicats, principalement celui de FO, à quel niveau devait se manifester leur subordination à ce parti (et au PCF) ainsi qu'aux appareils des syndicats (donc au régime) pour conserver les avantages que leur propre appareil en tirait. Soumis comme tous les partis à la pression de la crise du capitalisme et des institutions, au lieu de saisir cette opportunité pour aboutir à une clarification politique, ils en feront une affaire de vulgaires boutiquiers, voilà tout.

Si nous ne croyons pas aux théories du complot, nous ne croyons pas davantage dans les miracles, même bien emballés dans un discours aux allures radicales mais qui ne dépasse pas le stade du plus vil opportunisme.

En guise d'épilogue.

Entre nous, la loi El Khomri était déjà largement appliquée avant qu'elle ne soit adoptée, elle devait juste être généralisée ou servir aux générations à venir de travailleurs.

Et encore, c'est comme l'abrogation du CPE en 2006, ils en ont fait toute une histoire, alors qu'en réalité plus de 20 types de contrats précaires continuaient d'exister et existent toujours sans qu'ils fassent l'objet d'une mobilisation pour obtenir leur abolition. Là aussi ils nous promettaient que si le CPE sautait, on allait voir ce qu'on allait voir, ce serait "un premier pas"... et pas un de plus depuis. Idem lors du référendum de mai 2005 sur le projet de Constitution européenne, la victoire du non devait stopper les velléités belliqueuses de l'UE envers les travailleurs, en réalité elle poursuivra son offensive de plus belle, et en 2008 Sarkozy signera le TCE, adopté en Congrès par l'UMP et le PS.

Bref, bien entendu que tous ces combats devaient être menés, là n'est pas la question, ils étaient parfaitement légitimes, en revanche la fable qui les enrobait était méprisable car bourrée d'illusions qui devaient démoraliser des milliers de militants qui y avaient cru, ce qui est inexcusable, ce dont se foutent éperdument ces dirigeants. Comment croire dès lors que le POID, je cite : "n'a pas d'intérêts distincts de l'ensemble de la classe ouvrière" ? Quel intérêt la classe ouvrière aurait-elle à porter au pouvoir un dirigeant du PS ou à voter pour un candidat soutenu par le PS, après l'expérience du Front populaire, de la IVe République, de Mitterrand, du gouvernement Chirac-Jospin-Mélenchon, Hollande, ne serait-ce pas toutes ces expériences qui nous ont menés où nous en sommes, "c'est une évidence", non ?

Pour nous la signification politique du communiqué du POID est claire : il s'agit d'un appel à soutenir le candidat le mieux placé entre Hamon et Mélenchon ou le candidat qui resterait en lice si l'un des deux se désistait, vœux à peine voilé qu'a formulé ici le POID au nom de "l'unité", sans tenir compte de leur nature sociale ou de la classe dont ils incarnent les intérêts, celle des capitalistes. Réaliser l'unité avec un représentant du capitalisme, on sait à quoi cela mène, on a acquis une solide expérience en la matière en un siècle ou plus.

Ce sera non merci en ce qui nous concerne, on ne marchera pas dans cette combine pourrie d'appareil.

Les dirigeants du POID ont dû sentir le vent tourner, telle des girouettes...

Libération - Bayrou prépare sa candidature. Il espère attirer à lui la droite sociale et le centre en siphonnant les voix de Fillon empêtré dans ses scandales. S'il y va, il peut reprendre à Macron ces électeurs centristes que le mouvement En marche a détournés du Modem. Mauvais pour Fillon, mauvais pour Macron. Avec deux centristes en face de lui, Hamon est en meilleure position : les quelque 20% d'électeurs qui veulent voter Macron pourraient se diviser. Du coup le candidat de gauche pourrait arriver dans le trio de tête. Ou dans le duo... Libération 08.02

Confirmation.

Le POID serait prêt à voter pour Hamon le candidat du PS, le clone du parti de la réaction ou pour Mélenchon si Hamon se désistait en sa faveur.

Et dire qu'un sympathisant ou un militant de ce parti avait osé m'écrire un jour que le courant communiste internationaliste du POI dont Gluckstein était l'un des dirigeants (le TCI du POID) avait rompu avec le PS depuis 1988 ! Vous avez là exposé ouvertement la véritable nature contre-révolutionnaire, réactionnaire de ce courant politique. On appellerait bien les trotskystes à fuir ce courant politique et ce parti, mais on doute qu'ils en restent encore qui soient demeurés fidèles au socialisme.

Le Front populaire comme issue politique à la crise du capitalisme... qui a mené à la Seconde Guerre mondiale, à la Ve République, à l'élection de Chirac, puis de Sarkozy, Hollande l'ayant pratiqué également à travers le "dialogue social".

Editorial de la Tribune des travailleurs du 1er février 2017 par Daniel Gluckstein

- L'empreinte de la lutte des classes.

- (...) Les travailleurs qui assistent à ces développements, eux, sont fondés à dire : « Si ces deux candidats ont vraiment pour objectif d'abroger la loi El Khomri en soulevant le carcan de l'Union européenne, pourquoi ne se rencontrent-ils pas (et avec eux, les dirigeants des partis – PS, PCF, PG – qui les soutiennent) ? Pourquoi ne se mettent-ils pas d'accord sur un candidat unique qui ferait campagne sur cet axe ? Nul doute qu'une telle campagne bénéficierait d'un élan de la population laborieuse et de la jeunesse qui pourrait l'emporter, et encourager la mobilisation d'ensemble pour la rupture avec l'Union européenne et l'abrogation de toutes les contre-réformes. »

Il n'a tiré aucun enseignement de l'expérience grecque, pas étonnant. Nous, nous encourageons "la mobilisation d'ensemble pour la rupture avec" les institutions de la Ve République en appelant au boycott de l'élection présidentielle. Constatant que les travailleurs et la jeunesse s'abstenaient de plus en plus massivement à chaque élection, moins lorsqu'il s'agissait de l'élection présidentielle, qui de Gluckstein ou de nous incarne le mieux l'état d'esprit des travailleurs et de la jeunesse, qui les aide à aller plus loin dans la voie de la rupture avec les institutions de la Ve République ?

Daniel Gluckstein a omis sciemment, parce qu'il n'est pas censé l'ignorer, les dirigeants des partis bourgeois EELV, PRG et MRC, alliés électoraux du PS depuis des lustres. Jusque dans les moindres détails il lui faut falsifier les faits, c'est plus fort que lui, à ce stade ce n'est pas une tendance ou un penchant, c'est sa véritable nature.

On appelle les militants et les travailleurs à n'accorder aucun crédit à ces chimères.

Les travailleurs se sont détournés du PS, le POID tient absolument les ramener dans son giron. Pathétique et ignoble.

Un bref complément rédigé le lendemain.

Depuis la rédaction de ces articles j'ai continué de lire des articles d'actualité et de réfléchir à notre sujet.

Vous aurez compris au passage pourquoi les dirigeants de ce courant politique s'obstinaient à caractériser de gauche le PS, pour ne pas rompre avec lui, parce qu'ils ne pourraient pas soutenir un parti de droite.

La voix de son maître

- PCF: Laurent appelle les "responsables de gauche" à "discuter" - AFP

Pierre Laurent, secrétaire national du Parti communiste français (PCF), a appelé lundi "les responsables politiques de gauche" à "discuter publiquement" pour la présidentielle et pour avancer vers une "nouvelle majorité législative". AFP

- Chassaigne espère un "pacte" rouge-rose-vert pour les législatives - AFP

Le chef de file des députés Front de Gauche, André Chassaigne, a jugé mardi "difficile" un retrait de Jean-Luc Mélenchon au profit de Benoît Hamon ou l'inverse pour la présidentielle malgré des convergences de fond, mais espéré un "pacte" rouge-rose-vert pour les législatives. AFP

Benoît Hamon l'affairiste qui n'a pratiquement jamais bossé de sa vie, comme Mélenchon.

A lire absolument : https://fr.wikipedia.org/wiki/Beno%C3%AEt_Hamon

- Benoit Hamon ou la gauche rêvée - lesechos.fr 29.01

Extraits.

Benoit Hamon "apparatchik du PS depuis trente ans"

Ancien président du Mouvement des jeunes socialistes (MJS), de 1993 à 1995, il fut longtemps celui qui organisait la claque pour les ténors, le leader d'une force d'appoint pour les congrès du parti. Celui qui oeuvrait en coulisses pour Michel Rocard (son premier engagement), Henri Emmanuelli, Lionel Jospin, Martine Aubry... Il était lieutenant, il aspirait à plus depuis longtemps.

Mais un tel leader, qui aide Manuel Valls à accéder à Matignon en avril 2014 avant de devoir quitter quatre mois plus tard le -gouvernement, est-il autre chose qu'un apparatchik opportuniste ?

L'ennui est que ses amis ne l'accueillent pas à bras ouverts à son retour. Ils ont organisé sans lui la fronde contre Manuel Valls et ils se posent la même question que François Hollande. L'amitié demeure, mais la -confiance est fragilisée. Benoît Hamon

s'explique mais ne s'excuse pas : « Oui je voulais jouer un rôle au gouvernement. Je n'ai jamais postulé à être chef de minorité toute ma vie. »

Il est convaincu que la gauche doit mener une bataille « culturelle » dans une France qui a « dérivé » à droite. Il va se mettre au travail. Sérieusement. Bientôt, il parlera « d'imaginaire -collectif puissant » et de « futur désirable ».

Ces idées sont travaillées par des chercheurs et en vogue chez des patrons de la Silicon Valley. L'ennui est qu'elles ne sont pas applicables dès 2017, pas financées et qu'elles négligent l'attachement d'une grande partie de la population au travail comme élément de statut social. Mais qu'importe pour Benoît Hamon. Il ne s'adresse pas encore à la France, mais à cette partie de la gauche qui veut « changer le rapport au travail ». « Il faut qu'on plante le drapeau tout de suite pour nos idées des dix ans qui viennent », a-t-il dit à ses proches en leur annonçant sa candidature, le 11 juillet 2016.

« Benoît, c'est le vote plaisir »

« Convictions, orientation et stratégie politiques vont de pair, c'est la clef », résume Guillaume Balas. Et tant pis encore si son programme européen, positif, volontariste et très coûteux, oublie que l'Union est -dominée par des exécutifs conservateurs aux antipodes de ses idées. « Benoît, c'est le vote plaisir », analyse Emmanuel Maurel, une figure de l'aile gauche du PS qui a -soutenu Montebourg.

« Ringardiser Mélenchon »

Désormais, le candidat du PS va devoir tenter de réparer la vaisselle cassée, préciser son programme (il a déjà mis -plusieurs étapes au revenu universel) et essayer de sortir de sa cinquième position dans les sondages d'intentions de vote. S'il y reste, les pressions seront fortes pour qu'il se retire. Son pari : attirer les écologistes et « ringardiser Mélenchon », dixit le député Régis Juanico, l'un de ses plus proches. La raison pour laquelle Benoît Hamon souligne sa proximité sur le fond avec le leader de la France insoumise tout en cultivant un parallèle de forme... avec Emmanuel Macron. lesechos.fr 29.01

* Sa compagne mi-danoise mi-catalane, Gabrielle Guallar (cadre dirigeante de LVMH, propriétaire des « Echos »)

Rappel : Benoit Hamon « a voté l'état d'urgence », rappelle son porte-parole...

Même sous la torture on ne nous ferait pas voter pour Hamon ou Mélenchon.

[Mystification. Tout est dans la posture ou imposture. Comme ils l'aiment "la gauche de gouvernement"](#)

Libération - Les hommes politiques s'adressent souvent à ceux qui se lèvent tôt. Lui (Hamon - ndlr) va voir ceux qui ne se couchent pas. Ils le méritent. Hamon a compris qu'il fallait tenter de renouer les liens entre socialistes et couches populaires ; il est temps : pas d'autre voie pour une victoire éventuelle.

LVOG - Libération porte-parole du mythe selon lequel le PS serait un parti des "couches populaires".

Mais pas seulement, aussi celui des aristocrates.

Libération - On assimile désormais les socialistes à la classe dirigeante privilégiée en oubliant la vraie, celle qui possède le capital.

LVOG - Le PS ne représenterait pas les intérêts de la classe du capital, il y serait étranger. Si c'est le journal de l'oligarque milliardaire Drahi qui le dit...

Libération vole au secours de "la gauche de gouvernement".

Libération poursuit : ... l'obsessionnel réquisitoire de la «vraie gauche» et de l'extrême droite contre les sociaux-démocrates a installé l'idée que le peuple avait répudié la gauche de gouvernement. Ce qui est largement outrancier.

LVOG - Libération vole naturellement au secours de "la gauche de gouvernement" qui gère la société pour le compte du capitalisme quand elle est au pouvoir et se contente d'y être associée quand elle est dans l'opposition parlementaire. La seule gauche qui a grâce à ses yeux, normal, puisqu'elle est de droite en réalité, comme Libération et ses actionnaires qui ont perçu plus de 8 millions d'euros de subventions de l'Etat ou de la part de "la gauche de gouvernement" en 2014, près de 40 millions d'euros en 5 ans, pas ingrat Libération.

- Le bouclier des entreprises transnationales : le régime de commerce et d'investissement - par

Raffaele Morgantini - investigation.net 06.02

Grille de lecture.

L'auteur de cet article dresse un bilan (incomplet) qu'on pourrait partager. En revanche nous condamnons sa conclusion qui consiste une fois de plus à s'en remettre à l'ONU, autrement dit, à défaut d'affronter le capitalisme et d'adopter le socialisme, il préfère conserver le capitalisme (l'impérialisme) et ses institutions qui auraient encore de beaux jours devant eux. Son inconsistance ou son incohérence va jusqu'à dénoncer le corporatisme pour y plonger tête baissée en pratiquant la collaboration de classes avec une des institutions du capitalisme mondial. C'est également la démarche opportuniste de Mélenchon notamment.

Le processus qu'il décrit fait penser à l'altermondialisme financé par l'oligarchie anglo-saxonne dont on n'entend plus parler, à moins que ce ne soit ici un de ses avatars.

Investigation - Que faire ?

Il s'agit là de la question prépondérante et omniprésente face à la situation actuelle. La Campagne mondiale pour démanteler le pouvoir corporatif et mettre fin à l'impunité (une coalition de plus de 200 organisations, mouvements sociaux, syndicats, organisations paysannes, etc) a fait des propositions concrètes en ce sens qui méritent considération. Celles-ci ont été émises dans le cadre des négociations à l'ONU pour l'adoption d'un instrument juridique contraignant pour les entreprises transnationales en matière de droits de l'homme. (...)

Le processus de négociations à l'ONU (conduit par l'Equateur, avec le solide soutien de la Bolivie, de Cuba, du Venezuela et de l'Afrique du Sud) a ouvert un espace politique très important pour lutter contre ce régime qui permet l'impunité du pouvoir corporatif. Il s'agit d'un processus qui pourrait être qualifié de révolutionnaire, car il a également ouvert un nouvel espace juridique, dans lequel on aspire à développer une nouvelle branche du droit international et un traité contraignant à ce respect.

La Campagne mondiale, en tant que plateforme représentative des peuples affectés par le pouvoir corporatif et des organisations qui luttent pour son encadrement structurel, est en train de participer avec des propositions concrètes, comme celles qui figurent ci-dessus, pour en finir avec ce régime de commerce et d'investissement générateur d'injustices et de crimes. Grâce à ces efforts, on est en train d'obtenir de plus en plus de place à la table des négociations et de nombreux pays du Sud intègrent ces propositions et se les approprient. Il est nécessaire de continuer à faire pression pour créer un nécessaire rassemblement de forces pour assurer un succès de ce projet, contribuant ainsi aux intérêts populaires des pays et des peuples du monde.

Il s'agit d'un processus historique, qui constitue un énorme défi et qui mérite d'être suivi de près. En fait, non seulement les droits fondamentaux des peuples sont en danger, mais c'est la démocratie dans son ensemble qui est remise en cause.
investigation.net 06.02

Il y en a qui décidément ne doutent de rien, on se demande depuis quand l'ONU serait garante de la démocratie. Quand à peine créée l'ONU a légitimé la création de l'Etat sioniste en spoliant et en chassant les Palestiniens de leurs terres, elle a montré aux peuples du monde entier quelle était sa conception de la démocratie et depuis avec constance et persévérance elle s'est employée à confirmer qu'elle était un instrument au service des exploités et des oppresseurs.

Et on voudrait nous embarquer dans une telle escroquerie, non merci. Nous qualifierons cette initiative de populiste parce que la véritable intention de leurs auteurs consiste à détourner le prolétariat mondial du socialisme à son insu, sur la base d'un déni, en attribuant à l'ONU une vertu qui est antinomique avec sa nature, sa fonction et son objectif. En fait de processus historique, c'est surtout un processus démagogique, malhonnête. C'est comme proposer aux peuples un placebo pour les guérir d'un virus particulièrement virulent ou mortel, c'est criminel.

Ils osent tout.

Quand Libération se défend de faire dans le "complot" envers Fillon, ce que ne démentirait pas Le Monde lancé à la chasse aux complotistes, car voyez-vous ces gens-là sont propres sur eux, leur déontologie est exemplaire.

Libération - L'intensité de la réaction médiatique est surtout liée aux explications confuses, contradictoires et partielles données par Fillon une fois les informations du Canard publiées. Il aurait donné à l'opinion publique des éléments précis et convaincants que la campagne se serait arrêtée dans la minute. Nul complot, donc. L'interrogation légitime de journalistes dont l'une des fonctions est de vérifier ce que disent les hommes publics. Libération 08.02

Si Libération et l'ensemble des médias aux ordres vérifiaient effectivement "ce que disent les hommes publics", ils en concluraient qu'ils sont tous malhonnêtes, même lorsqu'ils leur arrivent de lâcher des vérités mêlées à des contrevérités, l'essentiel demeurant qu'ils n'avouent pas leurs réelles intentions parce qu'elles sont inavouables et ces vérités ne servent que cet objectif, se faire passer pour des gens honnêtes pour mieux bernier ceux qui les écoutent.

Etat policier en famille. Union nationale du FN au POID.

Ah ben oui, il faut assumer jusqu'au bout !

La police assassine, matraque, torture, et en réponse à la dernière bavure le ministre de l'Intérieur a annoncé hier une mesure pour "rassurer les forces de sécurité", le déploiement de quelque 2.600 caméras mobiles "avec déclenchement automatique" au bénéfice des policiers et gendarmes. (Source : AFP 10.02)

- L'Assemblée approuve le projet de loi controversé de sécurité publique - AFP

Ce texte, déjà voté au Sénat en janvier, assouplit les règles de légitime défense pour les policiers, durcit les peines pour outrages aux forces de l'ordre (un an de prison et de 15.000 euros d'amende - ndlr) et autorise l'anonymat des enquêteurs. Il a été approuvé à l'issue des débats à l'unanimité de la quinzaine de députés PS, LR et FN présents. Seul le Front de gauche avait annoncé son intention de s'abstenir. AFP 09.02

Cela ne vous donne-t-il pas envie de voter pour le candidat du PS ou soutenu par lui ? Vous ne suivez pas le POID, vous avez raison...

Mise au point.

Quand on a à l'esprit que les Etats-Unis et la France ont déversé plus de bombes que durant la Seconde Guerre mondiale sur le Vietnam, 80 millions de litres de défoliant dont l'équivalent de quatre cents kilos de dioxine pure (l'Agent Orange) (1) à mettre au compte des Américains, et que la guerre a duré 25 ans, on peine à être convaincu de l'efficacité du mouvement anti-guerre, et on se demande quelle légitimité peuvent revendiquer ceux qui s'en réclament, qui regrettent la rupture de ce qu'ils appellent la gauche avec le mouvement anti-guerre qu'elle réduisit à l'impuissance en le dotant d'une orientation opportuniste.

Ce fut le lot de tous les mouvements généralement orchestrés ou contrôlés par les sociaux-impérialistes ou par les stalinien. On nous dit qu'il était justifié d'y participer, on se demande bien pourquoi au regard de son efficacité ou des objectifs véritables qu'ils devaient servir, questionnement politiquement incorrect selon nos censeurs qui ne supportent pas qu'on fasse appel à la logique la plus élémentaire. Quand on s'encanaille avec la canaille, il ne faut pas s'étonner ensuite qu'on vous traite de canaille, il faut assumer.

A quoi cela sert-il de combattre pour mettre fin aux guerres ou pour la paix, si on ne s'attaque pas aux origines des guerres, au capitalisme, à l'impérialisme, à ses institutions ? A rien au bout du compte comme on peut le constater quotidiennement. Eux (les impérialistes) peuvent se permettre de mener leur lutte de classe et d'inclure dans leur programme le renversement de régimes qui refusent de se soumettre à leurs diktats, mais nous les exploités, les opprimés, nous n'aurions pas le droit d'inscrire dans notre programme que notre objectif politique est le renversement de leur régime, et que nous axons notre lutte quotidienne dans cette perspective révolutionnaire. Certains courants du mouvement pour les droits civiques aux Etats-Unis évoluaient dans cette direction dans les années 60, ils furent décapités, leurs dirigeants assassinés.

C'est ce droit exorbitant que revendiquent les tenants de l'impérialisme qu'on nous appelle à respecter, s'y conformer c'est renier notre droit à l'insurrection, le socialisme, c'est être de droite.

Et le résultat ou la conclusion sont les mêmes concernant tous les mouvements sociaux auxquels ont participé des millions de travailleurs au cours des 3 ou 4 dernières décennies. On a privilégié le mouvement spontané des masses au détriment de l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui fut littéralement sacrifié. Nous sommes évidemment favorable au progrès social, mais pas à n'importe quel prix, je veux dire par là que, lorsque les trois quarts ou plus de l'humanité en demeurent privés, on a le devoir de combattre pour qu'ils y accèdent, le progrès social doit être un levier pour conquérir notre émancipation et non pas pour nous en priver. Cette prise de conscience devrait être notre raison de vivre, afin d'être digne de notre idéal : La liberté.

Quand on considère la communauté des hommes, que l'humanité est une famille universelle, quelle que soit notre condition, vivre sous un régime qui livre des guerres à des peuples qui ne leur ont pas déclaré la guerre devrait nous révolter, vivre sous un régime qui procure autant de souffrances à son peuple devrait nous inciter à nous soulever et non à nous indigner pour mieux le tolérer, cette hypocrisie est ignominieuse. Quand à croire qu'il existerait des degrés dans l'indignation, nous n'en doutons pas, mais ce n'est pas là la question.

Avec la guerre et le despotisme, nous ne sommes pas en présence d'une question ouverte où il existerait des degrés, on est en présence d'une question fermée à laquelle il faut répondre par oui ou par non : Doit-on rompre avec ce régime infâme, injuste, guerrier, cruel, monstrueux, barbare pour avoir créé les talibans, Al-Qaïda, Daesh, doit-on le laisser sévir plus longtemps encore ou le stopper net, l'éliminer, l'abolir ?

Quand on répond par oui à cette question, c'est notre mode de pensée et notre comportement qui vont s'en trouver bouleversés, tous nos rapports parce qu'on remet en cause l'origine de toutes les injustices, ce dont on va prendre conscience à des degrés divers ou jusqu'à un certain niveau, notre objectif étant d'acquiescer à une pensée universelle.

On a tendance à confondre le niveau de conscience qu'on a atteint avec cet objectif qui demeure un idéal pour le plus grand nombre, sauf à se bercer d'illusions sur l'évolution de la conscience humaine qui est très éloignée de cet objectif, ce qui n'est pas un obstacle infranchissable pour conquérir notre liberté.

Le révolutionnaire se distingue du philistin ou de l'opportuniste, du petit-bourgeois, par le fait qu'il n'hésite pas à trancher le fil qui le liait au régime, à rompre avec le capitalisme, à l'affronter.

Notes.

1- La dissolution de 80 grammes de dioxine dans un réseau d'eau potable pourrait éliminer une ville de 8 millions d'habitants, selon une étude de l'université Columbia (New York) publiée en 2003 (<http://www.legrandsoir.info/l-agent-orange-et-la-guerre-du-vietnam.html>)

[Le mouvement ouvrier au service de la gestion de la société capitaliste.](#)

Autrefois on aurait titré : Le mirage de l'autogestion en régime capitaliste.

- État espagnol. Le Réseau des municipalités contre la dette illégitime se renforce à Pampelune. Par Jérôme Duval Mondialisation. ca 06.02

Dans la foulée de la première édition à Malaga, la deuxième rencontre « Municipalisme, Auto-gouvernement et Contre-pouvoir » (MAK2) a rassemblé « municipalités du changement » et mouvements sociaux à Pampelune (Espagne), du 20 au 22 janvier.

De la dichotomie entre institutions et mouvements sociaux ? La rencontre a permis d'analyser la dichotomie entre institutions et mouvements sociaux dans le difficile exercice de la gestion du pouvoir. Avec l'assaut de centaines de coalitions électorales aux municipales de 2015, on note une importante perte de précieux activistes due à l'exercice du pouvoir dans les municipalités, dans l'opposition ou partageant souvent le pouvoir avec des partis plus modérés. Sans doute un élément à considérer pour expliquer l'actuel repli de la mobilisation sociale.

Les milliers de militants actifs, maintenant en poste politique, héritent d'institutions structurées par leur ennemis politiques du bipartisme, et les problèmes sont parfois inhérents au fonctionnement même de la mairie, ce qui ne facilite pas la voie pour changer la façon de faire de la politique. Cependant, il reste toujours une marge de manœuvre quand la volonté politique est effective. Mondialisation.ca 06.02

Traduire ce sophisme : Quand la "marge de manœuvre" se réduit à la "volonté politique".

La participation aux institutions conduit inévitablement à mettre en oeuvre la politique d'austérité du gouvernement et de Bruxelles et à en faire porter les conséquences sur les travailleurs, ils disent eux-mêmes qu'ils doivent gérer "des municipalités étranglées par un endettement insoutenable".

Jérôme Duval - Enfin, une tâche extrêmement importante est portée par le groupe pédagogie, qui se propose d'expliquer de manière didactique et à travers des outils de communication le travail sur des municipalités étranglées par un endettement insoutenable.

Ou l'exercice de la collaboration de classes ou l'exercice du pouvoir pour le compte des capitalistes qui pendant ce temps-là vaquent tranquillement à leurs affaires puisqu'ils ont trouvé des larbins pour garantir la paix sociale.

[Enfumage. Pour qui roule Mediapart ?](#)

Edwy Plenel à l'AFP à propos de Fillon : "... tous les faits dont il s'est excusé aujourd'hui seraient restés cachés sans la presse". "Quand on ne veut pas jouer le jeu, on discrédite un des piliers de la démocratie: l'information indépendante. Ce sont des écrans de fumée" AFP 07.02

- "C'est un rideau de fumée" : la journaliste qui a interviewé Penelope Fillon contredit François Fillon - francetvinfo.fr 06.02

Ce qui nous fait marrer, c'est qu'Hamon est le candidat déclaré de Mediapart, et en fusillant Fillon, si ce dernier se retirait, ses électeurs se reporteraient sur Macron qui serait alors certain de figurer au second tour face à Le Pen, Hamon serait éliminé.

- Le Pen (26%) et Macron (20,5%) devançant Fillon (17,5%) - Reuters 11.02

Décoder l'imposture.

Les criminels crient au meurtre, les falsificateurs hurlent à la désinformation, les exploiters au vol, les mafieux et corrompus en tous genres clament leur innocence et leur honnêteté.

Ne devrions-nous pas nous demander au-delà de ce constat, pourquoi peuvent-ils agir ainsi en toute impunité ? N'y sont-ils pas encouragés par les dirigeants du mouvement ouvrier qui ont autant sur la conscience à se reprocher pour n'avoir pas cessé d'employer les mêmes méthodes pour justifier leur politique opportuniste et camoufler leur trahison du socialisme ?

Il n'est pas étonnant qu'ils soient les derniers à dénoncer et à combattre l'emprise des médias sur les consciences, chacun peut le constater également. Et qu'on ne vienne pas nous accuser de leur faire un procès d'intention, car ils sont les premiers à reprendre à leur compte les versions officielles servies par les médias ou les services de presse de l'OTAN ou du Pentagone.

Tout s'explique un jour et tout se paie un jour, mais malheureusement plus le temps passe, plus l'addition sera élevée, pas pour eux, pour nous, pour tous les peuples opprimés.

- Nos médias mentent, par Justin Raimondo - Par Justin Raimondo — arretsurinfo.ch 06.02

Extraits. Les médias « mainstream » ont ouvert le robinet à fausses nouvelles et déversent quotidiennement, à propos de Trump et de son administration, un véritable tsunami de pseudo informations non vérifiées (et invérifiables) qui sont démenties presque aussitôt. Des démentis, qui, lorsqu'ils sont publiés, ce qui n'est pas systématique, arrivent souvent trop tard pour redresser les torts. Et c'est là toute la question. Cela crée une atmosphère de désastre et de sombre menace autour de la Maison Blanche de Trump, et on ne peut s'empêcher de penser que c'était là le but recherché.

Des fausses nouvelles au faux renseignements voici en résumé le monde dans lequel nous vivons. Et le problème est aggravé par une campagne systématique de dénonciation de soit-disant fausses nouvelles, menée par ceux qui les génèrent : les médias « mainstream ». arretsurinfo.ch 06.02

- Décodex: le vieux Monde se meurt - investigaction.net 06.02

Extraits. C'est Le Monde qui avait découvert en 1991 des charniers sandinistes qui n'existaient que dans l'imagination de son envoyé spécia. C'est Le Monde encore qui avait authentifié le plan « Fer-à-cheval » de Milosevic ; ce plan avait été inventé par le gouvernement allemand pour justifier les bombardements au Kosovo. C'est Le Monde toujours qui annonçait la fausse démission de Chavez lors de la tentative de putsch en 2002. C'est Le Monde que quitte Hervé Kempf en 2013, alors que la direction du journal l'empêche de couvrir la mobilisation contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. C'est Le Monde aussi qui reproduit un décompte farfelu des victimes syriennes, à partir des statistiques d'une obscure ONG proche du Quai d'Orsay. C'est le même Monde qui avait en un temps record attribué à l'armée syrienne l'attaque chimique de la Ghouta en 2013; par contre un expert du Massachusetts Institute of Technology et un ancien inspecteur de l'ONU imputeront la faute aux rebelles tandis que les Nations Unies confirmeront l'usage d'armes chimiques sans établir de responsabilités.

Ces quelques exemples de dérives journalistiques ne sont pas l'apanage du Monde. En fait, à chaque guerre de l'Otan, les mensonges de l'alliance atlantique sont relayés dans la presse mainstream. L'ensemble de cette presse est pourtant considéré comme fiable par le Décodex. À l'inverse, un coup d'œil sur la base de données de l'outil nous montre que les sites d'info alternative dénonçant les interventions de l'Otan doivent être considérés comme suspects.

La grille du Décodex blanchit la presse mainstream. Elle s'assied sur une riche et abondante littérature d'analyse critique des médias, au profit du fact-checking. C'est plus tendance. Mais c'est boiteux dans le cas du Décodex. Aux oubliettes donc l'étude empirique d'Herman et Chomsky ainsi que leur modèle des filtres de l'information[17]. À la trappe, la collusion entre les pouvoirs médiatique, politique et économique, illustrée par Geuens[18]. Oubliée, la marchandisation de l'information dénoncée par Ramonet[19]. Pardonnée, l'inquiétante concentration des médias entre les mains d'une poignée de riches industriels, comme l'a notamment illustré Halimi[20]. Ignoré, le poids de l'habitus social théorisé par Bourdieu, ces lunettes particulières « à partir desquelles [les journalistes] voient certaines choses et pas d'autres ; et voient d'une certaine manière les choses qu'ils voient [21] ». Absentes, les conditions de travail des journalistes dont Accardo a mis en lumière l'impact sur la qualité de l'info[22]. Tous les travers de l'industrie médiatique sont passés entre les mailles du Décodex. Agitant l'épouvantail reptilien, Le Monde tente d'offrir une nouvelle virginité à la presse mainstream. Le Décodex, c'est l'anti-critique des médias 2.0. Un moteur de recherche et une extension Facebook pour ramener les internautes sur le droit chemin de l'idéologie dominante. Y arriveront-ils ?

Elections en oligarchie ou le chaos généralisé.

Le matraquage

- Deux sondages prévoient un duel Macron-Le Pen au deuxième tour - Reuters

Déployer les grands moyens pour y parvenir.

- Pour 7 Français sur 10 pour, Fillon devrait se désister - Reuters

Dans le duel Macron-Fillon on retrouve les mêmes commanditaires que dans le duel Clinton-Trump...

Si Macron l'emportait, cela signifierait que la majorité des oligarques auront préféré le candidat qui n'aura pas de parti auquel rendre des comptes une fois élu.

Une précision apportée par un internaute

- "Et Macron ?

Je cite - "A qui appartient BFM qui casse du Fillon à longueur de journées, à Patrick Drahi, homme d'affaires franco marocain israélien propriétaire de SFR, RMC, L'Express, Libération L'Expansion, Mieux-Vivre, Votre Argent, Studio Ciné, i24 news, (entre-autres) une audience qui lui permet de faire passer ses messages en permanence à 50% de la population (chiffres ACPM).

Pourquoi casser Fillon pour faire monter Macron ?

Bernard Mourad, ancien banquier et patron d'Altice Media Group (Drahi) rejoint l'équipe de campagne Macron comme conseiller spécial, et structurer "En Marche".

Le programme sera-t-il celui de Mourad-Drahi ?

En 2014, Drahi- Numéricable en concurrence avec Bouygues, rachète SFR contre l'avis de Montebourg, ministre de l'Economie, qui s'y oppose en disant que Numéricable a un holding au Luxembourg, son entreprise est cotée à la Bourse d'Amsterdam, sa participation personnelle est à Guernesey paradis fiscal de sa Majesté Britannique, et lui même est résident en Suisse !... Nous avons des questions fiscales à lui poser".

La suite se termine par un feu-vert discrètement donné.

Macron, lui, "futur candidat hors du système", soutient le rachat de SFR par Numéricable qui appartient à Drahi... et se présente aux présidentielles."

De là à penser que ce petit monde soit, aussi, lié à la finance américaine.

Hein que c'est grand, beau et grand, la politique !

Tout est sur google : "Macron-Drahi" pour en savoir davantage encore.

- «Fillon est à terre mais ne le sait pas» - Liberation.fr

Pendant la présidentielle, Libération va sonder, chaque jour de la semaine, cinq lieux différents de la «France invisible». Aujourd'hui, les abords du canal Saint-Martin à Paris, avec un sans-abri.

- François Fillon, une PME très familiale - Liberation.fr De l'argent récolté par sa société de conseil à celui versé par le Parlement à sa famille, le candidat LR a créé un réseau financier qui lui a fourni des recettes confortables.

- Accoyer (LR) dénonce "une attitude scandaleuse" de Bayrou - AFP

- Bayrou accuse Fillon d'être "sous l'influence des puissances d'argent" - AFP Le président du MoDem François Bayrou a accusé mercredi François Fillon d'être "sous l'influence des puissances d'argent", faisant un pas supplémentaire vers une candidature à la présidentielle en affirmant qu'il prendrait "ses responsabilités".

Lu dans un commentaire laissé par un internaute.

- "Marine Le Pen a elle aussi des démêlés avec la justice notamment des présumés emplois fictifs de deux de ses collaborateurs et de déclaration de patrimoine sous estimées, elle est épargnée par les médias..."

Macron, une comète ou la planète des singes.

- L'heure de vérité approche pour Emmanuel Macron - Le Huffington Post

C'est le nouveau leitmotiv des politiques et de la presse: sous ses airs de gendre idéal Emmanuel Macron, est transparent, son discours est creux, son programme est vide.

- Présidentielle : Macron, un zeste de programme - LeParisien.fr

Il est des petites musiques qu'il vaut mieux ne pas laisser se jouer trop longtemps. Celle d'un candidat sans programme, par exemple. Pour Emmanuel Macron, il y a urgence à faire taire ce refrain,...

- Macron : un programme, et vite ! - Liberation.fr

Ils osent tout

- La France est-elle en retard dans la moralisation de la vie politique ? - Franceinfo

- «Reconstruire l'économie en redonnant de la valeur au savoir» - Liberation.fr

Le philosophe Bernard Stiegler établit une différence entre l'emploi, aujourd'hui largement prolétarisé, et le travail, qui transforme le monde par le savoir, et dont il faut cultiver la richesse.

- Politique : et si les citoyens décidaient ? - Franceinfo

Tous les candidats sont désormais en lice pour la présidentielle. Parmi les propositions, un nouveau thème émerge cette année : la participation démocratique.

- L'impasse avec Emmanuel Macron - Liberation.fr

- Le poker menteur avec Jean-Luc Mélenchon - Liberation.fr

- Hamon dans le métro parisien à 2 heures du matin : «C'est vous qui avez choisi de travailler la nuit ?» - Liberation.fr

- Cambadélis met en garde contre les affaires politico-judiciaires - AFP

Parole d'un repris de justice...

- Fin de cycle pour l'extrême-gauche française - LeFigaro.fr

- Présidentielle 2017 : l'élection menacée par une cyberattaque russe ? - LePoint.fr

- Une "erreur", mais des faits "légaux": la conférence de presse de Fillon - AFP

- Conférence de presse de F. Fillon : "montrer qu'il n'a rien à cacher" - Franceinfo

- Présidentielle 2017 : Macron visé par la Russie - LePoint.fr

- Hamon: Fillon "persiste dans le déni" - AFP

- Collomb, soutien de Macron, restera "toujours socialiste de coeur" - AFP

Le sénateur-maire PS de Lyon Gérard Collomb, soutien d'Emmanuel Macron, a assuré mardi qu'il serait "toujours socialiste..."

- Marine Le Pen: "mon principe de base, c'est de soutenir les policiers" - AFP
- Aulnay-sous-Bois : les avocats des policiers plaident «l'accident» - LeFigaro.fr
- Loin de la Maison Blanche, Barack Obama fait du kitesurf avec le milliardaire Richard Branson - Franceinfo
- L'UE presse la Libye à protéger les migrants - euronews.com
- Ukraine: l'UE veut le respect des accords de Minsk - AFP
- «La prison sera la mémoire de la Syrie des Assad» - Slate.fr
- Le mur de Donald Trump inquiète aussi le Mexique pour la survie des papillons monarques - Le Huffington Post
- L'UE demande aux Etats-Unis de ne "pas interférer" dans sa politique - AFP

Ils osent tout.

Guerres, militarisme, répression, violence aveugle, murs, corruptions, abus de pouvoir, impostures, intimidations, surveillance, harcèlements, menaces, provocations, assassinats, piratages, arrogance . Faisons table rase.

- Dombrovskis avertit les USA sur les règles bancaires - Reuters
- Occitanie. La présidente Delga visée par des menaces, la région porte plainte - Liberation.fr
- L'Occitanie a indiqué avoir porté plainte pour «outrage» et «menaces de mort» envers la présidente de région, Carole Delga (PS). Liberation.fr
- Sur Europe 1, Nicolas Canteloup fait des blagues homophobes sur l'affaire Théo - Liberation.fr
- Affaire Bygmalion : Nicolas Sarkozy renvoyé devant la justice - Franceinfo
- Sécurité: Le Roux annonce le déploiement de 2.600 caméras mobiles - AFP
- Election syndicale dans les TPE : Solidaires dénonce les couacs du scrutin - Liberation.fr
- Centre de déradicalisation : sept mois après, un échec - Franceinfo
- Espagne: l'avenir politique du chef de Podemos se joue ce week-end - AFP
- Côte d'Ivoire: tirs en l'air de soldats à Adiaké, près d'Abidjan - AFP
- Plus de 50 miliciens tués par l'armée dans le centre de la RDC - Reuters
- Afghanistan: au moins 19 morts dans un attentat suicide à Kaboul - AFP
- Renforcement de la présence de l'Otan en Lituanie - Reuters
- Etats-Unis. Feu vert de l'armée au tracé d'un oléoduc dans le Dakota Reuters
- Migration: création en Tunisie d'une instance contre les trafics d'êtres humains AFP
- La loi israélienne pour les colons contestée devant la Cour suprême - AFP
- Argentine : des seins nus contre le machisme - LePoint.fr
- Argentine: Macri pris dans un scandale financier visant son père - AFP

- Manifestations: "Les Roumains ont perdu confiance dans le gouvernement" - L'Express.fr
- Une mère accuse Trump d'instrumentaliser la mort de sa fille AFP
- Décret migratoire: Donald Trump dénonce une justice "politisée" AFP
- Le décret anti-immigration de Donald Trump reste gelé, la justice rejette l'appel du président - Le Huffington Post
- États-Unis : nouveau revers sur l'immigration pour Donald Trump - Franceinfo
- Le camp Fillon poursuit son offensive contre le parquet financier - AFP
- Affaire Fillon : la justice et les médias dans le viseur du candidat - Franceinfo
- Le Kremlin veut m'empêcher d'être candidat, dit Navalny - Reuters
- Russie: la peine prononcée contre un opposant pourrait être révisée - AFP
- La Hongrie prête à ériger une autre clôture à sa frontière sud - Reuters
- La Pologne voudrait avoir un parapluie nucléaire, américain ou européen - AFP
- De plus en plus d'hommes politiques indiens ont des déboires avec la justice - Slate.fr
- Afghanistan : le commandant des forces de l'Otan demande des renforts - euronews.com
- Chaos au Parlement sud-africain pour le discours à la nation du président Zuma - AFP
- Nouvelles manifestations contre le gouvernement au Nigeria - Reuters
- Jérusalem: nouvelle manifestation contre le service militaire - AFP
- Netanyahu exhorte les pays "responsables" à sanctionner l'Iran - Reuters
- Au Pérou, l'ex-président Toledo recherché pour corruption - AFP
- La police néerlandaise a réalisé une saisie de drogue représentant l'équivalent d'un milliard de cachets d'ecstasy. - Liberation.fr
- Le ministère italien des Affaires étrangères aurait été piraté - Reuters

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Union européenne

- L'UE dit vouloir s'en tenir aux sanctions contre Moscou - Reuters

L'Union européenne va maintenir ses sanctions contre la Russie jusqu'à ce que Moscou renonce à son soutien aux séparatistes de l'est de l'Ukraine, malgré la promesse faite par Donald Trump d'améliorer les relations des Etats-Unis avec la Russie, ont déclaré lundi à Bruxelles les ministres des Affaires étrangères des Vingt-Huit.

L'UE apparaît décidée à maintenir un front uni sur des dossiers de politique étrangère où elle se retrouve en porte-à-faux avec Donald Trump, comme l'Iran, la Chine et le rôle de l'Otan.

2- Etats-Unis

Trumpitudes

2.1- Immigration: le secteur technologique prend la tête de la fronde anti-Trump - AFP

Les entreprises technologiques se mettent en ordre de bataille face au décret anti-immigration du président américain Donald Trump, inquiètes autant des conséquences immédiates que du précédent qu'il pourrait créer pour un secteur reposant énormément sur des talents étrangers.

Dans la première initiative d'envergure du monde des affaires contre le nouveau président, près de 130 entreprises, basées en majorité dans la Silicon Valley, ont apporté leur soutien devant une cour fédérale à la procédure visant à contrecarrer l'application du décret.

La lettre des entreprises ("amicus brief") dénonce une rupture avec "les principes d'équité et de prédictibilité qui ont régi le système de l'immigration aux Etats-Unis depuis plus de cinquante ans", et les "dommages importants pour le commerce américain, l'innovation et la croissance" qui en découlent.

A part quelques signataires comme les jeans Levi's ou les yaourts Chobani, la liste réunit le gratin de la high-tech.

Sa première version dans la nuit de dimanche à lundi rassemblait une centaine de noms et la plupart des poids lourds et startups en vue: Apple, Facebook, Google, Intel, Microsoft, Netflix, Twitter, eBay, PayPal, Uber, Airbnb, Yelp, Pinterest, Snap, Spotify USA, Lyft, Stripe, Dropbox...

Une trentaine d'autres les ont rejoint lundi après-midi, dont SpaceX et Tesla, les deux entreprises du milliardaire Elon Musk qui fait partie d'un forum de dirigeants d'entreprises chargé de conseiller Donald Trump. Le patron d'Uber, Travis Kalanick, vient lui d'en démissionner, après une fronde de ses utilisateurs qui y voyaient une marque de soutien à la politique présidentielle.

IBM, dont la patronne participe au même forum, n'a en revanche pas signé. D'autres absents notables sont Oracle et Amazon. Ce dernier a toutefois appuyé la plainte initiale de l'Etat de Washington, où il est basé.

Pendant la campagne électorale, le secteur technologique avait plutôt fait campagne contre Donald Trump. Et après des tentatives de dialogue depuis l'élection, ce n'est pas un hasard si c'est le sujet de l'immigration qui fait ressurgir l'opposition au président.

"Toutes ces entreprises dépendent lourdement de scientifiques et ingénieurs étrangers", souligne Darrell West, directeur du Centre pour l'innovation technologique de la Brookings Institution, qui prédit des antagonismes d'autant plus forts que les entreprises du secteur comptent beaucoup de "gens jeunes et progressistes", peu favorables à la politique présidentielle.

Roger Kay, analyste chez Endpoint Technologies, rappelle que les meilleures entreprises du secteur sont allées chercher des ingénieurs ainsi que beaucoup de fondateurs et de patrons en Asie, en Russie... Ce sont ces gens, venus souvent au départ avec des visas, qui ont "alimenté l'essor de la hi-tech".

L'Iran et l'Irak ont fourni beaucoup de "mathématiciens et de scientifiques brillants" à la Silicon Valley, explique-t-il, mais "Donald Trump a montré qu'il pouvait, selon son bon vouloir, viser n'importe quel groupe" en bannissant même provisoirement des résidents légaux détenteurs d'une carte verte.

"La Silicon Valley est un pays d'immigrants" et donc est "terrifiée" à l'idée que l'administration Trump s'attaque à "d'autres pays", "d'autres religions", avance-t-il.

Les spéculations circulent déjà sur une refonte du système de visas, notamment des H1-B pour travailleurs spécialisés dont le secteur est très friand.

L'un des arguments des entreprises, c'est bien d'ailleurs l'application arbitraire de mesures déjà jugées d'une ampleur sans précédent et "déraisonnables", frappant "des millions d'individus" et susceptibles d'être étendues sans préavis.

Pourquoi les entreprises et leurs potentiels employés étrangers se donneraient-ils la peine d'enclencher les procédures d'obtention pour un visa ou une carte verte s'ils risquent du jour au lendemain d'être révoqués?

Leur lettre prévient que cela va peser sur le recrutement et la compétitivité des entreprises américaines, nuire à leurs activités (si certains salariés ne peuvent plus négocier des contrats à l'étranger, ou que des mesures de rétorsion sont mises en place par les pays visés), voire encourager des multinationales à investir et à embaucher ailleurs qu'aux Etats-Unis.

En optant pour le conflit ouvert, le secteur technologique risque toutefois de se retrouver isolé. "Oui, ils ont beaucoup d'argent, et oui, ils créent des emplois, mais les alliés politiques de Trump sont enracinés dans les vieux secteurs industriels" qui ont les moyens de contrebalancer l'influence de la Silicon Valley, prévient Roger Kay. AFP 07.02

2.2- Trump reconnaît la "Chine unique" et apaise Pékin - AFP

Deux mois après un coup de fil retentissant avec Taïwan, Donald Trump a apaisé la Chine en assurant à son homologue Xi Jinping qu'il respecterait le "principe de la Chine unique" interdisant tout contact diplomatique entre des pays étrangers et le frère ennemi taïwanais. AFP

2.3- Washington s'engage à respecter l'accord sur l'Iran - Reuters

La porte-parole de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a dit vendredi avoir été rassurée par ses entretiens avec des membres du nouveau gouvernement américain sur l'application par Washington de l'accord sur le nucléaire iranien. Reuters

2.4- En titres.

- Immigration: le secteur technologique prend la tête de la fronde anti-Trump - AFP
- La justice américaine entre en guerre contre Donald Trump - Franceinfo
- Maxine Waters, l'élue démocrate qui compte bien obtenir la destitution de Donald Trump - Le Huffington Post
- Fox News qualifie Poutine de "tueur" quand Trump dit le "respecter" - euronews.com

3- Roumanie.

Coup d'Etat en cours fomenté depuis Washington, Berlin et Bruxelles

3.1- Le réveil citoyen accule le pouvoir roumain. - Liberation.fr

Malgré l'annonce du retrait de l'ordonnance assouplissant la loi anticorruption, les manifestations se poursuivent partout dans le pays. Accusé de voler au secours du leader de son parti, le Premier ministre Grindeanu refuse de démissionner. Liberation.fr

- Le Premier ministre roumain refuse de démissionner euronews.com

Face aux appels sur les réseaux sociaux à poursuivre la mobilisation, le Premier ministre Sorin Grindeanu a appelé la population "au calme", mais envisage la démission de son ministre de la Justice Florin Iordache. La majorité de centre gauche fait bloc, estimant qu'il y a un plan pour renverser le pouvoir en place. euronews.com

C'est fait, le ministre de la Justice a été débarqué...

3.2- Le gouvernement roumain résiste aux appels à la démission - Reuters

Lundi soir, 25.000 personnes se sont rassemblées devant le siège du gouvernement, soit bien moins que les jours précédents, pour réclamer la démission de Sorin Grindeanu et la tenue de législatives anticipées.

Dans le même temps, une autre manifestation, forte de 4.000 personnes, a eu lieu pour la deuxième journée consécutive sous les fenêtres de la présidence, pour accuser le chef de l'Etat Klaus Iohannis, de centre droit, d'être l'instigateur des marches antigouvernementales de la semaine dernière.

La Commission européenne et les Etats-Unis ont condamné un retour en arrière dans la lutte contre la corruption et un revers pour les procureurs roumains, dont le travail est applaudi. Reuters

3.3- Les manifestations contre la corruption continuent en Roumanie - Par Peter Schwarz - Mondialisation.ca, 06 février 2017

Extrait. Le 22 janvier, alors que les premiers projets concernant la modification de loi étaient ébruités, le président avait participé à

des manifestations de rue les condamnant. En conséquence, le président du PSD, Liviu Dragnea, l'avait accusé de vouloir participer à un coup d'État.

Johannis, qui passe pour être un partisan de la chancelière allemande Angela Merkel, avait été élu président de la Roumanie à la fin de 2014. Le candidat d'opposition le plus important était alors le premier ministre Victor Ponta du PSD. Un an plus tard, Ponta démissionnait suite à une vague de manifestations qui avait présenté une forte similarité avec les manifestations actuelles.

À l'époque, le WSWS avait caractérisé ces manifestations comme suit [article en anglais] : « Les manifestations, décrites dans les médias comme étant une "révolution populaire", représentent les efforts entrepris par les puissances impérialistes et les élites locales pour cultiver une couche de la classe moyenne supérieure comme appui pour leur politique de guerre et d'austérité. »

Johannis s'était servi de la démission de Ponta pour mettre en place un gouvernement technocrate mené par l'ancien commissaire européen Dacian Ciolos qui fut responsable de la mise en œuvre implacable des diktats d'austérité de Bruxelles.

Pour la classe ouvrière, les conséquences furent dévastatrices. Plus de 25 ans après la chute du régime stalinien de Ceausescu et 10 ans après l'entrée de la Roumanie dans l'UE, elle demeure le pays le plus pauvre d'Europe. Selon l'étude Social Justice Index 2016 sur la situation sociale dans l'Union européenne par la Fondation Bertelsmann, la Roumanie occupe la 27^e place. Seule la Grèce fait pire. Le salaire moyen est de 400 € par mois ; 40 pour cent de la population et 48 pour cent des jeunes de moins de 18 ans sont menacés de pauvreté ; 28 pour cent de la population souffrent de graves privations matérielles.

Finalement, la politique pratiquée par le gouvernement Ciolos est détestée au point que le PSD a remporté plus de 45 pour cent des suffrages aux élections anticipées en décembre dernier. La participation a cependant été inférieure à 40 pour cent. Au début de cette année, le PSD a formé un nouveau gouvernement sous la direction de Sorin Grindeanu et qui est actuellement au cœur des manifestations.

Depuis la chute de Ceausescu, le PSD et ses organisations antérieures ont été des piliers fiables du régime capitaliste en Roumanie. Étroitement associé aux syndicats, il a soutenu des attaques féroces perpétrées contre la classe ouvrière, la privatisation des entreprises d'État et l'adhésion à l'OTAN et à l'Union européenne. L'organisation qui a succédé à l'ancien parti d'État stalinien a toujours rencontré une certaine méfiance de la part de Washington, de Bruxelles et de Berlin. Les accusations de corruption ont aussi toujours été synonyme de la suspicion de subir l'influence de Moscou.

Maintenant que les conflits entre Bruxelles et Washington sont en train de s'intensifier, le PSD essaie de se faire bien voir du gouvernement Trump. Le président du parti, Liviu Dragnea, et le premier ministre Grindeanu, se sont publiquement vantés d'avoir participé à un dîner privé à l'occasion de l'investiture de Donald Trump, lors duquel le nouveau président était présent.

Dragnea a publié des photos sur Facebook en affirmant avoir dit à Trump vouloir hisser le partenariat stratégique entre la Roumanie et les États-Unis à un nouveau niveau. Trump a répondu : « Nous y parviendrons ! La Roumanie est importante pour nous ! »

Il aurait aussi rencontré Michael Flynn, le conseiller à la sécurité nationale, et évoqué « les excellentes perspectives du partenariat stratégique entre la Roumanie et les États-Unis ». Il avait assuré à Flynn que le nouveau gouvernement respecterait l'engagement de la Roumanie à consacrer 2 pour cent du PIB à la défense.

Le président Iohannis a réagi immédiatement. Ses services publièrent un communiqué disant que l'ambassadeur roumain aux États-Unis avait été le seul représentant officiel du pays présent à la cérémonie d'investiture. « Les délégations constituées de représentants de certaines institutions ou de certains partis politiques et qui ont participé à des manifestations organisées en marge des cérémonies officielles d'investiture, ne représentent pas l'État roumain ». WSWS, le 4 février

4- Inde

- De plus en plus d'hommes politiques indiens ont des déboires avec la justice -

En 2014, 17% des candidats aux élections législatives indiennes avaient été ou étaient poursuivis par la justice. Aujourd'hui, le chiffre a doublé et concerne des élus. 34% des membres du Parlement ont ainsi été poursuivis au moins une fois par la justice.

Les causes seraient diverses. D'abord, la lenteur de la justice indienne. Celle-ci aurait à gérer 31 millions d'affaires et mettrait donc parfois plus d'une décennie à traiter certains cas. Résultat, de nombreux malfaiteurs passent entre les mailles du filet. Un climat d'impunité qui encouragerait aux délits et certains hommes politiques ne dérogent pas à la règle.

Ensuite, après l'indépendance de 1947, les criminels avaient l'habitude de soudoyer les politiques afin de se faire oublier et/ou de préserver de bonnes relations. Mais le déclin de l'hégémonique Parti du Congrès à partir des années 1980 change tout. Les scélérats décident qu'ils ne sont jamais mieux servis que par eux-mêmes et investissent de plus en plus le champ politique.

Enfin, les fondement civilisationnels de l'Inde seraient aussi la cause de cet attrait pour la corruption. Max Jean Zins notait ainsi dans un long article sur le sujet (disponible sur le web en fichier word):

«Dans le système hindou, les notions de bien et de mal n'ont rien à voir avec celles de la culture chrétienne. La culpabilité n'existe pas. Au contraire, il faut bien faire tout ce qui est nécessaire pour réussir, y compris dans le cadre de la corruption.»

La pauvreté en Inde n'ayant cessé d'augmenter, les habitants du pays reconnaissent dans les criminels des sortes de Robin des Bois. Lorsque des décrets sont par exemple votés pour construire une école ou une route, il peut être difficile de trouver les fonds nécessaires. Les malfaiteurs ont l'habitude de trouver de l'argent par tous les moyens possibles; un résultat qui satisfait les plus pauvres.

Toujours d'après The Economist, si on analyse les résultats des trois dernières élections générales, un escroc avait 18% de chances d'être élu contre 6% pour quelqu'un ayant un casier vierge.

Cette bataille visant à éliminer le crime financier et à avoir des hommes politiques fiables et «propres» divise. Si certains préféreraient garder le système tel qu'il est afin de préserver leurs intérêts, d'autres aimeraient changer les choses, quitte à ce que le gouvernement se durcisse. Max Jean Zins écrivait à ce propos, dans son article:

«Une partie des couches moyennes indiennes est intéressée par la lutte contre la corruption. Elle acquitte ses impôts, travaille, fait avancer le pays; elle en a assez de devoir payer en plus pour que l'État fonctionne correctement. (...) Pour éliminer la corruption, elle aspire à un gouvernement autoritaire. C'est un débat de société.» slate.fr 08.02

Ce sont les couches moyennes qui ont porté Modi au pouvoir, issu du BJP d'extrême droite, allié à des partis hindouistes (RSS et VHS) xénophobes, racistes, anti-musulmans. Ce sont elles, qui sous l'égide du Parti du Congrès ont bénéficié principalement de la libéralisation économique engagée depuis le début des années 90, qui ont abouti à une multitude de privatisations des services publics, à l'implantation en Inde de nombreuses multinationales occidentales, à l'endettement croissant de l'Etat...

Si le développement économique a également profité au prolétariat, il a surtout contribué à l'endetter tout en le surexploitant, car depuis 26 ans que je vis en Inde je n'ai jamais entendu parler d'une nouvelle réforme sociale favorable aux travailleurs, qui demeurent pour l'immense majorité d'entre eux soumis à des rapports sociaux de type féodal, despotique, en l'absence de toute loi pour les protéger de l'arbitraire patronal, et lorsque des lois existent comme par exemple celle sur le salaire minimum, elle n'est pas appliquée par pratiquement la quasi-totalité des employeurs en toute impunité.

Autant dire, que l'Inde où la corruption est généralisée, n'est ni ce qu'on appelle un Etat de droit, ni une République et encore moins une démocratie.

5- Afghanistan

- Afghanistan: record de victimes civiles en 2016, selon l'ONU - AFP

Avec l'intensification des combats et l'enracinement du groupe Etat Islamique en Afghanistan, 2016 a été l'année la plus meurtrière pour les populations depuis le début du recensement des victimes civiles par l'ONU en 2009.

Au total, 11.418 civils ont été tués (4.498) ou blessés (7.920) l'an dernier, en augmentation générale de 3% en un an, dont un tiers d'enfants (plus de 3.500, en hausse de 24%), selon le huitième rapport de la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (Manua) qui l'a présenté lundi.

A titre de comparaison, l'ONU en comptait moins de 6.000 victimes lors de sa première édition en 2009. Au fil de bilans régulièrement en hausse, 24.841 civils afghans ont été tués et 45.347 blessés au total depuis cette date.

Le conflit ayant rattrapé l'ensemble des 34 provinces, la Manua (Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan) a enregistré un nombre record de victimes dues aux combats au sol, ainsi que "le pire bilan pour les victimes des opérations aériennes depuis 2009", a souligné la directrice des Droits humains au sein de la Mission, Danielle Bell.

Selon la Manua, les forces afghanes sont responsable de "43% des victimes".

Les frappes conduites par les forces afghanes et américaines ont fait 590 victimes au sein de la population dont 250 morts, près du "double" comparé à 2015.

Les forces américaines ont reconnu le mois dernier avoir fait "33 morts et 27 blessés", lors de raids menés le 3 novembre en "légitime défense", selon elles, dans le village de Boz-e-Qandahari, près de Kunduz.

L'ONU avance de son côté le bilan de "32 tués, dont 20 enfants et six femmes et 36 blessés dont 14 enfants et neuf femmes" et cite un témoin: "J'ai entendu le bruit terrible de l'explosion, il y a avait un trou dans le toit de ma chambre. Ma belle-fille criait: je me suis approchée, elle saignait, puis elle est morte. Sa fille de deux ans a perdu ses deux jambes".

"Les témoins ont rapporté que les frappes avaient duré toute la nuit, empêchant les villageois d'aller chercher des secours", insiste le rapport.

L'ONU attribue cependant la grande majorité (61%) des victimes civiles aux "éléments antigouvernementaux", principalement les talibans mais aussi au groupe jihadiste Etat islamique (EI) dont le bilan des attaques a été "décuplé" en un an.

L'EI a tué 206 civils et blessé 690 autres dans des attentats ciblant la minorité chiite, principalement à Kaboul. La Manua évoque la possibilité de "crimes contre l'humanité" en raison du caractère confessionnel de ces attaques.

Sur l'année, le nombre des victimes civiles a augmenté dans cinq des huit grandes régions du pays avec un record pour le Sud (3.000 victimes dont 1.056 morts) qui comprend notamment la province très troublée du Helmand, première région productrice d'opium au monde, passée aux trois-quarts sous contrôle des talibans et théâtre de combats permanents, même en hiver. Résultat: le nombre de civils tués ou blessés y a augmenté de 40% (164 morts et 333 blessés).

Dans un communiqué, les talibans ont nié la responsabilité que leur fait porter l'ONU en affirmant être "très sensibles à la question des victimes civiles": "Ce rapport est incomplet" assurent-ils en accusant les "envahisseurs d'être responsables des destructions en Afghanistan".

L'ONU mentionne également l'autre impact de la guerre sur les civils : les déplacements de population fuyant les combats. Au cours de l'année passée, plus de 623.000 Afghans ont dû quitter leur foyer, 30% de plus qu'en 2015, selon le bureau des affaires humanitaires (Ocha).

Cette situation dégradée s'est également traduite par de lourdes pertes dans les rangs des forces armées, en hausse de 35% sur l'année écoulée, avec près de 6.800 soldats et policiers tués et 12.000 blessés entre janvier et novembre.

6- Yémen

- Yémen: non aux opérations terrestres américaines! - sputniknews.com

Après la mort de civils lors du dernier raid américain sur son sol, le Yémen a retiré aux États-Unis l'autorisation d'effectuer des opérations terrestres dans le pays, selon des responsables américains.

Les autorités yéménites ont annulé l'autorisation de mener des opérations au sol sur leur territoire, qui avait été donnée aux États-Unis afin de lutter contre les groupes terroristes, annonce le New York Times, citant des responsables américains.

Pour autant, l'interdiction des autorités yéménites ne porte pas sur les attaques de drones, ainsi que sur le travail des conseillers militaires américains qui accordent un soutien en termes de renseignement aux forces du Yémen et des Émirats arabes unis.

Selon le journal, cette décision a été prise après la première opération de grande envergure effectuée par des forces américaines au Yémen depuis l'investiture de Donald Trump. Ainsi, 16 civils, notamment des femmes et des enfants, ont été tués lors de l'opération menée par des drones et des hélicoptères Apache à Yakla, dans la province de Baïda, dans le centre du Yémen.

Jusqu'à aujourd'hui, le Pentagone avait seulement déclaré que 14 combattants dans la péninsule arabique (AQPA) avaient été tués dans le raid et qu'il étudiait si des civils avaient pu être tués. Pourtant, des rapports ont rapidement fait état d'un certain nombre de civils tués dans le raid, y compris Nora Al-Awlaki, la fille de huit ans d'Anwar Al-Awlaki, l'imam d'origine américaine tué par des frappes de drones en 2011. Depuis mars 2015, plus de 7 400 personnes ont été tuées dans le conflit au Yémen, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Un coordinateur humanitaire de l'Onu, Jamie McGoldrick, a donné un bilan beaucoup plus élevé en citant une estimation de 10 000 civils tués. sputniknews.com 08.02

7- Iran

- La France participe à l'exercice naval « Unified Trident »: une attaque simulée contre l'Iran - Par Gilles Munier - Mondialisation.ca, 07 février 2017

Tandis que Jean-Marc Ayraud, ministre français des Affaires étrangères, signalait des accords de coopération économique à

Téhéran, la frégate Forbin de la Marine nationale participait à l'exercice naval « Unified Trident » (Trio uni), simulation d'une attaque préemptive contre l'Iran programmée par les Etats-Unis !

Cet exercice, décidé par le Centcom (US Central Command), auquel participaient également la Grande-Bretagne et l'Australie – au total 17 navires de guerre - s'est déroulé dans le Golfe du 31 janvier au 2 février 2017, au large de Bahreïn. Objectif officiel: « maintenir la capacité des forces américaines et élargir les coopérations pour garantir le libre trafic maritime dans le golfe Persique »... Selon l'amiral Wallace, commandant en chef britannique d' « Unified Trident », il ne s'agissait pas d'une « démonstration de force face à l'Iran »... et c'était pur hasard si elle s'était déroulée dans le Golfe. A d'autres...

Ce genre de déclaration rassure peut être l'équipe Rohani qui gouverne actuellement l'Iran, mais pas les observateurs qui prennent au sérieux les menaces de l'administration Trump et d'Israël contre ce pays. D'autant que le congressiste démocrate Alcee Hastings (Floride) - qui n'a pas voté l'accord nucléaire avec l'Iran - a introduit, début janvier, à la Chambre des représentants, un projet de loi autorisant « l'utilisation des forces armées des États-Unis pour empêcher l'Iran d'obtenir des armes nucléaires ». Mondialisation.ca, 07 février 2017

8- Israël.

Le gouvernement sioniste d'extrême droite se lâche et obtient le soutien de Londres.

8.1- Le Parlement israélien a voté une loi controversée en faveur des colons - AFP

Le Parlement israélien a voté lundi une loi qui permettra à l'Etat de s'approprier des centaines d'hectares de terres palestiniennes en Cisjordanie occupée.

S'exprimant après le vote, Bezalel Smotrich du Foyer juif, parti nationaliste religieux qui fut l'un des instigateurs du projet, s'est félicité de l'élection du président américain Donald Trump "sans lequel la loi ne serait pas probablement passée".

Quelques heures plus tôt, le chef de l'opposition et du parti travailliste, Isaac Herzog, avait dénoncé une "loi abjecte" qui "annexerait des millions de Palestiniens" et exposerait selon lui les soldats et hommes politiques israéliens à des procès aux tribunaux criminels internationaux.

Le ministre des Sciences et de la Technologie, Ofir Akounis, du parti de droite Likoud de M. Netanyahu, lui avait rétorqué que "toute la terre d'Israël appartient au peuple juif. Ce droit est éternel et incontestable".

A Londres, M. Netanyahu a indiqué avoir informé l'administration de M. Trump du projet et que le vote aurait bien lieu le jour même. "On ne prend pas ses amis par surprise, on les informe. C'est ce que j'ai fait", a-t-il dit, cité par les médias locaux.

Pour l'organisation israélienne anticolonisation La Paix maintenant au contraire, "la loi fera des citoyens israéliens des voleurs et constituera une tache dans les livres de loi d'Israël". Elle "légalisera" 53 colonies "sauvages" et au minimum, plus de 800 hectares de terres palestiniennes seraient expropriées.

8.2- Le revirement récent de Londres à l'égard d'Israël - euronews.com

La position de la Grande-Bretagne à l'égard d'Israël semble moins critique ces derniers temps, et le Premier ministre israélien l'a bien compris. Avant même de s'envoler pour Londres, Benjamin Netanyahu a clairement dit qu'il voulait profiter de ces vents favorables :

“Les opportunités proviennent du fait qu'il y a une nouvelle administration à Washington et un nouveau gouvernement en Grande-Bretagne.

Ce que Netanyahu souhaite, c'est convaincre la Grande-Bretagne d'adopter une position aussi ouverte que celle de la nouvelle administration américaine.

Autant de signes de bon augure pour le dit gouvernement. Les Etats-Unis ont toujours été un allié de l'Etat hébreu, face à une Europe plus critique.

Netanyahu pourrait jouir d'un soutien encore plus marqué de leur part, et il pourrait même récupérer dans son camp la Grande-Bretagne post-Brexit, impatiente de conclure des accords économiques bilatéraux.

Beaucoup en Europe, en tout cas, voient dans les agissements du gouvernement May un signe de rapprochement. euronews.com

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Chili

- Chili: une grève paralyse la plus grosse mine de cuivre au monde - AFP

Les travailleurs d'Escondida au Chili, la plus grosse mine de cuivre au monde, propriété de l'anglo-australien BHP Billiton, ont entamé jeudi une grève "dure" pour demander des hausses de salaires, un conflit qui inquiète les marchés.

"La grève a commencé, une première équipe n'allant pas travailler et une deuxième équipe s'apprêtant à faire de même", a déclaré à l'AFP Carlos Allendes, porte-parole du Syndicat des travailleurs d'Escondida.

La grève avait été approuvée par "99,9%" des quelque 2.500 salariés d'Escondida, après des semaines de négociations avec l'actionnaire principal, a-t-il dit.

Cette mine du nord du Chili produit environ 927.000 tonnes de métal rouge par an, soit 5% de l'offre mondiale.

"L'entreprise maintient une position inflexible. Ca sera (un conflit) dur. Nous sommes disposés à résister le temps qui sera nécessaire", a prévenu M. Allendes.

Dès mercredi, les employés avaient commencé à arrêter certaines des machines de l'énorme complexe minier et à abandonner leurs postes.

Les mineurs, qui travaillent douze heures quotidiennes pendant 7 jours puis se reposent une semaine, ont installé un campement provisoire à l'extérieur de la mine et constitué un fonds de soutien de 250 millions de pesos (390.000 dollars).

BHP Billiton, principal actionnaire de la mine, a annoncé la suspension de la production pour au moins les 15 premiers jours du mouvement, qui pourrait durer plus longtemps que celui de 2006 (25 jours). Le groupe a demandé à ses travailleurs d'éviter les actes de "violence".

L'entreprise refuse de céder aux exigences des employés, qui réclament une hausse de 7% des salaires et un bonus de 25 millions de pesos (près de 39.000 dollars) chacun, contre 8 millions proposés par la direction, sans augmentation de salaires.

"La mine d'Escondida a les travailleurs les mieux payés du Chili, avec des salaires moyens de 150.000 dollars par an", explique à l'AFP Gustavo Lagos, expert du secteur à l'Université catholique.

"Une grève à Escondida serait importante, à cause de l'effet direct sur la production et l'équilibre du marché, mais également à cause de son poids symbolique, alors que les négociations (salariales) prévues cette année pourraient affecter 2,5 millions de tonnes" d'extraction de cuivre, soit 12% de la production mondiale, souligne Dane Davis, de Barclays.

Toutefois, "les grèves de 2011 et de 2006 n'ont duré que deux et quatre semaines respectivement. Par ailleurs, les réserves de cuivre sont à des niveaux importants", tempèrent les experts de Natixis.

Le cours du cuivre a fortement augmenté fin 2016, profitant de la perspective de chantiers d'infrastructures aux Etats-Unis après l'élection de Donald Trump, pour gagner 30% en moins d'un mois, à 6.045,50 dollars la tonne fin novembre. Les prix se maintiennent depuis autour de ce niveau, le plus haut en un an et demi.

La Chine, premier consommateur mondial, pourrait pâtir "de pénuries saisonnières" liées à la grève mais le soudain renchérissement des cours ne suffira pas à décourager sa demande, indique à l'AFP Chris Wu, analyste du cabinet CRU.

Les entreprises chinoises "n'ont pas le choix, car les stocks de cuivre concentré dans le pays peuvent être un recours pour quelques jours, mais pas trois mois", ajoute-t-elle. AFP 09.02

2- Brésil

- Au Brésil, le pouvoir hausse le ton face à une grève de policiers - Reuters

Les autorités de l'Etat brésilien d'Espirito Santo ont menacé vendredi de poursuites pénales des policiers en grève tandis que le gouvernement fédéral envoyait des troupes supplémentaires pour tenter de ramener l'ordre après une semaine de violences qui ont fait plus de 120 morts.

L'Espirito Santo est l'un des nombreux Etats brésiliens confrontés à des difficultés budgétaires. La grève dans la police, au nom de revendications salariales, a favorisé une flambée de criminalité et parfois de véritables émeutes et des pillages.

Des manifestations - pour l'instant de faible ampleur - de policiers à Rio de Janeiro inquiètent désormais la première mégalopole du pays, qui compte 12 millions d'habitants. Certains maires de l'Etat de Rio ont annoncé leur intention de recourir aux finances municipales pour assurer la paie des policiers.

Dans l'Espirito Santo, un porte-parole du syndicat local de policiers a déclaré que le bilan des troubles de la semaine écoulée atteignait 122 morts. Les autorités de l'Etat n'ont pas confirmé officiellement ce chiffre, se contentant d'expliquer qu'une part importante des décès concernaient des membres de gangs rivaux.

S'il était confirmé, ce bilan correspondrait à plus de six fois le nombre moyen d'homicides comptabilisé chaque jour dans l'Etat l'an dernier.

Le gouvernement fédéral a déclaré jeudi soir que plusieurs centaines de soldats et de policiers fédéraux seraient envoyés dans l'Espirito Santo, et notamment sa capitale, Vitoria, pour participer au maintien de l'ordre.

Au total, le contingent envoyé sur place par Brasilia atteindra 3.000 personnes d'ici la fin du week-end, a précisé le ministère de la Défense.

Les autorités de l'Etat d'Espirito Santo ont annoncé parallèlement que plus de 700 policiers en grève seraient inculpés de rébellion.

Les épouses et les membres de la famille des policiers qui ont participé au blocage des postes de police pourraient être inculpés ou mis à l'amende, ont-elles ajouté.

Des écoles, des cliniques, des magasins et des entreprises ont été fermés et une partie des transports publics mis à l'arrêt dans l'Etat. Reuters 11.02

[Haut de page ↗](#)

Le 12 février 2017

CAUSERIE

J'ai dû réécrire en partie mon article sur le rapport d'Amnesty International sur la Syrie et modifier sa présentation. Il est disponible dans la page d'accueil de notre portail ou sur le portail Arrêt sur Info à l'adresse suivante :

- [Qui a commandé le rapport d'Amnesty International sur la Syrie ? - Arrêt sur Info 12.02](#)

Arrêt sur Info a publié un autre article sur le même sujet traité sous un autre angle, son auteur s'est concentré sur la manière dont le rapport d'Amnesty International a été fabriqué maladroitement :

- [Amnesty dénonce des exécutions massives en Syrie, sans fournir la moindre preuve. - Arrêt sur Info 11.02](#)

Moon of Alabama (Etats-Unis) - Un nouveau rapport d'Amnesty International affirme que le gouvernement syrien a fait pendre entre 5 000 et 13 000 prisonniers dans une prison militaire en Syrie. La preuve de cette allégation est fragile, basée sur ce qu'ont entendu dire des personnes anonymes qui ne vivent pas en Syrie. Les chiffres eux-mêmes sont des extrapolations qu'aucun scientifique ou tribunal ne pourrait jamais accepter. Il s'agit d'un reportage romancé digne de la presse à sensation, depuis son titre « Abattoir humain » jusqu'à son dernier paragraphe. Moon of Alabama, 8 février 2017

[France. "Tout peut en effet arriver". Seraient-ils inquiets que leur cynique farce électorale ne prenne pas ?](#)

- "On ne peut jamais prévoir l'élément déclenchant d'une révolution", selon le journaliste Jean-François Kahn - Franceinfo

"Pour qu'il y ait une révolution, il faut une atmosphère, des conditions. Mais il y a eu des tas de fois où il y a eu les conditions et où il n'y a pas eu de révolution", rappelle le journaliste Jean-François Kahn.

"A la fin du règne de Louis XIV, je peux vous dire que tout était réuni pour qu'il y ait une révolution terrible. Et il n'y en a pas eu. Il faut toujours un élément déclenchant. Et ça, vous ne pouvez pas le prévoir. On ne peut jamais le prévoir !" Franceinfo 12.02

- "Jusqu'à présent, l'insurrection se fait par le vote", selon la journaliste Natacha Polony - Franceinfo

"Jusqu'à présent, l'insurrection se fait par le vote, et c'est le cas dans tous les pays occidentaux. C'est un vote insurrectionnel", estime la journaliste Natacha Polony.

"C'est une façon de voter contre le système, contre les élites, en allant systématiquement dans le sens qui va déplaire à la fois aux médias, aux politiques et à toutes les forces établies. Si ce vote insurrectionnel ne trouve pas de catalyseur, ne trouve pas à s'exprimer, chacun sait que tout peut arriver", analyse l'essayiste.

C'est une façon de voter contre le système, contre les élites, en allant systématiquement dans le sens qui va déplaire à la fois aux médias, aux politiques et à toutes les forces établies. Si ce vote insurrectionnel ne trouve pas de catalyseur, ne trouve pas à s'exprimer, chacun sait que tout peut arriver", analyse l'essayiste.

Tout peut en effet arriver... Franceinfo 12.02

Concours de présidentialité ou piège à cons.

Les promesses destinées aux crétins qui y croient et aux hypocrites corrompus qui espèrent y trouver leur compte.

- «C'est une erreur de penser que le programme est le cœur d'une campagne.» - Liberation.fr

Après la une de Paris Match jeudi, Emmanuel Macron faisait celle du Journal du dimanche. Il y affirme notamment que «la politique, c'est mystique». Liberation.fr

Benoît Hamon ou la gauche rêvée (Les Echos) par les pires opportunistes.

Mélenchon dans un entretien à La Provence, dimanche 12 février :

"Croyez-vous une seule seconde que si M. Hamon et moi nous nous sautions au cou, des centaines de milliers de gens bondiraient d'enthousiasme et oublieraient tout", a-t-il déclaré. "Au contraire, ce serait la déception en masse chez tous ceux qui ne sont pas prêts à amnistier le PS. On ne leur fera pas une deuxième fois le coup du discours du Bourget. Hamon doit le comprendre : les gens qui ont voté pour lui voulaient dégager Valls et sa politique. C'est à cela qu'il doit rester fidèle!" francetvinfo. fr 12.02

Fidèle à quoi ?

Des électeurs qui seraient mal inspirés de voter Hamon qui "aide Manuel Valls à accéder à Matignon en avril 2014" (Les Echos), le populiste Mélenchon l'aurait-il oublié ? Non, il s'en fout et il n'est pas le seul dans ce cas-là, comme il se fout des électeurs qui vont voter pour lui, CQFD.

Que vaut cette déclaration de notre illusionniste? Que dal, pas tout à fait tout de même.

Hamon étant mieux placé que Mélenchon pour figurer au second tour, partant de là les électeurs potentiels de Mélenchon peuvent décider de maintenir leur vote en sa faveur sachant pertinemment qu'il ne servira à rien, puisqu'il ne figurera pas au second tour, qui plus est, ce serait autant de voix qui pourraient faire défaut à Hamon pour demeurer en lice au soir du premier tour, et à l'arrivée les deux seuls candidats pour lesquels ils auraient pu voter seraient éliminés. Partant de ce constat, un certain nombre d'entre eux pourraient être incités à voter pour Hamon plutôt que Mélenchon qui avait leur préférence dans l'espoir qu'il soit présent au second tour et l'emporte face à Le Pen donnée battue dans tous les cas de figure.

Autrement dit, Mélenchon n'a pas besoin de se désister pour Hamon, puisque dès à présent le maintien de sa candidature sert de repoussoir à sa propre candidature, quelque part c'est comme s'il appelait à voter Hamon. Maintenant, si Mélenchon voulait vraiment que Hamon ait une chance de figurer au second tour, il se retirerait immédiatement, en refusant de le faire, il prend le risque de faire échouer de peu Hamon.

On pourrait se dire que si ce scénario se réalisait, Mélenchon serait accusé d'en porter la responsabilité ou d'avoir fait élire Fillon ou Macron à la place de Hamon. Mais il pourrait toujours en reporter la responsabilité sur Hamon en l'accusant d'avoir refusé de modifier son programme pour le rendre compatible avec le sien, ce qui était un préalable à un désistement en sa faveur. Bref, ils se renverraient la balle de leur échec de sorte que ni l'un ni l'autre n'en porterait la responsabilité ou ils se la partageraient pour en minimiser les conséquences, pour eux évidemment, et le tour serait joué, la vie continuerait comme avant dans le meilleur des mondes, on ne se fait pas de soucis pour eux.

On dit que la politique internationale adoptée par un chef d'Etat ou de gouvernement s'inscrit dans le prolongement de la politique intérieure qu'il applique contre les travailleurs dans son propre pays, ou qu'elle en constitue le complément naturel pour servir les intérêts de l'impérialisme français ou assurer son développement futur. Les deux sont intimement liés et visent à exploiter les travailleurs dans leur propre pays ou ailleurs dans le monde, c'est d'autant plus vrai et indispensable au stade de l'impérialisme du capitalisme. C'est ainsi que les guerres de rapine ou néocolonialistes que mène actuellement l'impérialisme français en Afrique et au Moyen-Orient ou en Asie s'inscrivent dans ce processus global du capitalisme mondial dont il est une des composantes.

Dès lors, pour apprécier le programme ou les intentions d'un candidat à une élection, les deux volets de sa politique doivent être pris en compte pour évaluer l'orientation de sa politique et quels intérêts elle servira réellement s'il était élu, en se penchant tout particulièrement sur les rapports qu'il entend avoir avec les institutions financières et politiques internationales du capital, s'engage-t-il à rompre avec elles ou comptent-ils s'en accommoder par la suite.

Vous connaissez tous la réponse à cette question, ni Hamon ni Mélenchon ne rompront avec elles. Et ce ne sont pas les déclarations de Mélenchon qui nous impressionneront sachant qu'il est assuré de ne pas être élu, nous ne leur accordons à ce stade aucune valeur. Mais pour qu'on ne nous accuse pas de vouloir lui faire un procès d'intention, allons plus loin. Il n'a jamais dit qu'il romprait avec l'UE, ni avec l'ONU.

Si j'insiste sur ce volet international, c'est parce qu'il est déterminant pour une puissance impérialiste qui doit absolument préserver ses parts du marché mondial ou même les accroître pour ne pas être ravalée au rang de pays dominé par les impérialistes plus puissants.

Quant au refus de rompre avec l'ONU, il indique clairement que ni Hamon ni Mélenchon n'entendent remettre en cause son fonctionnement qui justement favorise les impérialistes ou les pays dominants au détriment des autres pays du monde, dont l'impérialisme français qui fait partie du Conseil de sécurité de l'ONU, et qui dispose à ce titre d'un pouvoir exorbitant pour faire prévaloir ses intérêts mercantiles ou éventuellement marchander sa voix avec les Etats-Unis, par exemple en présentant des résolutions inspirées ou dictées par les Américains.

La politique de Hamon et Mélenchon est destinée sur le papier à satisfaire partiellement principalement les besoins de la petite bourgeoisie ou des classes moyennes, l'aristocratie ouvrière qui en récolterait quelques miettes, contre les intérêts de l'immense majorité de la classe ouvrière en France et dans les pays où l'impérialisme français est implanté.

Il faut bien comprendre que face à la concurrence féroce que se livrent les différents impérialistes pour conserver ou accroître leurs parts du marché mondial, notamment des matières premières indispensables à leur développement, Hamon ou Mélenchon s'il était élu en avril prochain serait amené à mener à adopter la même politique que leurs prédécesseurs pour préserver les intérêts du capitalisme français, que d'ailleurs nulle part ils n'entendent remettre en cause, bien au contraire, ils s'en réclament en prétendant représenter les intérêts de la France, entendez par là ceux de la classe qui détient le pouvoir économique.

Ainsi, c'est l'impérialisme qui caractérise la nature des candidatures de Hamon et Mélenchon, et non les 147 euros nets mensuels que ce dernier accorderait généreusement aux travailleurs au Smic ou l'abrogation de la loi El Khomeri qui laisserait intacte l'ensemble de la législation anti-ouvrière en vigueur.

La nature social-impérialiste de la politique de Hamon et Mélenchon est l'incarnation du réformisme ou la négation du socialisme, elle s'inscrit dans le prolongement de celle de la social-démocratie depuis plus d'un siècle. Que des dirigeants ou des militants se réclamant du socialisme, du communisme ou du trotskysme soient prêts à la soutenir, témoigne de la dégénérescence du mouvement ouvrier.

En famille : "Tout le monde est le bienvenu" !

- Présidentielle: Hamon présente un organigramme ouvert à la société civile - AFP

Benoît Hamon, candidat socialiste à l'élection présidentielle, a présenté samedi une partie de son équipe de campagne, ouverte à des personnalités de la société civile, dont des experts comme l'économiste Thomas Piketty.

Plusieurs personnalités politiques étaient présentes aux premiers rangs, dont la maire socialiste de Paris Anne Hidalgo ou le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis...

S'il n'a pas dévoilé la composition exacte de son conseil politique, d'une trentaine de membres dont Mme Hidalgo, M. Cambadélis et les secrétaires d'Etat Axelle Lemaire et Mathias Fekl, M. Hamon a détaillé le reste de la "gouvernance politique", en se défendant d'avoir effectué un "casting" destiné à respecter les équilibres des courants au sein du PS.

"Je ne leur ai pas demandé de venir avec leur étiquette Peillon, Montebourg, Valls ou Hollande", a-t-il assuré.

Proche de l'ancien Premier ministre Manuel Valls, le sénateur Luc Carvounas chapeautera le "conseil des parlementaires", tandis que le sénateur David Assouline, soutien de Vincent Peillon, sera en charge de la "riposte".

Et parmi les sept porte-parole figurent deux soutiens de François Hollande, la sénatrice Frédérique Espagnac et le député Sébastien Denaja, ainsi que deux proches d'Arnaud Montebourg, les députés Aurélie Filippetti et Jérôme Guedj.

"Tout le monde est le bienvenu", a insisté M. Hamon. "Je veux me tourner vers l'avenir, et dans cet avenir-là, il y a toutes les familles de la gauche. AFP 11.02

... du passé

Le POID appartient au passé.

Le POID a appelé Hamon et Mélenchon à présenter un candidat unique au premier tour de l'élection présidentielle, laissant entendre qu'il le soutiendrait.

Sachant que Hamon devance Mélenchon dans tous les sondages, il n'aurait aucune raison de se désister en faveur de Mélenchon, autrement dit l'appel du POID consiste ouvertement à demander à Mélenchon de se retirer en faveur de Hamon que le POID soutiendrait, le candidat du PS, du parti de Hollande, Valls, Fabius, Kouchner, Moscovici, Sapin, Careneuve, Le Drian, Lang, Attali, Rocard, le parti des banquiers, des grands bourgeois, des oligarques, des ex-dirigeants du FMI, de l'OMC.

Ils osent tout, nous ne pensions pas aussi bien dire, il paraîtrait que l'élection du candidat du PS serait "un pas en avant" qui favoriserait la lutte de classe des travailleurs, or depuis 1936 c'est exactement l'inverse qui s'est produit, la preuve en est si c'était nécessaire, c'est qu'on est revenu pratiquement au même point 81 ans plus tard, avec en prime la corruption du mouvement ouvrier et la dislocation de son avant-garde, quel pas en avant !

Chaque fois que le PS a été au pouvoir il a frayé la voie à la guerre ou à la réaction qui fort de son retour au pouvoir se lançait immédiatement dans une nouvelle offensive contre les travailleurs, et il en fut ainsi dans tous les pays du monde où des partis de l'Internationale socialiste parvinrent au pouvoir tout au long du XXe siècle.

En guise de "gauche rêvée", un véritable cauchemar à l'arrivée, voilà les faits.

Pour avoir appartenu au courant politique dit communiste internationaliste qui dirige le POID à la fin des années 70, je me souviens parfaitement ce que ses dirigeants expliquaient aux militants : nous ne sommes pas comptables des défaites du mouvement ouvrier causées par ses appareils traîtres, nous sommes uniquement comptables des tâches que nous avons décidées et qui doivent se traduire en terme de construction du parti. Inutile d'avoir fait math sup pour faire le bilan de leur stratégie qui est pratiquement nul en terme de construction du parti.

En mai 81 ils appelèrent à voter pour le candidat du PS François Mitterrand dès le premier tour de l'élection présidentielle, affirmant que s'il était élu cela constituerait un formidable "pas en avant" vers la conquête du pouvoir politique (ou la révolution) par la classe ouvrière, vous connaissez la suite. 36 ans plus tard, ils n'ont tiré aucun enseignement de cette expérience, ils récidivent !

En guise de "pas en avant", les dirigeants de ce courant politique liquidèrent le parti (PCI) que des milliers de militants s'étaient employés à construire au prix de nombreux sacrifices, au profit d'un parti social-démocrate calqué sur la SFIO, ce qui constituait un retour en arrière de 80 ans. Ce parti (POI) fut l'objet d'une scission en 2016, gageons que ses dirigeants l'ont interprétée comme "un pas en avant" permettant une clarification politique, patati patata.

En présence d'un tel déni, d'une telle malhonnêteté intellectuelle, nous nous inclinons, nous n'avons aucun argument à leur opposer, nous appartenons désormais à des courants politiques différents qui emploient des méthodes différentes, et nous poursuivons manifestement des objectifs politiques inconciliables.

La vertu du déni tient au fait qu'on ne peut rien lui opposer. C'est un procédé qui relève de l'arbitraire absolue, du totalitarisme, de la mythomanie, dans certaines circonstances de l'abus de pouvoir.

Recourir à ce procédé revient à vouloir imposer son point de vue ou ses idées à quelqu'un sans discussion, puisque toute discussion est impossible dès lors qu'une des parties en présence nient les faits qu'on lui expose ou refuse de les prendre en considération, tout du moins de les examiner pour déterminer quelle influence ils ont pu avoir sur certains facteurs ou rapports, afin d'en tenir compte ou non dans notre analyse ou quelle place il tient lieu de leur réserver, il va de soi qu'un esprit critique ou libre devrait s'en saisir sans a priori.

La suite est plus personnelle, vous pouvez passer si ma personne vous incommode.

Il nous arrive souvent de ne pas savoir quoi penser de la situation ou sur tel ou tel sujet, et de devoir procéder à tâtons, d'avancer prudemment dans une direction et d'en changer par la suite, etc. c'est normal, généralement c'est la prise en compte de nouveaux faits qui nous incite à modifier notre analyse, soit qu'ils viennent de se produire, soit qu'ils étaient anciens ou viennent juste de parvenir à notre connaissance.

Mais si maintenant nous sommes hermétique à tout fait nouveau d'où qu'il vienne ou auquel nous n'aurions pas pensé précédemment, il nous sera impossible de comprendre réellement quoi que ce soit et de nous orienter en conséquence. Notre mode de pensée va se scléroser rapidement et finir par se fossiliser. Ce que nous croirons être une idée que nous aurions développée proviendra en fait d'ailleurs, ce dont nous n'aurons pas conscience si l'auteur de cette idée fait partie du monde clos dans lequel nous nous sommes enfermés. C'est de la sorte qu'on peut facilement se faire embrigader, en le niant évidemment.

Personnellement je préfère être ouvert et devoir affronter des idées qui ne m'étaient jamais venues à l'esprit, car c'est le seul moyen de progresser, c'est même devenu un principe chez moi, je ne tolère pas qu'on m'impose une idée, cela me met hors de moi. Et je dois avouer que je me suis beaucoup amusé à aborder de nouveaux sujets dans les causeries, en observant la réaction outrés des militants qui en déduisent à tort que j'avais changé l'orientation du portail (ou pire que je filais un mauvais coton.), alors que j'avais seulement ajouté des facteurs ou traité certains sujets que j'avais sous-estimés ou ignorés jusque là, mais comme le mouvement ouvrier ou leur parti les ignoraient, ils en ont déduit que je m'étais écarté de la lutte de classe ou pire encore, mais bon, je ne leur en veux absolument pas.

Je ne sais pas si c'est une chance ou un avantage de vivre avec des gens hyper arriérés (ma compagne, sa soeur et leur famille...) qui sont bourrés d'idées reçus, de préjugés archaïques, d'a priori et même de superstitions, à un point qu'on a du mal à imaginer, mais on peut en tirer plein d'enseignements pour peu qu'on les observe attentivement et qu'on fasse preuve de patience, de beaucoup de patience, cela dit, ce n'est pas toujours facile à vivre.

Pour tester leurs réactions il m'arrive de ne pas en tenir compte, je me comporte comme si j'étais en France ou en présence de personnes évoluées, le résultat est détonant, au-delà de mes espérances, cocasse souvent parce qu'elles savent que je n'ai pas de mauvaises intentions à leur égard ou en règle générale, passé l'instant de surprise ou un bref mouvement de mauvaise humeur que j'ai provoqué volontairement, on se marre bien parce qu'elles comprennent que je les ai roulées, mais pas humiliées, comment pourrais-je les mépriser puisqu'elles me rendent service, aussi incroyable que cela puisse paraître elles m'aident à progresser.

Et le plus incroyable encore, c'est qu'elles ont compris la règle du jeu et s'emploient à me raconter des histoires pour me tester, et évidemment il m'arrive de tomber dans le panneau, ce qui déclenche chez elles un fou rire : monsieur est très développé, voyez-vous cela, on peut le berner comme un gamin quand on veut. Attendez, c'est exact, mais là elles trichent, elles ont saisi qu'il existait une faille dans mon dispositif, elles me prennent pas surprise quand ma vigilance est au plus bas ou quand j'ai baissé ma garde, par exemple quand je suis en train de parler de tout autre chose ou que j'ai l'esprit ailleurs. Mais bon, je ne le prends pas mal, bien au contraire...

C'est difficile de s'assumer entièrement quand il n'y a personne dans votre entourage pour vous contredire ou vous remettre en place quand c'est mérité, il faut en permanence s'observer et être son propre juge, c'est épuisant. Je préférerais toujours avoir à faire à quelqu'un qui me dise franchement ce qu'il pense de moi, que ce soit justifié ou non, plutôt que quelqu'un d'hypocrite ou sournois, j'ai horreur des flatteurs...

Je vous ai raconté cela pour que vous mesuriez le niveau de mon ouverture d'esprit et ce que j'étais prêt à supporter, alors après me faire passer pour un dogmatique, un mégalomane, un déséquilibré mental, vous repasserez.

L'origine de l'offensive des néolibéraux jusqu'au boutistes contre Fillon.

François Fillon on Muslim Brotherhood and ISIL (en français)
<https://www.youtube.com/watch?v=u3xdXd3ZdVs>

Dans un discours prononcé à Lyon, Fillon appelait à la dissolution de tous les mouvements qui se réclamaient du salafisme et des Frères musulmans, mettant en cause le rôle de l'Arabie saoudite et du Qatar qui abritent les penseurs de l'islam radical, appelant à s'allier avec la Russie pour "terrasser", "abattre l'Etat islamique".

Les plus farouches partisans de l'UE ne sont pas des centristes, mais des extrémistes de droite.

- Nouvelle charge de Bayrou contre Fillon - Reuters

Le président du MoDem François Bayrou a une nouvelle fois plaidé dimanche pour un retrait de la candidature de François Fillon en vue de la présidentielle, déclarant sur France 3 que son maintien constituait une menace non seulement pour l'alternance mais aussi pour la démocratie. Reuters 12.02

- Jean-Louis Bourlanges (UDF): "François Fillon est sournois, le pire candidat que la droite pouvait avoir" - Franceinfo

On croirait entendre Obama ou Clinton...

Quand les destructeurs de la Libye et assassins de son peuple appellent au secours... la Russie !

- Migrants : l'Italie appelle Poutine au secours - Lepoint.fr

Rome, submergée par les arrivées incessantes d'immigrés depuis la Libye, se tourne non vers Washington, mais vers Moscou. Une aubaine pour Poutine.

Au moment où, en Allemagne, Angela Merkel durcit sa position à l'égard d'une immigration qu'elle accueillait à bras ouverts il y a à peine plus d'un an, l'Italie – qui n'a pas les mêmes capacités d'absorption d'étrangers que Berlin – cherche par tous les moyens possibles à endiguer le flot des migrants qui abordent ses côtes. Elle vient d'appeler la Russie au secours, en espérant que Moscou parviendra à stabiliser la situation sur les côtes de la Libye, d'où sont venus la plupart des 180 000 immigrés arrivés en 2016 à Lampedusa.

La situation de la Libye, plus de 5 ans après la mort du colonel Kadhafi, est, en effet, toujours aussi chaotique...

Devant l'absence de volonté ou l'incapacité de la présidence Obama et aujourd'hui les incertitudes quant à la politique étrangère de Donald Trump, Rome a décidé de se tourner vers la seule puissance qui, depuis son intervention en Syrie, montre qu'elle est décidée à exercer son influence dans cette région du monde : la Russie. « Nous avons toujours eu de bonnes relations avec la Russie, s'est justifié Mario Giro, le vice-ministre italien des Affaires étrangères. Et alors qu'il est urgent d'avoir une Libye pacifique et unifiée, nous serons heureux que Moscou nous aide dans cet objectif. » Lepoint.fr 11.02

Une comparaison méritée.

- Au meeting de Fillon, un de ses partisans compare les journalistes aux nazis à Auschwitz - Le Huffington Post

Attendraient-ils le dernier moment pour les monter en épingle ?

- Présidentielle : les quatre affaires qui pourraient plomber la campagne de Marine Le Pen - Franceinfo

En pleine course à l'Elysée, Marine Le Pen traîne derrière elle plusieurs enquêtes judiciaires. Franceinfo 12.02

Dans un article, Le Point, qui n'a pas cessé de faire la promotion de Macron pendant des semaines, vient de l'étriller.

Je ne sais pas si vous vous en êtes aperçu, mais c'est l'oligarchie financière américaine qui est à la manoeuvre, en France comme aux Etats-Unis, sans qu'on sache à l'avance à quelle stratagème elle va recourir pour favoriser ou abattre tel ou tel acteur politique, bien malin celui qui peut à coup sûr s'y retrouver.

Ils sont guidés par un seul objectif qui leur tient lieu de principe, ils n'en ont pas d'autres.

Une seule chose est absolument certaine : il leur est impossible de modifier l'orientation du capitalisme mondial qui doit aboutir coûte que coûte à une nouvelle concentration du capital, ils favoriseront donc toute stratégie allant dans ce sens.

Maintenant le cours du capitalisme ne suit pas une trajectoire linéaire, il peut emprunter temporairement bien des voies imprévisibles, tout comme ils peuvent se servir de tel ou tel acteur politique pour ensuite le lâcher ou le liquider.

[Ils osent tout.](#)

- Penelopegate: appel de la droite à la séparation des pouvoirs - AFP
- Pourquoi le PS met autant de temps à lancer la purge des soutiens de Macron - Le Huffington Post
- L'Otan constate une envolée de la désinformation russe - Reuters
- Maréchal-Le Pen: Macron, "véritable homme de gauche" dont il faut se méfier - AFP
- Présidentielle : Macron engage un baryton pour corriger sa voix - LeParisien.fr

[Haut de page ↗](#)

Le 17 février 2017

CAUSERIE

La causerie d'aujourd'hui est encore très dense, vous excuserez les fautes de frappe ou d'orthographe que je n'ai pas corrigées. On est en guerre que voulez-vous !

Rappel.

Personne n'est obligé de se connecter à ce portail politique. Il est fortement déconseillé à ceux qui privilégient la démagogie à la pédagogie ou qui confondent les deux, à tous ceux qui réfléchir réclame un effort au-dessus de leurs forces.

Ici, nous affichons ouvertement nos convictions, notre drapeau. Il suffit d'observer les images qui figurent dans le bandeau vertical à gauche de l'écran pour en avoir une idée très précise.

Quant à mes critiques ou polémiques, n'en seront choqués ou ne se sentiront visés uniquement ceux qui ont quelque chose à se reprocher et qui ne l'assument pas, c'est leur problème, pas le nôtre.

Afin d'épargner une nouvelle polémique aux lecteurs que cela n'intéresserait pas, ils peuvent la sauter en cliquant sur le lien suivant : [Lien vers la causerie du jour et les infos en bref.](#)

Trois courriels reçu.

J'ai reçu deux courriels du militant qui me harcèle depuis des années, je n'ose plus vous le présenter. Le troisième vient d'un camarade qui lui répond indirectement.

Il en fallait plus pour me mettre de mauvaise humeur, ici le temps est radieux, 35°C. Je dois même vous avouer que ce fut un moment de détente de lui répondre, aussi vous m'excuserez quelques écarts de langage ou d'avoir pris quelques libertés sémantiques pour me soulager de cette épreuve ingrate que je me suis infligé, car je n'étais nullement obligé de lui répondre.

Et puis, une causerie n'est pas le lieu prédestiné pour se livrer à un exercice de style ou littéraire, convenez-en. Qui plus est, entre nous, nous sommes censés être animés de bonnes intentions et destinés à essayer de nous comprendre pour progresser ensemble, n'est-ce pas ?

Voilà quelqu'un qui ne doute de rien, qui nous prend vraiment pour des cons, il faut dire d'emblée les choses telles qu'elles sont, j'y tiens absolument pour que chacun puisse en juger librement par la suite.

Nous cumulerions toutes les tares possibles et inimaginables. Bien entendu, nous n'aurions pas de mémoire et nous n'aurions rien appris des expériences passées. Nous confondrions tout, et vous savez pourquoi, parce que nous ne réfléchissons pas ! Non mais sans blague, cela va faire sourire de nombreux lecteurs qui se disent ou qui savent que pour avoir une telle activité politique que la mienne en étant en Inde, c'est 24h/24 qu'il faut mobiliser son cerveau au service de notre cause, il ne faut pas se contenter des apparences, il faut au contraire se poser des centaines, des milliers de questions à partir de la réalité des faits pour essayer d'en comprendre la signification, et à partir de là définir une stratégie et des tâches politiques. Au départ il faut s'informer et lire des dizaines de milliers d'articles et textes divers.

Il dénigre ou déforme systématiquement mes analyses sans jamais aborder les éléments ou les arguments sur lesquels

elles reposent. Il les méprise parce que lui et ses dirigeants les ignorent, il fait dans le déni pour ne pas avoir à évaluer mes arguments qui posent des questions ou aboutissent à des conclusions embarrassantes.

Il est vrai que mettre en lumière que son courant politique n'a produit que des théories qui se sont avérées foireuses pendant plus d'un demi-siècle, c'est difficilement supportable, comme par exemple lorsqu'il expliquait que les institutions de la Ve République, qui avaient été forgées pour de Gaulle et son parti, étaient incompatibles avec un président et une majorité parlementaire issue d'un autre parti et que cela sonnerait le glas des institutions. Or les faits ont amplement prouvé le contraire dès lors que Mitterrand et le PS devaient se fondre dans les institutions de la Ve République, pourquoi, tout simplement parce que leur nature sociale était identique sur le fond à celle de de Gaulle et l'UDR (RPR, UMP, LR), 36 ans plus tard les institutions de la Ve République ont résisté à toutes les combinaisons politiques, y compris la cohabitation entre un président issu d'un parti et une majorité parlementaire composée de députés d'un autre parti. Comme vous pouvez le constater, j'étais toujours mes arguments, je ne raconte pas n'importe quoi et chacun peut le vérifier.

LR et le PS sont des partis du capital, les deux le proclament, le premier en l'enroband dans l'intérêt général de la nation, de la France, de sorte que toutes les classes y trouvent leur compte, le second en le parant d'un vernis populaire élimé qui s'adresse de préférences aux classes moyennes, pour qu'elles ne soient pas tentées de rallier la classe ouvrière.

Ce petit monsieur devrait nous expliquer pourquoi son courant politique ne tenait pas à caractériser le PS comme un parti de droite ou bourgeois. Vous avez deviné pourquoi, parce que ses dirigeants devraient abandonner leur stratégie et reconnaître qu'ils s'étaient fourvoyés pendant des décennies, ce qu'ils demeureront toujours incapables de faire, car il leur faudrait remettre en cause la nature de leur propre parti et de leur engagement politique qui ne correspondent pas vraiment aux intentions qu'ils affichent. Ils n'ont jamais été capables de définir une ligne politique indépendante du PS, ce qu'ils illustrent aujourd'hui en appelant à voter pour le candidat du PS à l'élection présidentielle ou celui qui serait le produit de la fusion avec celui du PG, ce qui revient au même.

Pour le justifier ces manoeuvriers professionnels ou les champions de l'embrouille se livrent à un tour de passe-passe éculé et minable. Dans le passé, coté pile ils définissaient la nature contre-révolutionnaire du Front populaire, et côté face ils appelaient à voter pour un gouvernement PS-PCF flanqué du MRG (PRG) comme s'il ne s'agissait pas d'un gouvernement de Front populaire. Comment cela fut-il possible ? Un peu d'imagination camarade, il suffisait d'ajouter que ce gouvernement ne devrait comporter aucun ministre bourgeois, donc aucun ministre issu du MRG pour que le tour soit joué, comme si ceux du PS n'étaient pas des bourgeois. Ils récidivent en 2017, voilà tout.

Nous avons affirmé à plusieurs reprises que le Front unique en direction des appareils du PS et du PCF s'était toujours soldé par un échec ou que le PS (et le PCF) au pouvoir avait toujours frayé la voie à la guerre, à la pire réaction. Il y a un passage de la lutte de classes que nos lecteurs devraient connaître par coeur ou se remémorer.

(Source : Wikipedia.org) En 1919, en Allemagne, les deux principaux dirigeants communistes Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht étaient assassinés par la police du président du Reich, Friedrich Ebert (SPD).

Par la suite un dirigeant proposera aux militants communistes allemands et aux sympathisants ouvriers du KPD (Parti communiste allemand) la réalisation du Front Unique entre la social-démocratie, le parti communiste allemand et les syndicats, il s'appelait Trotsky. (S. Just - Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI 1984)

En 1925 lors de la première élection présidentielle au suffrage universel, Hindenburg, le candidat d'une coalition de partis bourgeois est élu grâce au maintien du candidat du parti communiste (KPD) (Ernst Thälmann) au second tour, alors qu'en se retirant et en s'alliant au centriste soutenu par le SPD (parti social-démocrate), Wilhelm Marx, c'est ce dernier qui aurait été élu.

Le KPD avait adopté la position dictée par Staline qui fut apparemment plébiscitée par les militants et l'électorat du KPD, puisque Thälmann obtiendra encore plus de voix au second tour (1 931 151 contre 1 871 815 au 1er tour). Il faut croire que les militants et sympathisants du KPD n'avaient pas digéré l'assassinat de leurs dirigeants par la social-démocratie six ans auparavant. En 1932, le KPD obtiendra le double de voix (3 706 759).

L'élection d'Hindenburg en 1925 grâce au KPD aura pas la suite des conséquences dramatiques d'une portée mondiale.

En 1932 lors de l'élection présidentielle, Hindenburg se représentera soutenu par la social-démocratie face à la candidature d'Hitler, le parti communiste présentera un candidat (Thälmann) au premier tour qui se maintiendra au second tour face à Hitler et à Hindenburg qui sera élu avec 5 941 466 voix d'avance sur Hitler. Cette fois le maintien du candidat du KPD pouvait se justifier ou avait été légitimé, puisque Hindenburg n'avait pas eu besoin du report de ses voix pour battre Hitler.

Quelques mois plus tard Hindenburg nommera Hitler chancelier, c'est-à-dire chef du gouvernement, vous connaissez la suite. Dans la foulée, lors des élections législatives de juillet le Parti national-socialiste d'Hitler (NSDAP) deviendra le premier parti d'Allemagne et remportera ces élections avec 37,27%, alors que le SPD et le KPD qui présentaient des listes séparées obtiendront 35,9%, soit une différence de 503 332 voix seulement avec le NSDAP, et si on ajoutait le pourcentage ou les voix obtenues par différents partis dissidents de la social-démocratie, Hitler aurait été battu et peut-être que le cours de l'histoire aurait pris une tout autre

tourneure par la suite, on ne le saura jamais.

On tirera comme conclusion de ce tragique épisode que les dirigeants social-démocrates et staliniens auront privilégié la division et auront préféré ouvrir la voix au régime nazi et à la Seconde Guerre mondiale plutôt qu'opter pour la révolution socialiste. A vous dégoûter à tout jamais de la social-démocratie et du stalinisme, mais pas pour tout le monde apparemment.

Vous me direz que j'apporte là de l'eau au moulin de mon détracteur. Certainement, si on s'en tient aux apparences. En réalité, pas vraiment, car les faits ont prouvé qu'il était impossible d'influer sur le cours de la social-démocratie et du parti stalinien, sur leur politique et le programme qu'ils présentaient aux électeurs, de sorte que tous les appels à l'unité devaient rester lettres mortes, et il n'en resterait que l'aspect opportunisme peu flatteur qui serait porté au crédit de ceux qui avaient lancé de tels appels.

Aujourd'hui, en 2017, près d'un siècle plus tard on n'a tiré aucun enseignement de ce qui s'est passé en Allemagne dans les années 20-30.

Les travailleurs viennent de subir en France la politique du gouvernement le plus réactionnaire depuis l'avènement de la Ve République en 1958, ce qui lui vaut un taux d'impopularité record et un rejet de la part de l'immense masse des travailleurs, et on leur demande de voter pour le candidat issu du parti qui est au pouvoir depuis 2012, il faut être tombé sur la tête, cela dépasse l'entendement.

Dans l'hypothèse où Hamon parviendrait à figurer au second tour de la présidentielle, ce serait uniquement parce que les médias l'auraient propulsé là à force d'un matraquage incessant pendant des mois, mais cela ne changerait absolument rien à ses véritables intentions ou à la politique qu'il appliquerait par la suite qui s'inscrirait forcément dans le prolongement de ses prédécesseurs. On vient d'en faire l'expérience avec Hollande, aucune mobilisation n'a eu raison de sa politique antisociale qu'il a appliquée à la lettre.

Devrions-nous marcher dans cette combine pourrie, faire naître des illusions dans la tête des travailleurs sur le PS après ce qu'il vient de leur faire subir, et espérer par la suite qu'ils nous en seront reconnaissants, je parle des travailleurs et non du PS qui pourra renvoyer l'ascenseur à leurs vils serviteurs ou complices.

Comment peut-on exiger des travailleurs qui se sont détournés du PS, des militants du mouvement ouvrier qui honnissent le PS qu'ils fassent preuve soudainement d'amnésie, qu'ils renient les convictions qu'ils ont acquises que le PS était un parti capitaliste, bourgeois, de droite, pourri jusqu'à la moelle, sur la base de leurs propres expériences. Comment peut-on espérer tirer profit d'un tel déni ? A qui profite-t-il, je vous laisse deviner.

Comment peut-on imaginer que sur des bases pourries puisse germer une issue politique favorable aux travailleurs. C'est démentiel et absolument rien ne peut le justifier.

On nous rétorquera que dans ces conditions il faut laisser les choses se passer comme elles doivent se passer, compte tenu de l'état d'esprit des masses et qu'il n'existe actuellement aucun scénario correspondant à leurs intérêts, il faut en prendre son parti, sauf à se prendre pour ce qu'on n'est pas ou péter plus haut que son cul ce qui est une fâcheuse habitude chez vos dirigeants, et croire qu'on serait en mesure de les influencer ou de modifier le cours des choses. C'est cela même.

Alors on nous répondra que nous serions prêts à favoriser l'élection de Macron ou Fillon sachant que Le Pen n'a aucune chance d'être élue. Si vous le prenez sur ce ton-là, tout à fait, car tôt ou tard cela se produira, car quoi qu'il en soit avec Hamon élu grâce à l'apport des voix des électeurs de Mélenchon, les travailleurs subiront la même politique, en plus diluée, plus sournoise, plus démagogique, tout aussi efficace, il faudrait juste leur passer un peu plus de cirage ou de pommade pour que la douleur leur paraisse plus supportable, la fatalité rend docile et con, ils n'y échapperaient pas.

Ce que les capitalistes n'ont pas pu obtenir d'un coup depuis 40 ans, ils se sont employés à l'obtenir petit bout par petit bout, morceau par morceau, étape par étape sous le gouvernement Chirac-Jospin-Mélenchon, puis Hollande-Valls-Hamon, sans parler que le PS et le PCF n'ont cessé de participer à la rédaction de tous les textes de lois tournées contre la classe ouvrière au sein des différentes commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat adoptées depuis 1958, mais tout cela vous le savez, j'imagine que cela figure dans l'argumentaire du POID, non ? Sans blague !

Je terminerai cette présentation par le courriel qu'un camarade m'a adressé après que je lui eus envoyé vos deux courriels.

- *"Ce qu'il écrit est d'une imbécillité de la plus belle eau, avec des contradictions dont la plus grosse est sans doute qu'il perd son temps à écrire son mépris, avec toute la violence voulue, à quelqu'un qu'il présente comme un isolé sectaire, alors qu'il reconnaît implicitement le lire "tous les jours" (puisque'il s'en "abreuve", quel masochiste!).*

Ce qu'il dit du gouvernement ouvrier, re-trouvaille récente du POID, est aussi très intéressant, à défaut d'être pertinent. Et

qu'ils paraissent s'intéresser un peu aux élections, elles qu'ils ont dédaignées pendant tant d'années. Ils découvrent donc l'Amérique, l'insulte à la bouche comme de coutume, pensant peut-être que c'est la langue qui se parle entre "ouvriers" de gouvernement. Comme on disait d'Aragon, les jeunes putains font les vieilles bigotes. Je t'enverrai sous peu la réponse que je lui ferais, si j'avais eu le bonheur que ce soit à moi qu'il envoie ces insanités. "

Quel bonheur, tu ne pensais pas si bien dire !

Pour le reste je suis blindé. Et puis je vais te dire un truc. Le chaos, en vivant en Inde depuis plus de 20 ans, c'est au quotidien que je le vis, j'ai eu le temps d'en étudier les effets sur les esprits et de concocter des anti-virus pour m'en préserver et le combattre. Ici les masses sont ultra arriérées et elles s'en accommodent comme elles peuvent, elles le vivent très mal en réalité, elles souffrent beaucoup, en France elles sont corrompues, elles s'en accommodent davantage, c'est pire, je vous plains de tout coeur. Quand on part de très bas, quand on se ramasse cela fait moins mal que lorsqu'on part de plus haut.

Et malgré tout on réussit à être de bonne humeur, il le faut bien.

Le premier courriel reçu de mon détracteur.

Effectivement, Tardieu, tu es très loin du terrain et tu ne comprends pas grand'chose à la situation réelle en France actuellement.

J'ai compris au moins une chose. Mon épouse vient de me téléphoner d'Aubagne, et elle m'a raconté que lorsqu'elle s'est présentée à CAF des Bouche du Rhône à Marseille, on lui a donné le numéro 647, elle a précisé qu'il devait y avoir plus de mille assurés sociaux qui attendaient leur tour depuis des semaines et que c'était insupportable.

En réalité, les syndicats dont vos amis depuis des décennies ne se sont jamais servis de leur position stratégique dans les instances dirigeantes de FO au sein des organismes sociaux pour déclencher une grève illimitée jusqu'à ce que le gouvernement ait embauché les dizaines de milliers d'agents nécessaire au traitement décent des assurés sociaux, et réouvert toutes les agences de la Sécurité sociale qui ont été supprimées au cours des décennies précédentes ou en ouvrir dans les communes où elles font gravement défauts. En réalité, en guise de défense de la Sécurité sociale, ils n'ont fait que défendre leur fond de commerce, les statuts du personnel afin de conserver leur influence sur lui et les privilèges qu'ils en retirent, jamais ils n'ont livré un combat pour exiger que la Sécurité sociale dispose des moyens matériels et humains pour pouvoir remplir sa mission conforme aux besoins de l'ensemble des travailleurs.

Ils ont dénoncé les dizaines de milliards d'exonérations patronales, mais ils n'ont jamais réellement mobilisé le personnel de la Sécurité sociale pour les récupérer, ils se sont contentés de gérer la crise au sein des organismes sociaux en assurant la stabilité des rapports entre les travailleurs et l'Etat et le patronat, la paix sociale.

Depuis la fin 2013, les petits kapos de la Caf réclament à mon épouse des sommes énormes qui lui auraient été versées indûment, ils lui retiennent cette somme chaque mois sur ses allocations adultes handicapés, et lorsque le solde est épuisé, quelques semaines plus tard ils lui adressent une autre facture, ils lui ont déjà fait le coup au moins quatre fois, elle est excédée, désespérée, en sanglots, monsieur, elle n'en peut plus! Quand elle demande une explication, à quoi correspond cette somme pour éventuellement la contester, ils lui fournissent une réponse laconique ou ils changent de version, mieux, ils abandonnent une version mais ne la remplacent par aucune autre, c'est l'arbitraire et le mépris le plus total des droits de mon épouse, c'est du totalitarisme. Imaginez que deviez vivre avec 808 euros et qu'on vous annonce que vous devez rembourser 14.000 euros, vous suffoquez. Mais il y a pire encore, ils l'accusent d'avoir fraudé la Sécurité sociale, d'être une voleuse, une femme malhonnête, une délinquante. Ils n'ont jamais été en mesure de le prouver. Ils ont abandonné leur accusation, mais pas la facture qu'ils réclament à mon épouse. Sans explication, elle est passée successivement de 14.000 à 7.300 puis 2.400 euros pour remonter ensuite à 7.500 et redescendre à 1.400 euros pour finalement remonter brusquement à plus de 7.000 euros, mon épouse n'a pas pu me dire combien exactement elle était en larmes et effondrée au téléphone, tous les courriers qu'elle a reçus l'atteste, c'est complètement dingue, non ? Voilà comment fonctionne l'organisme que cogère vos amis.

Tu es complètement aveuglé par ton sectarisme gauchiste qui n'a rien à voir avec Lénine ou Trotsky, l'analyse marxiste consiste en une "analyse concrète de la situation concrète" et non pas en un débit obsessionnel de présupposés idéologiques.

Quel "sectarisme gauchiste" ? Il doit s'agir de mon appel au boycott des élections présidentielles et législatives. Il est vrai que votre courant politique n'a jamais boycotté une seule élection, on pourrait le qualifier de légaliste ou de parlementariste bourgeois.

Cela doit être sectaire et gauchiste de ne pas vouloir soutenir un ex-ministre de Chirac ou de Hollande, de refuser de rouler pour le PS, les institutions et le régime, si c'est de cela dont il s'agit, je l'assume ou je le revendique et je l'ai déjà justifié.

En guise de "présupposés idéologiques" il se pose là :

Tout pas en avant réel vaut bien plus qu'une douzaine de programmes disait Marx.

Réel, vous savez ce que cela signifie ? D'où sortez-vous cette citation de Marx, fournissez-nous la source pour qu'on puisse vérifier dans quel contexte Marx s'était exprimé, à quoi faisait-il allusion. Je la connais depuis 39 ans mais je n'éprouve pas le besoin d'y recourir pour donner de la consistance à un discours creux, je la mets en pratique quotidiennement et je me l'applique, considérant que tout véritable progrès ou enseignement vaut mieux que des déclarations sans lendemain auxquelles vous êtes particulièrement attachées. Laissez Marx où il est, vous n'en êtes pas digne, vous nous faites honte.

Le POID, qui combat pour un gouvernement de la classe ouvrière (titre principal de la Tribune des travailleurs) réaffirme qu'aucune solution conforme aux intérêts des exploités ne peut se trouver dans le cadre de l'Union européenne et des institutions de la Cinquième république et qu'il faut donc les balayer....Est-ce clair ?

En effet, c'est un lieu commun ! Dites à n'importe quel travailleur que sa condition serait meilleure si c'était lui qui gouvernait, et je prends le pari qu'il sera d'accord avec vous ! Nous voilà bien avancés ! Quel démagogue ! Je peux me tromper, mais j'ai comme l'impression que les travailleurs doivent accomplir d'autres tâches ou résoudre d'autres problèmes avant d'y venir ou qu'ils se saisissent de cette perspective politique, par exemple identifier les obstacles qui se dressent devant eux pour les empêcher de prendre conscience de leur condition et de la situation sociale et politique et de se mobiliser contre le régime, j'ai aussi comme l'impression qu'aucun parti ne subordonne son intervention dans la lutte de classes à cette perspective politique, notamment dans les syndicats. Où, quand s'attaquent-ils à l'Etat, aux institutions ? Jamais, tu parles, c'est leur employeur et leur banquier! C'est clair assurément.

Nous sommes actuellement dans une situation de chaos et de décomposition politique, rien ne se passe comme prévu pour la bourgeoisie et tout peut arriver (moins que jamais il faut réfléchir avec des oeillères, ça va être dur pour toi!).

Vous brassez beaucoup du vent décidément. Cela fait des années que j'entretiens mes lecteurs sur la stratégie du chaos adoptée par l'oligarchie, dont font partie le néolibéralisme et sa philosophie nihiliste, la finance mafieuse, la guerre, Al-Qaïda, ainsi que les institutions politiques aux ramifications tentaculaires qui les pilotent et qui de fait gouvernent le monde, que vous et vos amis vous vous employez à les ignorer. On se demandera au passage comment on peut combattre un ennemi qu'on ignore ou en portant des oeillères puisque vous y tenez, qui plus est, qui détient le pouvoir.

Je ne sais pas si "rien ne se passe comme prévu pour la bourgeoisie", mais je constate qu'elle parvient toujours à ses fins, y compris à fomenter des guerres, coups d'Etat, guerres civiles, génocides, famines, etc. à se doter d'instruments politiques et financiers qui lui assurent un pouvoir toujours plus dictatorial, les riches n'ont jamais été aussi riches, le pouvoir économique n'a jamais été aussi concentré entre quelques mains ou banquiers, le pouvoir politique en étant le pendant, confisqué au profit de cette infime minorité qui préside au destin de l'humanité et l'entraîne vers l'abîme.

Vous êtes sous l'influence de la propagande des porte-parole médiatiques de l'oligarchie, vous prenez pour argent comptant toutes les fadaïses qu'ils nous racontent à longueur de temps pour nous détourner de l'essentiel, et cela fonctionne à merveille, vous en faites la démonstration.

Il faut analyser l'actuelle pression d'une masse de travailleurs et de jeunes sur Hamon et Mélenchon pour une candidature commune autour de l'abrogation de la loi travail et de la remise en cause des traités européens....Serait-ce ou non un pas en avant réel favorisant la mobilisation populaire et constituant ainsi une brèche décisive dans cet édifice vermoulu.

"une masse de travailleurs et de jeunes", laquelle ? Celle qui est la plus corrompue par le capitalisme que l'on retrouve dans tous les partis dit ouvriers et les syndicats, tout du moins leurs éléments les plus actifs les yeux rivés sur leurs privilèges. Hamon a dit, Mélenchon a dit, et cela lui suffit, il est comme l'idiot du proverbe chinois qui regarde le doigt du philosophe et non la lune qu'il lui désigne, pitoyable d'en arriver là.

Contrairement à ce que tu nous abreuves chaque jour, les masses apprennent mille fois plus de leur expérience concrète que des prêchi-prêcha à l'infini !

Vous devriez prendre un peu de repos, à me lire "chaque jour" vous allez finir par être intoxiqué par mes "prêchi-prêcha" !

Les masses apprennent mille fois plus de leur expérience, si c'était le cas cela se verrait ou se saurait. Et puis la question n'est pas là. Apprendre quelque chose, c'est bien je vous l'accorde, ce n'est pas moi qui dirais le contraire, à condition que cela serve à quelque chose. Voyez, il existe des millions d'intellectuels en tous genres qui ont la tête bien pleine, à quoi cela leur sert-il, à rien apparemment puisqu'ils passent à côté de l'essentiel ou ils ne sont pas foutus d'interpréter correctement la situation, en fait ils n'y comprennent rien ou pas grand chose, vous avez eu amplement l'occasion de vous en apercevoir en lisant les milliers d'articles que j'ai mis en ligne et qui se terminaient tous dans une impasse politique.

Vous savez à quoi on reconnaît un bon chercheur ou scientifique, à ceci qu'il est capable d'orienter ses travaux dans une direction qui lui permettra de progresser ou de faire de nouvelles découvertes, dans le cas contraire il végètera comme vous et votre parti

Cela dit, de plus en plus de travailleurs et de jeunes plus particulièrement éprouvent de la méfiance vis-à-vis des médias, des institutions et de leurs représentants, mais ce n'est certainement pas grâce à vous pour m'avoir écrit que le combat contre la guerre idéologique et psychologique que mène la classe dominante contre les travailleurs était inutile, vous vous souvenez, n'est-ce pas? Les louanges adressées aux mal nommés réseaux sociaux ont fait long feu, pourquoi ? Parce que leurs utilisateurs se sont aperçus que s'ils ne possédaient pas les instruments politiques pour s'orienter ils seraient des proies faciles pour toutes sortes de manipulateurs ou charlatans.

Le second courriel du même auteur.

Que voilà un grand dialecticien qui confond la période 1981 et aujourd'hui, 2017, où tout peut arriver !!

Je vous rappelle qu'en 1981 votre courant politique tenait déjà ce discours, la théorie foireuse de "l'imminence de la révolution", cela doit vous dire quelque chose, non ? Vous êtes grabataire ou quoi, vous perdez la mémoire faites attention à vous.

Cela fait des années, des décennies qu'on entend le refrain lancinant que cela va péter du jour au lendemain, que le régime et les institutions sont à l'agonie, dites-leur donc ils ont du souffle, pour un peu on finirait pas croire qu'ils sont immortels, vous devriez vous présenter à l'Académie française !

Et quand tout peut arriver, quel (petit) pas réel en avant peut être la goutte d'eau faisant tout exploser et déboucher sur une situation révolutionnaire, indépendamment de la volonté des intéressés ou de leur conscience des enchaînements.....et ces élections n'ont justement rien à voir avec toutes celles qui les ont précédées.

Là on passe à la méthode Coué, à l'autopersuasion. Votre discours est bourré de clichés, de lieux communs, de généralités, de banalités, de formules à l'emporte-pièce mille fois rabâchées à en perdre la tête.

Rappelons quand même que le POID combat pour un gouvernement ouvrier (titre principal de la dernière Tribune des travailleurs), un gouvernement issu des délégués élus sur tous les lieux de travail et de vie, mandatés, révocables, s'organisant en pouvoir constituant souverain....un nouveau gouvernement de la Commune.

Pour durer 72 jours, c'est peu, on espérait davantage 146 ans plus tard !

Mais le sectaire, imbu de ses discours idéologiques, purement stériles, (après des années d'animation de son site, où en est-il le malheureux ?), déconnecté des événements réels (le chaos, notamment en France), en est réduit au monologue!

Admirable, quelle argumentation dites-moi, vous devez faire partie de ces gens qui ont la grosse tête mais certainement à force de réfléchir ou alors cela ne se voit pas.

Je vais vous raconter un truc monsieur le procureur. J'ai eu à de nombreuses reprises à affronter la critique de militants qui me reprochaient de soutenir votre courant politique et je vais vous dire pourquoi.

Parce que à peine avais-je annoncé soutenir le POI ou maintenant le POID après avoir lui un éditorial de D. Gluckstein ou un communiqué, que la semaine ou les semaines suivantes il publiait un article en contradiction avec le précédent ou que je condamnais, dans lequel il renouait avec le vieux démon du révisionnisme pour faire bref, de sorte que je passais pour un crétin ou un farfelu aux yeux de ces militants...

Et bien voyez-vous, j'en ai plus que marre de leur double langage, de leur double jeu, de leur hypocrisie ou de leur sournoiserie, de leurs coups tordus à la con, de leurs manoeuvres minables d'appareils que je n'ai cessé de dénoncer, qui leur fait dire tout et son contraire d'une semaine sur l'autre, pour finalement en revenir au constat qu'ils sont décidément incurables, que c'est leur véritable nature. Que vous le compreniez ou pas importe peu. Et je ne dois pas être le seul militant dans ce cas-là, qui peut supporter beaucoup de choses contraire à ses principes et j'en passe, mais qui n'admet pas qu'on le manipule, que de petits monarques ou despotes le prennent pour un abruti, car c'est bien de cela qu'il s'agit, qui m'aime me suive telle est en substance leur méthode bureaucratique et non démocratique insupportable. Mais vous êtes parfaitement libre de vous faire bernier une fois de plus par ces bonimenteurs.

- Présidentielle: Face à Mélenchon, Hamon agit le réflexe du vote utile - L'Express.fr 15.02

L'Europe, obstacle majeur à une alliance Hamon-Mélenchon - Reuters

Les divergences sur l'Europe entre les deux principaux candidats de gauche à l'élection présidentielle, Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon, sont un obstacle majeur à une alliance que certains de leurs soutiens espèrent, sans forcément y croire.

Depuis la victoire à la primaire socialiste du candidat le plus à gauche du PS, Benoît Hamon, l'idée d'une alliance avec Jean-Luc Mélenchon travaille l'électorat de gauche mais beaucoup la jugent improbable. En cause, un fort ressentiment envers les socialistes dans le camp de Jean-Luc Mélenchon et des programmes présidentiels très éloignés, en particulier sur l'Europe.

"J'ai des différences importantes avec Jean-Luc Mélenchon sur la question européenne", a déclaré Benoît Hamon mardi sur France 5. "Je ne crois pas qu'il faille faire le pari que ça ne marchera pas, qu'il n'y a plus de relance de la construction européenne qui soit possible."

Alors que Jean-Luc Mélenchon annonce dans son programme qu'il faudra dès sa victoire à l'élection présidentielle cesser de respecter les traités européens, "moi, je ne le souhaite pas", a poursuivi l'ancien ministre de l'Education.

"Je souhaite qu'il y ait un nouveau traité budgétaire européen, qui permette une régulation politique et démocratique de la zone euro", a-t-il ajouté, en précisant que ce projet de traité, qu'il a confié à l'économiste Thomas Piketty, serait présenté "dans quelques semaines à nos partenaires allemands".

Avec Jean-Luc Mélenchon, "pour l'instant, nous n'avons pas eu de contact direct", a précisé Benoît Hamon.

L'échec de François Hollande, qui avait promis une renégociation du traité budgétaire européen lors de sa campagne électorale de 2012 avant de se heurter à un refus allemand, a contribué à creuser les divisions au sein de la gauche sur les dossiers européens pendant son quinquennat.

La question européenne déchire la gauche depuis le rejet par les Français du projet de Constitution européenne en 2005.

Le premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, a une nouvelle fois suggéré lundi qu'il serait mieux que Jean-Luc Mélenchon renonce. "Comment peut-il, à 10%, 11%, 12% espérer être majoritaire à lui seul ?", s'est-il interrogé.

Mais il n'y a aucune chance que Jean-Luc Mélenchon renonce, assure un ministre, en expliquant que Benoît Hamon ne vise pas directement Jean-Luc Mélenchon mais ses électeurs et une partie de ses soutiens.

"L'idée de Hamon, c'est de siphonner les voix de Mélenchon et de Jadot pour faire une pression assez forte sur Jadot et sur Laurent", explique ce ministre, à propos du candidat d'Europe Ecologie-Les Verts, Yannick Jadot, et du numéro un du Parti communiste, Pierre Laurent. Reuters 15.02

L'homme propose et dieu dispose.

- Mélenchon propose à Jadot et Hamon de soutenir une candidature unique, "la sienne" - AFP

Jean-Luc Mélenchon, candidat à la présidentielle de La France insoumise (LFI) a proposé mercredi une rencontre aux candidats du PS Benoît Hamon et écologiste Yannick Jadot pour soutenir une candidature, "la sienne". AFP 15.02

Dans les mailles du filet.

Avis aux opportunistes : Je me presse de rire de tout, de peur d'être obligé d'en pleurer. (Beaumarchais, le Barbier de Séville.)

Ils ne peuvent l'emporter seuls, mais en s'alliant, Mélenchon et Hamon peuvent gagner la présidentielle - Tribune généreusement offerte par Le Huffington Post le 15 février 2017

Gérard Filoche, membre du bureau national du Parti socialiste, ne fait pas dans le détail :

LVOG- Eux seuls ont quelque chose à y gagner.

Filoche - Hamon ne gagnera pas seul. Mélenchon ne gagnera pas seul.

Jean Luc Mélenchon vient de déclarer récemment qu'il ne voulait pas de "majorité composite".

"Personne ne peut croire qu'il est possible de gouverner un pays avec une majorité composite de gens qui s'attendent les uns les autres au coin du bois".

LVOG- Poulet, jambon, saucisson, "labellisés" s'il vous plaît !

Filoche - Ca c'est vrai! Il faut que les candidats de la majorité ne s'attendent pas "au coin du bois" mais soient derrière le président élu les 23 avril et 7 mai prochain même "labellisés" en soutien au programme commun de gouvernement qu'il aura formé.

Il serait impossible de gouverner autrement.

LVOG- Gaucherie garantie ou labellisée.

Filoche - Mais la majorité sera forcément plurielle à gauche ou ne sera pas.

LVOG- Quand la fin ou faim justifie les moyens.

Filoche - Donc il faut commencer par le commencement :

Rédiger un programme commun de gouvernement: cela doit être facile, d'ailleurs Mélenchon ne le conteste pas, il a déclaré que les positions étaient "voisines". Et si on les étudie bien, on le vérifie.

Se mettre d'accord sur les grandes lignes de la composition de ce gouvernement correspondant au programme signé. Un gouvernement Hamon, Jadot, Laurent, Mélenchon.

Se mettre d'accord sur une liste partagée respectant chacune des sensibilités et partis de gauche, de 577 noms de candidats communs labellisés en soutien à ce gouvernement.

LVOG- Il est pressé de se goinfrer le bougre.

Filoche - Il faut aller vite car le dépôt des candidatures est le 17 mars.

LVOG- Ils ne seront les obligés de personne puisque les promesses électorales n'engagent que les crétins qui les prennent au sérieux ou ceux qui y trouvent leur compte.

Filoche - Personne ne se ralliera à personne. Personne n'exclura personne. Personne ne sera obligé de "scissionner" ou de soumettre son propre parti.

LVOG- Programme à la carte, c'est plus pratique.

Filoche - Le programme retenu ne sera ni celui de Benoit Hamon, ni celui de Yannick Jadot, ni celui de Jean-Luc Mélenchon.

LVOG- L'art de l'escamotage, de l'enfumage des escrocs.

Filoche - Ce ne sera pas des "bouts de programme" ni une "mosaïque de programme": il sera clairement retenu ce qui unit, et écarté ce qui divise.

LVOG- Eh hop, emballé c'est pesé !

Filoche - En 7 ou 8 ou 9 questions clefs, centrales, sera défini un programme d'action de transition non pas pour résoudre toutes les questions du socialisme, mais pour gouverner de 2017 à 2022. LVOG- Arrêtons-nous un instant

On aura compris que seule l'ambition personnelle ou la soif du pouvoir les guidait (Postes ministériels, statut et les prébendes qui vont avec...). Qu'ils n'en avaient rien à foutre du programme, des électeurs, des travailleurs, au fait où sont-ils passés ceux-là ? Ne cherchez pas, ils ne sont pas "labellisés", il faut dire que c'est si vulgaire, n'importe qui fera l'affaire. LVOG- Pas besoin de passer des "alliances" avec la droite, ils feront son boulot très bien sans eux.

Filoche - Il est en effet hors de question que des alliances se fassent avec la droite ou son prétendu "centre", car il s'agit justement de combattre la politique de droite du trio des candidats de la corruption et de l'argent, les Fillon, Le Pen, Macron.

Et de mettre en œuvre le programme commun de gouvernement de la gauche. LVOG- La gauche sous Jospin fut pluriel en effet en s'étendant à Chirac ! Quand on veut gouverner il faut s'en donner les moyens que voulez-vous.

Filoche - Mais en ce sens, au sein de la gauche, oui, la majorité sera composite tout comme la gauche sous Lionel Jospin fut plurielle. Si elle ne l'était pas, elle ne serait jamais une majorité.

Filoche - Il faut donc "composer" une large majorité de gauche appuyée sur une large majorité de partis, d'associations, de syndicats, à gauche. LVOG- Un sophisme en dernier recours : En "vérité", être de gauche consisterait à gouverner pour le compte des capitalistes en affirmant qu'il n'existe aucune alternative politique possible. Sans rire, vous, travailleurs, vous y gagnerez à tous les coups, il est vrai que le PS sait jouer de la matraque, même cela s'est déjà volatilis.

Filoche - Il faut le faire ouvertement, largement, publiquement, expliquant toute la vérité, il s'agit de gagner ou de perdre, de refuser le choix entre LR et FN et d'ouvrir une page nouvelle de la gauche.

LVOG- Et le meilleur moyen de ne douter de rien, c'est encore de s'enfermer dans le déni.

Filoche - Dans tous les camps de la gauche, il y a des doutes, mais ils ne sont basés sur rien.

LVOG- Mais il y a des choses incontournables qui ont comme un parfum de doute...

Filoche - Il n'y aura pas non plus d'envolée invincible du candidat Benoit Hamon et vains sont ceux qui croient qu'il pourrait passer seul au second tour: malgré la belle primaire, l'avidité de victoire, la peur de la droite et de l'extrême-droite, les réflexes électoraux ne seront pas assez puissants pour vaincre l'héritage du quinquennat.

LVOG- Un autre exemple de déni.

Filoche - C'est pourquoi il ne faut pas croire ceux qui vous disent "c'est impossible". Ni ceux qui sèment le doute. Encore moins ceux qui énumèrent les obstacles.

Ceux qui argumentent du passé, des égos, des futurs candidats, des difficultés... agitent des obstacles, mais soit ils sont irréels, soit ils sont exagérés, soit ils sont "renversables".

LVOG- Voilà qu'il nous traiterait de sectaire. Au POID ils tiennent le même discours, qui se ressemblent s'assemblent. De l'idiot utile à l'électeur idiot utile

Filoche - Certains disent que les militants des deux côtés ne comprendraient pas, et reprocheraient leur candidat de s'être alliés, ou même d'avoir "capitulé". D'abord il faut dire que ça se passe toujours comme ça dans tous les processus unitaires dans toute l'histoire. Il y a toujours des ultras qui refusent, hurlent... mais que proposent ils donc à la place? Ces sectarismes là se surmontent vite. On passe vite du doute, de l'incrédulité, de la méfiance, à la raison, puis à la joie et à l'enthousiasme.

LVOG- Toujours à la gamelle. Attendez, mais c'est qu'il oserait tout : Car c'est nous les gamelles sur lesquelles ils taperaient, et on devrait leur servir de "garantie" en prime. Ah ben si un bulletin de vote cela ne doit pas être exploité à fond, c'est que cela ne servirait à rien !

Filoche - Certains demandent "des garanties": on les comprend il en faut. Ils ne veulent pas d'un "autre discours du Bourget". Ils veulent une "majorité cohérente".

Mais quelle garantie supérieure à part un programme commun de gouvernement, un accord de gouvernement, un accord de partage des circonscriptions?

LVOG- Laissez-nous nous partager le pouvoir, foutez votre bulletin dans l'urne et allez gratter, la vie continuera comme avant ne vous faites pas de soucis, en pire parce qu'il ne peut pas en être autrement dans le contexte actuel.

Si ceux qui détiennent le pouvoir sont capables d'empêcher le Président des Etats-Unis de gouverner, ils ne permettraient pas que quiconque s'avise à mettre en oeuvre un programme qui ne serait pas conforme à leurs intérêts, ils feraient tout pour le renverser et de nos jours ils en ont les moyens.

Battre la droite, ignorer que le PS n'a pas cessé d'appliquer un programme de droite depuis des lustres ou qu'il est également de droite.

Filoche - Il n'en existe aucune à part la mobilisation populaire, des comités populaires de soutien? Et pour qu'il y ait une telle mobilisation populaire, il faut commencer par gagner donc par battre LR et FN. Ce n'est jamais une défaite qui permettra cela...

LVOG- Sa seule préoccupation est électoraliste. Vous devez vous mobiliser pour faire élire des députés de leurs partis, ensuite vous rentrez dans votre caserne, vous vous mobiliserez plus tard ou jamais pour vos droits.

Ce n'est jamais une défaite qui ne permettrait pas quoi, que la gauche plurielle gouverne sous un président de droite, il filoche un mauvais coton !

LVOG- Ce qui serait terrible, c'est déjà ce qui est possible depuis que le PS est au pouvoir, les conditions que vivent au quotidiens des millions et millions de travailleurs et leurs familles, effectivement cela donne à réfléchir.

Filoche - Il y a de quoi réfléchir et choisir entre ce qui est possible et ce qui serait terrible.

LVOG- On doit aider les travailleurs à rompre avec les institutions pour prendre en mains leur destin, à parvenir à se dire qu'il n'existe pas d'autre voie que renverser le régime en place, certainement pas par les urnes, prendre le pouvoir politique et régler leurs comptes avec les capitalistes, l'oligarchie qu'il faut déchoir de leurs droits et privilèges, les abolir, les neutraliser pour qu'ils cessent de nuire à la société, dès lors tout deviendra possible, si et seulement si cette condition est remplie, sinon il n'y absolument rien à espérer, il faut se le dire une fois pour toute.

Quelques aphorismes et réflexions politiques.

1- Et dire qu'il y en a qui procréent encore dans un monde pareil ! C'est monstrueux quelque part, non ? En fait, je l'ai toujours pensé.

En donnant le biberon à un chevreau serré dans dans mes bras qui me regardait dans les yeux, sachant qu'il serait destiné à l'abattoir 6 mois plus tard ou à finir dans mon assiette, j'ai eu un instant la même pensée d'une tristesse infinie à me dégoûter de l'espèce humaine ou de moi-même. Je me suis demandé pourquoi j'avais dû subir cette expérience supplémentaire

2- Il est normal d'avoir toutes les peines du monde à nous en sortir ou à y voir clair, tant nous sommes influencés par l'idéologie dominante ou notre inconscience tout au long de notre existence. En réfléchissant à la situation à partir des faits, on pourrait aussi s'interroger sur l'incohérence de notre propre comportement. Cela me semble indispensable pour progresser.

Avant de juger les autres, ce qui est fortement déconseillé, on ferait bien de commencer par balayer devant notre porte, et il y a du boulot !

Même s'il faut commencer par changer la société pour ensuite changer les hommes, on changera la société si les hommes sont prêts à se comporter en hommes, vous saisissez la nuance ? On pourrait peut-être les aider à s'y préparer, non ?

On ne part jamais de nulle part pour parvenir quelque part ou vaut mieux savoir d'où on part. S'illusionner sur soi-même ne mène pas bien loin.

3- Plus de 99% des travailleurs ont adhéré à aucune formation politique. Ils estiment que cela n'est pas fait pour eux. La moitié environ d'entre eux s'y intéresseraient plus ou moins de loin.

Autrement dit leur condition, leurs droits, besoins, aspirations, l'orientation de la société, le monde dans lequel ils vivent, ils laissent le soin à d'autres d'en décider à leurs places. Ils subissent le sort qui leur a été réservé, aussi ne faut-il pas s'étonner s'ils cherchent à l'améliorer en versant dans l'individualisme, au lieu de prendre conscience qu'ils appartiennent à une classe sociale et qu'ils en partagent le destin.

Pris au premier degré, ce comportement est irresponsable, stupide, illogique. On peut accuser les partis ouvriers d'en être responsable. On doit surtout accuser l'école de les avoir formatés ainsi. Car c'est là qu'on les induit en erreur en ne leur enseignant pas que la nature des superstructures de la société, des institutions ou de l'Etat est déterminée par des rapports économiques ou sociaux, des intérêts de classe que vont incarner les différents partis politiques qui en assurent le fonctionnement.

Les partis politiques qui ont liés leur sort à celui du régime fonctionnent comme un fonds de commerce, dont les membres peuvent espérer tirer un profit individuel, à la manière d'un actionnaire à qui l'on verse des dividendes.

On va leur présenter les partis politiques comme une représentation idéologique qui poursuivrait ses propres objectifs, de sorte que leur nature sociale apparaisse indéterminée ou suffisamment floue, de manière à pouvoir pour donner lieu à toute sorte d'interprétations, qui par la suite donneront lieu à toute sorte de manipulations, afin que les exploités ne soient pas en mesure de déterminer quel est ou quels sont les partis politiques qui représentent réellement leurs intérêts de classe.

Ceux qui s'engageront dans de tels partis seront les premières victimes de ces manipulations. Ceux qui en auront pris conscience auront le choix entre les quitter ou y rester. Ceux qui y resteront deviendront donc consciemment des manipulateurs. Dorénavant ils défendront la ligne politique de leur parti parce qu'elle coïncide avec leurs intérêts sans plus se soucier du reste. Selon le zèle qu'ils y mettront et le talent qu'ils déploieront à cette fin, ils en seront récompensés en se voyant

confié un poste électif, en fonction de leur docilité ou servilité ils pourront grimper dans l'appareil du parti. Dès lors ce ne sera plus que leur mode de vie et les privilèges liés à leur fonction qui détermineront leur mode de pensée en bons agents, représentants ou serviteurs du régime, auquel ils doivent leur statut social.

Quand les partis politiques apparaissent ainsi suite à une multitude de grossiers mensonges, d'affaires ou de scandales de corruption, on a du mal à imaginer qu'ils servent autre chose que leurs propres intérêts, ils inspireront un profond dégoût aux travailleurs qui s'en détourneront ou qui parfois continueront de voter pour eux par dépit, mais surtout cela ne les incitera pas à s'engager dans un parti politique, le pire, c'est que ces partis serviront de repoussoir à quiconque voudrait ne serait-ce que s'intéresser à la politique, ce qui était le but recherché ou devait en être la conséquence inévitable.

Dès lors, sommés de s'exprimer lors d'élections, ceux qui ne se réfugieront pas dans l'abstention voteront en fonction des intentions trompeuses affichées par les différents partis, et tout peut arriver, hormis qu'un candidat incarnant les intérêts de la classe ouvrière soit élu.

Pour qu'il en soit autrement, il faudrait que les travailleurs aient décrypté la règle (truquée) adoptée lors de ces élections. Or, ils en sont incapables pour n'avoir pas acquis la conscience de classe qui leur permettrait de déterminer la nature sociale de chaque parti ou candidat, et de voter en connaissance de cause. Les partis ou candidats en lice à l'élection présidentielle le prouve si nécessaire.

Maintenant la question qui se pose à nous et à laquelle apparemment personne ou presque ne tient à réfléchir, c'est pourquoi les travailleurs ne sont pas capables de se poser les bonnes questions, pourquoi finalement ils abdiquent leurs droits à décider eux-mêmes de leur propre destin.

Pourquoi demeurent-ils insensibles au discours rompant avec le régime qui leur pourrit la vie au quotidien et leur promet pire encore dans l'avenir, pourquoi s'en détournent-ils ou le rejettent-ils au lieu d'y adhérer ou de s'en saisir, puisque on sait qu'au fond d'eux-mêmes ils partagent ce discours, ils perçoivent très bien qu'il n'existe aucune issue favorable à leurs intérêts dans le cadre du régime en place.

La question qu'on doit se poser dès lors, c'est comment faire pour que cette perception affleure à la surface, s'exprime, se traduise concrètement. Il ne faut pas se leurrer, il faut admettre que s'ils partagent l'essentiel de notre analyse ou de notre constat, ils sont encore loin de partager nos conclusions pratiques. Pourquoi, quels obstacles les empêchent-ils d'y venir ou de s'en saisir ? Peut-être l'inexistence d'un parti ouvrier qui les aiderait à cerner ces obstacles pour en venir à bout.

4- Les militants sont tellement sous l'influence de l'idéologie de la classe dominante que le seul fait d'avoir évoqué des événements passés ou présents sous un autre angle que ses représentants, nous a valu toute sorte d'accusations. Ils sont si corrompus par cette idéologie qu'il leur est devenu impossible d'aborder sereinement un sujet sous un angle contradictoire ou d'y réfléchir, pour eux la seule version valable, c'est celle des représentants du régime que les médias distillent à longueur de temps, dès lors on se demandera comment ils pourraient analyser la situation et prétendre y comprendre quoi que ce soit puisque au départ ils s'emploient à la déformer.

[En Oligarchie. OTAN de la désinformation ou de la dictature néolibérale mondiale sur les esprits.](#)

- L'Otan et l'Union européenne derrière le Décodex - Réseau Voltaire 16.02

L'état-major militaire de l'Union européenne a dévoilé son rôle dans la création d'un service du quotidien Le Monde visant à décrédibiliser des sites Internet, le Décodex.

Ce service, techniquement subventionné par Google et Facebook, entend lutter contre l'influence russe supposée en Occident en accusant les sites Internet contestant l'Otan de ne pas être sérieux et de relayer la « propagande » supposée de Moscou.

Plusieurs médias ont été choisis pour collaborer à ce projet. Ils sont tous français, la racine du mal étant, selon les promoteurs de la campagne, non pas Sputnik et Russia Today, mais le Réseau Voltaire.

Lire :

- « La lutte continue », brève en anglais de l'état-major militaire de l'Union, EU vs disinfo.eu, 13 février 2017.

- « La campagne de l'Otan contre la liberté d'expression », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 5 décembre 2016. Réseau Voltaire 16.02

Confirmation

La lutte continue traduit en français.

La lutte continue (<https://euvsdisinfo.eu/la-lutte-continue>)

Feb 13, 2017 - Nouvelles et analyses.

Comme nous l'avons signalé le mois dernier, l'action se déroule contre la désinformation dans la campagne électorale française.

Première étape sur la voie d'un environnement d'information plus fondé sur les faits pour les électeurs, First Draft News a annoncé le lancement de CrossCheck. Ce projet de vérification collaborative vise à aider les électeurs français à comprendre ce qui et à qui faire confiance en ligne. CrossCheck est une coopération entre First Draft News, Google News Lab et dix-sept salles de rédaction en France, dont AFP, Le Monde, Les Echos et Libération. Il utilisera un logiciel à la fine pointe de la technologie pour détecter les tendances du contenu en ligne, puis vérifier les images, les vidéos, les mêmes et les commentaires, afin que les mythes soient rapidement démystifiés et que des histoires trompeuses ou confuses soient signalées avec exactitude. Des vérificateurs de faits renommés Bellingcat suivra en outre la propagation de la désinformation dans le cadre d'une recherche plus large sur les élections européennes.

Le projet CrossCheck sera mis en ligne le lundi 27 février et n'importe qui pourra en faire partie en partageant ses propres déboiages sur la prochaine page CrossCheckers. Suivez CrossCheck sur Twitter et aimez leur page sur Facebook pour en savoir plus! (Source : <https://euvsdisinfo.eu/la-lutte-continue>)

Menu (id)

East Stratcom Task Force FAQ (Le lien vers l'armée américaine ou l'OTAN - LVOG)
https://eeas.europa.eu/node/16043_ru

European Union External Action (Le lien vers l'Union européenne - LVOG)
https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage_ru

Qu'est-ce que First Draft News ?

<https://fr.firstdraftnews.com> - Ressources pour la collecte et la vérification d'informations à destination des journalistes (Avec une photo du siège social du Monde en page d'accueil de la version en français.)

Présentation de Samuel Laurent, éditeur délégué du Monde, partenaire de First Draft L'éditeur délégué du Monde présente à First Draft ses travaux en matière de lutte contre la désinformation en ligne et ses projets

(Redorer le blason des médias aux ordres - LVOG)

Outils pour renforcer la confiance envers les journalistes

Fort de son expérience dans le paysage journalistique américain, Josh Stearns nous présente des outils pour que journalistes et rédactions regagnent la confiance de leur audience.

L'entreprise Gallup rapportait au début de l'année 2016 que la confiance dans les médias, déjà très faible, avait atteint son niveau le plus bas. (...)

Nous nous trouvons désormais confrontés à un effet de rétroaction négatif stratégiquement et intentionnellement alimenté par les personnes bénéficiant de la propagation de sentiments de défiance et d'incertitude. Alors que la presse fait face à des menaces à la fois politiques et financières sans précédent, rétablir cette confiance est prioritaire.

Voici donc six pratiques à développer et dans lesquelles s'investir pour bâtir une relation de confiance avec son audience. Elles sont accompagnées d'exemples de personnes qui montrent la voie.

(Alors que la vérité est leur pire ennemi. - LVOG)

Il faut que les journalistes deviennent de véritables ambassadeurs de la vérité. En effet, les rédactions doivent participer activement à la défense des médias et à l'éducation numérique.

(Alors qu'ils sont à la source de la désinformation. - LVOG)

Nous devons cultiver le scepticisme chez nos lecteurs et les armer d'outils pour qu'ils nous aident à lutter contre la désinformation et que nous puissions donner sa chance à la vérité.

Guide pour la vérification visuelle des vidéos

Il s'agit d'un guide de référence rapide pour vous aider à identifier le qui, quoi, où, quand et pourquoi des vidéos des internautes.

Qu'est-ce que CrossCheck? (id)

Lancement de CrossCheck : à l'approche des élections françaises, les rédactions s'associent pour lutter contre la désinformation

CrossCheck réunit les compétences des secteurs des médias et des technologies pour s'assurer que fausses déclarations soient rapidement détectées et corrigées.

Lundi 6 février, First Draft et le Google News Lab sont au News Impact Summit à Paris et lancent CrossCheck, un outil de vérification collaboratif destiné à aider les citoyens à savoir à quoi et à qui se fier dans les flux des réseaux sociaux, des recherches sur Internet et des actualités, au cours des prochains mois. Facebook soutiendra cette initiative par des outils et un effort d'éducation à l'information sur sa plate-forme. 17 rédactions sont déjà parties-prenantes

CrossCheck réunit les compétences des secteurs des médias et des technologies pour s'assurer que les rumeurs et fausses déclarations soient rapidement détectées et que les nouvelles trompeuses ou fallacieuses soient corrigées. Avec l'élection présidentielle en ligne de mire, les journalistes de rédactions françaises et étrangères vont collaborer pour identifier et vérifier les contenus qui circulent en ligne, qu'il s'agisse de photos, de vidéos, de « memes », de commentaires ou de sites d'actualités.

Parmi les premiers partenaires du projet figurent l'AFP (Agence France-Presse), BuzzFeed News, France Médias Monde (via les Observateurs de France 24), France Télévisions, Global Voices, Libération, La Provence, Les Echos, La Voix du Nord, Le Monde, Nice-Matin, Ouest-France, Rue89 Bordeaux, Rue89Lyon, Rue89 Strasbourg, Storyful et StreetPress. Chaque rédaction mobilisera son expertise, ses ressources et sa connaissance du terrain pour accélérer et approfondir le processus de vérification et s'assurer que tous les citoyens aient accès à des informations vérifiées. Les membres du projet CrossCheck utiliseront ces informations dans leurs propres articles, programmes et contenus relayés sur les réseaux sociaux.

Chacun est invité à signaler les sites et contenus douteux

Le public sera également incité à participer : ils pourront envoyer leurs questions et des liens vers les sites et contenus douteux afin que CrossCheck puisse mener une enquête. Toutes les questions seront recensées sur un site dédié, où figurera également le résultat des investigations de CrossCheck.

Facebook soutiendra CrossCheck sur l'identification et la diffusion des contenus

En tant que partenaire du réseau collaboratif First Draft, Facebook offrira aux membres du projet CrossCheck l'accès à CrowdTangle, un outil facilitant l'identification et le suivi des contenus sociaux en lien avec les élections. Facebook soutiendra en outre la promotion des articles et des ressources de CrossCheck sur sa plateforme pour les publics concernés et, via un effort d'éducation à l'information sur sa plate-forme, aidera à expliquer le processus de vérification et à tenir les électeurs informés des actualités confirmées ou douteuses ayant trait aux élections.

Tirer les leçons des élections américaines en mobilisant les étudiants

Le projet bénéficiera de l'expérience et des enseignements que First Draft et le Google News Lab ont tirés de leur participation à Electionland, une initiative collaborative pour découvrir et rapporter les preuves de manipulation des électeurs au cours de l'élection présidentielle américaine de novembre dernier.

A l'instar du processus mis en œuvre par Electionland, des étudiants seront sélectionnés pour être formés aux technologies de pointes utilisées par les salles de rédaction et des techniques de recherche avancées. CrossCheck recrutera des volontaires au CFJ et à l'école de journalisme de Sciences Po. Les rédacteurs de CrossCheck résumeront et remettront dans leur contexte chaque allégation, créant un flux continu de bulletins d'actualité partageables sur le site CrossCheck. Ce flux sera supervisé par l'Agence-France Presse.

Membre fondateur de First Draft, Bellingcat cartographiera les schémas et les comportements au sein de l'écosystème

de désinformation dans le cadre d'un projet de recherche plus large ayant trait aux élections en Europe. Les bulletins et graphiques produits au fil de l'actualité et fournis par Bellingcat seront diffusés sur le site de CrossCheck pendant toute la durée du projet.

La directrice générale de First Draft, Jenni Sargent explique :

« Nous observons depuis longtemps la qualité du travail de vérification réalisé par de nombreuses rédactions en France. Face à un défi de cette ampleur, c'est vraiment l'union qui fait la force. En collaborant avec de nombreuses rédactions et en ouvrant le projet au public, je suis convaincue que nous serons en mesure de contribuer à limiter le flux de désinformation à un moment aussi crucial pour la France. »

David Dieudonné, en charge de Google News Lab pour la France, a déclaré :

«Après avoir soutenu avec succès First Draft associé à plusieurs rédactions et entreprises de technologies autour du projet Electionland, lors des élections américaines, il est naturel de poursuivre cette approche collaborative unique et efficace avec des rédactions partout en France pour aider à couvrir l'un des scrutins les plus suivis en Europe. Nous sommes fiers de ce partenariat et du nouveau modèle de journalisme collaboratif qu'il inaugure».

Participez : vous pouvez vous joindre au projet jusqu'au 10 février au plus tard

CrossCheck sera lancé le le lundi 27 février. Les rédactions et les étudiants qui souhaitent participer à CrossCheck sont invités à contacter crosscheck@firstdraftnews.com pour plus d'information.

Devenez CrossChecker, partagez vos propres démystifications et vos reportages figureront sur notre page CrossCheck qui sera bientôt en ligne, après vérification par notre équipe. Pour de plus amples informations, inscrivez-vous sur notre liste de diffusion First Draft (choisissez l'option Français).

A propos de CrossCheck

Développé à partir d'idées initialement partagées dans le cadre d'une réunion du réseau collaboratif First Draft en septembre 2016, CrossCheck a été co-construit avec des rédactions locales et nationales en France et le soutien d'organismes internationaux de presse et de technologies membres du réseau First Draft. (<https://fr.firstdraftnews.com>)

Si vous vous connectez à ce portail, vous ne serez pas surpris qu'ils fassent la promotion de... Macron !

Fakes et fakirs

Fake news (fausses nouvelles ou infos), c'est-à-dire les faits que les médias censurent ou les vérités qui contredisent la propagande ou les versions officielles, et qui pour cette raison ne doivent surtout pas parvenir à l'oreille du plus grand nombre par crainte qu'ils se soulèvent contre le régime pour le renverser.

Macron

Fakir : Personne qui donne un spectacle d'exercices : voyance, prestidigitation, hypnose, tours imités de ceux des fakirs. (Le Grand Robert de la langue française)

#Rewind - L'ambiance des meetings de Macron
<https://www.youtube.com/watch?v=3BPckfQ8N7c>

- Emmanuel Macron, le produit de l'année ? - LePoint.fr

- Une vidéo révèle comment les équipes de Macron chauffent l'ambiance de ses meetings via Telegram - Franceinfo

"Plus et mieux" que Minute. Qui cela ? Mais ceux qui nous gouvernent et leurs instruments de propagande : Les médias que l'Etat subventionnent.

- La presse aux ordres et la bonne information: Le magister dixit par Chems Eddine Chitour - Mondialisation.ca, 13 février 2017

Extrait.

«C'est beaucoup plus économique de lire Minute que d'acheter Sartre car pour le prix d'un journal, vous avez à la fois la nausée et les mains sales.» Pierre Desproges

Cette boutade de l'humoriste Pierre Desproges à propos du journal d'extrême droite « Minute », était là pour nous rassurer à l'époque sur la structuration du monde entre les bons et les mauvais, les pyromanes et les autres. De nos jours tout se brouille et le journal Minute de l'extrême droite, que l'on croyait seul à éructer ses insanités brutales, n'est plus le seul, il est secondé par une bien pensance qui, sous couvert de civilité, fait plus et mieux, mais d'une façon insidieuse pour formater l'imaginaire des citoyens lambda. Mondialisation.ca

Tiens, c'est marrant, cela fait déjà quelques années que je tiens ce discours qui m'a valu d'être traité de gauchiste.

Entre nous, qui rendait compte de la réalité, votre serviteur ou tous ceux qui ont nié la réalité pendant des années, et qui par la force des choses sont obligés d'y venir les uns après les autres ?

La Croix sous la bannière étoilée de l'Agence Française de Propagande (AFP).

- S'informant de plus en plus sur les réseaux sociaux, huit Français sur dix s'estiment ainsi exposés aux fausses nouvelles, d'après les résultats du baromètre annuel « La Croix » Kantar Sofres/Kantar Média sur la confiance dans les médias. Ils attendent des médias qu'ils jouent un rôle important lors de la présidentielle, pour fournir une « information vérifiée ». Un défi que les médias veulent relever.

...l'économiste des médias Julia Cagé, (...) redoute que la France « se retrouve dans une situation à l'américaine, où les médias traditionnels perdent complètement la main face aux réseaux sociaux ».

« Comme beaucoup de médias, nous nous sommes interrogés après sa victoire et avons engagé une réflexion collective », explique Michèle Leridon, directrice de l'information de l'Agence France-Presse. « La plupart des médias américains avaient appelé à voter pour Hillary Clinton en vain. On s'est donc dit qu'il fallait mieux capter le terrain, mais aussi mieux se faire entendre, en touchant un public plus large sur les réseaux sociaux. » (<http://www.la-croix.com/Economie/Medias/Barometre-medias-Francais-veulent-information-verifiee-2017-02-02-1200821914>)

Traduction : L'AFP doit diffuser plus largement encore sa propagande vénéneuse sur les réseaux sociaux pour intoxiquer davantage de personnes, de sorte que la mésaventure survenue à Hillary Clinton ne se reproduise pas.

A retenir au confessionnal :

- 1- Les fausses nouvelles ne sont pas relayées par les médias institutionnels.
- 2- S'ils en diffusent, c'est à leur insu (coupable mais pas responsable).
- 3- Ils n'en sont surtout pas à l'origine.
- 4- La majorité de la population a confiance dans les médias institutionnels

La méthode de l'amalgame.

- 1- Chez les maoïstes ou gauchistes.

J'ai posté ce commentaire dans le blog maoïste resistance-politique.fr, suite à leur article publié par mondialisation.ca : "La guerre est devenue un moyen de gouverner".

LVOG- "Incohérence ou confusion.

Vous dénoncez « la mise en accusation des salafistes », pourquoi, vous y seriez favorable ? Si n'importe qui dénonçait le fascisme, vous plaindriez-vous de la mise en accusation du fascisme ?"

Resistance-politique - « Rien ne sera plus comme avant » avaient déclaré certains journalistes et hommes politiques après les attentats qui ont frappé la France. L'intensification des politiques et pratiques sécuritaires préexistantes ne s'est pas fait attendre. Mise en accusation des salafistes, des musulman-e-s, de l'islam ou des immigrés en général. À la parole des politiques, s'est joint l'acte... policier. Resistance-politique.

Constatons que l'auteur de cet article n'a manifestement pas compris que ce genre d'amalgame était destiné à dresser la majorité de la population contre les musulmans, et qu'en le reproduisant tel quel il en devenait un agent, mieux encore, en regrettant la "mise en accusation des salafistes" il légitime l'existence de cette idéologie criminelle !

Quand j'entends Fillon déclarer qu'il veut s'en prendre au salafisme ou aux Frères musulmans, aux Etats qui diffusent l'idéologie criminelle wahhabite, l'Arabie saoudite et le Qatar en premier lieu, qui ont été jusqu'à présent instrumentalisés par les Etats-Unis et Israël pour réaliser leurs objectifs politiques au Moyen-Orient, je ne vois pas pourquoi nous devrions l'attaquer sur ce plan-là puisque nous partageons son analyse, même si évidemment nos intentions ou nos objectifs diffèrent totalement.

Il y a lieu de distinguer entre le contenu d'un discours politique et les véritables intentions de son auteur.

On peut partager certains passages d'un discours politique prononcé par un dirigeant ou un élu d'un parti ou n'importe quelle personne en général, à condition de faire ressortir ses réelles intentions, autrement dit en faisant ressortir de quelle manière il compte exploiter tel ou tel élément de son argumentation, quelle est la part d'hypocrisie contenue dans son discours.

On ne lui reprochera pas de tenir une position que nous partageons éventuellement, ce serait ridicule, or c'est ce que font les gauchistes ou ceux qui veulent se faire passer pour des opposants ou des gens de gauche, parce qu'ils n'ont pas d'autres moyens à leur disposition pour le prouver ou se faire passer comme tels, parce qu'en réalité ce sont des opportunistes qui se caractérisent par leur refus d'affronter le régime ou de combattre pour un changement de régime...

2- Le comble de la confusion. Exiger de BFM-TV qu'il fasse preuve de "transparence", c'est comme exiger du pape qu'il avoue ne pas croire en dieu.

Résultats électoraux contraires à leurs espérances, Penelopegate frappant un de leurs champions désignés...

Écoutez donc ces coquelets hurler à la persécution à la moindre publication d'informations gênantes pour l'un de leurs protégés du moment (Hillary Clinton, François Fillon...)

Quelle mouche a donc piqué une des égéries du poulailler (Ruth Elkrief de BFM-TV) pour dénoncer toute exigence de transparence comme « totalitaire » ? Entendre des "journalistes" évoquer le totalitarisme de l'information transparente, c'est un comble !

Par Pierrick Tillet (<http://yetiblog.org/>) le 08 février 2017

[Apocalypse now en Syrie.](#)

- Syrie : de l'uranium appauvri utilisé par les Etats-Unis contre Daech - LeParisien.fr

Des munitions accusées de causer des cancers et des malformations congénitales.

C'est la première utilisation confirmée de munitions à l'uranium par l'armée américaine depuis l'invasion de l'Irak en 2003. LeParisien.fr

[Ils osent tout](#)

- Quand l'assistant d'un parlementaire PS donne des conseils aux lobbyistes pour influencer les politiques - francetvinfo.fr

Mal connu, ce métier est aussi mal encadré, puisqu'il est, par exemple, possible d'assister un député pour la rédaction de propositions de lois tout en étant rémunéré par des lobbies. Dans son édition diffusée dimanche 12 février, "C Politique" a ainsi découvert que l'assistant du député PS du Pas-de-Calais Nicolas Bays apprenait aux représentants d'intérêt à livrer clés en mains un amendement aux parlementaires.

Prêt à défendre la fabrication de "mines antipersonnel"

Lors de cette formation de huit heures, cet assistant explique ainsi aux élèves lobbyistes comment s'"insérer dans l'ensemble des rouages du pays". Et de prendre l'exemple d'une usine de sacs plastique menacée de fermeture par la décision de la ministre Ségolène Royal d'interdire leur distribution en caisse des magasins.

"En l'occurrence, vous appelez quelqu'un comme Emmanuel Macron, à l'époque à l'Economie, pour lui demander si au nom de l'environnement on est obligé d'aller détruire des emplois", raconte-t-il.

"Vous vous débrouillez pour que les parlementaires de la circonscription montent au créneau de manière publique, car c'est leur intérêt : ce sont leurs électeurs qui sont en train de se faire virer. (...) Soyons clair : les sacs plastique, on s'en fout, ils auraient pu faire des mines antipersonnel à l'uranium, on les aurait tout de même défendus", ajoute l'attaché parlementaire.

Interrogé par les équipes de "C Politique", Nicolas Bays, qui emploie ce collaborateur, est gêné aux entournures : "Il le faisait avant que je l'embauche, et doit donner huit heures de cours par an. Je ne savais pas qu'il apprenait aux lobbies à rédiger un amendement, c'est gênant. Il arrêtera." francetvinfo.fr

A voix haute personne ne savait rien, mais à voix basse tous savaient tout, puisqu'ils partagent les mêmes pratiques ou ont tous quelque chose à se reprocher.

La gamelle. De la Belle Alliance Populaire à La belle démocratie.

- Lancement de "La belle démocratie" par des collectifs citoyens pour "changer les pratiques politiques" - AFP

Les représentants de 24 collectifs citoyens de toute la France se sont réunis à Marseille pour lancer le label "La belle démocratie" avec l'objectif, aux élections législatives, de "changer les pratiques politiques" pour une "réappropriation citoyenne du pouvoir"... AFP

C'est fou le nombre de dirigeants politique qui veulent au nom des travailleurs ou des citoyens reconquérir ce qu'ils n'avaient jamais conquis, se réapproprier, ce dont ils ne s'étaient jamais appropriés, à moins qu'ils s'agissent de tout autre chose

Fabrication du résultat de la présidentielle.

- Chute libre pour Fillon, Macron en recul, Hamon s'envole (sondage) - AFP

Emmanuel Macron reste en tête des personnalités suscitant le plus de soutien ou de sympathie, mais est en recul, tandis que François Fillon dégringole et que Benoît Hamon s'envole, selon un sondage Odoxa rendu public mardi.

- Ni le droit ni la morale ne sortent grandis de l'affaire Fillon - Le Huffington Post

- Pour Bayrou, le maintien de Fillon "menace l'alternance" - AFP

- Les associations anti-racistes reçues à Matignon - AFP

- Fillon veut que les Français musulmans expriment leur "colère" - AFP

François Fillon a souhaité, lors d'une visite à la grande mosquée de Saint-Denis de La Réunion, voir "monter du fond" des Français musulmans "un cri de colère contre les extrémistes" se réclamant de l'islam.

M. Fillon voudrait voir "monter du fond même des citoyens français de confession musulmane ce cri de colère et de protestation contre les extrémistes, pas seulement contre les terroristes", mais "contre ceux qui déforment le message de l'islam et appellent à la division à l'intérieur de la communauté musulmane".

"Je réclame l'interdiction de tous ceux qui sont en contradiction permanente avec les valeurs de la République (...) La République a le droit de se défendre contre ceux qui appellent à sa destruction", a insisté l'ex-Premier ministre.

"Si la coexistence entre religions est exemplaire à La Réunion, elle ne l'est pas partout sur le territoire national", a-t-il regretté dans cette mosquée, la plus vieille de France, inaugurée en 1905 sur une île peuplée aujourd'hui d'environ 850.000 habitants, dont 5% de musulmans (85% de chrétiens, essentiellement catholiques).

"Je comprends que vous soyez choqués quand on parle de "totalitarisme islamique"", a encore déclaré l'auteur de Vaincre le totalitarisme islamique, aux responsables musulmans qui venaient de lui en faire la remarque.

"Il vaudrait mieux dire que ce sont des totalitaires qui se réclament de l'islam, qui brandissent le drapeau de l'islam, qui essaient de s'accaparer l'islam", a-t-il concédé.

L'ex-Premier ministre a également souhaité "que nous ayons un CFCM (Conseil français du culte musulman) qui soit plus une autorité religieuse. Je ne crois pas que nous ayons besoin d'une organisation du culte musulman en France qui ait un caractère politique".

"Nous avons besoin d'un islam dégagé des influences étrangères", a-t-il également affirmé. "Nous savons que les influences étrangères ne sont pas des influences innocentes - je ne les mets pas toutes dans le même panier- mais il y en a qui poursuivent un but politique", a-t-il déploré.

- Une majorité d'Européens se disent contre l'immigration provenant de pays musulmans - LeFigaro.fr

Selon un sondage du think tank britannique Chatham House, 55% des Européens souhaiteraient suspendre l'entrée des immigrés venant des pays musulmans. Cette proportion s'élèverait à 61% chez les Français. LeFigaro.fr

- Emmanuel Macron est le seul capable de renouveler notre système politique - Le Huffington Post

- En Marche!: Moscou pourrait oeuvrer contre la candidature Macron - AFP

Richard Ferrand, secrétaire général d'En Marche!, a demandé lundi aux "plus hautes autorités de l'Etat" de "garantir qu'il n'y aura pas d'ingérence d'une puissance étrangère dans notre vie démocratique", laissant entendre que la Russie pourrait oeuvrer contre...

- Le programme de Hamon amène la France tout droit vers l'arrêt cardiaque - Le Huffington Post

En oligarchie. Hommage au "chef-d'œuvre" de la barbarie.

- World Press Photo : l'ambassade de Russie à Ankara condamne le choix du jury - Franceinfo

L'ambassade russe à Ankara a condamné, mardi 14 février, la décision du World Press Photo de récompenser la photographie montrant l'assassin de son ambassadeur se tenant debout près du corps de sa victime.

Dans un message publié sur sa page Facebook, l'ambassade s'est élevée contre une décision "démoralisante", estimant qu'elle traduisait une "déchéance complète de l'éthique et des valeurs morales". Faire "la propagande de l'horreur du terrorisme est inacceptable", a-t-elle ajouté.

La photographie, prise le 19 décembre par Burhan Ozbilici, de l'agence Associated Press, montre le policier turc de 22 ans alors qu'il venait de tuer de neuf balles l'ambassadeur de Russie à Ankara, Andreï Karlov, lors de l'inauguration d'une exposition. On y voit l'assassin, Mevlüt Mert Altintas, doigt en l'air, une arme à la main, son visage montrant la colère.

Les juges qui lui ont décerné, lundi, le premier prix du plus prestigieux concours de photojournalisme ont salué le courage du photojournaliste, ainsi que la portée symbolique de cette image.

Mais ce choix a suscité la controverse au sein même du jury du World Press Photo, a révélé son président, Stuart Franklin, dans une tribune publiée par le quotidien britannique The Guardian. "C'est une photo d'un meurtre, le tueur et le tué, tous deux aperçus sur la même image, et moralement aussi problématique à publier qu'une décapitation terroriste", a-t-il écrit. Franceinfo

Libération.fr - Pour le photographe Nicolas Baudouin, au-delà de toute polémique, l'image de Burhan Ozbilici, récompensée par le World Press Photo 2017, fera partie des chefs-d'œuvre de l'histoire de la photographie de reportage.

Il ne fait donc aucun doute qu'au-delà de toute polémique et de son contexte géopolitique, cette image viendra s'ajouter aux incontournables chefs-d'œuvre de l'histoire de la photographie de reportage et mérite donc cette récompense institutionnelle qu'est le World Press Photo 2017. Libération.fr 15.02

Ils osent tout.

- Le directeur de la police s'indigne d'une tribune pour Théo - Reuters

- Incidents en banlieue: Le FN lance une pétition "pour soutenir la police" - AFP

- Hamon candidat de la "bienveillance" face au "bulletin de vote qui veut faire mal" - AFP

- Audrey Azoulay juge "irresponsables" les attaques contre les journalistes - AFP

Les attaques contre les journalistes de la part de responsables de la droite sont "irresponsables", a estimé mardi la ministre de la Culture Audrey Azoulay, s'interrogeant sur la viabilité de la candidature de François Fillon. AFP

- Macron qualifie la colonisation française de "crime contre l'humanité" et s'attire les foudres d'élus des Républicains et du FN - Franceinfo
 - Hollande dénonce les attaques de la droite contre les pauvres - Reuters
 - Le scandale russe aux États-Unis est un potentiel Watergate pour un ex-journaliste vedette de CBS - Le Huffington Post
 - Les organisateurs de la "Marche des Femmes" appellent à une grève générale des femmes le 8 mars - Le Huffington Post
 - Et si Donald Trump ne savait pas lire ? - LePoint.fr
-

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Le principal conseiller de Trump pour la sécurité fragilisé - AFP

La Maison Blanche a laissé planer un doute lundi sur l'avenir politique de Michael Flynn, principal conseiller de Donald Trump pour la sécurité, soupçonné de proximités avec la Russie.

"Le président évalue la situation, il parle au vice-président (...) et à plusieurs autres personnes", a indiqué le porte-parole de la présidence américaine Sean Spicer, au moment où les Etats-Unis s'interrogent sur un éventuel remplacement de Michael Flynn à ce poste stratégique, moins d'un mois après la prise de fonction de M. Trump.

La position de M. Flynn, conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump, s'est considérablement fragilisée depuis la publication vendredi par le Washington Post et le New York Times de la teneur de conversations entre lui et l'ambassadeur de Russie à Washington Sergey Kislyak.

Au moment où l'administration de Barack Obama ordonnait fin décembre des sanctions contre la Russie pour son ingérence présumée dans les élections américaines, Michael Flynn assurait le diplomate russe que Donald Trump serait beaucoup moins sévère à l'égard de Moscou. Selon les médias, de telles discussions peuvent être considérées comme illégales.

Les démocrates au Congrès réclamaient lundi le renvoi de l'ancien général pour ces accusations "ahurissantes", tandis que leurs collègues républicains optaient pour le mutisme.

(suit un tissu de mensonges)

Ces révélations ont manifestement placé l'administration Trump dans l'embarras. Les conseillers du président, qui sont apparus dans les médias pendant le week-end, n'ont pas cherché à défendre Michael Flynn.

(pour finalement...)

Ce n'est que lundi après-midi qu'une proche conseillère de Donald Trump a tenté de dissiper le malaise, assurant sur MSNBC que l'ancien soldat bénéficiait "de la confiance totale du président".

Kellyanne Conway a relevé que M. Flynn était un "pivot important" cette semaine avec les visites de dirigeants étrangers, les chefs de gouvernement canadien Justin Trudeau et israélien Benjamin Netanyahu.

1.2- États unis : démission du patron de la sécurité nationale de Donald Trump - Franceinfo

Le conseiller à la sécurité nationale de Donald Trump Michael Flynn a été contraint de démissionner lundi 13 février... Franceinfo

1.3- La CIA refuse l'accès au CNS de l'adjoint du général Flynn - Réseau Voltaire

La CIA a refusé à Robin Townley l'accréditation Défense au niveau nécessaire pour siéger au Conseil national de sécurité (CNS).

Robin Townley avait été désigné comme principal assistant du conseiller de Sécurité nationale, le général Michael Flynn. Il devait exercer au sein du CNS la fonction de directeur pour l'Afrique, mais s'est ainsi trouvé contraint de présenter sa démission.

La décision de l'Agence est la « réponse du berger à la bergère » après le Mémoire du président Trump mettant fin au siège permanent du directeur de la CIA au CNS.

Simultanément, la CIA tente de prouver que les contacts du général Flynn avant l'élection présidentielle avec l'ambassadeur de Russie, Sergey Ivanovich Kislyak, constituent un crime fédéral. Selon l'Agence, en confirmant au diplomate les déclarations pourtant publiques de Donald Trump sur la nécessité de lever les sanctions contre Moscou, Michaël Flynn aurait commis un délit d'espionnage.

Si la CIA parvenait à ses fins, le conseiller de sécurité nationale serait arrêté.

"Turmoil at the National Security Council, From the Top Down", David Sanger, Eric Schmitt, and Peter Baker, The New York Times, February 12, 2017. Réseau Voltaire 13.02

1.4- Trump accuse le renseignement américain de fuites à la presse - Reuters

Donald Trump a accusé mercredi les services de renseignement américains de fournir illégalement des informations à la presse après la parution dans le New York Times de révélations sur les relations entre des membres de son équipe de campagne et la Russie.

Dans un message matinal sur son compte Twitter, le président américain affirme que "des informations ont été illégalement fournies" au New York Times et au Washington Post "par la communauté du renseignement".

Donald Trump met en cause dans ce message le comportement de l'Agence de sécurité nationale (NSA) et du Bureau fédéral d'investigation (FBI), mentionnant entre parenthèses les acronymes des deux agences suivis par un point d'interrogation.

Dans un autre tweet, le locataire de la Maison blanche estime que la "connexion russe" est un "non-sens" se résumant à une simple tentative pour "couvrir les nombreuses erreurs commises par la campagne perdante d'Hillary Clinton".

Citant plusieurs sources, le New York Times a rapporté mardi que des écoutes et relevés téléphoniques avaient montré que plusieurs membres de l'équipe de campagne de Donald Trump et certains de ses associés avaient multiplié les contacts avec les services de renseignement russes au cours de l'année ayant précédé l'élection présidentielle.

Ces nouvelles révélations sont parues au lendemain de la démission de Michael Flynn, conseiller présidentiel à la sécurité nationale, mise en cause après des conversations téléphoniques tenues avec l'ambassadeur de Russie à Washington fin décembre, soit avant l'investiture de Donald Trump.

Une telle pratique est considérée comme illégale en droit américain. Des parlementaires, inquiets après ces révélations, ont demandé mardi une enquête officielle sur les relations entre la Maison blanche et la Russie.

Lors d'une conférence de presse tenue en compagnie du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, le président américain est revenu sur la démission de Michael Flynn, le présentant comme "un homme formidable" et jugeant que ce qui lui est arrivé "est très, très injuste" et que les documents le mettant en cause ont été, a-t-il insisté, "diffusés de manière illégale". Reuters 14.02

1.5- Feltman prorogé à l'Onu - Réseau Voltaire

Le nouveau secrétaire général des Nations unies, António Guterres, a procédé aux nominations de son équipe.

Le directeur des Affaires politiques, Jeffrey Feltman, a été prorogé dans ses fonctions pour une année. Durant le mandat de Ban Ki-moon, il s'agissait de la plus haute fonction diplomatique au monde.

M. Feltman représente les intérêts de l'État profond US. Diplomate de carrière, il a d'abord servi en Israël, puis pour le compte de l'Autorité provisoire de la Coalition en Irak (un organisme privé qui ne dépendait pas de la Coalition, mais concentrait les membres du « gouvernement de continuité » US). Ambassadeur au Liban, il organisa l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, la Commission d'enquête de l'Onu et le Tribunal spécial contre les présidents Émile Lahoud et Bachar el-Assad. Par la suite, il devint l'assistant d'Hillary Clinton au département d'État, puis entra comme numéro 2 à l'Onu. Il est l'auteur du plan de capitulation totale et inconditionnelle de la Syrie (techniquement rédigé par l'Allemand Volker Perthes) [1].

[1] « L'Allemagne et l'Onu contre la Syrie », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 28 janvier 2016. Réseau Voltaire 16.02

1.6- Israël/Palestine : Trump s'éloigne de la solution à deux Etats - AFP

Marquant une rupture dans la politique américaine au Proche-Orient, Donald Trump a affirmé que la "solution à deux Etats" n'était pas la seule possible pour régler le conflit israélo-palestinien, assurant être ouvert à des alternatives si elles mènent à la paix. En accueillant à Washington mercredi son "ami" le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, le nouveau président a vanté les liens indestructibles des Etats-Unis avec Israël, tout en appelant l'Etat hébreu à "la retenue" sur la poursuite de la colonisation dans les Territoires palestiniens.

Lors d'une conférence de presse commune, M. Netanyahu, qui entretenait des relations exécrables avec Barack Obama, a loué le nouveau locataire républicain de la Maison Blanche, jugeant qu'il offrait "une occasion sans précédent" pour faire avancer la paix. "Il n'y a pas de meilleur soutien du peuple juif et de l'Etat juif que le président Donald Trump", a-t-il martelé. AFP 15.02

Qu'on ne s'y Trump pas, le nouveau président américain en affirmant, je cite : qu'il n'était pas arc-bouté sur la solution à deux Etats : un Etat de Palestine coexistant en paix avec Israël. "Je regarde deux Etats et un Etat, et si Israël et les Palestiniens sont contents, je suis content avec la solution qu'ils préfèrent. Les deux me conviennent", a dû vouloir dire par là ce que tout le monde pense tout bas, à savoir qu'il ne devait exister qu'un seul Etat, "l'Etat juif" d'Israël (Netanyahu). L'extrême droite l'a confirmé peu de temps après.

AFP - Le chef de la droite nationaliste religieuse israélienne Naftali Bennett a estimé pour sa part que l'idée d'un Etat palestinien était révolue. "Une nouvelle ère, de nouvelles idées, pas besoin d'un troisième Etat palestinien au-delà de la Jordanie et de Gaza", a tweeté le chef du Foyer juif, fervent partisan de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-est occupées. AFP 15.02

Après ces encouragements, Netanyahu s'est soulagé en allant plus loin encore.

AFP - Après la rencontre, Benjamin Netanyahu, cité par la radio publique israélienne, a refusé de s'engager à continuer de soutenir l'idée de deux Etats.

Il a également demandé au président américain de reconnaître l'annexion du plateau syrien du Golan conquis par Israël. "Le président n'a pas été stupéfait par cette demande", a-t-il dit. AFP 15.02

1.7- Puzder, nommé secrétaire au Travail par Trump, contraint à se retirer - LeFigaro.fr

Après le refus de sa candidature par le Sénat américain, ce PDG d'une chaîne de fast-food, plombé par des révélations sur d'anciens épisodes de sa vie personnelle, a préféré retirer sa candidature, ce mercredi.

1.8- Trump abroge une règle anti-corruption dans le secteur énergétique - AFP

Le président américain Donald Trump a signé mardi l'abrogation d'une règle qui obligeait notamment les compagnies minières et pétrolières américaines à rendre publics les paiements versés aux Etats étrangers afin de prévenir des faits de corruption.

2- Union européenne

- CETA: le Parlement européen approuve l'accord commercial UE/Canada - AFP

Le Parlement européen s'est prononcé mercredi en faveur du CETA, le controversé accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, en dépit de nombreuses protestations.

Avec ce vote favorable, une grande partie du texte devrait être appliquée de manière provisoire, a priori au printemps, le temps qu'il soit ratifié par les Parlements de l'UE, ce qui prendra des années.

Réunis en session plénière à Strasbourg, les eurodéputés ont été 408 à se prononcer en sa faveur, 254 à voter contre et 33 à s'abstenir.

Le texte - appelé Accord économique et commercial global (AECG, en anglais CETA) - supprimera 99% des droits de douane. Présenté comme un modèle d'accord commercial, il prône également la coopération en matière sociale, sanitaire et environnementale.

Parmi les principales cibles des critiques, les tribunaux arbitraux amenés à être mis en place une fois que le traité aura été définitivement approuvé.

Ces juridictions pourront être saisies par une entreprise afin de demander réparation à un Etat ayant pris une réglementation contraire à ses intérêts.

Avec l'approbation du Parlement européen, un long et incertain processus de ratification du CETA s'ouvre maintenant. Au total, 38 parlements nationaux et régionaux dans l'UE devront approuver le texte. AFP

3- Venezuela

3.1- Washington inflige des sanctions au vice-président du Venezuela - AFP

Les Etats-Unis ont imposé lundi des sanctions financières au vice-président du Venezuela Tareck El Aissami, au titre de la lutte contre le trafic de drogues, selon le site de l'OFAC, une agence du Trésor qui met en place ces sanctions gelant les actifs aux Etats-Unis des personnes visées. AFP

3.2- Venezuela: la démocratie est "en phase terminale" - AFP

La démocratie au Venezuela est "en phase terminale", a accusé mardi le président du parlement vénézuélien, Julio Borges, qui a mis en cause le régime "autoritaire" du président Nicolas Maduro. AFP

4- Syrie

- L'Otan suspend ses opérations en Syrie - Réseau Voltaire

Les ministres de la Défense de l'Alliance se sont réunis le 15 février 2017 au siège de l'Organisation à Bruxelles, en présence du général James Mattis, secrétaire à la Défense de l'administration Trump.

Les ministres ont décidé à la fois la création d'un pôle Sud chargé de contrôler l'Afrique et le Moyen-Orient et la suspension des vols de renseignement en Syrie.

Depuis le début de la guerre initiée par Washington, Londres et Paris contre la Syrie, en 2011, l'Otan assure la surveillance du champ de bataille au moyen de ses AWACS et des satellites de ses membres. Ces informations sont aussitôt triées et certaines d'entre elles sont transmises aux groupes jihadistes qui peuvent ainsi échapper à l'Armée arabe syrienne.

En retirant ses AWACS, l'Organisation entendrait ne pas prendre position dans le conflit qui oppose actuellement les kurdes entre eux. Réseau Voltaire 16.02

ECONOMIE

Egypte

- L'Egypte sur la voie du sacrifice économique - euronews.com

Après avoir obtenu la promesse d'un prêt de 12 milliards de dollars sur trois ans auprès du FMI pour soutenir son économie, après avoir dévalué sa monnaie, l'Egypte remanie son gouvernement pour mener à bien d'importantes réformes économiques. Des réformes indispensables pour redresser le pays et tenter d'insuffler un climat de confiance pour attirer les investisseurs. Car le pays continue de s'enfoncer dans la crise économique.

Premier indicateur, l'inflation devenue galopante. De 13 % en septembre 2016, le taux d'inflation a fait un bond spectaculaire, passant à 24 % en décembre et atteignant 30 % en janvier 2017.

Une inflation qui s'explique en partie par la dévaluation de la monnaie égyptienne face au dollar. Il fallait 8,83 livres pour un dollar en novembre, 16 en janvier 2017.

Cette dévaluation et le passage à un régime de change flottant, réclamés par le FMI, doivent permettre à terme au pays de reconstituer son stock de devises étrangères en facilitant les exportations.

Mais sur le marché intérieur, cette dévaluation est synonyme d'explosion des prix, car les importations en pâtissent.

Des produits importés tels que la farine de blé, le riz, le sucre ou encore le café, ont vu leurs prix augmenter jusqu'à 80 % en moyenne en l'espace de quelques mois seulement. Les denrées alimentaires ont globalement subi une hausse des prix de 40 % en un an.

Denrée de base, la consommation de blé de l'Egypte a atteint 19,6 millions de tonnes en 2016. Or le pays en importe la plus grande partie. Les importations de blé devraient s'établir à 11,8 millions de tonnes en 2017.

Aujourd'hui, près de 70 millions d'Egyptiens bénéficient d'une aide de l'Etat pour acheter ces marchandises de première nécessité dans des magasins contrôlés par l'Etat. Et pourtant, le marché noir explose lui aussi et la grogne commence à se faire sentir :

"Il n'y a pas un client qui arrive sans se plaindre. Des choses qui coûtaient 1 livre, en coûtent aujourd'hui 5, et ce qui coûtait 5 livres en coûte aujourd'hui 10. Certains prix sont exagérés et je ne sais pas pourquoi. Y'a-t-il une raison pour que le gouvernement laisse cela se produire ? Quelles sont leurs raisons ? Nous ne le savons pas", explique le directeur de la chaîne de magasins Samy Salama, Emad Maher.

Un sentiment d'incompréhension qui ne peut qu'augmenter avec la deuxième salve de réformes économiques. En échange de son prêt, le FMI a effectivement demandé au gouvernement d'Al Sissi une forte diminution des aides sur ces produits de première nécessité, sur l'essence et sur l'électricité (ainsi qu'une hausse de la TVA).

La Banque centrale égyptienne n'a de toutes façons plus les moyens de mener ces politiques d'aides, car elle ne dispose pas d'assez de devises pour répondre aux besoins de la population. Ses réserves en dollars sont passées en cinq ans de 40 à un peu moins de 20 milliards.

Avec la chute du tourisme, des prix du pétrole et des investissements étrangers, le pays est dans une mauvaise passe. Mais le remède risque de faire à nouveau descendre les Egyptiens dans la rue. euronews.com

[Haut de page ↗](#)

Le 21 février 2017

[CAUSERIE](#)

Encore une causerie très dense.

[Nouveau courriel reçu.](#)

Nouveau courriel reçu du névrosé profond qui me harcèle depuis des années de ses inepties.

- "Un constat qui résume l'ensemble : après des années et des années de réflexions quotidiennes, des milliers et milliers de lignes (la plupart du temps bien fumeuses), et de consultation de ce site par des centaines et centaines de personnes.... à l'arrivée , un seul sympathisant !! Tout est dit !"

Et un seul lecteur fulmine à la lecture de mes causeries, tout est dit en effet ! Il n'est pas à une contradiction près, qui ne méritent même plus d'être relevées. Passons.

[Présentation de cette causerie.](#)

Aujourd'hui on va consacrer une grande partie de cette causerie à l'attaque de la classe dominante via ses médias contre les supports (portails ou blogs) qui diffusent des informations qu'ils censurent ou qu'ils déforment délibérément ou encore qu'ils inventent, en hurlant aux fake new pour mieux s'ériger en inquisiteur de la pensée ou en détenteur de la vérité, qu'ils s'emploient à fabriquer pour façonner les consciences conformément à leurs besoins, et ainsi neutraliser toute opposition au monstrueux modèle de société que l'oligarchie est en train de mettre en place.

C'est un sujet si dense qu'on ne peut évidemment pas tout dire en quelques pages. Qui plus est, la situation semblant inextricable

et confuse à bien des égards, il devient impensable d'aborder les différents acteurs qui y jouent un rôle sans les caractériser politiquement. Cela semblera peut-être arbitraire à ceux qui s'accommodent de leurs contradictions, mais c'est encore le moyen le plus efficace à notre disposition pour démasquer leurs véritables intentions et la fonction qu'ils remplissent, qui ne correspond pas toujours ou rarement pour être plus précis avec la cause qu'ils prétendent représenter ou défendre.

J'ai observé depuis des années que les uns et les autres partageaient les mêmes méthodes malhonnêtes ou sournoises dans leurs analyses, consistant à recourir à une multitude de moyens pour falsifier la réalité ou la déformer avec une arrogance, un aplomb tel ou une sincérité désarmante, de sorte qu'en les dénonçant je prends le risque de passer pour un dogmatique, un donneur de leçons ou un procureur, alors qu'en réalité sur la base des faits je ne fais que remettre les uns et les autres ou les choses à leur place tout simplement.

S'agissant des intellectuels à l'origine des médias dits alternatifs, il est facile de prouver ce que j'avance ou de les confondre, puisque les milliers d'articles qu'ils ont publiés se caractérisaient pratiquement tous par leur incohérence, si bien qu'ils conduisaient systématiquement à une impasse politique ou dans les bras du régime, c'est d'ailleurs à cet endroit uniquement qu'on pourrait leur attribuer une certaine consistance ou logique ce qui mériterait qu'on salue leur détermination à étaler ainsi leur propre impuissance, peu importe qu'ils en aient eu ou non conscience puisqu'ils y trouvaient satisfaction, ce qui montre au passage qu'on ne poursuit pas les mêmes objectifs politiques, celui du combat du mouvement ouvrier, renverser l'ordre établi, s'emparer du pouvoir politique, changer radicalement de société, en finir avec le règne de l'exploitation de l'homme par l'homme qu'incarne de nos jours le capitalisme ou l'impérialisme.

Se donner les moyens d'atteindre ces objectifs devrait être une obsession, or chez eux ils font défaut puisqu'ils ne reconnaissent pas à la classe ouvrière son rôle historique et les tâches politiques notamment qui en résultent, ils interviennent et demeurent à l'extérieur du mouvement ouvrier, ils ne peuvent donc pas prétendre y jouer un rôle dirigeant.

C'est autre chose d'écrire de beaux articles ou de s'adresser à des gens d'une tribune, cela en est une autre de construire les instruments qui permettent de changer la société en allant à la rencontre des travailleurs quotidiennement et de confronter nos idées et nos convictions aux nombreux obstacles qui les retiennent de prendre leur destin entre leurs mains. La différence est qualitative, on passe à un niveau de conscience supérieur quand on s'organise dans un parti ouvrier, on se donne les moyens d'atteindre nos objectifs, on passe au plan pratique, on passe à l'action, on ne contente plus de paroles écrites ou orales, on s'engage véritablement. Le parti est la conclusion du Manifeste du parti communiste de Marx et Engels, et il concentre les enseignements de la lutte de classes, les expériences les plus élevées du mouvement ouvrier révolutionnaire, c'est de là qu'il tire sa légitimité.

Ceux qui lui refusent, ignorent le développement du capitalisme qui aboutit à sa putréfaction, au chaos et à la barbarie ou à sa négation en le dépassant. Pour eux l'horizon du capitalisme est indépassable. Ils sont plus proches des hommes qui pendant des millénaires contemplèrent l'horizon au-dessus des océans sans savoir ce qu'il y avait au-delà ou au bout, ils restent fixés au rivage du capitalisme, tandis que les hommes d'aujourd'hui doivent avoir les yeux rivés au-delà de cet océan de sueur, de larmes et de sang. Cet au-delà n'est pas inaccessible, dès lors qu'on ne se contente plus d'idées ou de paroles ou qu'on passe à l'action.

Eux ils sont en quête de respectabilité, de légitimité et il est puéril de l'autoproclamer. J'ai lu que la démission de Flynt sonnait comme un avertissement à tous ceux qui au sein de l'administration Trump envisagerait d'affronter les sommets de l'oligarchie, ce qui devrait en décourager plus d'un de s'y frotter, ils devraient faire profil bas s'ils voulaient conserver leur poste.

Pour passer à la radio ou à la télévision en France, il fallait avoir adopté la version officielle du 11 septembre 2001 sous peine d'être qualifié de complotiste et de se retrouver en compagnie de personne jugée indésirable pour cette raison. Du coup certains journalistes ou animateurs de blogs ou portails qui avaient bien retenu la leçon, n'ont cessé à ce jour contre la logique la plus élémentaire (niveau CE1) de demeurer fidèles à la parole de G.W. Bush, D. Cheney et de C. Powells. Cela ne leur aura servi à rien puisque plus tard certaines de leurs prises de positions aboutiront à les exclure des médias mainstream.

Je rappelle pour la énième fois qu'il est impossible qu'un building de plus de 40 étages aux structures métalliques s'effondre sur lui-même en 5,6 secondes suite à un simple incendie (Tour n°7), et que la température maximum atteinte par la combustion du kérosène ne permet pas d'atteindre le degré de fusion de l'acier et de faire fondre des poutres de 10 cm d'épaisseur (Tours jumelles percutées par des avions).

S'agissant d'intellectuels de formation et professionnels on ne peut pas dire qu'on serait en présence d'idiots, dès lors il était parfaitement clair qu'ils s'étaient abaissés délibérément à mentir sur le 11 septembre 2001 pour des raisons invouables ou des intérêts purement individuels qui n'avaient strictement rien à voir avec les intentions qu'ils affichaient ou la cause pour laquelle ils prétendaient lutter, trompant ainsi les gens qui leur faisaient confiance, donc finalement empruntant les mêmes méthodes que les médias institutionnels dont ils dénoncent à juste titre les pratiques. Cette bassesse n'aura servi strictement à rien puisqu'ils sont bannis des médias aux ordres, et qui plus est ils figurent sur la liste rouge des inquisiteurs du Monde ou des maîtres de l'internationale oligarchique numérique qui contrôlent vos ordinateurs, Internet, tous les grands moyens d'informations.

Si j'ai choisi cet exemple, c'est pratiquement parce qu'il se passe de tout commentaire et non pour revenir sur le 11/9. Concernant

les autres intellectuels ou les intellectuel en général, on peut les confondre facilement à partir d'une multitude d'exemples où ils font également dans le déni, pour certains sur la Syrie, pour d'autres sur la Libye, mais aussi sur la Russie ou la Chine sur lesquels ils comptent, alors que les travailleurs n'ont rien à attendre de ces régimes impérialistes, ils relaient également toutes les opérations montées par l'oligarchie pour détourner l'attention des travailleurs contre les institutions et le capitalisme, qui finalement ne servent que l'agenda ou la stratégie du chaos des oligarques, car nous n'irons pas comme eux jusqu'à leur attribuer des qualités philanthropiques.

Cela démontre simplement qu'à des degrés divers ils sont corrompus par l'idéologie de la classe dominante et que ce n'est pas de ce côté-là qu'il faut chercher une issue politique à la crise du capitalisme.

Cela dit on reconnaît leur utilité pour diffuser des informations que les médias mainstream censurent et qui sans leur concours ne parviendraient pas à notre connaissance, c'est la seule qualité qu'on leur reconnaîtra pour nous rendre un indéniable service, aussi nous devons les soutenir contre l'entreprise du Monde (Facebook, Google, Microsoft, etc) destinée à les discréditer et à les faire disparaître.

Si j'ai tenu à apporter ici certaines précisions concernant la nature de ces médias dits alternatifs, c'est pour qu'on ne nous accuse pas de collusion avec leurs mensonges ou leur orientation politique qu'on ne partage pas. Je ne mets pas systématiquement en cause leur honnêteté ou leur talent, je mets simplement en évidence leurs limites et ce qu'on est en droit d'en attendre sans semer la moindre illusion à leur sujet afin que les choses soient parfaitement claires entre nous, entre celui qui écrit ces lignes et les lecteurs, jamais à aucun moment je n'ai tenté ou je chercherai à les manipuler.

Je sais pertinemment que la plupart des lecteurs sont devenus extrêmement susceptibles, et qu'ils sont à l'affût du plus infime détail dans lequel ils verront à tort ou à raison une contradiction qu'ils monteront en épingle au point de les aveugler et de perdre de vue que l'essentiel demeurerait l'orientation politique de son auteur qui n'a jamais varié d'un millimètre ; C'est un peu comme s'ils prenaient un malin plaisir à se priver des moyens de progresser en manquant ainsi de discernement. Ce qui n'est pas mon cas me semble-t-il, car ce n'est pas parce que j'ai conscience de la nature de ces médias dits alternatifs que je vais en perdre la tête et les vouer aux gémonies.

Ils remplissent malgré tout un rôle progressiste à ce stade irremplaçable, puisqu'aucun parti ouvrier n'a été capable de remplir les tâches qu'ils assument, il est là le véritable problème. Les partis ouvriers ont déserté le combat sur une multitude de plans dont ceux idéologique et psychologique, de l'information, de la pédagogie en direction des masses qu'ils laissent le soin à des intellectuels petits-bourgeois d'accomplir avec tous les travers ou aspects indésirables, contreproductifs que cela peut comporter ou qui en résultent forcément, ensuite placer devant le fait accompli, il nous faut bien faire avec ces contradictions dont nous ne sommes pas responsables ou comptables, c'est ce qu'ai essayé de faire ici avec mesure.

Les faits étant à l'origine de notre interprétation matérialiste et dialectique du monde, il est donc indispensable qu'ils parviennent à notre connaissance pour comprendre dans quel monde nous vivons pour le changer, sinon cela s'avèrera impossible, c'est l'objectif du Monde ou de l'oligarchie qui sont nos ennemis, et non ces médias dits alternatifs que nous soutenons sans réserve, mais pas aveuglément.

Quelques réflexions politiques.

Remonter à la source.

Si on doit axer notre combat politique contre l'oligarchie et les institutions de la Ve République, c'est pour s'attaquer aux fondements du régime, au capitalisme qu'il faut abolir, éradiquer de la surface de la terre.

Proclamer qu'il faudrait abolir la Ve République n'a aucun sens ou ne sort pas de la posture, si cela ne s'appuie pas sur une mobilisation révolutionnaire des masses exploitées.

De même qu'il est inutile de dresser une liste de revendications sociales qu'un gouvernement satisferait, si elle ne s'accompagne pas ou ne repose pas sur l'expropriation sans indemnités des banquiers et des actionnaires du CAC40, des quelque 2.000 grandes entreprises.

Pourquoi demeurons-nous optimiste malgré tout ?

Parce que la désillusion présente vient d'un espoir qui pendant beaucoup trop longtemps a reposé sur une imposture. Elle peut être salutaire si on décide de relever ce défi ou de l'affronter, ou au contraire un terrible cauchemar et conduire à la démoralisation extrême, à la dépression, au suicide collectif.

Bref retour sur les primaires.

Je ne sais pas si quelqu'un l'a déjà mentionné, les primaires de ce qu'ils appellent encore la droite et la gauche a pu donner lieu à des manipulations qui ont dépassé leurs organisateurs, tant les résultats ont déjoué tous leurs pronostics. C'est à croire que quelque chose est en train de leur échapper...

Etats-Unis. Imposture et marché de dupes.

La démission du conseiller américain à la sécurité nationale, le général Michael Flynn, démontre que les institutions américaines sont contrôlées par la CIA et le Pentagone, derrière lesquels se tiennent un clan parmi les oligarques les plus puissants des Etats-Unis, qui depuis de nombreuses décennies se sont emparés du pouvoir dans ce pays.

Soyons plus précis, après avoir nommé tous les présidents des Etats-Unis depuis Reagan, les présidents américains successifs n'ont cessé de céder à leurs exigences au point de renforcer leur pouvoir dans des proportions telles, qu'ils sont parvenus petit à petit à placer leur personnel aux postes clés de l'administration ou des différentes institutions de l'Etat, de sorte que le président élu quel qu'il soit sera sommé d'obéir au doigt et à l'oeil à leurs dictats sous peine d'être destitué ou supprimé physiquement si nécessaire.

Trump vient juste de démontrer qu'il n'avait ni les moyens ni l'intention de leur résister, autrement dit il va poursuivre comme prévu la politique d'Obama, Bush père et fils, le vice-président Mike Pence, le secrétaire d'Etat Rex Tillerson et le chef du Pentagone Jim Mattis viennent de le confirmer lors de leur tournée européenne... Trump, c'est la banalisation du capitalisme sauvage, c'est la dérégulation de l'économie tout azimut au profit de l'oligarchie anglo-saxonne qui va encore accroître sa fortune et son pouvoir politique.

Cela ne modifie en rien notre stratégie, la classe ouvrière américaine doit axer son combat politique à la fois contre l'oligarchie qui détient le pouvoir et contre les institutions que contrôle l'oligarchie...

Quelques données pour étayer notre analyse.

- Guerre froide entre Trump et ses espions - liberation.fr

Depuis son investiture, le nouveau président américain houspille à intervalles réguliers les agences de renseignement, outil pourtant essentiel à sa prise de décision. En retour, les puissantes officines à trois lettres (NSA, CIA, FBI), qui n'avaient pas manqué de scruter la présidentielle française en 2012, semblent prendre leurs distances avec une Maison Blanche hors norme qui ne leur inspire guère confiance. liberation.fr 18.02

- La sécurité de l'Amérique liée à celle de l'Europe, dit Mattis - Reuters

Le secrétaire américain à la Défense, James Mattis, qui effectue son premier déplacement en Europe, a évoqué vendredi l'émergence d'un "arc d'instabilité" à la périphérie du Vieux Continent et s'est efforcé de rassurer ses alliés, qui craignent un désengagement de Washington.

"Nous voyons tous que notre communauté de nations est menacée sur de multiples fronts, alors que l'arc d'instabilité se développe à la périphérie de l'Otan et au-delà", a déclaré le numéro un du Pentagone à Munich, où se tient une conférence annuelle sur la sécurité.

"La sécurité de l'Amérique est liée de façon permanente à celle de l'Europe", a-t-il ajouté par la.

A Bruxelles, la veille, pour une conférence de l'Otan, l'ancien général du corps des "marines" avait jugé que les conditions permettant une coopération militaire avec la Russie n'étaient pas réunies, une déclaration sans précédent depuis l'investiture de la nouvelle administration américaine.

Mercredi, il a invité les Etats membres de l'Otan à respecter leur engagement en matière de dépenses militaires, ce que la chancelière allemande Angela Merkel s'est engagée à faire vendredi.

"Il est juste que ceux qui bénéficient de la meilleure alliance au monde prennent leur part des dépenses nécessaires pour défendre nos libertés", a répété Mattis vendredi. Reuters 17.02

Un coup d'Etat.

- La militante canadienne Naomi Klein voit dans le nouveau gouvernement des États-Unis un coup d'État très clair des grandes entreprises. (legrandsoir.info)

Naomi Klein - Que ce soit clair : ceci n'est pas un changement pacifique du pouvoir. C'est une prise de contrôle des commandes par le monde de l'entreprise. Ceux qui achetaient les deux plus grands partis pour défendre leurs intérêts ont décidé qu'ils en avaient marre de jouer le jeu. Apparemment, tous ces dîners fins avec les politiciens, toutes ces cajoleries et pots-de-vin légalisés insultaient leur sentiment de pouvoir de droit divin.

Désormais, ils suppriment l'intermédiaire et font ce que tout grand chef fait quand il veut que quelque chose soit fait comme il l'entend : ils le font eux-mêmes. C'est Exxon qui est ministre des Affaires étrangères. C'est Hardee qui est ministre de l'Emploi. C'est General Dynamics qui est ministre de la Défense. Et, pour tout le reste, ce sont les types de Goldman Sachs. Après avoir privatisé l'État par petits morceaux pendant des décennies, ils ont décidé de s'emparer du gouvernement lui-même. La dernière frontière du néolibéralisme. C'est pourquoi Trump et tous ses lieutenants qu'il a nommés rigolent bien des faibles protestations quant aux conflits d'intérêts – toute l'affaire n'est qu'un seul très grand conflit d'intérêts. (« Le cabinet de copains de Trump a peut-être l'air très fort, mais ces gens ont peur » - legrandsoir.info 16.02)

Le "capital financier mondialisé" a pris le pouvoir.

- Jean Ziegler (Membre du Comité exécutif des droits de l'homme à l'ONU) : « Les Etats ont été vidés de leur capacité normative et de leur efficacité. Ils se sont fait, en quelques sorte, mettre K.O. par les détenteurs –ceux-là, ultra performants- du capital financier mondialisé ». (« Les Chemins de l'espérance » Jean Ziegler, éditions Le Seuil)

Ce que les plus acharnés défenseurs du capitalisme ne peuvent pas comprendre.

Désinformation. L'art de prendre ses désirs pour la réalité.

L'art de ne retenir que les informations qui vous intéressent à la manière des médias, dont par ailleurs vous dénoncez les méthodes crapuleuses.

- Les Anglo-Saxons rétro-pédalent par Vila - legrandsoir.info 16.02

- "Avec le Brexit et l'élection de Trump, le monde anglo-saxon vire à 180° sa façon de voir les choses. Après avoir poussé le libéralisme à son paroxysme, il change de cap. Si on reprend la grande histoire du monde, ce n'est pas la première fois qu'il innove et avec un certains succès, d'ailleurs. Il a compris que la période de mondialisation qui a représenté, depuis le début de l'ère industrielle, une sorte de rente de l'occident sur le tiers monde s'achève. (...)

Du coup ces forcenés du mondialisme rétro-pédalent pour atténuer le basculement du centre de gravité de la richesse du monde de l'occident vers le reste du monde." legrandsoir.info 16.02

Toutes les décisions prises par Trump depuis son intronisation le 20 janvier prouvent exactement le contraire. Les Britanniques et les Américains, qui concentrent le pouvoir financier, ont décidé de s'émanciper des contraintes de l'UE qu'ils ont imposées à ses pays membres pour resserrer le noeud coulant qui les étrangle déjà, afin qu'ils se plient à leurs injonctions, le tout agrémenté de menaces proférées ouvertement, mais qu'apparemment l'auteur de cet article a décidé de ne pas prendre en compte.

[Nouvelles du ministère de la Vérité.](#)

(En référence au roman "1984" de George Orwell)

Un peu de logique.

Qui a diffusé les fausses informations sur l'Irak de G.Bush et C. Powel, puis d'Obama et de Clinton sur la Libye pour justifier la guerre contre l'Irak et la Libye, sinon la totalité des médias qui aujourd'hui prétendent faire la chasse aux fake news ou fausses informations.

Comment croire que des médias liés à l'oligarchie financière ou propriétaires d'oligarques auraient une morale au-dessus de tout soupçon et auraient intérêts à permettre au peuple d'accéder à la vérité qui est la pire menace qui pèse sur le vieux monde pourri.

En oligarchie. L'inquisition ou le fascisme ordinaire.

- L'International Fact-Checking Network, auquel a fait appel Facebook pour vérifier la crédibilité des contributions de son site – pourtant à 99% inoffensives – est chapeauté par le Poynter Institute for Media Studies visant, selon les ultimes directives d'Obama du 26 décembre 2016, à protéger les gouvernements alliés des Etats-Unis de la propagande de la Russie, de la Chine entre autres.

Le Poynter Institute for Media Studies est financé par des fondations de George Soros : Arthur M. Blank Family Foundation, the Duke Reporters' Lab, the Bill & Melinda Gates Foundation, Google (on le retrouve), the National Endowment for Democracy, the Omidyar Network, the Open Society Foundations and the Park Foundation.

<http://www.activistpost.com/2017/01/international-fact-checking-network-new-worldwide-ministry-truth.html>

Réveillez-vous.

(Parole d'internautes.)

1- "Derrière ce "Decodex" est-ce que se ne serait pas plutôt un organisme de censure qui va se mettre en place avec loi à l'appui pour fermer et interdire tel ou tel site d'infos alternatif ? Je trouve que ça pue cette affaire !"

2- "Nous sommes passé sans nous en rendre compte d'un Etat de droit à un Etat policé."

Il vous en faut peu pour vous satisfaire dites-donc.

La bonne conscience ou la dignité à pas chère proclamée par un auteur d'articles publiés notamment par ces médias à leur propos une "bouffée d'air frais sans lequel on ne peut vivre dignement" (un internaute).

La stratégie du chaos.

3- "Ils donnent l'impression de chercher la guerre, mais le maintien d'un état de tension peut suffire, comme dans le cas de la guerre froide."

4- "Le decodex du Monde est un phénomène parmi d'autres des stratégies continues de certains médias occidentaux de museler l'opinion publique et de la manipuler. Ces stratégies s'accroissent avec les diverses élections en Europe qui risquent de révéler au grand jour l'échec de l'Euro et de l'UE. Enfin, ils veulent entretenir les tensions dans les sociétés civiles et construire un "ennemi global" la Russie voire les Etats-Unis de Trump maintenant."

Il faut passer à l'offensive.

5- "Etre uniquement sur une position défensive c'est se condamner à perdre... "

La vérité est révolutionnaire.

- Edward Bernays, père de la propagande : « La manipulation consciente, intelligente des opinions et des habitudes organisées des masses joue un rôle important dans une société démocratique. Ceux qui manipulent ce mécanisme social imperceptible forment un gouvernement invisible qui dirige véritablement le pays. » (Source : Edward Bernays, Propaganda, Montréal, Lux Éditeur, 2008, p. 1)

- David Rockefeller. "Nous remercions le Washington Post, le New York Times, le Time magazine et leurs directeurs qui ont participé à nos réunions (Bilderberg) et ont respecté leurs promesses de discrétion pendant près de quarante ans. Il nous aurait été impossible de développer notre plan pour le monde si nous avions été soumis aux feux de la rampe durant toutes ces années. Mais le monde est aujourd'hui plus sophistiqué et préparé à marcher vers le gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est sûrement préférable à l'autodétermination nationale pratiquée ces derniers siècles."

- Victor Hugo à Adolphe Thiers : "Un peuple instruit est un peuple ingouvernable" .

Certains affirment que le Decodex du Monde serait une réaction des médias aux ordres au Brexit et à l'élection de Trump. Analyse hasardeuse ou erronée, parce que cette opération sert les mêmes intérêts que ceux qui sont derrière le Brexit et l'élection de Trump.

Ce serait davantage une machination, qui à l'instar du terrorisme serait un moyen destiné à atteindre des objectifs inviolables, en deux temps. Dans un premier temps ils se présentent comme les juges impartiaux au service de la vérité des informations diffusées par le canal d'Internet, en désignant les portails ou blogs qui seraient coupables d'enfreindre la vérité et en les mettant à l'index , pour ensuite justifier faire passer une loi qui interdirait ces portails ou blogs ou limiterait leur accès à Internet, de sorte qu'il ne resterait plus que les portails ou blogs passés maîtres de la désinformation pour le compte de l'idéologie néolibérale, de l'oligarchie.

Iront-ils jusque là ? Ils ont créé un instrument de communication accessible à tous qui comportent des failles ou qu'ils ne contrôlent pas, et ils n'aiment pas cela du tout manifestement. Il est peu probable dans l'état actuel des choses qu'ils iront plus loin, parce qu'il n'y a qu'une seule chose qu'ils craignent vraiment : le socialisme ou que le mouvement ouvrier international renoue avec le socialisme.

Or nous en sommes encore très éloignés, si on en juge par l'état de confusion ou décomposition des partis ouvriers, les analyses que diffusent les médias dits alternatifs ou indépendants, dont aucune n'est orientée vers le socialisme. Nos lecteurs ont pu le vérifier depuis des années.

Cela dit, la menace que représentent pour eux ces médias provient du fait qu'ils diffusent des informations qui peuvent permettre à leurs lecteurs de mieux comprendre la situation, sans pour autant leur proposer d'issue politique cohérente ou sérieuse répétons-le, leurs analyses aboutissent systématiquement dans une impasse politique, mais ils peuvent être amenés à s'en apercevoir et à se demander pourquoi, ce qui pourrait les conduire ensuite à se poser une multitude de questions qui les mettraient à un moment donné sur la bonne voie, ce qu'il faut éviter à tous prix évidemment, leur régime n'y résisterait plus très longtemps.

Quand on a l'impression de toucher la vérité et qu'il ne se passe rien ou que cela ne change rien, que cela ne sert finalement à rien, on sera tenté pour peu qu'on soit curieux ou qu'on persiste dans nos recherches, à se dire que cette vérité doit être incomplète ou doit comporter des lacunes, qu'il y manque le petit quelque chose qui changerait du tout au tout notre interprétation ou perception de l'évolution de la société et du monde, qui nous permettrait de renouer avec l'espoir et la conviction qu'il est possible de les changer, qu'historiquement rien ne permet de justifier que la civilisation humaine serait condamnée à régresser et à sombrer dans le chaos et la barbarie.

Ce sont des petits bourgeois des classes moyennes ou intellectuels issus généralement de la social-démocratie ou du stalinisme ou encore de l'anarchisme, déçus par ces idéologies ou leur impuissance à modifier le cours de la société qu'ils avaient eux-mêmes abandonnés, qui ont été à l'origine de la propagation et de la multiplication des ONG en tous genres, quand ce ne fut pas directement des membres du PS ou du PCF. Ils y furent encouragés par l'Etat et l'oligarchie financière qui tirait les ficelles derrière ou était destinée à en tirer profit sur le plan politique.

Outre la fonction d'accompagner les conséquences de la survie du capitalisme agonisant au stade de l'impérialisme liquidation, elles devaient servir à vampiriser et disloquer le mouvement ouvrier en se concentrant sur un aspect de ces conséquences au détriment de leurs causes qui ramenaient toutes au capitalisme qu'il ne s'agissait plus de combattre pour le renverser ou l'abolir.

Les ONG comptent cent fois, mille fois plus d'adhérents et de sympathisants que les partis ouvriers, donc c'est une affaire qui a fonctionné à merveille. Dorénavant les plus importantes sont directement créées ou financées ou les deux à la fois par l'oligarchie ou des idéologues à son service, par les Etats également, et elles se voient confiées des missions par des institutions internationales du capital.

Elles se sont substituées à l'Etat dans certains domaines tout en empiétant sur le terrain (social) d'intervention du mouvement ouvrier, ce qui en fait des organisations de nature corporatiste puisqu'elles sont toutes orientées dans la même direction sans remettre en cause l'ordre établi.

Sur le plan de l'information et de sa diffusion, ce sont les médias dits alternatifs ou indépendants qui remplissent la même fonction. Si leur champ d'action et leur diversité est très large, ils ont tous en commun d'être incapables de proposer une issue politique à la crise du capitalisme.

Si les ONG se sont épanouies sur la misère du monde, les médias dits alternatifs se sont développés en la commentant ou en ont fait commerce également à des fins idéologiques plus que lucratives, mais pas toujours.

Ce qui les caractérise, c'est leur incohérence, leurs contradictions, l'impuissance qui en résulte. Leur modèle est individualiste, parce qu'une action collective pour venir à bout de l'origine des méfaits du capitalisme qu'ils dénoncent les répugne, pas question d'envisager sérieusement la nécessité d'un soulèvement populaire ou de recourir à une révolution pour régler définitivement les maux de la société qu'ils dénoncent par ailleurs à juste titre.

Les ONG et ces médias ont été créés dans cet esprit-là, ce sont leurs fondations, donc il est impossible d'agir dessus ou il est vain d'essayer de les réformer ou de leur faire adopter une autre direction. Autre point commun avec les médias institutionnels, les institutions ou l'Etat, le capitalisme, ils recourent à l'autocensure en tant qu'intellectuels en refusant obstinément d'étudier le développement et le fonctionnement du capitalisme et plus généralement le processus dialectique matérialiste et historique inconscient qui est à l'origine du développement de la civilisation humaine, de la société, du monde ou de l'humanité. A moins qu'ils n'aient pas les capacités intellectuelles de l'analyser jusqu'au bout qui conduit à l'alternative barbarie ou socialisme. Ils se condamnent ainsi au déni en limitant leur réflexion à la barbarie et en imitant les méthodes des médias mainstream.

Sur le plan politique on peut les caractériser de réformistes bourgeois ou de progressistes de droite consacrant leur temps et

leur énergie et souvent leurs talents à des digressions sans fins qui ne servent à rien au regard des décennies qui passent et des générations d'hommes et de femmes qui sont victimes de la survie du capitalisme à travers le monde. On en vient à ce constat, quand on observe qu'ils se satisfont de discours ou de mesures qui ne changent rien fondamentalement à la condition des exploités et des opprimés.

On conçoit très bien qu'il existe une marge entre le combat pour une cause sociale ou un droit politique et la lutte pour renverser le régime en place. Ce que je veux mettre en évidence, c'est que ce n'est pas parce qu'on se bat pour une revendication ou une cause que systématiquement on ne doit pas être partisan du renversement du régime ou un révolutionnaire.

Inévitablement également, leurs discours versent dans la confusion, ils sont eux-mêmes manipulés ou ils se laissent manipuler. Ils acceptent volontiers certaines interprétations que leur servent les représentants du régime, comme par exemple la version officielle du 11 septembre 2001

En guise de conclusion.

En guise de conclusion pour confirmer ce qui vient d'être dit, donnons la parole à l'un d'entre eux, les-crises.fr (Olivier Berruyer) qui nous révèle leur objectif : "*redonner à la masse de la population confiance dans les grands médias*", autrement dit faire en sorte que les travailleurs qui se sont détournés des médias aux ordres y retournent, pour leur plus grand bien, cela va s'en dire.

- "Face à ça, la première des missions n'est pas de s'occuper de sites rouges (la plupart des gens ne vont pas par hasard sur Illuminatis.com ou Mon-voisin-est-un-extraterrestre.fr), mais de redonner à la masse de la population confiance dans les grands médias.

C'est le principal sujet, qui devrait occuper 90 % des débats et non pas 0,1 % comme aujourd'hui.

On est dans une situation surréaliste : c'est comme si 80 % de la population n'avait plus confiance dans les médecins, et allait consulter des chamanes, et que l'Ordre des médecins réagissait en... faisant la liste des mauvais chamanes, soit presque tous... Le tout sans s'interroger sur l'origine de la perte de confiance envers eux, ni y remédier...

Bref, le jour où tout le monde pourra aller en confiance sur Le-Monde.fr, sans se demander s'il n'y aura pas des mensonges non corrigés ou des omissions préoccupantes, où de vrais débats pluralistes seront présents, les gens ne passeront plus leur temps à aller sur des sites sur Internet.

Et ceci réalisé, je pourrai alors fermer mon site, ce qui est mon objectif..." (Source : DEC-INDEX : Quand Le Monde ressuscite L'Index de l'Église catholique 07.02.2017... - les-crises.fr)

Nous voilà bien avancé !

(Par des internautes)

1- "Pointer les incohérences et le danger du programme du FN ne sert pas à grand chose. Il vaut beaucoup mieux mettre en face des gens des propositions convaincantes pour les sortir de leurs misères."

2- "Le Monde ne reconnaîtra jamais votre blog et vous n'obtiendrez jamais gain de cause. Le problème pour cette officine n'est pas de déterminer si un blog ou un site présente des faits avérés, sourcés, vérifiés mais si ces derniers sont en adéquation avec la ligne politique néoconservatrice du journal. "

3- Si vous voulez des exemples de journalisme de "renvoi d'ascenseur-copinage-complaisance-collusion-connivence-imposture-manipulation" allez sur le blog de Vanessa Schlouma : "jusqu'ici tout va bien" qui s'est arrêté hélas en 2014 : <http://vanessa-schlouma.blogspot.fr/> Tout y est entre journalistes, communicants, entreprises, le grand mélange des genres dénoncés et décryptés par cette dame.

4- "Vous comprendrez mieux en lisant ceci : Le Centre de formation des journalistes saisi par l'argent-roi." <https://www.monde-diplomatique.fr/2003/02/RUFFIN/9931>

5- "Les conflits en cours en Syrie, en Irak, en Afghanistan, en Ukraine, en Libye, au Zimbabwe, bouleversent les conditions de vie et génèrent des flux migratoires. Certains pays, enfin, vivent dans une insécurité alimentaire chronique : la République démocratique du Congo, la République centrafricaine, le Burundi, le Mali, le Niger. Ce n'est pas un hasard si la plupart de ces pays sont en proie à la guerre civile, au terrorisme et à l'intervention militaire étrangère. Le désordre qui y sévit est d'abord de nature politique et géopolitique. Loin d'être une fatalité, il résulte de causes endogènes et exogènes identifiables. La famine ne tombe pas sur les damnés de la terre comme frappe la foudre. C'est l'arme des puissants pour écraser les faibles." (Source :

Yémen. La famine arme des forts contre les faibles par Bruno Guigue - Arrêt sur Info 19.02)

Et on fait quoi pour mettre fin à ces horreurs ? Pas de réponse.

Les intellectuels et les membres des classes moyennement ne peuvent pas changer le monde sans le concours des masses révolutionnaires, mais comme elles leur répugnent ils sont voués à l'impuissance...

6- "L'inversion des courbes de croissance en Occident et dans le prolongement dans le reste du monde pousse la presse système à la manipulation (trafiquer les thermomètres) et à un déni de réalité (optimisme doctrinal) car notre système repose essentiellement sur une croissance devenue inaccessible. Cette inversion imposée par la physique nous amène à inverser jusqu'au sens des concepts qui permettent de décrire le réel pour se protéger d'une réalité devenue menaçante. Comme par réflexe, la classe politico-médiatique pratique un optimisme béat et traite tout qui met en doute cet optimisme de décliniste comme si le seul fait de dire que cela n'allait pas allait faire en sorte que cela n'aille pas (par prophétie auto-réalisatrice)."

7- "On se situe au croisement entre la crispation des ploutocrates (qui possèdent tous les grands médias) et l'effondrement éducatif (qui fait que les jeunes journalistes ne savent même plus écrire une phrase correcte, alors de là à réfléchir un tant soit peu...) Cela dit, il y a une différence avec l'index catholique. Autrefois l'Eglise était toute puissante. Aujourd'hui, qui lit Le Monde ?"

8- "En fait, dans mon entourage on lit Le Monde pour avoir les derniers éléments de langage et l'opinion majoritaire consensuelle chez les CSP+. Histoire d'avoir la bonne attitude dans sa vie professionnelle et sociale. Avec les personnes de confiance, on échange les vraies infos et on s'amuse des derniers bobards publiés. Le basculement de l'opinion à mon sens vient du traitement de la guerre en Syrie qui a été désastreux pour l'image du Monde. A des degrés divers, tout le monde a compris que les infos étaient au mieux partielles, au pire mensongères."

9- "L'argent commandant tout, il faudrait déjà supprimer toutes les aides à la presse.

Si le lecteur est le seul payeur on le respecte (et le journal est le seul produit).

Si l'argent vient de la pub c'est l'annonceur qu'on respecte (et le lecteur est le produit).

Si l'argent vient des aides, c'est le pouvoir politique que l'on respecte.

Dans le système actuel le moins important est le lecteur (d'ailleurs il disparaît et ça tienne encore). Dans le système actuel nos impôts (les aides à la presse et aux médias) sont juste notre obole aux milliardaires pour que cela leur coûte moins cher de nous bourrer le mou."

Cela ne date pas d'hier

- La presse a toujours monstrueusement menti. Toujours. Et jusqu'à la création de l'internet, elle n'avait pas de contradicteur. La "presse libre" était un piège à c... Les puissances d'argent pouvaient financer 99% de la presse, et le reste était ostracisé et combattu avec vigueur. Jusqu'à aujourd'hui, sa principale arme était le silence total sur les nouvelles, blogs, et opinions qui les dérangent. Visiblement, ils ont décidé d'attaquer. Leur arme favorite, la diffamation n'est qu'un des aspects de la guerre qui se prépare (car elle n'est pas commencée) contre l'info alternative. (...) Demain, ce sera fermeture autoritaire, haute trahison, prison. Vous verrez, on y arrive.

- L'excellent Pierre Péan et Philippe Cohen avaient déjà dénoncé les dérives du Monde dans leur ouvrage "La face cachée du Monde" : "Usant de son pouvoir d'intimidation, Le Monde aurait insidieusement glissé de son rôle de contre-pouvoir vers l'abus de pouvoir permanent..."

C'était en 2003 et tout était déjà dit. Rien n'a semblé-t-il changé depuis, si ce n'est que maintenant ce sont les sous-fifres et non plus les "grands pontes" qui font le sale boulot...

- Et avant MM. Péan et Cohen, il y avait eu Michel Legris, en 1976 : "Le Monde tel qu'il est" (Plon, 65 000 exemplaires). <http://tempsreel.nouvelobs.com/culture/20030313.OBS8090/le-monde-du-mythe-au-mensonge-par-michel-legris.html> Malgré son passage à la télé ("Apostrophes" du 7 mai 1976), Legris avait été ostracisé après la sortie de ce livre sacrilège. <http://www.ina.fr/video/I04252732>

- Ce sont les conséquences logiques de la loi Pleven puis de la loi Gayssot. Criminaliser la recherche des faits au nom de l'émotionnel. Ils ne font pas ça par hasard, ils se protègent car les médias ne sont pas un contre-pouvoir, ils sont le pouvoir. Montrer la vérité c'est révéler leur pouvoir de nuisance et surtout pour qui ils travaillent et dans quel but. Car il n'y a que 2 façons d'exercer le pouvoir : par la force ou par la persuasion. La propagande est la base de leur pouvoir c'est pour cela qu'il s'attaquent aux

plus faibles : les enfants. Ensuite ce sont les poursuites judiciaires "et après il y a les coups" (les connaisseurs apprécieront).

No news plus nuisible que les fake news car indétectable au premier abord.

- ... le Parlement ukrainien a élu Andreï Paroubi comme nouveau président du Parlement ukrainien à la majorité des députés. Andreï Paroubi est le cofondateur du parti néo-nazi ukrainien. Il a animé toutes ses milices militaires pendant plusieurs années. Il s'est occupé du commandement militaire de Maïdan. Cet homme-là a été nommé président du parlement ukrainien dans un contexte de tensions avec la Russie. On imagine ce que la nomination d'un tel personnage signifie pour la stabilité de l'Europe. Il n'y a pas une information là-dessus dans Le Monde. Le président du parlement du plus grand pays d'Europe est le fondateur du parti néo-nazi local et Le Monde n'en parle pas.

J'ai consacré du temps à cette histoire sur mon blog. j'ai même fait un très gros effort, j'ai fait traduire la prose de ce sinistre personnage des années 1990 en français. Dedans, on apprend que le rôle historique de l'Ukraine est de protéger la race blanche en Europe des hordes barbares asiatiques qui vont les envahir avec les Russes. Cet homme est président du parlement. C'est délirant. Il rencontre les plus grands dirigeants de l'Europe et cela ne pose aucun problème. C'est de ce genre de choses dont j'ai parlé et qui me font être haï par les grands médias. C'est parfaitement vrai. C'est parfaitement factuel. Ils n'en parlent pas. c'est un exemple de « no news » avec des conséquences dramatiques. (Olivier Berruyer fondateur et animateur du blog Les-Crises.fr - Source : interview au portail Le Grand Soir)

Quelques exemples de fake news répertoriés chez les inquisiteurs et repérés par des internautes.

Libération fake.

- Fausses informations, vraies conséquences - liberation.fr

Blogs américains, fermes à clics... Les «fake news» s'imposent comme un business lucratif, à des fins très politiques.

C'est la question à un million de dollars. Les fake news ont-elles influencé l'élection américaine ? Un rapport du renseignement a confirmé l'ingérence russe dans l'élection de novembre. Sans pour autant confirmer que celle-ci a favorisé directement l'arrivée de Donald Trump à la Maison Blanche : les experts de la CIA, du FBI et de la NSA ont refusé de s'avancer sur ce terrain.

«Le renseignement américain est chargé de surveiller et évaluer les intentions, les capacités et les actions d'acteurs étrangers. Il n'analyse pas le processus politique américain ou l'opinion publique américaine», indique le rapport. Impossible pour l'instant de savoir si, et à quel point, la désinformation à l'œuvre tout au long de la campagne a modifié l'issue du scrutin. liberation.fr 17.02

1- Une fausse question débouchant logiquement sur...

2- Une accusation...

3- Sans preuve...

4- Peu importe...

5- Mille fois répétée elle est destinée à se substituer à la réalité à laquelle chacun est prié d'adhérer.

Le Télégramme fake.

- "hier j'ai pris en flag le Télégramme, classé vert, en train de faire de la fake news, et de modifier après coup, mais l'URL les trahit. N'hésite pas à faire tourner.

<https://web.facebook.com/damoclesinternational/photos/a.475760839179229.1073741828.331105460311435/1224636714291634/?type=3&theater>"

Slate fake sous la forme d'une suggestion.

- Après les États-Unis, la Russie interfère-t-elle dans les élections aux Pays-Bas? - Slate.fr

Le spectre de l'ingérence russe flotte maintenant sur l'Europe...

- Des hordes de hackers russes déferlent sur la présidentielle par Philippe Huysmans - arretsurinfo.ch 16.2

Apparemment, ce serait devenu un must, une sorte de consécration à laquelle doit accéder tout candidat pour asseoir sa stature internationale, et son rôle de défenseur de la liberté; puisque chacun sait que les hackers russes Ukrainiens à la solde de Vladimir Poutine sont parmi ses pires ennemis. Accessoirement, c'est aussi très pratique pour détourner l'attention populaire de ses propres errements, comme ce fut le cas pour le DNC, la Convention Nationale Démocrate. Et si l'on devait malgré tout perdre quand même les élections, cela s'avère très pratique pour rejeter la responsabilité de son échec sur « les Russes ». Réchauffé ? Sans doute, mais n'est-ce pas dans les plus vieilles casseroles qu'on fait le meilleur bouillon ?

Quand l'anathème vaut preuve

Il semblerait que nos gouvernants, relayés par leurs chiens de garde[1], aient décidé que désormais, désigner l'ours russe comme responsable vaut automatiquement pour condamnation d'une action d'ingérence intolérable. Plus besoin d'enquête, plus besoin de preuves; la presse aux ordres se fait adjoint du procureur, greffier méticuleux au procès et commis du bourreau lors de l'exécution publique. La post-vérité dans toute sa splendeur.

S'agissant d'un domaine technique, et plus encore, relevant d'un domaine entouré d'une aura de mystère, il est assez facile de faire circuler les histoires les plus farfelues, la majorité de la population n'y verra que du feu. Et le temps que la supercherie soit éventée, si elle devait l'être, l'élection sera passée. Ce qui compte ici ce ne sont pas les faits, mais bien les bénéfices escomptés en terme d'image. Une énième campagne de com' du candidat Macron, qui faute de programme en est réduit à ce genre d'expédients pour continuer à exister jusqu'au premier tour, le 22 avril prochain. L'idée même repose sur un sophisme : le candidat Macron doit être un candidat formidable puisqu'il a un ennemi personnel aussi formidable que la Russie, incarnée par son Président. (...)

Et ça va continuer

Il ne faut pas se faire d'illusions, ce qui était visé, bien au-delà d'hypothétiques « cyberattaques russes », c'étaient les médias russes, tels Russia Today et Sputnik, qualifiés de « médias de propagande » :

Dans les rangs d'En Marche! on en est sûr, la Russie chercherait à déstabiliser la présidentielle française. C'est d'ailleurs le titre de la tribune publiée dans Le Monde mardi et signée par le secrétaire général du mouvement d'Emmanuel Macron, Richard Ferrand. Dans le viseur du proche de l'ancien ministre de l'Economie : le Kremlin, bien sûr, mais aussi des médias qualifiés de « médias de propagande », la chaîne de télévision multilingues Russia Today (RT) et l'agence de presse Sputnik, deux médias publics russes destinés aux opinions étrangères. SOURCE : EUROPE1

La bonne vieille propagande antirusse, et plus généralement tous les médias qui ne veulent pas danser sur l'air que l'oligarchie leur chante, comme en attestait le pathétique Decodex des « décodeurs » du Monde, détenteurs autoproclamés (et auto-certifiants) de l'orthodoxie et pourfendeurs des nouvelles « fausses » ou « orientées ».

Gageons qu'en dépit des évidences, les « cyberattaques russes » contre bébé Rotschild ne seront jamais classées au rang de fausse nouvelle. Un petit sourire entendu et l'on passera à autre chose. arretsurinfo.ch 16.02

New York Times fake.

Quand la dénonciation d'une "fausse nouvelle" est elle-même une fausse nouvelle. par Moon of Alabama - legrandsoir.info 17.02

Un nouvel article assez amusant sur les fausses nouvelles a été publié dans le New York Times d'aujourd'hui.

Voilà son titre : fausses Nouvelles, faux Ukrainiens : Comment un groupe de Russes a influencé un vote hollandais

C'est amusant parce qu'aucun élément de l'article ne vient corroborer le titre. Au contraire, l'article se révèle n'être lui-même rien d'autre qu'une fausse nouvelle. Il fait état d'événements anciens, qui ne sont pas des nouvelles, et il n'apporte aucun élément à l'appui de sa thèse.

Quelques expatriés ukrainiens ont fait campagne aux Pays-Bas contre un vote sur un accord d'association UE-Ukraine.

Des Hollandais d'origine russe ont fait campagne dans le même sens. Les Néerlandais ont finalement rejeté l'accord avec 61,1% de voix contre et 38,1% pour.

Ce vote a eu lieu en avril 2016. Je ne comprends pas pourquoi ce vote mérite aujourd'hui un article. Son but n'est certainement pas de d'informer sur l'actualité ou sur le vote lui-même. L'article n'explique pas sur quoi portait précisément le vote, ni ne mentionne les chiffres du résultat.

Quelques expatriés aux Pays-Bas ont participé à des discussions publiques et ont fait campagne contre l'accord et ils ont finalement gagné. Ils l'ont fait sans cacher leur identité, honnêtement et dans le cadre de la loi. Absolument rien ne prouve qu'ils aient eu une influence indue sur le vote. Mais cela ne convient pas au NYT. « C'est Poutine qui l'a fait » est un impératif permanent pour le NYT. Et donc, les Ukrainiens qui ont fait campagne doivent être de « faux Ukrainiens », et en réalité des Russes, parce qu'il est impossible, aux yeux du NYT, qu'un Ukrainien se prononce contre le putsch violent de Maidan et ses conséquences (citation du NYT)

L'auteur semble dire que les gens « des régions russophones d'Ukraine » (qui représentent au moins le tiers du pays) sont de « faux Ukrainiens » ? Qu'ils n'ont aucune volonté propre en tant qu'Ukrainiens et qu'ils sont seulement capables de « relayer la ligne du Kremlin comme des perroquets » ? Ces Ukrainiens russophones sont-ils de moindre valeur ? Est-ce mal de ne pas relayer comme un perroquet la ligne de Washington / Bruxelles ?

Voyons de plus près ces « Faux Ukrainiens » et ces « Groupe de Russes » :

Vladimir Kornilov semble avoir la quarantaine. Quand il est né, il n'y avait pas de « Russie » ni d'« Ukraine » comme aujourd'hui. La Russie historique comprenait l'Ukraine. Lorsque Kornilov est né, c'était l'Union Soviétique avec ses nombreuses entités fédérales. « Né en Russie » et « a grandi en Ukraine orientale » sont des catégorisations nationales que personne n'avait faites avant que l'URSS ne s'effondre. Les gens auraient dit « né à Moscou » et « grandi à Donetsk » ou quelque chose comme ça.

Le seul « Russe » mentionné dans l'article est un jeune étudiant qui est arrivé enfant aux Pays-Bas (id)

Ananjev se décrit lui-même publiquement comme quelqu'un qui « a été élevé comme un Hollandais mais qui est encore russe à 80% ». Kornilov et Ananjev sont les deux seuls noms que le NYT peut fournir à l'appui de sa thèse. Ils sont les « Faux Ukrainiens » et le « Groupe de Russe », dont le titre parle.

Le « faux Ukrainien » n'est pas « faux » du tout, c'est un vrai Ukrainien. Le « groupe de Russes » est un étudiant de Rotterdam élevé en Hollande. Le NYT n'a trouvé aucun signe d'une quelconque pression russe sur leurs idées ou leurs opinions. Il n'y a aucune preuve dans l'article, pas la moindre preuve, que ces personnes « aient fait basculer » le vote hollandais. Le NYT n'essaie même pas de le démontrer.

Le peuple néerlandais, a voté contre la préférence des éditeurs du NYT à une large majorité. Que la raison puisse en être le fait que l'accord sur lequel portait le vote n'était pas très bon, ou l'illégalité du putsch de Maidan organisé par les États-Unis, cela ne les intéresse pas du tout et ne soulève aucune question. A la place, ils nous servent de fausses allégations qu'ils présentent comme des faits sur une soi-disant influence étrangère, sans aucune preuve à l'appui.

L'expression « Fausse nouvelle » du titre ne prend sens que si on l'applique à l'article lui-même.

Il n'y a aucun argument dans l'article qui justifie le titre. Il n'y a pas de « faux Ukrainiens », il n'y a pas de « groupe de Russes » et les quelques militants expatriés n'ont pas « fait basculer le vote néerlandais ».

L'article est aussi une fausse nouvelle dans le sens qu'il ne contient aucune nouvelle du tout. Le vote a eu lieu il y a 10 mois. Avant le vote, les expatriés ont fait campagne contre l'accord tout à fait ouvertement. Rien n'a changé depuis. Il n'y a pas un seul fait nouveau dans l'article.

C'est de la propagande pure et simple. Il n'y a pas un seul fait qui vienne corroborer le titre. C'est un effort plutôt raté pour alimenter la campagne anti-russe qui a été exacerbée par Hillary Clinton pour gagner l'élection et ensuite pour expliquer son échec quand elle a été battue. Il colle avec l'illusion impériale de la « seule superpuissance » qui est le fonds de commerce du NYT. Mais il rate son coup. L'article ne convainc personne et il est facile à percer. Ce sont des fake news. (<http://www.moonofalabama.org/2017/02/anti-russian-piece-about-fake-news-turns-out-to-be-such.html>)

20th Century Fox fake.

20th Century Fox s'excuse pour les «fake news» sur Trump et Poutine - sputniknews.com

20th Century Fox a présenté ses excuses à propos d'une série de faux sites de nouvelles et de fausses histoires destinés à promouvoir le nouveau film de la société américaine. La société a été largement critiquée de tous les côtés.

La société de production cinématographique 20th Century Fox a présenté ses excuses pour l'utilisation de fausses nouvelles pour promouvoir son nouveau film « Un remède pour le bien-être », informe le site Variety.

« Dans le cadre de la campagne de sensibilisation de nos films, nous faisons de notre mieux pour repousser les limites du

marketing traditionnel afin d'exprimer notre message aux consommateurs. Dans ce cas, nous avons eu tort », a déclaré la société dans un communiqué officiel.

Plus tôt, la société de production a lancé plusieurs sites qui ressemblent à des sites d'actualité réels. Les producteurs ont créé, notamment, des médias tels que le Salt Lake City Guardian, le NY Morning Post et l'Indianapolis Gazette.

Ces sites présentaient des « nouvelles » inventées sans mentionner qu'il s'agissait de fiction où que les sites faisaient partie d'une campagne publicitaire. En particulier, ces « médias » attiraient l'attention des lecteurs inconscients avec des histoires telles que: Donald Trump rencontre clandestinement Vladimir Poutine, M. Trump interdit les vaccinations, et Donald Trump refuse d'envoyer de l'aide dans une zone sinistrée en Californie.

20th Century Fox a tenté de justifier ses actions en indiquant la particularité de l'histoire du film.

« "Un remède pour le bien-être" est un film sur le "fake" médicament, qui n'aide pas à soigner les gens, mais les rend encore plus malades. Dans le cadre de la campagne publicitaire nous avons créé un faux site sur la santé et nous avons collaboré avec un créateur de fausses infos pour publier ces fausses nouvelles », a informé le New York Times en citant la déclaration de la société.

Après que le subterfuge a été exposé, Fox a été inondé de critiques sur les médias et réseaux sociaux.

« Cela dépasse absolument les bornes. Utiliser un faux site de nouvelles pour inciter les consommateurs à acheter des billets pour le film est en fait une forme de marketing trompeur », a estimé Bonnie Patten, la directrice exécutive de l'organisme pour la défense des consommateurs TruthinAdvertising.org.

À l'heure actuelle, tous les faux sites de nouvelles créés par 20th Century Fox ne fonctionnent pas et redirigent sur le site officiel du film « Un remède pour le bien-être ». sputniknews.com 17.02

HuffPost et AFP fakes.

Macron Vs Sputnik: les Fake News du HuffPost reprises par l'AFP - sputniknews.com

Mardi matin, Le Huffington Post a relayé les réactions de Sputnik et RT aux accusations gratuites de l'équipe Macron. Pourtant, exposer un démenti d'un média en déformant complètement l'accusation même et reformulant la réponse des médias, c'est de la fabrication de « fake news » par excellence... Un fake qui a déjà été repris par l'AFP.

Diffuser le démenti « des deux médias financés par le Kremlin » accusés gratuitement est une bonne chose en soi.

Pourtant, quand le HuffPost déforme l'accusation en question — les propos du collaborateur de M. Macron et la réponse des médias en question — ce n'est plus de l'information, c'est de la désinformation. Une « fake news » publiée et diffusée par le Huffington Post et déjà reprise par l'AFP, la plus grande agence de presse en français... Voilà comment les fausses nouvelles viennent au monde et sont propagées. Les juristes de Sputnik examinent d'ailleurs les suites à donner à cette affaire.

Ainsi, le 14 février, avec tout l'amour qu'il voue à Sputnik et RT, le Huffington Post, un média racheté par le géant américain AOL en 2012 et dont la branche française était détenue à son lancement à 51 % par la maison-mère américaine, à 34 % par Le Monde et à 15 % par le banquier Matthieu Pigasse, s'est réjoui des accusations « formulées par des cadres d'En Marche! » et de la réponse des deux médias en question. Et voilà ce qu'il a écrit:

« Il [le secrétaire général du mouvement français En Marche!, Richard Ferrand, ndlr] a notamment cité une "rumeur" partie d'un blog et relayée par Sputnik, selon laquelle Emmanuel Macron, lors de son déplacement au Liban, aurait dormi "aux frais du contribuable" à l'ambassade de France ».

Pourtant M. Ferrand n'a jamais accusé Sputnik ou RT de diffuser cette rumeur, issue en réalité d'un blog et reprise par les médias français et non ceux « du Kremlin ». Voilà ce que Richard Ferrand a réellement dit lors d'une émission sur France 2:

« Je crois qu'aujourd'hui, il faut regarder les faits: deux grands médias, Russian Today (sic) et Sputnik, qui appartiennent à l'État russe, font leur quotidien de la diffusion et de la propagation de fausses nouvelles, ces nouvelles sont reprises, sont citées et viennent peser sur notre vie démocratique. »

Un blog [qui a indiqué, ndlr], lorsqu'Emmanuel Macron est allé au Liban: « Il a dormi à l'ambassade du Liban, au fond, aux frais du contribuable », ce qui naturellement était inexact. Mais alors que s'est-il passé? Le magazine Les Inrockuptibles, non sans citer le blog, a donné cette fausse information, que deux porte-paroles de Monsieur Fillon ont repris, sur Europe 1, sur France Culture et ailleurs pour ensuite s'apercevoir qu'elle était inexacte, mais en attendant, le mal est fait.

Eh oui, comme l'a fait remarquer M. Ferrand, « la rumeur est partie et ensuite on vient comparer cela à d'autres faits qui sont plus embêtants ».

Couper des citations, c'est aussi un art. Et le HuffPost le maîtrise parfaitement. Le média présente ainsi la réponse de Sputnik:

« À titre de preuve, le collaborateur d'Emmanuel Macron a cité un article qui n'a jamais été publié par Sputnik », se défend le site, expliquant qu'il s'agit d'une « publication dans un blog et non d'un article du site. »

Que doit-on alors tirer de cette citation habilement tronquée? Que Sputnik a bien publié cette information, non sur son site principal, mais sur un blog. Espérons que le HuffPost a au moins ouvert le site pour l'étudier un peu avant d'en parler et de voir... que si des blogs écrits par des lecteurs de Sputnik sont bien présents sur le site, aucun d'entre eux n'a cité la rumeur en question, pas plus que le site principal d'ailleurs...

« Sollicitées par le HuffPost, les rédactions françaises des médias russes Spoutnik (sic) et RT France n'ont pas souhaité réagir aux accusations de l'entourage d'Emmanuel Macron », poursuit le Huffington Post.

Pourtant, la rédaction française de Sputnik n'a reçu aucune demande de la part de ses confrères du Huffington Post. Tant pis, car cette demande aurait pu empêcher l'apparition de la « fake news », qui poursuit déjà son bonhomme de chemin dans les médias français... La raison en est peut-être que le Huffington Post a tenté de contacter la rédaction française d'un inexistant « Spoutnik »...

La réponse de Sputnik au mouvement français En Marche! ne concernait en réalité que la déclaration de Richard Ferrand qui a accusé les deux médias de « s'ingérer dans la vie démocratique » de la France sans toutefois fournir de preuves, se limitant à citer un message d'un blog qui n'a rien à voir avec ces sites. sputniknews.com 17.02

- D'où les rumeurs sur Macron proviennent-elles en réalité? - sputniknews.com

Le candidat à la présidentielle Emmanuel Macron s'attaque déjà en personne à Sputnik pour la propagation de rumeurs que le site n'a jamais diffusées. Rejetant fermement toute accusation, Sputnik invite à creuser plus profond dans les origines de ces rumeurs. Oh surprise! Le sujet s'avère avoir été soulevé il y a déjà fort longtemps.

Les rumeurs autour de l'ancien ministre de l'Économie font couler toujours plus d'encre, entre autres à cause de la « chasse aux coupables » à laquelle se livre l'équipe de Macron. Sur Radio Classique, le candidat à la présidentielle française vient lui-même de reconnaître le caractère non truqué de la campagne électorale, pour ensuite critiquer les sites Sputnik et RT pour leurs prétendues attaques médiatiques.

« L'élection [...] n'est pas truquée mais nous avons subi des attaques répétées, multiples, de hackers sur notre site internet, beaucoup viennent d'Ukraine avec de fortes présomptions », a assuré Emmanuel Macron, affirmant avoir des preuves de ces attaques. « Je souligne que plusieurs sites, Sputnik ou Russia Today, où vous avez beaucoup de journalistes français dont l'orientation politique n'est pas à démontrer [...], ont produit des attaques en règle [...] en propageant qui des rumeurs, qui des propos assez infamants qui ne relevaient pas du journalisme mais plutôt de la pire presse d'opinion », a-t-il ajouté.

L'un des prétendus coupables, Sputnik, s'est chargé de démêler l'écheveau de l'affaire.

« Révélation » ? 1

Si on regarde de plus près les crimes médiatiques attribués à Sputnik, le site ne se révèle pas si impliqué que ça. Ayant publié un article rédigé à partir d'une interview du fondateur du site WikiLeaks Julian Assange accordée au journal russe Izvestia, qui évoquait des informations « intéressantes » à propos d'Emmanuel Macron, le site a essuyé bien des foudres de la part des médias français ainsi que des partisans du candidat, ceci, alors qu'aucune information concrète n'a été mentionnée.

Qui plus est, les informations en l'espèce s'avèrent circuler dans les médias depuis déjà un certain temps, alimentées par des propos retentissants dans les cercles politiques de l'Hexagone. Parmi les probables raisons de cet émoi autour de la candidature de Macron, il y a les termes quelque peu osés prononcés par l'ancien président français Nicolas Sarkozy, dans un entretien au magazine Le Point en mai dernier :

« Que voulez-vous que j'en pense? Il est cynique. Un peu homme, un peu femme, c'est la mode du moment. Androgyne. Ce qui vous plaît chez Macron, c'est que vous aimez toujours ceux qui ne vous obligent pas à choisir », avait déclaré l'homme politique à propos du candidat d'En Marche!.

Si la formulation de Sputnik attire tant de grogne, cela ne peut que signifier que l'on veut tout simplement discréditer M. Macron sans s'inquiéter de l'absence de preuves. En outre, alors que le site préfère parler du parcours politique de M. Macron que de sa vie privée, plusieurs médias français évoquent sans ménagement ce côté de la vie du candidat et choisissent hardiment leurs termes, tout en accusant Sputnik d'avoir jeté la rumeur dans l'espace médiatique.

Ces médias semblent ainsi utiliser ces rumeurs comme prétexte pour lancer une nouvelle polémique autour du candidat à la présidentielle française.

Macron gay? La fabrique d'une rumeur <https://t.co/z26d1Roghz> pic.twitter.com/vpRPD0Djsb — Actu en France (@ActuEnFrance) 8 ??????? 2017 ?.

Ce que disent les rumeurs d'homosexualité sur Emmanuel Macron <https://t.co/5Vw0zNWvu8> par @askolovitchC — Slate.fr (@Slatefr) 9 ??????? 2017 ?.

Soutien de Bergé = lobby gay = Macron homosexuel, explique sérieusement un député de droite <https://t.co/jdgWrWETIW> pic.twitter.com/DVPY2jHKyt — Marianne (@MarianneMag) 7 ??????? 2017 ?.

Le sujet Macron semble d'ailleurs avoir provoqué un scandale sur Closer: un article évoquant un proche d'Emmanuel Macron travaillant pour Mathieu Gallet — que plusieurs médias soupçonnent d'entretenir une liaison avec le candidat à la présidentielle et dont le nom n'a jamais été mentionné par Sputnik — est supprimé peu après la publication.

@B_Roger_Petit #Closer supprime un article sur Mathieu #Gallet très gênant pour #macron & #EnMarche pic.twitter.com/1F6WsgGGfz — titouont (@calielius) 6 ??????? 2017 ?.

« Révélation » ? 2

La plus récente rumeur qui vaut à Sputnik de se retrouver au cœur des critiques concerne les informations selon lesquelles Emmanuel Macron aurait séjourné à la résidence officielle de l'ambassadeur de France « aux frais des contribuables français » lors de sa visite au Liban. En réalité, la rumeur est issue du site d'info français Le Vent se lève, puis a été relayée par les Incrocks et mentionnée sur RT, qui a pourtant reconnu que l'information en question était difficile à vérifier.

Sur Sputnik France, aucune information sur le sujet n'a émergé, un constat également confirmé par Libération.

Alors que l'équipe Macron continue de s'arc-bouter sur ses accusations, les portes de Sputnik restent ouvertes à tous ceux qui souhaitent faire la lumière sur la situation, y compris les membres d'En Marche! et son candidat. sputniknews.com 17.02

[Tous les prétextes sont bons pour s'attaquer à la liberté d'expression](#)

- Le délit d'entrave numérique à l'IVG définitivement adopté au Parlement - LeFigaro.fr

L'extension du délit d'entrave aux sites de « désinformation » sur l'IVG a été définitivement adopté jeudi matin à l'Assemblée nationale. Voté à main levée, le texte punit de deux ans de prison et de 30.000 euros d'amende toute tentative en ligne de diffuser des informations « de nature à induire intentionnellement en erreur, dans un but dissuasif, sur les caractéristiques ou les conséquences d'une interruption volontaire de grossesse ». Tous les groupes de gauche et une majorité de l'UDI ont voté en faveur du texte, tandis que Les Républicains ont voté contre « une atteinte à la liberté d'expression ».

La ministre assure que cette loi n'instaure pas une forme de censure en ligne. « Les militants anti-IVG resteront libres d'exprimer leur hostilité à l'avortement. A condition de dire sincèrement qui ils sont, ce qu'ils font et ce qu'ils veulent », a-t-elle expliqué. Christian Kert, député Les Républicains des Bouches-du-Rhône, a pour sa part dénoncé un texte qui menace « la liberté de pensée » et « met en place une véritable censure gouvernementale ».

De son côté, le planning familial s'est félicité de l'adoption d'un texte qui vise à « garantir une information fiable pour permettre à toutes les femmes d'exercer le droit ». LeFigaro.fr

- Les parlementaires rétablissent le délit de consultation de sites djihadistes - LeFigaro.fr

[France. Elections présidentielles : Les institutions en quête de légitimité introuvable.](#)

Ils craignent que les masses se détournent des institutions que les élections doivent cautionner.

- Présidentielle : à deux mois du premier tour, "il y a un certain désarroi pour une partie de l'opinion" - Franceinfo

Rarement une élection présidentielle a été aussi indécise sous la Ve République.

Franceinfo a interrogé Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos, pour comprendre les raisons de ces hésitations dans l'électorat.

Brice Teinturier : C'est un des enseignements importants de cette enquête. Les électeurs ont des certitudes de choix plus faibles qu'à l'accoutumée, avec seulement environ 50% d'entre eux qui déclarent que leur intention de vote est définitive. Par ailleurs, les Français apparaissent moins sûrs d'aller voter qu'en 2012, avec environ six points de moins qu'il y a cinq ans. L'étude montre un certain désarroi pour une partie de l'opinion, une insatisfaction vis-à-vis de la campagne en cours.

Comment expliquer cette indécision et cette relative démobilisation ?

Il y a tout d'abord l'affaire Fillon.

Le deuxième élément d'explication relève des projets politiques qui sont, aujourd'hui, assez peu audibles.

Il n'y a donc pas de lignes de force très nettes, de débats sur les propositions qui polarisent et fixent le vote des électeurs. Cela ajoute au sentiment de flou et de désarroi de l'opinion.

Enfin, tout cela se joue sur fond de désengagement profond vis-à-vis du politique, après deux quinquennats qui ont déçu, à droite comme à gauche.

L'absence de candidat sortant peut-elle aussi expliquer cette incertitude ?

Oui, tout à fait. Le rapport au candidat sortant structure habituellement une élection présidentielle. Avec le renoncement de François Hollande, il n'y a pas de sortant et cela contribue à l'absence de ligne identifiée, d'aspérité, d'arête solide. C'est un moteur classique et fondamental de l'élection qui ne joue pas. En plus, tous les candidats se sont démarqués du quinquennat : personne ne revendique le bilan, ni Benoît Hamon, ni Emmanuel Macron. Chaque candidat tente donc de dérouler ses propositions dans son couloir, sans toujours se faire entendre. C'est une difficulté supplémentaire pour l'électeur. francetvinfo.fr

En Hamon et en aval

Faites tomber les masques. Hamon le félon consommé.

Toute issue du côté de Mélenchon étant bouchée, sa nature droitière s'expose pour rallier des voix de droite qui seraient allés à un autre candidat. Et ce n'est pas fini.

- Benoît Hamon veut "une nouvelle loi Travail" et non plus son abrogation. - Franceinfo

Commentaire d'un internaute

- "Hollande avait au moins attendu d'être élu pour annoncer ses renoncements... Hamon prouve chaque jour qu'il représente la continuité avec la politique de Hollande et Valls ; il est prisonnier du PS et n'y pourra rien changer."

Stop ou encore, Hamon le supplétif de Hollande.

- Election présidentielle : le camp Hamon dit "stop" aux discussions avec Mélenchon - Franceinfo

Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon, c'est fini. La discussion n'aura duré que 24h. Elle a été achevée samedi 18 février après une série d'échanges par courriers, téléphones et caméras interposées.

Depuis Lisbonne, où Benoît Hamon achevait samedi son premier déplacement international, le candidat du PS a acté l'échec de ces négociations pour une alliance avec Jean-Luc Mélenchon, qui étaient pourtant souhaitées par une partie de la gauche.

"On ne va pas non plus lui envoyer des rébus"

Entre la lettre envoyée par Jean-Luc Mélenchon à Benoît Hamon vendredi, et un coup de téléphone, le ralliement des deux

candidats semblait d'ores et déjà compromis.

Mais la déclaration du candidat de La France insoumise vendredi sur BFMTV, où il a clairement dit qu'il n'allait pas s'accrocher "au vieux corbillard du PS", a peut-être été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Les mots de Pascal Cherki, conseiller de Benoît Hamon, sont clairs : "Stop on arrête le feuilleton ! On ne va pas non plus lui envoyer des rébus à Mélenchon." Le candidat socialiste, lui, a froidement répliqué dans son discours à Lisbonne : "Je ne répondrai pas avec les mêmes mots à Jean-Luc Mélenchon."

La rupture consommée, le candidat socialiste en a donc profité pour s'adresser directement aux électeurs de gauche, expliquant qu'"il va falloir que nous choissions l'horizon que nous jugeons désirable. Jugeons-nous désirable l'horizon que nous proposent Marine Le Pen et la droite ? (...) Je continuerai à être l'architecte et le maçon d'un rassemblement de la gauche qui ira au-delà des postures personnels." Il a ajouté, un rien bravache, qu'"aujourd'hui, je suis le mieux placé pour faire gagner la gauche." Franceinfo

Parole de croque-mort du socialisme.

- Mélenchon : "Je n'ai pas l'intention de m'accrocher à un corbillard" - LePoint.fr

Invité ce vendredi sur le plateau de BFM TV, le candidat à la présidentielle est notamment revenu sur l'épineux sujet de l'union de la gauche. LePoint.fr

Comment Hamon reprend les arguments de l'extrême droite selon lequel le wahhabisme serait un produit de l'islam.

Lisez attentivement, c'est écrit noir sur blanc. Sachez aussi que Hamon est entouré d'ultra sionismes. Les femmes ne sont pas plus libres ou égales en droit aux hommes que le serait les exploités aux exploités, celui qui perd cela de vue tombe dans leur manipulation.

- Hamon dans un entretien au Journal du Dimanche. AFP 19.02

...il existe "un double déni", celui "de la République, qui a laissé se développer des ghettos sociaux et territoriaux" et "celui de musulmans qui disent que cette dérive-là est extérieure à l'islam" alors qu'il y a "une offensive très forte de groupes religieux qui testent la République et veulent mordre sur les libertés fondamentales, notamment celles qui concernent les femmes".

Mais comment donc établir que la femme est libre de porter le voile islamique ? "La République, c'est la liberté de conscience et de religion, y compris quand elle est visible, tant qu'elle ne trouble pas l'ordre public", élude Benoît Hamon en mettant en garde contre Marine Le Pen, qui "détourne la laïcité pour en faire un instrument antimusulman".

"Si elle arrive au pouvoir, c'est l'embrasement garanti des banlieues", prédit-il. AFP 19.02

Hamon en famille avec l'oligarque Bill Gates.

- Présidentielle : le point commun inattendu de Benoît Hamon et Bill Gates - LePoint.fr

Présidentielle : le point commun inattendu de Benoît Hamon et Bill Gates "Il faut une fiscalité qui se fonde non pas sur le nombre de travailleurs qu'il y a dans notre entreprise, mais sur la richesse créée par l'entreprise", avance Benoît Hamon (Non, la plus-value créée par la mise en oeuvre de la force de travail appliquée au capital et extorquée aux exploités par les exploités. - LVOG)

Le fondateur de Microsoft et le vainqueur de la primaire de la gauche partagent une vision similaire de l'avenir du monde du travail.

Les soutiens internationaux se multiplient dans le camp Hamon. Après Thomas Piketty, l'économiste français qui a fasciné les États-Unis jusqu'à s'attirer les faveurs de Barack Obama, c'est un autre nom célèbre de la scène économique mondiale qui semble plébisciter le programme du candidat sorti vainqueur de la primaire de la gauche. En tout cas sur un point. (Piketty, Obama, Gates, dis-moi les faveurs de qui tu t'attires et je te dirai qui tu es. - LVOG)

Dans une interview accordée à Quartz, un site américain spécialisé en économie, Bill Gates détaille pourquoi la taxation des machines au sein des entreprises est, selon lui, essentielle. Une théorie économique soutenue par Benoît Hamon qui occupe une place de choix dans son programme de candidat à l'élection présidentielle.

Des robots qui remplacent les salariés

Le fondateur de Microsoft explique pourquoi il sera nécessaire de mettre en place une taxe sur la richesse créée par les robots dans l'entreprise dans un avenir proche. Il met en exergue le fait que les machines se développent dans les différents secteurs économiques et viennent dans certains cas remplacer le travail des salariés. Le propos du fondateur de Microsoft est clair : ces machines devraient être taxées au même taux que les humains. (Qui produit ces machines ? Les travailleurs qui demeurent à l'origine de la production des richesses qu'on le veuille ou non. - LVOG)

Améliorer les conditions de travail

D'après Bill Gates, cette robotisation du travail contribuera à améliorer les conditions de travail des salariés, car ces machines effectueront les tâches dites « pénibles » qui incombent aujourd'hui aux humains, notamment dans les usines. En filigrane, Bill Gates avance que les modèles d'organisation scientifique du travail notamment développés par Taylor et Ford aux XIXe et XXe siècles sont dépassés et qu'il est temps que les robots prennent le relais. Mais pas à n'importe quelle condition. (Quel brave homme, les oligarques sont des saints, Hamon n'aura pas de mal à prier pour eux. - LVOG)

Il souhaite que les robots soient imposés au même taux que les humains pour permettre un développement du travail moins pénible, et favoriser les emplois dans le secteur des services – en lien avec les personnes âgées ou les enfants, prend-il notamment comme exemple. « Il faut saisir cette opportunité de continuer à produire les biens et les services que nous avons actuellement et libérer une force de travail », avance-t-il. Et Bill Gates explique qu'il « est important d'avoir des dirigeants politiques pour accompagner ce phénomène ». (Ils sont tous à votre solde, mais c'est encore insuffisant, vaudrait mieux que vous les désignez vous-même après les avoir formés à votre idéologie. - LVOG)

Fiscalité sur la richesse créée

Taxer les robots, c'est un projet que défend Benoît Hamon depuis plusieurs mois et qui est au centre de sa stratégie économique. Il a d'ailleurs salué l'initiative de Bill Gates en publiant un message sur son compte Twitter. Ravi de voir que Bill Gates partage ma proposition de création d'une taxe sur la richesse créée par les robots <https://t.co/hluTY5d5J3> — Benoît Hamon (@benoihamon) 18 février 2017 Le vainqueur de la primaire de la gauche compte notamment sur cette mesure pour financer le revenu universel d'existence, autre point phare de son programme présidentiel. « Si demain une machine remplace un homme et crée de la richesse, il est normal qu'elle cotise » pour la protection sociale, justifiait-il sur le plateau de L'Émission politique de France 2 en décembre dernier. « Il faut une fiscalité qui se fonde non pas sur le nombre de travailleurs qu'il y a dans notre entreprise, mais sur la richesse créée par l'entreprise », avance Benoît Hamon.

En attendant de voir Bill Gates débattre avec le candidat socialiste sur l'avenir du monde du travail, ce point d'accord pourrait représenter un bon moyen pour Benoît Hamon d'asseoir la crédibilité de ses propositions économiques face à ses détracteurs qui qualifient son programme d'utopiste et irréaliste. LePoint.fr 19.02

Pas le temps de commenter cet article, désolé.

Commentaires d'internautes.

1- "Gates, les taxes et Hamon

Comment se fait-il que B. Gates n'ait jamais proposé de taxe sur les logiciels qui ont détruit et continuent de détruire des centaines de milliers de jobs administratifs ? Non pas que ces logiciels soient une mauvaise chose mais un peu de cohérence ne ferait pas de mal, à défaut d'honnêteté intellectuelle ! "

2- "M Bill Gates, M Hamon et la robotisation.

M Bill Gates a été le plus grand pourvoyeur au monde de robots en répandant la pandémie Windows dans nos ordinateurs.

Pourquoi l'a-t-il fait si les robots sont si nocifs pour l'humanité ?

Si un remords de fin de vie le taraude, il peut faire don total de sa fortune injustement gagnée et vivre en ermite de la mendicité.

Voir M Hamon soutenir l'ineptie de la taxe robots et son corollaire, le revenu universel, est plutôt inquiétant. "

Serait-ce l'attitude de Trump qui les conduit soudain à ce revirement envers Macron?

Craignent-ils que Macron ne serait pas à la hauteur et que tout parte en vrille, que la situation leur échappe ?

- Présidentielle: Macron se défend de pratiquer un "grand écart" - AFP

- Macron, de contradiction en contradiction - liberation.fr

... il parle ; beaucoup, mais sans cohérence. Ces trois derniers jours ont été un florilège. Il dit que la colonisation est «un crime contre l'humanité», mais qu'il faut en assumer les aspects «positifs». Il confie que les antimariage pour tous ont été «humiliés», mais il défend la procréation médicalement assistée (PMA) pour les couples de femmes. En trois mois, il change trois fois de position sur la légalisation du cannabis, pour finalement défendre le statu quo.

- La ligne brisée d'Emmanuel Macron - LePoint.fr

Après avoir surpris et séduit par son langage et son positionnement, le fondateur d'En marche ! prend le risque de passer pour un opportuniste maladroit. LePoint.fr

- Emmanuel Macron multiplie les grands écarts et prend le risque de la déchirure - Le Huffington Post

- Emmanuel Macron en marche vers l'échec - Le Huffington Post

- Emmanuel Macron, l'apprenti sorcier de la politique - Atlantico.fr

- Présidentielle : Emmanuel Macron, l'heure du doute - LeParisien.fr

- Présidentielle 2017 : fin de l'état de grâce pour Emmanuel Macron - Franceinfo

- Emmanuel Macron : "La communauté LGBT trouvera toujours en moi un défenseur" - Franceinfo

Ou un coup qui a foiré lamentablement.

- Mis en examen ou pas, Fillon déterminé à aller jusqu'au bout - Reuters

- Fillon sera candidat "jusqu'à la victoire" - Reuters

- Les élus des Républicains font bloc derrière François Fillon - Franceinfo

La droite en ordre de bataille. Hier, jeudi 16 février, une dizaine de meetings se sont tenus partout en France pour soutenir François Fillon...

- "Ne nous laissons pas intimider", lance François Fillon à ses militants - Franceinfo

Le candidat à la présidentielle salue la ténacité de ses soutiens : "Voilà la meilleure réponse à ceux qui nous attaquent."

- Présidentielle : «J'ai confiance en François Fillon», assure Bruno Le Maire - LeParisien.fr

- Les Français toujours hostiles à une candidature Fillon - Reuters

Près de deux Français sur trois restent hostiles à une candidature de François Fillon à l'élection présidentielle mais celle-ci recueille un soutien croissant chez les sympathisants de droite, selon un sondage Ifop publié par le Journal du dimanche.

Tous les parlementaires sont corrompus.

- Scandale – Claude Bartolone, Gérard Larcher et 80 hauts parlementaires touchent des indemnités illégales par Luca Andreolli - arretsurlinfo.ch 15.02

Se tramerait-il un nouveau scandale sur le front de la transparence des revenus des parlementaires?? Si l'on en croit une requête de l'Association pour une démocratie directe (APDD), la question a le mérite d'être posée. L'APDD demande ce mardi 19 avril l'arrêt du « versement des suppléments illégaux aux hauts parlementaires ». Selon nos confrères d'Europe 1, qui révèlent cette information, 80 élus toucheraient des surplus d'indemnités de fonction, qu'ils votent entre eux et pour eux, en dehors de tout cadre légal. Parmi les figures visées, on retrouve pêle-mêle le président socialiste de l'Assemblée nationale, Claude

Bartolone, celui du Sénat, Gérard Larcher (Les Républicains), mais aussi les vice-présidents des deux assemblées, des questeurs, des présidents de commissions, etc. Les sommes versées illégalement atteindraient plus de 1,5 million d'euros par an.

Chaque année : 565 000 euros de rallonges à l'Assemblée nationale, 1 million d'euros au Sénat

Le texte de loi organique de 1958 est pourtant clair : il prévoit que tous les députés et sénateurs perçoivent deux types bien précis d'indemnités, à savoir une de base et une de fonction, pour un total plafonné à un peu plus de 7 000 euros par mois. Or, l'APDD a remarqué, en épluchant les rémunérations de chacun des représentants des institutions ciblées, que certains touchaient des sommes nettes d'impôts en plus, explosant parfois la limite normalement autorisée. Ceci au titre « d'indemnités spécifiques de fonction ».

Bartolone, en tant que président de parlement, voit ainsi son salaire doubler. Les trois questeurs de l'Assemblée nationale touchent quant à eux 5 000 euros supplémentaires. Les six vice-présidents touchent de leur côté 1 000 euros par mois en plus des sommes légales. En comprenant en plus les huit présidents de commissions permanentes, la rapporteure générale de la commission des Finances et les élus secrétaires, le total des surplus d'indemnités est estimé à près de 565 000 euros par an.

Mais c'est encore plus élevé du côté du Sénat, qui représente 1 million d'euros de versements normalement indus chaque année. Comme Bartolone, le président Larcher se voit rétribuer 7 000 euros nets en plus de ses 7 000 euros légaux. Les questeurs de la chambre haute bénéficient chacun de 4 000 euros « en sus des montants définis par la loi ». Enfin, l'ensemble des autres hauts représentants sont gratifiés d'une rallonge de 2 000 euros.

Mimétisme ou synchronisation parfaite.

- New York: manifestation contre l'islamophobie sur Times Square - sputniknews.com 19.02

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblés à New York hier, en signe d'unité avec les musulmans contre la politique de Donald Trump.

La marche a été soutenue par des comédiens, des musiciens et des hommes politiques, parmi lesquels le maire de New York Bill de Blasio, l'homme d'affaires Russell Simmons et l'actrice Susan Sarandon.

Samedi 18 février, une manifestation monstre avait réuni 160 000 personnes, selon la police, et 500 000, selon les organisateurs, qui ont défilé à Barcelone en faveur de l'accueil des réfugiés et de l'ouverture vis-à-vis des migrants. Le rassemblement a réuni presque toutes les forces politiques et sociales, avec l'appui de personnalités du monde du spectacle. sputniknews.com 19.02

- Affaire Théo : plusieurs manifestations sous tension en France - LeFigaro.fr

Le colonialisme ou le pillage de la matière grise des pays dominés.

- Une part importante des migrants en France sont diplômés du supérieur - lefigaro.fr

Une étude publiée, ce mercredi, assure que les migrants qui s'installent dans l'Hexagone font partie de la population la mieux éduquée de leur pays. Pour certaines nationalités, ils sont même davantage diplômés que les Français natifs.

Ce travail démontre que c'est bien une population «suréduquée» qui, une fois diplômée, quitte son pays d'origine, non de la tranche la plus démunie.

Si les résultats de cette étude sont moins surprenants pour les pays européens, où l'on trouve des systèmes éducatifs équivalents au système français, les données sur les migrants issus des pays en développement sont à distinguer: nombreux sont ceux à avoir un diplôme du supérieur dans leur bagage.

D'après Mathieu Ichou, l'explication est simple: «Les personnes qui migrent d'un pays lointain doivent avoir beaucoup de moyens financiers pour partir. Mais ils ont également besoin d'un capital culturel et de ressources sociales afin de surmonter les obstacles, les complications administratives.» lefigaro.fr 15.02

En vivant en Inde depuis plus de 20 ans, sans attendre cette étude je savais de quoi il en retournait vraiment.

Voilà ce que les abrutis de la pseudo-gauche ou extrême gauche ont encouragé.

Merkel est en train d'en virer plus de 80.000 qui apparemment ne correspondraient pas au profil ou aux besoins du patronat

en esclaves dociles, et ce n'est qu'un début.

Ils osent tout.

- Présidentielle 2017 : les ouvriers sont-ils oubliés ? - Franceinfo AFP
- Avec le Penelopegate, Fillon porte atteinte à la démocratie, selon Ayrault - AFP
- L'Ukraine pleure, trois ans après la révolution de Maidan - euronews.com
- Venezuela: Washington exige la libération d'une centaine de "prisonniers d'opinion" - AFP
- La première poupée transgenre est à l'image d'une adolescente américaine - Franceinfo

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Equateur

1.1- Equateur: le socialiste Moreno proche de la victoire - AFP

Le socialiste Lenin Moreno, candidat du parti au pouvoir en Equateur, s'approchait dimanche de la victoire contre son adversaire de droite, Guillermo Lasso, après le premier tour de l'élection présidentielle pour la succession de Rafael Correa, selon des résultats partiels.

L'ancien vice-président Lenin Moreno, candidat d'Alliance Pays (AP, au pouvoir), a recueilli 38,87% des voix face à l'ancien banquier conservateur Guillermo Lasso, du mouvement Créant des opportunités (Creo), crédité de 28,50%, selon ces résultats portant sur 81,90% des suffrages exprimés et communiqués par le Conseil national électoral (CNE).

Mais pour l'emporter à ce premier tour, le candidat d'AP doit totaliser au moins 40% des voix, avec dix points d'avance sur le leader de l'opposition de droite.

"Nous avons déjà les 10 points de différence avec Lasso et cela continue à augmenter", a tweeté le président Correa, qui plus tôt avait appelé à accepter "la volonté du peuple équatorien exprimée dans les urnes".

Le président du CNE, Juan Pablo Pozo, a recommandé d'"attendre le dépouillement de 100%" des bulletins, prévus pour lundi à la mi-journée, avant de confirmer une victoire ou un second tour, prévu le 2 avril.

A l'issue de trois mandats et dix ans au pouvoir, le charismatique mais controversé chef de l'Etat sortant va laisser un pays modernisé et aux inégalités sociales réduites, mais polarisé et en proie à la crise économique.

Fake news

1.2- Présidentielle en Equateur, la gauche en danger - 19.02 - Reuters

2- Ukraine

Kiev: manifestation ultra-nationaliste en soutien au blocage du charbon rebelle - AFP

Un millier de manifestants ultra-nationalistes ont défilé dimanche dans le centre de Kiev pour marquer leur soutien au blocage d'une voie ferrée reliant les régions rebelles de l'est, productrices de charbon, au reste du pays.

"Nous avertissons une nouvelle fois les autorités (ukrainiennes) qui achètent du charbon aux territoires occupés, qui se font de l'argent avec le sang versé", a déclaré Mykola Kokhanivski, à la tête du bataillon volontaire de l'Organisation des nationalistes ukrainiens (OUN), qui combat dans l'est de l'Ukraine contre les séparatistes prorusses.

Partant du Maïdan, une place centrale de Kiev où s'est tenue en 2014 la contestation pro-européenne ayant mené à la chute du régime prorusse de l'ex-président Viktor Ianoukovitch, les manifestants se sont dirigés vers les bâtiments administratifs du nouveau gouvernement.

"Honte au gouvernement corrompu!", "L'ennemi est parmi nous", scandaient les militants, qui étaient escortés par plusieurs centaines de membres des forces de l'ordre. AFP 19.02

3- Corée du Sud

En oligarchie. Bienvenue en «République de Samsung».

- Samsung, symbole de la connivence entre Etat et entreprises en Corée du Sud - Liberation.fr

L'arrestation du dirigeant de Samsung ce vendredi met en lumière le modèle des «chaebols», ces conglomérats devenus aussi puissants que l'Etat.

Il est le troisième dirigeant de l'histoire de Samsung à être arrêté. Lee Jae-yong a été interpellé vendredi par la police sud-coréenne. A l'instar de son père et de son grand-père, tous deux présidents de Samsung avant lui, il est soupçonné de corruption. L'actuel vice-président – son père s'est retiré à la suite d'une maladie – est accusé d'être lié au scandale qui a mené à la destitution de la présidente de la Corée du Sud, Park Guen-hye.

Le fils héritier de l'empire Samsung, déjà entendu à plusieurs reprises par la police, est soupçonné d'avoir versé des pots-de-vin à Choi Soon-sil. Cette femme de 40 ans est présentée comme la «gourou» de la présidente coréenne. Bien qu'elle n'ait aucune position officielle dans le gouvernement, elle aurait influencé la présidente dans son exercice du pouvoir. Mais surtout, elle aurait profité de sa position privilégiée pour forcer les conglomérats du pays à verser à ses fondations de fortes sommes d'argent. Avant d'être arrêtée en novembre dernier.

Ces puissants conglomérats qu'on nomme chaebols en Corée du Sud, auraient versé 70 millions de dollars aux fondations de Choi. Samsung, rien qu'à lui, en aurait versé 40 millions. Outre la plus grosse entreprise du pays, ce sont tous ces chaebols qui sont impliqués : LG, Hyundai, Lotte Group... Une pratique qui met en lumière leur proximité avec le pouvoir politique coréen.

Les chaebols ont été instaurés par le père de l'actuelle présidente, Park Chung-hee, au pouvoir de 1962 à 1979. Sous l'impulsion du dictateur coréen, l'Etat a soutenu le développement de ces entreprises multisectorielles pour vitaliser l'économie nationale. Au point que ces conglomérats sont devenus vitaux pour la Corée du Sud : «Les chaebols portent l'économie coréenne qui en est trop dépendante», observe Barthélémy Courmont, maître de conférences à l'université catholique de Lille et directeur de recherche à l'Iris. Les dix plus gros chaebols représentent 80% du PIB de la Corée du Sud. A lui seul, Samsung pèse pour 20% de l'économie du pays. En Corée du Sud, plusieurs économistes avaient tiré la sonnette d'alarme, dénonçant les relations étroites entre les conglomérats et le gouvernement.

Sur les dix plus gros conglomérats coréens, six sont dirigés par des hommes ayant un passé judiciaire. Depuis sa prise de fonction en 2013, Park Guen-hye en a gracié deux : Chey Tae-won, président de SK Group, spécialisé notamment dans les produits chimiques et Lee Jae-hyun, président de CJ Group qui fait affaire dans les produits pharmaceutiques ou les médias. Les deux hommes, accusés de corruption, ont été libérés après qu'ils ont effectué des donations aux fondations de Choi Soon-sil.

Système rejeté par les jeunes

Paradoxalement, Park Guen-hye a été élue en promettant de mettre la pression sur les chaebols pour réduire leur influence. Après des années où les Samsung et autres Hyundai étaient considérés comme le moteur de l'économie nationale, le modèle commence à être critiqué : «Ce système étroit entre les chaebols et le pouvoir est désormais rejeté par les Coréens, et notamment les jeunes», explique Barthélémy Courmont. Ces jeunes représentaient le gros des manifestations qui militaient pour le départ de la présidente Park, finalement destituée le 9 décembre dernier.

Les chaebols sont devenus le fer de lance du «Hallyu», le modèle de culture populaire que la Corée du Sud veut implanter en Asie. Au même titre que la K-Pop ou les soap-opéras coréens qui inondent notamment les télévisions chinoises. Pour Barthélémy Courmont, le système a atteint ses limites : «La stratégie coréenne de s'exporter à l'international est désormais mise à mal». Présent dans plus de 80 secteurs de l'économie sud-coréenne, Samsung est un poids lourd du modèle coréen : «Samsung est non seulement un géant économique mais son image est très liée à celle de la Corée du Sud dans le monde. Et si l'image de Samsung est écornée c'est tout le modèle économique qui peut s'écrouler», poursuit le chercheur. L'aura de l'entreprise, qui emploie 275 000 personnes dans le monde (cinq fois plus que Google), est telle que la Corée du Sud est parfois appelée «la République de Samsung». Liberation.fr 17.02

4- Etats-Unis

4.1- Donald Trump a tenu la première conférence de presse de son mandat en solitaire et à la Maison-Blanche - Franceinfo

"Vous pouvez dire tout ce que vous voulez sur la Russie, ce ne sont que des mensonges, des informations fabriquées pour faire oublier la défaite des démocrates, et toute la presse dit n'importe quoi", a ainsi déclaré Donald Trump Franceinfo 17.02

4.2- Lien entre le QG de Trump et Moscou: une absurdité, selon les renseignements US - sputniknews.com

Le lien entre le QG électoral de Donald Trump et les responsables haut gradés des services de renseignements russes est plus qu'une exagération, c'est une absurdité, a déclaré le chef de cabinet de la Maison-Blanche, se référant aux renseignements US.

Les services spéciaux américains ont qualifié de fausses les informations sur l'existence présumée de liens entre le QG électoral du président Donald Trump et les autorités russes, a annoncé le chef de cabinet de la Maison-Blanche, Reince Priebus.

« Les représentants de la communauté du renseignement au plus haut niveau m'ont confirmé que ces allégations étaient non seulement très exagérées, mais ne correspondaient même pas à la réalité. Ils ont fait comprendre sans équivoque que cette histoire est une pure absurdité », a-t-il déclaré sur les ondes de Fox News.

Plus tôt, le journal New York Times avait publié un article affirmant que des membres du QG électoral de Donald Trump auraient contacté de hauts responsables des services spéciaux russes. sputniknews.com 19.02

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

1.1- Grève des fonctionnaires programmée le 7 mars - Boursier

Les fonctionnaires seront en grève le 7 mars prochain, pour diverses raisons. A l'origine, le secteur de la santé a lancé le mouvement. Dans un communiqué publié ce mardi, les fédérations CGT, FO, Solidaires et FA-FP disent soutenir les actions programmées.

Santé et territoriale

Dans le secteur de la Santé, les agents interpellent les pouvoirs publics - un mois et demi avant l'élection présidentielle - alors qu'ils estiment que l'accès égalitaire aux soins est en péril. Ils pointent du doigt les déremboursements de plus en plus nombreux, mais aussi "les dérégulations, les suppressions de postes et les réorganisations permanentes, auxquels s'ajoutent les regroupements d'hôpitaux (GHT), imposés par la loi Touraine".

La fonction publique territoriale fera également entendre sa voix afin de dénoncer les dérives de la réforme qui a entraîné "la fusion de communes, de conseils régionaux, la création de métropoles" contraignant les agents à des mobilités forcées et à une dégradation du service public. Enfin, certains ministères seront également mobilisés.

Des revendications communes

A l'occasion de cette journée de mobilisation, les trois versants de la fonction publique défendront également des causes communes, à commencer par la revalorisation du point d'indice. Après plusieurs années de gel, le gouvernement a acté l'an dernier une hausse de 1,2% en deux temps (juillet et février), jugée insuffisante par les organisations.

Les syndicats réclament également l'arrêt des suppressions de postes et des restructurations ainsi que la défense du statut général de fonctionnaire.... Boursier 14.02

1.2- Le gaz plus cher à partir du 1er mars ? - Boursier

Après avoir reculé en février, les tarifs réglementés du gaz devraient repartir à la hausse au 1er mars prochain... Selon les informations du 'Figaro', ils progresseraient fortement, de 2,6% en moyenne... Le gaz plus cher à partir du 1er mars ? Boursier 18.02

2- Grande-Bretagne

Haro sur les pauvres

Les véhicules polluants taxés à Londres à partir d'octobre - Reuters

Une redevance pour les véhicules les plus anciens et les plus polluants entrera en vigueur le 23 octobre à Londres, a annoncé vendredi Sadiq Khan, maire de la ville.

Baptisée T-charge, elle s'élèvera à dix livres (11,65 euros) par jour pour les véhicules à moteur diesel et à moteur essence immatriculés avant 2006 qui ne répondent pas à la norme antipollution européenne "Euro 4".

La nouvelle taxe s'ajoutera à celle de 11,50 livres par jour en vigueur dans le centre de la capitale entre 07h00 du matin et 18h00 pour réduire le trafic. Reuters

[Haut de page ↗](#)

Le 25 février 2017

CAUSERIE

J'ai téléchargé et lu 1244 articles depuis le 1er janvier. J'ai ouvert les 2 fichiers correspondant aux articles de janvier et février, et j'ai cliqué sur propriétés et c'est le chiffre qui s'est affiché.

Vous ne trouvez pas qu'il y aurait comme un air de parenté entre le national-socialisme et le national-néolibéralisme ?

L'art de penser n'est pas donné à tout le monde.

Sans invoquer les programmes débiles de la télé, les jeux vidéos, les clubs de culture physique, etc. vous vous demandiez peut-être d'où vient le crétinisme qui semble si naturel chez la plupart des hommes modernes soumis à une division du travail poussée à l'extrême, je crois avoir une explication à vous proposer.

Le Capital de Marx et Engels, Tome I - Chapitre XIV : Division du travail et manufacture - V. - Caractère capitaliste de la manufacture

- ... un certain nombre de manufactures, vers le milieu du XVIII^e siècle, employaient de préférence pour certaines opérations formant des secrets de fabrique, des ouvriers à moitié idiots (1).

« L'intelligence de la plupart des hommes », dit A. Smith, « se forme nécessairement par leurs occupations ordinaires. Un homme dont toute la vie se passe à exécuter un petit nombre d'opérations simples... n'a aucune occasion de développer son intelligence ni d'exercer son imagination... Il devient en général aussi ignorant et aussi stupide qu'il soit possible à une créature humaine de le devenir. »

Après avoir dépeint l'engourdissement de l'ouvrier parcellaire, A. Smith continue ainsi :

« L'uniformité de sa vie stationnaire corrompt naturellement la vaillance de son esprit... elle dégrade même l'activité de son corps et le rend incapable de déployer sa force avec quelque vigueur et quelque persévérance, dans tout autre emploi que celui auquel il a été élevé. Ainsi sa dextérité dans son métier est une qualité qu'il semble avoir acquise aux dépens de ses vertus intellectuelles, sociales et guerrières. Or, dans toute société industrielle et civilisée tel est l'état où doit tomber nécessairement l'ouvrier pauvre (the labouring poor), c'est-à-dire la grande masse du peuple. (2) »

Pour porter remède à cette détérioration complète, qui résulte de la division du travail, A. Smith recommande l'instruction populaire obligatoire, tout en conseillant de l'administrer avec prudence et à doses homoeopathiques. Son traducteur et commentateur français, G. Garnier, ce sénateur prédestiné du premier Empire, a fait preuve de logique en combattant cette idée.

L'instruction du peuple, selon lui, est en contradiction avec les lois de la division du travail, et l'adopter « serait proscrire tout notre système social... Comme toutes les autres divisions du travail, celle qui existe entre le travail mécanique et le travail intellectuel (3) se prononce d'une manière plus forte et plus tranchante à mesure que la société avance vers un état plus opulent. (Garnier applique ce mot société d'une manière très correcte au capital, à la propriété foncière et à l'Etat qui est leur.)

Cette division comme toutes les autres, est un effet des progrès passés et une cause des progrès à venir. ... Le gouvernement doit-il donc travailler à contrarier cette division de travail, et à la retarder dans sa marche naturelle ? Doit-il employer une portion du revenu public pour tâcher de confondre et de mêler deux classes de travail qui tendent d'elles-mêmes à se diviser (4) ? »

Un certain rabougrissement de corps et d'esprit est inséparable de la division du travail dans la société. Mais comme la période manufacturière pousse beaucoup plus loin cette division sociale en même temps que par la division qui lui est propre elle attaque l'individu à la racine même de sa vie, c'est elle qui la première fournit l'idée et la matière d'une pathologie industrielle (5).

« Subdiviser un homme, c'est l'exécuter, s'il a mérité une sentence de mort; c'est l'assassiner s'il ne la mérite pas. La subdivision du travail est l'assassinat d'un peuple (6). »

La coopération fondée sur la division du travail, c'est-à-dire la manufacture, est à ses débuts une création spontanée et inconsciente. Dès qu'elle a acquis une certaine consistance et une base suffisamment large, elle devient la forme reconnue et méthodique de la production capitaliste.

1- J. D. Tuckett : A History of the Past and Present State of the Labouring Population. Lond., 1846, v. 1, p.149.

2- A. Smith : Wealth of Nations, 1. V, ch. I, art. 11

3- Ferguson dit déjà : « L'art de penser, dans une période où tout est séparé, peut lui-même former un métier à part. »

4- G. Garnier, t. V de sa traduction, p.2, 5.

5- Ramazzini, professeur de médecine pratique à Padoue, publia en 1713 son ouvrage : De morbis artificum, traduit en français en 1781, réimprimé en 1841 dans l'Encyclopédie des sciences médicales. 7° Disc. Auteurs classiques.

6- D. Urquhart : Familiar Words. London, 1855, p.119. Hegel avait des opinions très hérétiques sur la division du travail. « Par hommes cultivés, dit-il dans sa philosophie du droit, on doit d'abord entendre ceux qui peuvent faire tout ce que font les autres. »

La preuve que penser est un art... qui échappe à l'élite intellectuelle.

Le Prof. Rodrigue Tremblay est professeur émérite d'économie à l'Université de Montréal.

- Le gouvernement impérial étasunien de Donald Trump : Une menace pour la démocratie américaine et un facteur de chaos pour le monde ? par Prof Rodrigue Tremblay - Mondialisation.ca, 14 février 2017

Extraits.

Il est toujours dangereux, et potentiellement désastreux dans une démocratie, quand un chef d'État décide de s'approprier les pleins pouvoirs et de gouverner par décret ou par ordonnance, sans passer par le traditionnel processus parlementaire, outrepassant souvent ainsi les ministères responsables et les représentants élus du parlement. Un tel procédé autocratique ressemble davantage à une gouvernance impériale qu'à celle d'un gouvernement démocratique responsable. (...)

Il est permis de douter de la sincérité du Président Donald Trump quant à sa volonté de mettre fin à l'influence des milieux financiers américains sur les politiciens étasuniens

Au cours de la campagne présidentielle de 2016, le candidat Donald Trump a sévèrement accusé ses rivaux d'être des porteurs de valises pour les financiers de Wall Street. Il a souvent répété que les milieux de Wall Street étaient le symbole d'une élite corrompue, laquelle a spolié l'Amérique et volé la classe ouvrière pour s'enrichir. Il s'est servi des médias sociaux pour lancer les pires accusations contre la candidate démocrate Hillary Clinton, allant jusqu'à dire, le 28 juillet 2016, que cette dernière n'était rien de moins qu'une « marionnette de Wall Street », et, le 19 octobre 2016, que les méga-banques avaient la haute main et un « contrôle absolu » sur ses rivaux Hillary Clinton et Ted Cruz, insinuant par le fait même que ces derniers étaient incapables à occuper le fauteuil du Président américain, tandis que lui se voulait être le défenseur de la classe ouvrière.

Mais qu'à cela ne tienne ! Une des premières mesures du Président Trump a été d'annoncer le retrait de la réglementation bancaire connue sous le nom de loi Dodd-Frank, adoptée en 2010, dans la foulée de la crise financière des prêts subprime de 2008. Il est quand même surprenant que le président Trump réponde si rapidement aux souhaits de déréglementation des méga-banques américaines, alors même qu'il dénonçait avec force, il n'y a pas si longtemps, la corruption des milieux d'affaires de Wall Street.

Dans un deuxième temps, le Président Trump a recruté un ancien banquier de la grande banque Goldman Sachs, M. Steven

Mnuchin, pour le poste de ministre des Finances.

En outre, M. Trump a fait appel à la méga-banque d'affaires Goldman Sachs pour le conseiller et l'appuyer dans l'élaboration de sa politique économique. En effet, il a nommé M. Gary Cohn (1960-), le président de Goldman Sachs, au poste de président du Conseil économique national du président. Ce faisant, il s'est assuré que les banquiers de Wall Street aient un important mot à dire dans les politiques économiques et financières de son administration.

On peut certes s'interroger si ses attaques contre les milieux bancaires de Wall Street, et sur la prétendue influence induite qu'ils exerçaient sur les politiciens américains, étaient sincères, ou si elles n'étaient que de simples boutades de politicien pour se faire élire. (...)

L'élection de Donald Trump aux États-Unis avait fait naître l'espoir de la possibilité de mettre fin au chaos meurtrier au Moyen-Orient. Cependant, une fois pendant la campagne présidentielle et une autre fois après son arrivée au pouvoir, M. Trump a jeté une douche froide sur de tels espoirs. (...)

Les choses semblent avoir commencé à changer pour le mieux avec l'arrivée de nouveaux ministres expérimentés et compétents dans le processus décisionnel américain, en dehors du petit cercle fermé de la Maison-Blanche. Il était temps. Mondialisation.ca, 14 février 2017

Faut-il commenter tellement ce discours est déconnecté de la réalité, pathétique ? Quel idiot ! Apparemment la division du travail ne profite guère aux intellectuels, vous me direz qu'on avait déjà eu l'occasion de s'en apercevoir.

Taxer les robots et les machines : Une chimère.

Passons sur le fait qu'ils le soient déjà.

Une machine ne produit pas de richesses ou de plus-value. Elle transmet aux marchandises qu'elle contribue à produire, la force de travail qui a été nécessaire à sa propre production. Mais là où cela se complique, c'est que la valeur de la force de travail qu'elle cristallise n'est pas stable, elle évolue ou se déprécie en fonction de différents critères, de sorte qu'il est impensable de concevoir que le législateur pourrait évaluer la valeur de chaque machine pour la taxer, sachant qu'il devrait tenir compte des différents modèles de machines qui existent dans le monde et dont la valeur est également instable d'une année sur l'autre ou tout au long de la durée de vie de chaque machine.

Cela nous fait penser à la taxe Tobin qui ne peut pas évaluer les gains ou pertes d'un trader pour le compte d'un banquier, sachant que des opérations de l'ordre de la nanoseconde affectent les cours pendant lesquels le trader spéculé, achète ou vend, de sorte que le résultat qu'il peut afficher en fin de journée par exemple ne correspondra pas aux gains ou aux pertes réalisés par le spéculateur tout au long de la journée, il représentera les différentes valeurs d'un titre en début et fin d'une séance de cotation. Un banquier peut avoir gagné un million de dollars en une journée, alors que la fluctuation de la valeur du titre sur lequel il a spéculé fera apparaître un gain ou une perte beaucoup moins importante ou infime. Certains titres peuvent prendre 20% pour finir avec un écart de 1% en fin de journée. Et quand on sait que les banquiers spéculent quand le titre est à la hausse ainsi que lorsqu'il est à la baisse, et que dans les deux cas ils empochent un gain, cet écart de 1% devient insignifiant, tout du moins pour ce qui nous occupe ici.

Le Capital de Marx et Engels, Tome I - Chapitre XV : Machinisme et grande industrie - II. - Valeur transmise par la machine au produit.

- La machine est en outre sujette à ce qu'on pourrait appeler son usure morale. Elle perd de sa valeur d'échange à mesure que des machines de la même construction sont reproduites à meilleur marché, ou à mesure que des machines perfectionnées viennent lui faire concurrence. Dans les deux cas, si jeune et si vivace qu'elle puisse être, sa valeur n'est plus déterminée par le temps de travail réalisé en elle, mais par celui qu'exige sa reproduction ou la reproduction des machines perfectionnées. Elle se trouve en conséquence plus ou moins dépréciée.

Notes qui apportent des précisions.

- « On estime en gros qu'il faut cinq fois autant de dépense pour construire une seule machine d'après un nouveau modèle, que pour reconstruire la même machine sur le même modèle. » (Babbage l.c., p.349.)

- « Depuis quelques années il a été apporté à la fabrication des tulle des améliorations si importantes et si nombreuses, qu'une machine bien conservée, du prix de mille deux cents livres sterling, a été vendue quelques années plus tard, soixante livres sterling... Les améliorations se sont succédées avec tant de rapidité que des machines sont restées inachevées dans les mains de leurs constructeurs mises au rebut par suite de l'invention de machines meilleures. Dans cette période d'activité dévorante, les fabricants de tulle prolongèrent naturellement le temps de travail de huit heures à vingt-quatre heures en employant le double d'ouvriers. » (L.c., p.377, 378 et 389.)

La valeur de la force de travail des machines qui entre dans la composition de la plus-value des marchandises qu'elle produit, tend donc à diminuer, contribuant ainsi à la baisse du taux de profit. A ne pas confondre avec la valeur d'échange d'une machine.

Et si Marx et Engels avaient eu raison ?

Le marxisme ou le socialisme repose essentiellement sur deux facteurs historiques, le développement du capitalisme (ou des forces productives) conduisant à son effondrement, et le refus des exploités et opprimés d'être soumis en esclavage (ou la lutte des classes), et la combinaison de ces deux facteurs, l'évolution de leurs rapports peut déboucher : soit sur la surexploitation, le chaos, la guerre et la barbarie, soit sur le développement harmonieux, le bien-être, la paix et la liberté.

- Le "précarier", une nouvelle classe sociale en colère - AFP

L'économiste britannique Guy Standing, dont l'ouvrage "Le précarier, les dangers d'une nouvelle classe" (Editions de l'Opportun) est paru en France jeudi 23 février, explique à l'AFP comment le développement des travailleurs précaires à travers le monde représente une aubaine pour les "populismes de droite", mais provoque aussi un "réengagement" politique chez les "progressistes". AFP 24.02

Encore faudrait-il que ce "réengagement" politique chez les "progressistes" contribue à la refondation du mouvement ouvrier international sur les bases du socialisme, sinon ce serait peine perdue d'avance...

Insupportable. Ce n'est pas un fake : Le capitalisme continue de faire des dizaines de millions de morts innocents.

- L'Onu veut 4 milliards de dollars pour nourrir 20 millions de personnes affamées - Reuters

Les Nations unies ont besoin de plus de quatre milliards de dollars (3,8 milliards d'euros) d'ici la fin mars pour aider près de 20 millions de personnes menacées de famine au Nigeria, en Somalie, au Soudan du Sud et au Yémen, a annoncé mercredi son secrétaire général... Reuters 22.02

- Famine: 1,4 million d'enfants risquent de mourir dans 4 pays - AFP 21.02

Au Yémen, depuis mars 2015, les bombardements saoudiens, ont généré un désastre humanitaire sans précédent. 462.000 enfants souffrent de malnutrition sévère. 450.000 dans le nord-est du Nigeria. Au Soudan du sud, plus de 270.000 enfants souffrent de malnutrition et la famine vient juste d'être déclarée dans certaines parties de l'Etat d'Unité (nord) où vivent 20.000 enfants. (Nigeria - source AFP 21.02.2017)

Au Sud-Soudan depuis décembre 2013, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont été tuées. 2,5 millions ont fui leurs foyers et près de 5 millions font face à une insécurité alimentaire « sans précédent », selon l'ONU.

En Somalie en 2011, la terrible famine consécutive à la sécheresse avait fait 260 000 morts. (Source : <https://www.facebook.com/bruno.guigue.10>) La sécheresse en Somalie a laissé 185.000 enfants au bord de la famine et ils seront quelque 270.000 d'ici quelques mois, a mis en garde l'agence onusienne. (Source AFP 21.02.2017)

On fait avec, on s'en accommode, on le tolère, mais quoi, le capitalisme avec ses terrifiantes injustices, qui peut légitimer ou justifier ce massacre de masse? N'est-ce pas suffisant pour rompre définitivement avec le capitalisme ? Chacun devrait se poser la question.

Voilà ce que j'ai lu dans la lettre de Mélenchon adressée aux Français de l'étranger.

Mélenchon - La France est présente dans le monde, du fait de ses méthodes, du fait de sa puissance, du fait de ses intérêts. Elle peut pratiquer une amicale coopération avec tous ceux qui le souhaitent.

LVOG - Il faut entendre par "méthode" le colonialisme et ses expéditions militaires, l'impérialisme et par "puissance" son oligarchie, son armée, quant aux intérêts, il s'agit de ceux des capitalistes, bref la même boutique côté pile et côté face. Comptent-ils s'y attaquer ? C'est ce qu'il prétend. Comment va-t-il s'y prendre ? A-t-il annoncé la fermeture de toutes les bases militaires françaises hors de France ? Nullement. A-t-il annoncé l'annulation de toutes les opérations militaires en cours ou le rapatriement de tous les militaires présents hors de France ? Nullement. A-t-il annoncé la fin du pillage des matières premières par les multinationales françaises dans les pays dominés ? Nullement.

- Quarante-trois pour cent des enfants américains vivent dans des familles à faible revenu par Shelley Connor - Mondialisation.ca 24.02

Quarante-trois pour cent de tous les enfants aux États-Unis vivent dans des familles à faible revenu, selon un rapport du Centre national pour les enfants vivant dans la pauvreté (CNEP), publié le mois dernier.

Le pourcentage d'enfants vivant dans des familles à faible revenu a augmenté d'un point entre 2009, le début officiel de la «reprise économique» proclamée par l'administration Obama, et 2015. Le CNEP définit «les familles à faible revenu» comme étant celles ayant un revenu sous le double du seuil de pauvreté fédérale (SPF), lequel est présentement établi à 24.036 \$ pour une famille de quatre.

Le nombre total d'enfants vivant dans ces familles est de 30,6 millions, incluant 5,2 millions de bébés et de jeunes enfants de moins de trois ans.

Les très jeunes enfants sont les plus vulnérables à la pauvreté et au faible revenu. Quarante-cinq pour cent des enfants en bas de 3 ans vivent dans des familles à faible revenu et 23 pour cent (2,6 millions) vivent dans des familles dont le revenu est en deçà du niveau de pauvreté fédéral.

Selon le CNEP, les familles doivent généralement faire le double de ce niveau fédéral pour subvenir à leurs besoins. Toutefois, ce qui constitue un revenu suffisant pour vivre est très variable, car le prix de la nourriture, du loyer/hypothèque et des autres produits indispensables est considérablement plus élevé dans de nombreuses villes.

Subvenir aux besoins d'une famille de quatre à Boston, au Massachusetts, nécessite un revenu annuel d'environ 85.000 \$ selon le rapport. À Akron, en Ohio, une famille de quatre nécessite un revenu d'environ 61.500 \$ et à Tulsa, en Oklahoma, elle a besoin de 57.200 \$. Beaucoup d'enfants de ces villes sont dans des familles qui luttent pour subvenir à leurs besoins de base sans toutefois être considérées comme étant «pauvres» ou «à faible revenu».

De nombreux enfants ont des parents qui travaillent, mais dont le revenu est insuffisant pour subvenir à leurs besoins essentiels. La moitié des enfants de familles à faible revenu âgés de moins de trois ans et 28 pour cent des enfants pauvres ont au moins un parent qui travaille à temps plein. Tandis que 84 pour cent des enfants qui ont des parents n'ayant pas fini leurs études secondaires vivent dans des ménages à faible revenu, 50 pour cent des enfants de familles à faible revenu ont au moins un parent qui a suivi des études supérieures. Quarante-et-un pour cent des enfants pauvres ont un parent qui est allé à l'université.

Les familles à faible revenu ont plus de chance de déménager, et ce, plus fréquemment. Le prix des loyers augmente sans cesse depuis 2009 et 71 pour cent des enfants de ménages à faible revenu sont dans des familles qui louent leur maison.

Les statistiques pour la pauvreté infantile exposent néanmoins la réalité de la vie sociale aux États-Unis. La majorité de la croissance de l'emploi d'après-récession a eu lieu dans le secteur des services, dans des emplois à bas salaire. L'industrie américaine a continué de régresser même dans les endroits où les manufacturiers continuaient d'embaucher: avec des salaires plus bas et moins d'avantages sociaux.

Il y a peu de raison d'espérer que le pronostic économique s'améliore pour les enfants de ces ménages à faible revenu lorsqu'ils atteindront l'âge adulte. Un indice de l'insécurité économique des jeunes adultes est que près de la moitié des gens dans leur jeune vingtaine ont besoin de l'aide de leurs parents pour payer leur loyer et autres produits de base, selon un article paru dans le New York Times.

Quarante pour cent des jeunes adultes entre l'âge de 22 et 24 ans ont besoin d'aide: cette aide médiane atteint les 250 \$ par mois. Les jeunes adultes qui vivent dans les zones métropolitaines d'un million de personnes et 30 pour cent plus de chance d'avoir besoin de l'aide de leurs parents. Et ces chiffres augmentent continuellement. Dans les années 1980, moins de 30 pour cent de ce groupe d'âge avaient besoin d'aide.

Le bilan de l'administration Obama et l'hostilité du Parti démocrate envers la classe ouvrière ont ouvert la voie à Trump pour qu'il puisse se présenter comme un adversaire du «statu quo» qui ramènerait des emplois. Toutefois, l'administration Trump, remplie de milliardaires et de PDG de la grande entreprise, prépare une vaste intensification de l'assaut sur la classe ouvrière.

À travers sa campagne, Trump a dénoncé des programmes comme le SNAP (Programme d'aide supplémentaire à la nutrition). L'un de ses conseillers de campagne, Jack Kingston, a déclaré en 2013 que les enfants qui ont besoin de repas gratuits ou moins chers devraient être forcés de balayer les planchers afin de «leur sortir de la tête le mythe que les repas gratuits existent». Trump a promis de retirer plus d'un million d'Américains du programme SNAP et de l'aide temporaire pour les familles dans le besoin (TANF) en début d'année 2017.

Les jeunes enfants américains sont essentiellement des canaris dans une mine. Comme les jeunes adultes qui peinent de plus en plus à subvenir eux-mêmes à leurs besoins, l'instabilité financière des enfants est l'indicateur d'un niveau plus élevé d'instabilité économique pour l'ensemble de la classe ouvrière. Mondialisation.ca 24.02

Et pendant ce temps-là les affaires continuent tranquillement.

- Les dividendes à un niveau record, l'investissement et les salaires au point mort - Libération.fr

L'enquête d'un gestionnaire de fonds britannique révèle qu'en 2016 les entreprises ont versé des milliards de dollars à leurs actionnaires. Une stratégie néfaste à long terme plébiscitée par les sociétés françaises.

Mille milliards de dollars ! Il ne s'agit pas seulement du titre d'un film, sans doute le premier sur la mondialisation des entreprises réalisé par Henri Verneuil en 1982. C'est le montant des dividendes versés en 2016 à leurs actionnaires par les 1 200 plus grandes entreprises de la planète, cotées en Bourse. Ce chiffre mirobolant résulte d'une enquête annuelle réalisée par Henderson Global Investors (HGI), un important gestionnaire de fonds britannique.

Globalement, c'est business as usual par rapport à 2015, puisque cette somme n'a augmenté que de 0,1 %. En Australie ou au Royaume-Uni, les actionnaires ont même vu la masse globale de leurs dividendes baisser de 10,1 % et 3,5 %. A Londres, le Brexit explique cette soudaine modération : la chute de la livre a coûté à elle seule 7 milliards de dollars aux actionnaires britanniques...

Grosses banques.

Mais, surprise, dans ce contexte de modération relative, les actionnaires des grandes entreprises françaises ont été à la fête : l'an dernier, ils se sont partagés pour 54,3 milliards de dollars (environ 51,4 milliards d'euros) de dividendes, soit un bond de 11,8 % par rapport à ce qu'ils avaient empoché en 2015. Champion toutes catégories de la générosité envers les actionnaires, le laboratoire pharmaceutique Sanofi (6,6 milliards d'euros de dividendes), le pétrolier Total (5,9 milliards) et le groupe de médias Vivendi (5,5 milliards). Ce trio de tête est suivi par les grosses banques comme BNP et Société générale, dont les très bons résultats, en 2016, leur ont permis de particulièrement choyer leurs actionnaires, mis à la diète après la crise financière de 2008.

S'ils font le bonheur de ceux qui les reçoivent, les dividendes sont autant de deniers qui ne vont pas à l'outil industriel... et encore moins aux salariés quand ils ne sont pas eux-mêmes actionnaires. «La distribution de dividendes est utilisée par les conseils d'administration comme un instrument de communication financière pour montrer que l'entreprise est forte même si son cours de Bourse est en baisse», décrypte Loïc Dessaint, directeur général de Proxinvest. Cette société de conseil aux investisseurs institutionnels bouscule régulièrement le microcosme financier, en s'intéressant notamment aux grasses rémunérations des dirigeants du CAC 40... En clair, le versement d'un coquet dividende est le meilleur moyen d'éviter qu'un actionnaire, a fortiori un fonds d'investissement, quitte le navire pour investir dans une autre entreprise. Ce genre de mouvement est alors mécaniquement sanctionné par une baisse du cours de Bourse.

Le problème, c'est que cette politique de distribution des bénéfices aux actionnaires se décide parfois au détriment des investissements. «Des dividendes en hausse, alors que les bénéfices sont en baisse aboutissent généralement à un sous-investissement. Total a maintenu son dividende à 2,44 euros par action alors que son résultat net est passé de 13 à 5 milliards», détaille Loïc Dessaint.

Etat actionnaire.

L'an dernier, Proxinvest a examiné le montant des distributions de bénéfices dans les 300 plus grandes entreprises françaises. Une fois sur quatre, le cabinet a émis un avis négatif en estimant qu'ils étaient trop élevés. «Si les entreprises françaises distribuent une part trop importante de leurs bénéfices et se retrouvent en sous-investissement que l'on n'aille pas pleurer, ensuite, lorsqu'elles sont rachetées», met en garde Loïc Dessaint. D'autant que pour fidéliser leurs actionnaires, certains groupes vont plus loin en s'engageant à distribuer de juteux dividendes pour l'avenir. Le conglomérat énergétique Engie s'est d'ores et déjà engagé sur le versement d'un dividende de 70 centimes par titre en 2017 et 2018.

A l'opposé, les entreprises les plus chiches sont, la plupart du temps, celles dont le capital est contrôlé par une famille. Elles préfèrent laisser les résultats en caisse pour investir ou donner plus de valeur à leur outil de travail. Leur gain n'en sera que plus grand en cas de revente.

Reste le cas de l'Etat actionnaire : en 2016, il a perçu pour 3,9 milliards d'euros de dividendes de la part des entreprises dont il détient une part du capital. Lorsqu'il est actionnaire majoritaire, la tentation est grande pour l'Etat de réclamer un dividende élevé. Notamment pour boucler les fins de mois d'un budget déficitaire. En présentant son rapport sur l'Etat actionnaire, le mois dernier, le président de la Cour des comptes, Didier Migaud relevait qu'en 2015 EDF a dû s'endetter pour verser à l'Etat des dividendes. La puissance publique serait-elle aussi gourmande que les plus spéculatifs des fonds d'investissement ? Libération.fr

- Une plus-value immobilière de 1.000% pour Warren Buffet ? - LaVieImmo

Le milliardaire américain pourrait toucher le jackpot s'il trouve preneur pour sa villa californienne, achetée dans les années 70 pour une "bouchée de pain".

Warren Buffet a décidé de se séparer d'une partie de son patrimoine immobilier, et pourrait réaliser au passage une incroyable plus-value estimée à... 1.083%. Il s'agit d'une villa californienne d'une surface habitable de 330 mètres carrés.

Construite dans les années 1930, la demeure est située à Laguna Beach, à environ une heure en voiture de Los Angeles, dans une résidence sécurisée comprenant plusieurs courts de tennis et terrains de volleyball, ainsi qu'une piscine.

Selon le Wall Street Journal, le milliardaire américain de 86 ans l'a acquise en 1971 pour seulement 150.000 dollars, soit l'équivalent aujourd'hui de près de 870.000 euros en prenant en compte l'inflation. Et à en croire le journal anglo-saxon, l'oracle d'Omaha en demanderait quelque 11 millions de dollars (10,3 millions d'euros), soit presque 12 fois son prix d'acquisition. LaVielmmo 20.02

- Qui sont les 2.473 ultra-riches que compte la planète? - Slate.fr

De plus en plus riches, les milliardaires se portent bien, merci pour eux.

2.473. C'est le nombre de milliardaires dans le monde en 2015, révèle le New York Times sur la base d'un rapport pour l'année 2015-2016 de la compagnie Wealth-X, la firme de recherche financière de Bill Gates. Un chiffre en hausse de 6,4% par rapport à l'année précédente. À eux tous, ils cumulent une richesse de 7,68 billions de dollars.

A l'heure où Donald Trump s'est entouré d'un cabinet particulièrement fortuné, certaines statistiques donnent le tournis. En 2015, 212.615 personnes détenaient plus de 30 millions de dollars dans le monde. La plupart d'entre elles se concentrent au bas de l'échelle. Ainsi, 155.050 personnes possèdent entre 30 millions et 99 millions de dollars, pour un total 8,4 billions de dollars. Au sommet, Bill Gates, le fondateur de Microsoft, reste l'homme le plus riche du monde avec une fortune personnelle de 89,3 milliards de dollars, suivi par l'homme d'affaires et investisseur, Warren Buffett (73,5 milliards de dollars). Parmi le Top 10, 9 sont Américains et un seul Espagnol.

«Il y a de plus en plus d'inégalités dans le monde, mais il y a aussi des inégalités parmi les ultra-riches», dit Maya Imberg, directrice de la recherche à Wealth-X. Plus de la moitié des milliardaires ont une fortune estimée entre 1 et 2 milliards. Au-dessus de 5 milliards ne restent plus que 372 personnes. Et pour accéder à ce club prestigieux, mieux vaut être à la tête d'une entreprise high-tech (6 dans le top 10) ou travailler dans la finance (15% des milliardaires), nous apprend le New York Times.

8 milliardaires dans le monde détiennent autant de richesse que la moitié de la population slate.fr 21.02

Taxer les pauvres.

- Tabac à rouler: les prix augmentent à compter d'aujourd'hui - Boursier

Le prix du tabac à rouler augmente de 15% ce lundi, soit une hausse d'environ un euro, rappelle 'LCI'... Boursier 20.02

[Fake du Pentagone et xénophobie](#)

- Le faux SOS anti-russe de l'armée US - Réseau Voltaire

L'US Navy a relaté, le 14 février 2017, un incident qui l'aurait opposé à la marine russe en mer Noire.

Selon cette narration, quatre avions russes armés (Su-24 et Ilyushin Il-38) se seraient dangereusement approchés du destroyer USS Porter (DDG-78), refusant les contacts radio et violant les règles de la navigation militaire.

La gravité de cet incident, qui se serait tenu en eaux internationales, manifesterait l'agressivité de la Russie et la menace permanente qu'elle ferait peser sur la paix internationale.

Or :

- Il n'existe aucune preuve de cet incident qui a été démenti par le porte-parole des armées russes.

- L'incident aurait eu lieu le 10 février, c'est-à-dire 4 jours avant le communiqué des États-Unis.

Selon, l'ancien conseiller australien de Jimmy Carter et journaliste basé à Moscou, John Helmer, cette histoire aurait été inventée de toutes pièces par l'état-major états-unien pour exercer une pression sur l'équipe du président Donald Trump.

L'US Navy est placée sous le commandement de l'amiral John Richardson. Réseau Voltaire 22.02

- Facebook bloque la page du conseiller de Poutine pour l'Internet sputniknews.com

Le conseiller du président russe Vladimir Poutine pour l'Internet s'est vu bloquer sa page Facebook suite à une discussion avec un blogueur.

Le réseau social Facebook a bloqué pour trois jours la page de Guerman Klimenko, conseiller du président russe Vladimir Poutine pour le développement de l'Internet, a annoncé le responsable sur VKontakte, un réseau social russe similaire à Facebook.

Selon M. Klimenko, les administrateurs de Facebook auraient pris cette décision en réaction aux plaintes d'un blogueur, Stalik Khankichiev, avec lequel Guerman Klimenko, fondateur et directeur du service de blogs LiveInternet et de l'agrégateur Mediametrics, avait eu dernièrement des discussions très houleuses sur Internet.

« Stalik est finalement parvenu à ses fins. Facebook m'a bloqué et je passe sur VKontakte. Prière d'informer mes amis sur Facebook et de remercier Stalik », a indiqué M. Klimenko.

Un message envoyé par les administrateurs de Facebook indique que la page de Guerman Klimenko a été bloquée « suite à la publication de contenus violant les droits d'auteur », a précisé M. Klimenko. Il s'agirait d'une vidéo publiée par Stalik Khankichiev et partagée par Guerman Klimenko sur sa page.

En janvier, le réseau Facebook avait bloqué la page de l'écrivain russe de science-fiction Sergueï Loukianenko. sputniknews.com 22.02

Au temps des démagogues.

Méfiez des démagogues ou des donneurs de leçons qui tacent ceux qui ne tiendraient pas compte qu'il existe des nuances de gris entre le noir et le blanc, mais qui nient que le noir et le blanc existent également.

Généralement vous ignorerez leurs véritables intentions, parce que la manière sournoise qu'ils ont de présenter les choses est faite pour vous induire en erreur et vous empêcher d'en prendre conscience, et le meilleur moyen pour faire diversion consiste encore à déformer les arguments que d'éventuels contradicteurs pourraient leur opposer pour les démasquer ou à leur en prêter abusivement ou qui leur sont étrangers.

En prenant les devants cela présente l'avantage de pouvoir se présenter à moindre frais comme des gens à l'esprit ouvert, qui acceptent de prendre en considération les arguments de leurs adversaires, alors qu'en réalité il n'en est rien, il ne s'agit que d'une intention et d'un tour de passe-passe, peu importe puisque la plupart des gens n'y prêteront pas attention ou n'iront pas vérifier si la manière dont ils ont présenté et traité les arguments de leurs adversaires était impartial ou honnête, ils se contenteront d'une vague impression qui jouera en leur faveur pour embobiner leurs lecteurs ou leur auditoire ou se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas.

C'est ce qui leur permet de porter des jugements ou des accusations à l'encontre de ceux qui ne partagent pas leurs analyses, et de s'exonérer de toute responsabilité de la situation sociale actuelle et à venir, comme si cela était suffisant pour y échapper, quelle naïveté et procédé scélérat, c'est par exemple ce que vient de faire Gluckstein dans son dernier éditorial (la Tribune des travailleurs du 22 février 2017) lorsqu'il écrit : "Il reste que sur une question essentielle, une unité, certes limitée, était possible. Elle reste possible. Qui lui tourne le dos prendra la responsabilité qu'au 8 mai au matin la loi El Khomri continuera de s'appliquer", comme si on pouvait oublier que c'était cette politique opportuniste qui était à l'origine des divisions et de la dislocations de l'avant-garde du mouvement ouvrier et de son incapacité à construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, dont sa propre responsabilité depuis 40 ans ainsi que les autres dirigeants de son courant politique.

Le procédé ignoble de la culpabilisation ne fonctionne pas sur nous, il prend vraiment les militants et les travailleurs pour des abrutis. On se contrefout de vos accusations dégueulasses monsieur le contre-révolutionnaire, le temps est définitivement révolu où vous pouviez faire croire n'importe quoi aux militants parce qu'ils étaient inexpérimentés ou parce que vous possédiez pour ainsi dire le monopole de l'information.

Voyez-vous, une victoire de Hamon le 8 mai communiquerait une formidable impulsion à la lutte de classe des travailleurs qui vivraient ce moment historique comme leur propre victoire sur les capitalistes..., qui peut croire un instant ce genre de connerie monstrueuse à part ceux qui la formulent, franchement ? Ah, il y en a qui osent tout, c'est devenu une pandémie ! En

mai 1981 les appareils vendus des syndicats cadennassèrent le mouvement ouvrier, et ils remirent cela après mai 2012, je l'avais prédit sans prendre le moindre risque, et bien en mai 2017 ce serait exactement le même scénario qui se produirait si Hamon ou Mélenchon était élu.

Colporter les pires illusions dans un parti et un candidat acquis à la réaction permettrait d'ouvrir une issue politique favorable aux travailleurs, vous nous avez déjà fait le coup des dizaines de fois, d'autres parmi vos semblables ont fait le même coup dans pratiquement tous les pays sur tous les continents au cours du XXe siècle jusqu'à nos jours, sans que cela ne permette la moindre avancée en terme de construction du parti et de l'Internationale, voilà des faits matériels, concrets, palpables, objectifs que chacun peut vérifier ou que personne ne peut nier, rien à voir avec votre orientation politique bidon basée sur des suppositions ou une perspective qui ne s'est jamais réalisée nulle part dans le monde. Ils s'en foutent. Pourquoi ? Mais parce qu'ils ne poursuivent pas le même objectif que nous.

Quand je dis qu'ils s'en foutent littéralement je n'invente rien, je prends les lecteurs à témoin, hier Gluckstein se sentait pousser des ailes parce que Hamon avait pris l'engagement qu'il abrogerait la loi El Khomri s'il était élu, depuis il s'est renié et Gluckstein assure que ce n'est pas grave et il passe à autre chose, à un autre engagement gratuit de Hamon cette fois sur les traités européens et ainsi de suite.

Non mais attendez, vous ne voyez pas qu'il se fout de votre gueule ouvertement, excusez-moi mais trop c'est trop pour laisser passer cela et ensuite se faire traiter de gauchiste ou de sectaire. Si être sectaire, c'est refuser de se faire manipuler par des aventuriers, nous le sommes et nous l'assumons, et si être gauchiste c'est refuser de voter Hamon ou cautionner cette escroquerie politique, alors vive le gauchisme, en fait l'extrême gauche !

Eux ils voudraient faire sauter la loi El Khomri qui ne changerait rien fondamentalement aux rapports entre les classes, nous nous voulons construire le parti pour préparer les conditions pour faire sauter le régime, réforme sociale ou révolution.

Après on nous accuse de ne pas avoir les pieds sur terre, d'être éloigné de la réalité, de ne pas savoir de quoi on parle, au contraire, on ne le sait que trop bien, hélas, vous venez de nous donner l'occasion d'en faire la démonstration !

L'hypothétique victoire du candidat du PS reposerait sur la plus crasse ignorance, le corporatisme, l'individualisme le plus vulgaire après avoir fait l'expérience de ce parti au pouvoir pendant 5 ans, alors de là à en faire un levier pour la lutte de classe des travailleurs, c'est pure démagogie, c'est rouler pour le régime.

La loi El Khomri, même si j'étais un patron je m'en foutrais tellement il existe de moyens de bénéficier d'une main d'oeuvre bon marché. Cela fait déjà plus de deux décennies que j'ai arrêté de travailler en France, mais avant cela j'ai bossé dans plus de 40 boîtes, la liste figure dans le portail, alors j'ai largement eu l'occasion de constater de quelle manière les patrons pouvaient s'y prendre pour avoir les mains libres en terme de contrat de travail, et s'il existe plus de 20 types de contrats précaires de nos jours, il existait déjà il y a 30 ans des dispositions tellement favorables aux patrons applicables au CDI qu'ils n'avaient que l'embaras du choix. Quelques exemples puisées dans mon expérience.

Un jour j'ai été embauché en CDI, quel bonheur, attendez, un CDI qui concernait un emploi non cadre, de simple employé je précise, comprenant une période d'essai de 3 mois renouvelable, au bout de 3 mois le patron la renouvela, et au bout du sixième mois il me vira, et il me remplaça par un autre pauvre type qui cherchait un boulot et il a dû lui faire le même coup et ainsi de suite. C'était légal.

Un jour j'ai été viré au bout de la période d'essai de 3 mois, et le patron me réembaucha deux mois plus tard en me recollant une période d'essai de 3 mois au bout de laquelle il me vira une seconde fois, mais là je le vis venir, je sabotai quelques machines à l'aide de colle ultra forte pour me venger. Quelque temps plus tard il déposa le bilan et fut atteint de troubles psychiatriques.

J'en ai encore une bonne à vous raconter. Un jour je bossais comme technicien SAV chez un revendeur Canon, le patron se jura de me casser, il me le dit en face, il m'envoya 6 lettres recommandées d'avertissements assortis d'entretiens, et c'est à l'issue de la 7e qu'il me vira, là encore c'était légal. Chaque fois je me disais que c'était la bonne, puis j'en pris l'habitude en me disant que ce serait pour la prochaine fois, jusqu'au jour où cela arriva effectivement, je l'en félicitai en lui disant qu'il y avait mis du temps en éclatant de rire ! Vous imaginez dans quelle ambiance je bossais.

Une autre fois, j'ai bossé dans une boîte où plus des trois quart du personnel étaient composés de stagiaires, moi je bossais au noir ! Le patron était un ancien directeur d'Alstom.

Un jour j'ai été cadre, attendez, pendant 6 mois seulement, j'ai été viré parce que le patron estimait que je ne partageais pas la politique de l'entreprise, c'était un motif légal suffisant. En fait, je refusais de signer une charrette de licenciements dans mon service, il voulait que j'en endosse la responsabilité et j'ai refusé catégoriquement.

Et puis je n'ai pas de leçons à recevoir.

Un jour j'ai organisé une grève générale illimitée avec occupation, elle fut victorieuse. Mitterrand et Maurois venaient de bloquer les salaires ou d'inaugurer une nouvelle période d'austérité pour les travailleurs, on fit grève pour une augmentation de salaires. A la suite de cette grève, il n'y eut aucune sanction ou représaille de la direction envers les salariés, personne ne quitta l'entreprise, sauf moi quelque temps plus tard parce que j'étais grillé, tout avancement ou toute évolution dans la hiérarchie était compromise, ma carrière professionnelle foutue en quelque sorte, parce que j'occupais un emploi très spécialisé, j'avais été formé sur une gamme de produits et ces produits n'étaient pas commercialisés ailleurs, donc en quittant l'emprise ma formation n'avait plus aucune valeur, j'étais bon pour recommencer ailleurs en repartant pratiquement de zéro avec en prime la précarité et mon couple brisé. Par la suite je bosserai dans 13 PME où je serai systématiquement viré ou conduit à démissionner... pour finalement prendre la décision de quitter la France et atterrir en Inde.

La loi El Khomeri va aggraver les conditions de travail, on en est bouleversé après avoir vécu les expériences suivantes il y a plus de 40 ans.

J'ai bossé dans deux boîtes dont plusieurs ouvriers étaient atteints de gangrène au niveau de leurs mâchoires qui étaient devenues vertes, une dans le textile, et l'autre directement dans les produits chimiques bruts entrant dans la composition des conserves, et des vins et autres boissons, ils arrivaient dans des sacs de 50 kilos, c'était des blocs composés d'acides, de phosphates, de nitrates, etc. ils passaient dans des machines qui les réduisaient en poudre avant d'atterrir dans des sachets, et le tout était manipulé sans aucune protection, j'y suis resté une semaine ou dix jours, j'ai oublié, là aussi c'était légal.

- "Faut pas rêver, ça n'aura pas lieu" : Mélenchon écarte à nouveau une alliance avec Hamon - franceinfo 24.02

En famille. Dis-moi qui tu aimes et je te dirai qui tu es.

On se souviens encore de la déclaration d'amour de Mélenchon au futur Premier ministre grec de la troïka, Tsipras, puis de son ministre des Finances que Tsipras limogera, Varoufakis, il fera même bonne figure à la fête de l'Humanité si j'ai bonne mémoire, et bien voilà qu'il vient de déclarer sa flamme à Macron.

- Varoufakis aime beaucoup Macron, personnellement par Bruno Adrie - Arrêt sur Info 22.02

« Je l'aime beaucoup, personnellement » a dit Yanis Varoufakis lors d'une interview donnée à l'Opinion le 21 février 2017 en parlant d'Emmanuel Macron avant d'ajouter « On a travaillé ensemble ».

Pour Yanis Varoufakis, Macron a été le seul ministre du gouvernement Hollande « qui semblait comprendre ce qui était en jeu au sein de la zone euro ». Lui et Macron partagent, selon ses dires, « la même vision des profonds défauts de la zone euro ». « Nous étions en désaccord en matière de réformes microéconomiques ou sur la libéralisation du marché du travail, mais c'est quelqu'un que je respecte », a-t-il ajouté. Et pour finir : « Je crois que c'est mutuel. On connaît nos points d'accord et de désaccord. On a un vrai dialogue. »

Une telle déclaration, que toute personne saine d'esprit sera tentée de laisser couler en silence vers les égouts de l'oubli –, que nous importe, en effet, cette amitié ou ce respect mutuel supposés entre Yanis et Emmanuel – ne pourrait-elle pas avoir son importance en période électorale ? En effet, Yanis Varoufakis a su conserver, malgré son ratatinement sous la main de fer de la Troïka, une aura de penseur rebelle, de ministre hors pair, décontracté, audacieux, sans cravate et ne mâchant pas ses mots; malgré aussi, il faut le dire, son attachement avoué à l'Europe et un passé pas si brillant puisque avant de devenir membre de la coalition Syriza qui n'a servi, en définitive, qu'à étouffer les voix les plus radicales (Costas Lapavistas, Zoé Konstantopoulou), il avait été conseiller du Pasok, ce faux parti de gauche comme tous les partis sociaux traîtres, dont l'existence est destinée à faire durer le statu quo, à garder le peuple bien arrimé au bûcher néolibéral, en l'oignant de grands jets d'eau fraîche avant chaque élection, pour lui faire croire que la cuisson s'est arrêtée, que les choses vont changer, qu'une équipe est là pour le sauver, malgré l'Union européenne, malgré l'OTAN, malgré la rapacité d'une oligarchie qui, elle aussi, est inextinguible.

En regardant le parcours de Yanis Varoufakis, il est difficile de ne pas penser à un autre universitaire, français celui-là, à Thomas Piketty, économiste de renom, l'auteur des mille pages qui l'ont rendu célèbre et que peu de gens ont lues, et qui s'est rangé, il y a peu, derrière le bonhomme carnaval Hamon, le pantin de papier mâché collé de travers à la magouille salivée, après avoir conseillé Hollande en 2012 et Royal en 2007. Étrange mimétisme. Étrange découverte des mêmes chemins de traverse s'offrant à deux universitaires tentés par la sophistique politico-électorale.

« Je l'aime beaucoup, personnellement » a donc proféré Yanis Varoufakis en pleine campagne macronienne, apportant à celui qui veut passer pour un réformateur, le soutien implicite de celui qui en est resté un dans l'esprit mal renseigné d'un public qui ne reçoit de l'actualité que les impressions floues que la presse mainstream veut faire passer pour de l'information.

« Je l'aime beaucoup, personnellement ». En disant cela, Yanis Varoufakis trahit une fois de plus son appartenance à la clique atlantiste et montre qu'il n'a fait jusqu'à présent que des simagrées. « Erratic marxist » – marxiste imprévisible, instable, capricieux, changeant, irrégulier – a-t-il dit de lui-même. Il nous avait prévenus, cet Hercule d'opérette qui avait dit

au journaliste Paul Mason qu'il détruirait les bases sur lesquelles l'oligarchie grecque fait reposer sa puissance politique. Ce qu'il voulait c'était juste être connu, se montrer, conquérir une cote médiatique à entretenir ensuite pour faire des petits concerts rémunérés. Ce petit chanteur n'a pas gagné l'Eurovision du bobard orbitalisé mais, au moins, maintenant, il peut faire carrière en coulisse et ça a l'air de lui plaire.

« Je l'aime beaucoup, personnellement ». Qui sait si en disant cela, il n'a pas voulu redorer l'auréole de saint Macron, en lui prêtant un peu d'or de la sienne, prise à l'icône trompeuse que les médias lui ont façonnée.

Je suis certain qu'aujourd'hui, Emmanuel aime beaucoup Yanis. Arrêt sur Info 22.02

Macron et Varoufakis sont de gauche évidemment, qui oserait le remettre en question.

Qui pendant 5 ans n'a pas entendu jours après jours ces centaines de chroniqueurs, commentateurs, dirigeants politiques, patrons, intellectuels et personnalités diverses affirmer que Hollande et son gouvernement, le PS faisaient une politique de droite... Fort de ce constat qui était correct, on aurait pu en déduire qu'ils en arriveraient à la conclusion que le PS était un parti de droite, et bien pas du tout, non pas parce qu'ils seraient fâchés avec la dialectique, mais parce que le régime pour tenir à besoin de maintenir l'illusion que le PS et ses satellites et alliés seraient de gauche, ainsi cette caractérisation de gauche du PS sert directement les intérêts du régime en place qu'il s'agit de préserver. C'est aussi l'objectif invouable de tous ceux qui vont appeler à voter PS.

En famille. Prophétie ou numéro de voyance périmée.

"Les gens les plus dangereux (...) sont ceux qui ne veulent pas comprendre que, si elle n'est pas indissolublement liée à la lutte contre l'opportunisme, la lutte contre l'impérialisme est une phrase creuse et mensongère." (Lénine - L'impérialisme, stade suprême du capitalisme.)

- Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial. (L'impérialisme et la scission du socialisme. - V. Lénine)

Grille de lecture.

Tout est dit là.

Besancenot du NPA considère qu'il est de gauche ainsi que : Arthaud (LO), Macron (En marche), Hollande (PS), Valls (PS), Fabius (PS), Moscovici (PS), DSK (PS), Lamy (PS), Attali (PS), Hamon (PS), Mélenchon (PG), Laurent (PCF), sans oublier les libertaires, les syndicalistes et les militants de quartier, gageons que leur fratrie et leurs animaux de compagnie en font partie également.

C'est lui qui l'a dit lundi, du coup ne serait-il pas légitime de tous les placer à droite au côté du PS ?

Comment voulez-vous que les travailleurs aient confiance dans ce genre de militant ou parti lorsqu'ils affichent ouvertement leur collusion avec ce qu'il y a de plus pourri sur la scène politique ?

Au regard de leurs étiquettes ou des intentions qu'ils affichent, sur la base de cette déclaration, donc des faits et non d'une interprétation malintentionnée ou fallacieuse de notre part, ne serait-on pas en droit de les qualifier d'imposteurs, de charlatans ?

En associant tous les partis et syndicats au PS, Besancenot livre le prolétariat et le mouvement ouvrier pieds et mains liés au capitalisme et à ses institutions puisque le PS y est totalement subordonné. C'est plus qu'un simple reniement ou une trahison, c'est un aveu qu'il se place consciemment au côté des ennemis de la classe ouvrière après avoir abandonné le socialisme.

A défaut d'argument à opposer à ce simple aveu et constat, on entend d'ici certains hurler que cette caractérisation politique serait outrancière, attitude qui ne sert qu'à camoufler leur propre opportunisme.

Quand la situation se radicalise et la crise devient politique, à défaut de pencher à gauche les petits bourgeois liés au régime penchent de plus en plus ouvertement à droite ou dévoilent leur véritable nature ou intention, voilà tout. Pendant 5 ans Hollande leur a fourni à une multitude de reprises l'occasion de rompre avec le PS et de le caractériser de droite, et ils ont été incapables de s'en saisir, parce que ces partis dits de l'avant-garde du mouvement ouvrier ont atteint un degré de corruption irréversible, jamais ils ne constitueront la base du parti ouvrier révolutionnaire dont nous avons tant besoin pour rassembler les masses et renverser le régime.

En étant plus proche du PS qui incarne le capitalisme que de la classe ouvrière qui incarne le socialisme, l'extrême gauche dévoile ainsi sa nature contre-révolutionnaire.

Le plus cocasse ou ce qui illustre que le NPA est vraiment en dessous de tout, c'est d'entendre déclarer (mardi) un député du PCF (André Chassaigne) qu'il "ne place évidemment pas Emmanuel Macron à gauche" (AFP 21.02).

- Besancenot (NPA) voit venir "une grande recomposition à gauche - AFP

Olivier Besancenot, porte-parole du NPA, a estimé lundi que la France se dirigeait vers "une grande recomposition politique à gauche", avec un pôle "libéral", un pôle social-démocrate, et un pôle réunissant politiques, militants et citoyens.

"On va avoir un pôle libéral complètement assumé autour de Macron (...), il y aura un pôle qui va vouloir refaire la social-démocratie un peu à l'ancienne avec peut-être une compétition entre Hamon et Mélenchon", a d'abord analysé l'ancien candidat à l'élection présidentielle, soutien de Philippe Poutou (NPA) pour 2017.

"Et puis il y a un troisième pôle, qui est celui qui moi m'intéresse, dont on se sent beaucoup orphelin aujourd'hui dans des organisations politiques y compris du PC, du PG (Parti de gauche), chez Lutte ouvrière, chez des libertaires, chez des syndicalistes, chez des militants de quartier, (...) chez des gens sans parti qui ont participé par exemple à la mobilisation contre la loi Travail", a-t-il énuméré.

Jugeant qu'une crise de la représentation politique allait probablement se poursuivre au-delà de 2017, M. Besancenot a appelé à des "solutions stratégiques pour que le pouvoir devienne partagé", évoquant notamment la "déprofessionnalisation de la politique", notamment par l'instauration d'une rotation stricte des mandats: on fait deux mandats au cours de sa vie et ensuite on retourne au boulot", a-t-il expliqué. AFP 21.02

Selon Besancenot il existerait une gauche libérale, deux termes qui sont opposés ou s'exclut, reste à savoir celui qui s'efface devant l'autre, bon, vous l'aurez deviné facilement.

On est en présence d'une rhétorique du double langage, de la langue de bois, de la démagogie, ouvrant la voie à toutes les manipulations possibles et inimaginables des esprits en prétendant que Macron serait de gauche. L'auteur que se livre à cet exercice en est un agent manifestement qu'il en ait conscience ou non importe peu, les faits sont là et eux seuls nous intéressent.

La gauche libérale est un oxymore.

Oxymoron ou oxymore : Rhétorique. Figure qui consiste à allier deux mots de sens incompatibles pour leur donner plus de force expressive. Ex. : Une douce violence. « Cette obscure clarté... » (Corneille). (Le Grand Robert de la langue française)

Que la gauche libérale réalise l'alliance de "deux mots de sens incompatibles" ne choque pas Besancenot qui a une conception de la gauche élastique qui s'étend de lui-même à l'ex-banquier Macron ou du NPA à En marche.

En concevant cette cohabitation des contraires au profit de la gauche, puisque c'est ainsi qu'il caractérise Macron et non de droite, Besancenot témoigne qu'il est incapable de déterminer ce qui distingue la droite de la gauche, qu'il ne possède aucun repère théorique ou historique pour départager les deux camps en présence au sein de la lutte des classes, ce qui le conduit à les amalgamer. Au-delà, une telle confusion le conduira à participer à des campagnes qui ont été conçues par les représentants de la classe dominante pour leurs propres intérêts politiques ou stratégiques ou à combattre contre le camp qu'il prétend incarner.

Dès lors qu'on ne se pose pas la question de savoir quels sont les rapports sociaux qu'incarne un dirigeant ou sa politique, son parti, quelles sont ses relations aux rapports sociaux existant pour déterminer sa véritable nature sociale ou les intérêts de quelle classe il représente véritablement, de quelle classe il est le représentant, on s'écartera de ce qui est déterminant, de ce qui est fondamental pour définir une conception de la lutte de classe, et on sera infailliblement enclin à tout confondre, ce qui conduira à pratiquer la collaboration de classe, à sombrer dans l'opportunisme au point de devenir un agent de la réaction.

Les médias aussi caractérisent Macron de gauche, Besancenot les imitent, ils lui servent manifestement de référence théorique, il est manifestement soumis à leur influence, il ne fait que reprendre leur rhétorique confirmant ce qui a été dit plus haut.

Macron vient d'annoncer qu'il "envisage de ne pas renouveler 120 000 postes de fonctionnaires sur cinq ans, 50 000 au niveau de l'État et 70 000 dans les collectivités locales", ainsi que des "économies à hauteur de 60 milliards, 15 milliards sur l'assurance-maladie, 10 milliards sur l'assurance-chômage" (Source : Franceinfo 25.02). Mais pour ce charlatan Macron est de gauche, la loi Macron était de gauche, etc. au même titre que tous les imposteurs qui se prétendent de gauche, Besancenot se fait ainsi le fossoyeur de ce que représente réellement la gauche, l'opposition au régime en place et résolue à le renverser pour instaurer le socialisme, de sorte que seule la droite demeure en lice, osons le dire, d'En marche au NPA puisque

Besancenot tient absolument à y être associé.

Les lecteurs aurons compris que Besancenot sert les intérêts de la réaction en dénaturant à l'extrême ce qui signifiait être de gauche, car si Macron qui vient de passer une alliance avec Bayrou, soutenu par Gattaz, président du Medef, et un parterre d'oligarques, est de gauche, cela signifie que cela ne veut plus rien dire du tout, qu'il n'existe plus rien qui distingue fondamentalement la gauche de la droite, hormis des nuances secondaires, autant dire qu'il n'existe plus pour l'éternité que le capitalisme et que le socialisme est mort et enterré, pour Besancenot assurément, qui rejoint ainsi les ennemis du socialisme, ce qui était inévitable après l'avoir abandonné.

Et s'il vous plaît ne diffamez pas Besancenot, ce n'est pas parce que Bayrou a rejoint Macron que Macron deviendrait soudainement de droite, non, il reste de gauche, Bayrou c'est le libéral, à eux deux il forme un couple de la gauche libérale !

Je ne l'ai pas dit avant pour ne pas rendre ma démonstration inutile, en fait, j'ai cité les médias comme source d'inspiration de Besancenot, mais j'aurais très bien pu citer Macron lui-même qui se définit "ni de droite ni de gauche" ce qui correspond à la caractérisation qu'en a donné Besancenot en déclarant qu'il appartenait à la gauche libérale, Macron serait de gauche et de droite donc libéral, les deux termes s'excluant, il n'est plus ni l'un ni l'autre et le tour est joué, donc Besancenot ne s'est pas cassé la tête il a puisé dans la terminologie de Macron.

Vous aurez constaté à quel point nos dirigeants sont inconsistants, cela ne concerne pas que Besancenot, il suffit que quelqu'un se proclame de gauche et ces crétins le répètent indéfiniment.

- Bayrou joue Macron et choisit encore la gauche - lefigaro.fr 22.02

Certains militants ont la faiblesse de penser qu'en période de réaction sur toute la ligne, on ferait mieux de mettre en sourdine nos désaccords et de concentrer nos attaques contre le gouvernement, estimant que ces polémiques feraient le jeu de notre ennemi.

C'est faire l'impasse sur le fait que toutes les batailles qu'ils mènent ont un contenu corporatiste, dans la mesure où elles ne sont pas destinées à faire prendre conscience aux travailleurs et aux militants qu'il leur faudra renverser le régime en place pour que leur condition change, elles ne sont pas orientées dans cette direction-là, du coup ils ne peuvent en tirer aucun enseignement politique pour la suite de leur combat et ne servent qu'à les épuiser et les démoraliser, à briser leur résistance puisque la totalité des luttes pour des réformes sociales se terminent systématiquement par des défaites.

Qui ne combat pas l'opportunisme, ne combat pas véritablement l'impérialisme, puisque l'opportunisme se caractérise par son refus de donner les moyens à la classe ouvrière d'affronter le capitalisme, disait en substance Lénine.

Il est clair que le mouvement ouvrier ne pourra jamais reprendre le chemin du socialisme tant qu'il n'aura pas rompu avec le PS et ses satellites ou alliés.

Hamon ou l'immondice

La sémantique employée ici appartient aux cyniques imposteurs qui estiment que le PS et Hamon sont de gauche.

On nous appelle à soutenir une candidature unique de la gauche, autrement dit celle du PS, Hamon. Autrefois Lénine vilipendait violemment les dirigeants du mouvement ouvrier qui étaient prêts à réaliser l'unité à n'importe quel prix avec les opportunistes, la social-démocratie passée dans le camp de la réaction, pas n'importe quand

Hamon vient de participer au dernier dîner de l'organisation d'extrême droite sioniste le Crif, en famille, en compagnie de Hollande et Macron.

- Hamon, le frondeur, les cocus et les arrivistes par Bruno Adrie - arretsurinfo.ch 20.02

Je vis dans une France où le député des Yvelines et conseiller régional d'Ile de France, ayant autrefois occupé les fonctions de député européen, de porte-parole du Parti socialiste, de ministre délégué à l'Economie sociale et solidaire et de ministre de l'Education Nationale, peut se présenter comme un socialiste frondeur alors qu'il n'a pas voté une motion de censure, sous prétexte qu'elle était de droite, contre la loi El Khomri. Je vis dans une France où il y a encore des gens pour s'accrocher à cette baudruche gonflée au gaz hilarant qui « traîne pourtant », nous rappelle Marianne, « une réputation d'apparatchik un rien combinard ».

Combinard, il l'a été indéniablement, lorsque, afin d'être élu à la tête du Mouvement des Jeunes Socialistes, il n'a pas hésité à faire repousser la limite d'âge à 29 ans alors que pour être candidat, il fallait avoir 25 ans maximum.

Combinard, il l'a été aussi en 2005 en rejoignant l'équipe Emmanuelli-Peillon, trahissant du même coup Montebourg qui l'avait nommé « porte-parole et cheville ouvrière du Nouveau parti socialiste »* trois ans auparavant, sous l'étiquette duquel il avait été élu député européen (2004).

Combinard, le député des Yvelines et conseiller régional d'Ile de France est aussi homme de réseaux : « Son aire d'influence s'étend du Mouvement des jeunes socialistes (MJS) à La Mutuelle des étudiants (LMDE), en passant par l'Union nationale lycéenne (UNL) et une bonne partie de l'UNEF »* lit-on dans Marianne. Et plus loin : « Pour Pascal Terrasse, député de l'Ardèche, « les réseaux Hamon, c'est une vraie entreprise de placement. »*

En lisant cela, je comprends que les intéressés, les arrivistes, les futurs placés, ceux qui se poussent du coude en escaladant les échelons de la machine électorale qu'on appelle encore PS, soutiennent Benoît Hamon, le manœuvrier, l'homme de réseau, l'apparatchik qui « s'occupe de tout le monde [et] place les uns et les autres sur des listes ou dans des cabinets, notamment locaux » et c'est d'ailleurs pour ce choix et pour leur arrivisme que je les méprise. « Tous à la gamelle ! », tel est leur perpetuum mobile.

Mais ceux que je ne comprends pas, ce sont les autres, les trompés, les cocus enflés par un candidat Hollande qui en 2012 avait dénoncé devant eux une finance sans visage pour aller aussitôt rassurer la vraie, celle qui en a plusieurs, des visages, et prépare ses mauvais coups dans les donjons de verre de la City. « Aujourd'hui, il n'y a pas de communistes en France », avait-il crié aux grands spéculateurs, « ou pas tellement... La gauche a été au gouvernement pendant 15 années durant lesquelles nous avons libéralisé l'économie et ouvert les marchés à la finance et aux privatisations. Il n'y a pas à avoir peur »**.

« Allez, venez messieurs les pirates! venez piller les biens des Français qui vont m'élire sous peu! Venez, je vous ouvre les portes du pays et vous tiens la France prête pour continuer la curée! », voilà ce qu'il leur a dit le futur président Hollande.

Alors ceux-là, les trompés, les cocus, les enflés, je les juge coupables, allons, pas autant que les arrivistes, mais coupables tout de même, d'avoir été naïfs et paresseux – contrairement aux arrivistes qui ne le sont pas et ne méritent aucune grâce -, coupables d'avoir soutenu le PS, cette deuxième droite comme l'ont qualifiée Jean-Pierre Garnier et Louis Janover, une deuxième droite qui n'a de socialiste que l'intitulé trompeur et dont la fonction a été et reste aujourd'hui de désarmer les salariés devant une offensive patronale de période de crise et de soumettre la France à l'OTAN, à l'Europe et à un capital dont la voracité est illimitée. arretsurinfo.ch 20.02

- Benoît Hamon, voiture-balai d'un PS vermoulu par Bruno Guigue - Mondialisation.ca, 20 février

Il faudrait l'admettre une fois pour toutes : M. Hamon n'est qu'un margoulin chargé de recycler la vieille garde d'un parti vermoulu qui contamine tout ce qu'il touche. Ni son programme de bric et de broc, ni ses concessions aux caciques solfériniens, ni le ralliement alimentaire des girouettes écologistes ne viendront démentir cette analyse.

Le pouvoir socialiste a trahi ses engagements, il a failli à sa mission et berné le peuple. La démonstration est plus que suffisante. Que M. Hamon se présente aujourd'hui la bouche en cœur n'y changera rien. Durant toutes ces années, que l'on sache, il a été ministre et député socialiste. Il vient d'investir pour les législatives ceux qui ont poignardé dans le dos les travailleurs de ce pays et ruiné l'indépendance nationale. Sa candidature est une supercherie, une arnaque. C'est la voiture-balai des rescapés d'un quinquennat de trahison.

Depuis 2012, ce dirigeant socialiste a approuvé la politique étrangère d'une présidence qui a battu tous les records de servilité atlantiste, d'arrogance néo-coloniale et de veule soumission à la politique sioniste. M. Hamon se réjouit de notre allégeance à l'OTAN, il répète comme un perroquet les poncifs néo-cons sur la Syrie, il est un chaud partisan de l'intégration européenne et ne voit aucun inconvénient à la politique dictée par l'ordolibéralisme allemand puisqu'il se garde bien d'indiquer comment y mettre fin.

Ses propositions en témoignent. Alors que la monnaie unique européenne est une usine à chômage et qu'il est urgent d'en sortir, M. Hamon veut la sauver. Comment ? En créant un parlement de l'euro. Avec qui, et pour quoi faire ? Il paraît qu'on en rit encore à Berlin. Il veut instituer le revenu universel, mais cette marotte électorale signifie en réalité l'acceptation du chômage de masse. C'est une idée néo-libérale déguisée en lubie progressiste, dans laquelle le secrétaire général de la CGT, à juste titre, voit la « négation du travail ».

Pour exécuter les diktats de la Banque centrale européenne et asservir le pays aux multinationales, le PS a poursuivi sous la présidence de François Hollande une démolition en règle des acquis de la Libération que la droite n'avait jamais osé entreprendre. Redoublant de zèle, les socialistes ont mené aussi loin que possible la mise en cause des droits collectifs, chaque régression permettant de franchir un nouveau seuil symbolique. M. Hamon a la bouche en cœur, mais il est socialiste. Demain, s'il est élu, il fera la même chose.

L'expérience historique sert quand même à quelque chose. Le rôle des socialistes, c'est d'organiser une alternance au pouvoir purement cosmétique, dont le principal résultat est d'empêcher une véritable alternative à la tyrannie du capital. C'est de nous distraire de l'essentiel pour garantir la pérennité d'un système dont la caste politicienne reçoit ses prébendes. C'est de

substituer à la véritable question, celle de la répartition du produit social et de l'exercice de la souveraineté populaire qui en est la condition, toute une série de contre-feux et de querelles grotesques.

De la théorie du genre à l'antisémitisme, du mariage pour tous au voile islamique, de la réforme de l'orthographe à la gestation pour autrui, de la dépénalisation du cannabis au revenu universel, le PS adore les controverses périphériques. Illusionniste par goût et par profession, il a une dilection particulière pour ces écrans de fumée qu'on jette aux yeux des citoyens médusés. M. Hamon va nous en servir, de la poudre aux yeux, vous allez voir. La voiture-balai de ce quinquennat d'imposture, elle aussi, est « en marche ». Mondialisation.ca, 20 février

L'aristocratie et la gamelle.

Accord Hamon-Jadot: les députés écologistes sortants seront "protégés" - AFP

Yannick Jadot et Benoît Hamon ont dit vendredi qu'aux termes de leur accord, les députés écologistes sortants seraient "protégés", sans candidat PS en face d'eux, y compris Cécile Duflot, dans la 6e circonscription de Paris. AFP 24.02

[France. Institutions en quête désespérément de légitimité.](#)

- Présidentielle 2017 : l'élection du rejet - LePoint.fr

Des affaires...

- La société de conseil de Fillon "en conformité" avec le code électoral - AFP

- Affaire Fillon : Il n'y a "pas d'éléments suffisants pour renvoyer François Fillon en correctionnelle. C'est positif" - Franceinfo

Bruno Retailleau, sénateur Les Républicains de Vendée, n'a pas manifesté d'inquiétudes, vendredi sur franceinfo, à la suite de l'ouverture d'une information judiciaire dans l'affaire Fillon. Franceinfo

... à l'affairisme forcené.

- François Bayrou, un renfort de poids pour Macron, selon la presse - AFP

L'offre d'alliance faite par François Bayrou à Emmanuel Macron est une bonne nouvelle pour le candidat d'En Marche ! à la présidentielle, qui gagne un renfort de poids bienvenu, estime jeudi la presse.

- Quand François Bayrou dézinguait Emmanuel Macron - Le Huffington Post

Depuis des mois, François Bayrou ne s'est pas privé de dire -haut et fort- tout le mal qu'il pensait d'Emmanuel Macron. "Il y a là un projet de société qui n'est pas le mien", assurait-il en septembre 2016 après la démission du ministre de l'Économie.

Il y a quelques jours encore, François Bayrou s'en prenait à la vacuité du discours d'Emmanuel Macron. Mais ça, c'était avant de... lui tendre la main en proposant une alliance rapidement acceptée par le candidat (peu rancunier) d'"En Marche!".

Sur ses liens avec l'argent.

Derrière Emmanuel #Macron il y a des gds intérêts financiers incompatibles ac l'impartialité exigée par la fonction politique #BourdinDirect

— François Bayrou (@bayrou) 7 septembre 2016

Francetv info 22.02

Sur sa vision de la société.

Je ne me reconnais pas ds ce qu'E. #Macron incarne. Son projet de société est proche de celui défendu par N. #Sarkozy en 2007. #QuestionsPol — François Bayrou (@bayrou) 11 septembre 2016

Sur son bilan.

Emmanuel #Macron est le principal responsable de la politique économique de François #Hollande depuis quatre ans. Pour quel résultat ? #QDI

— François Bayrou... Le Huffington Post 22.02

François Bayrou n'avait pas de mots assez durs envers Emmanuel Macron qu'il traitait d'hologramme aux mains des puissants. Alors ce ralliement fait sourire la droite. "Il disait qu'il était le candidat des forces de l'argent, et qu'à chaque élection présidentielle, les forces de l'argent voulaient prendre le pouvoir sur la vie démocratique. Donc c'est assez étonnant de le voir aujourd'hui soutenir Emmanuel Macron", commente Thierry Solère, le porte-parole de François Fillon.

- Oui, Emmanuel Macron a un programme, mais il part dans tous les sens pour l'instant. - Le Huffington Post

[En famille chez l'extrême droite sioniste.](#)

- Hollande et Macron se revoient pour la 1re fois en six mois au dîner du Crif (et ça valait bien une bise) - Le Huffington Post

"J'en suis sûr": à quelques semaines de l'élection présidentielle, François Hollande a par ailleurs profité de ce dîner du Crif pour prédire que la France "ne succombera" pas à "l'extrémisme" et qu'elle "saura faire les choix qui correspondent à son honneur".

"La France, j'en suis sûr, elle saura faire les choix qui correspondent à son honneur et à sa grandeur", a-t-il lancé devant une assistance de plus de 700 personnes dont de nombreux ministres et responsables politiques, une vingtaine d'ambassadeurs, des dignitaires religieux, des chefs d'entreprises...

Le chef de l'Etat François Hollande, les présidents des deux chambres du Parlement Claude Bartolone et Gérard Larcher et plusieurs ministres dont Bruno Le Roux (Intérieur) ont répondu à l'invitation de Francis Kalifat, dont ce sera le premier dîner comme président du Crif, vitrine politique de la première population juive d'Europe (un demi-million de personnes). Et si le Premier ministre Bernard Cazeneuve n'en est pas, c'est uniquement parce qu'il est retenu en Chine, où il a entamé mardi une visite officielle de trois jours.

Le chef de l'Etat répondait au président du Crif, Francis Kalifat, qui a appelé à "faire barrage à l'extrême droite et à l'extrême gauche aux prochaines élections". Ni la candidate du Front national Marine Le Pen, en tête dans les sondages pour le premier tour, ni Jean-Luc Mélenchon, le champion de La France insoumise, n'ont été conviés au banquet. Trois candidats à la présidentielle étaient en revanche présents: François Fillon (LR), Benoît Hamon (PS) et Emmanuel Macron.

"Ce sera un des thèmes importants du dîner: le rejet des extrêmes. Bien sûr du FN et de l'extrême droite, mais aussi de l'extrême gauche. Toutes deux véhiculent la haine: d'un côté le rejet de l'étranger, de l'autre la délégitimation d'Israël", affirme le président du Crif.

Jean-Luc Mélenchon s'est dit "profondément choqué" par ce qu'il considère comme une "insulte". "Me comparer au parti d'extrême droite dont l'histoire européenne est mêlée aux pires atrocités commises contre les Juifs est une faute morale et politique", a-t-il réagi dans un communiqué, jugeant l'attitude du Crif "antirépublicaine".

Le candidat EELV Yannick Jadot, lui non plus, ne s'assoira pas à la table du Crif. "Les écologistes ont des positions qui ne sont pas claires, notamment à l'endroit du boycott anti-israélien qui, je le rappelle, est illégal", tranche Francis Kalifat.

Le ton a indéniablement changé depuis le dernier dîner annuel. En mars 2016, Roger Cukierman évoquait "le sentiment angoissant" des Français juifs "d'être devenus des citoyens de deuxième zone", dans un pays sonné par les attentats de 2015 et le maintien d'un niveau préoccupant de haine antijuive.

"Nous avons retrouvé notre place dans la communauté nationale", se réjouit, un an après, son successeur à la tête du Crif. AFP 22.02

- Un avion militaire israélien attaque l'armée syrienne à l'ouest de Damas - sputniknews.com

Dans la nuit du 21 au 22 février, un avion israélien a frappé des troupes syriennes positionnées à l'ouest de Damas, a annoncé à Sputnik une source au sein de l'armée syrienne.

Un avion israélien a attaqué cette nuit les positions de l'armée gouvernementale syrienne dans les montagnes de Qalamoun, près de la frontière libanaise, a déclaré ce matin à Sputnik une source au sein des troupes syriennes.

Comme l'a révélé plus tôt le média libanais Almasdarnews, un avion militaire israélien est entré dans l'espace aérien syrien après

avoir survolé la région d'Arsal barrens dans l'est du gouvernorat libanais de Beqa'a, où sont retranchés Al-Qaeda et Daech.

L'attaque de ce matin intervient un mois après que les avions israéliens ont frappé les positions de l'armée syrienne sur les hauteurs du Golan, territoire contesté entre Israël et la Syrie. sputniknews.com 22.02

Apologie et soutien armé aux barbares : Votez PS !

- Syrie : le plan français d'aide aux rebelles - LeFigaro.fr

Une note confidentielle du Quai d'Orsay esquisse ce que doit être la position française après la cuisante défaite des rebelles d'Alep, fin décembre.

Comment la France compte-t-elle sauver l'opposition syrienne dans ses derniers bastions? Le Figaro publie une note confidentielle rédigée par le ministère des Affaires étrangères qui esquisse ce que doit être la position française après la cuisante défaite des rebelles d'Alep, fin décembre.

Paris affiche deux priorités: aider les rebelles dans les «zones libérées» de Syrie - dans la province d'Idleb au nord-ouest et dans le sud frontalier de la Jordanie. Et torpiller la reconstruction de la «Syrie unitaire», option préconisée par la Haute représentante de l'Union européenne, Federica Mogherini.

Problème: les radicaux islamistes et les djihadistes font souvent la loi dans ces zones libérées dont Paris veut aider à la reconstruction. Le pari français est dangereux, répondent plusieurs chercheurs qui ont lu pour nous cette note du Quai d'Orsay. Même isolée sur le dossier syrien, Paris campe fermement sur sa position: entraver «le projet russo-iranien» en Syrie, affirme la note dont Le Figaro publie des extraits. LeFigaro.fr 23.02

Ce que "le plan français" entend saborder.

- L'entente russo-américaine au centre de la nouvelle conférence sur la Syrie - Liberation.fr

Jeudi s'ouvrira à Genève la quatrième session de négociations, sous l'égide de l'ONU, sur l'issue du conflit syrien. Liberation.fr

- La CIA a gelé toute aide aux « rebelles syriens » - Réseau Voltaire

Selon Reuters, la CIA a gelé toute aide aux « rebelles » syriens, bien que ceux-ci soient attaqués par les « jihadistes » [1].

Jusqu'à présent, les membres de l'Otan distinguaient les « rebelles » des « jihadistes ». Parfois, ils évoquaient des « modérés » et des « extrémistes ». En réalité, les « rebelles modérés » n'ont jamais été moins violents que les « jihadistes extrémistes ». Ainsi, dans une vidéo de propagande, un commandant de l'Armée syrienne libre (« modérée ») a-t-il mangé le cœur et le foie d'un soldat syrien et menacé de faire subir le même sort à tous les alaouites. Cette distinction sémantique renvoie à un document du MI6, antérieur à la guerre contre la Syrie, dans lequel les services secrets britanniques observent que les populations du Moyen-Orient élargi sont toutes anti-impérialistes. Cependant, pour rétablir la colonisation, il convient de s'appuyer sur des groupes « modérément » anti-impérialistes et de combattre les plus « extrémistes » avec qui il sera impossible de contrôler la région.

L'administration Trump envisage d'en finir avec tous les jihadistes, qu'ils soient catalogués « extrémistes » ou « modérés ».

[1] "Exclusive : CIA-backed aid for Syrian rebels frozen after Islamist attack - sources", Tom Perry, Suleiman Al-Khalidi and John Walcott, Reuters, February 21, 2017. Réseau Voltaire 22.02

- Les indépendantistes de la vallée de Ferghana contre la Syrie - Réseau Voltaire

Depuis le début des négociations d'Astana, la Turquie tente de sauver les jihadistes en Syrie. On assiste donc à la dissolution des groupes composés de mercenaires étrangers au sein d'une nouvelle structure, Hayat Tahrir al-Cham (l'Assemblée pour la libération du Levant).

Bien qu'elle soit contrôlée par Al-Qaïda, celle-ci diffère des précédentes en ce qu'elle est placée sous le commandement d'un Syrien, Abou Jaber Hashem Al-Cheikh (photo). Ce chef de guerre avait été condamné en 2005, en Syrie, pour son appartenance à la Confrérie des Frères musulmans. Il avait été relâché en vertu d'une amnistie présidentielle et sous le contrôle de la Mission d'observation de la Ligue arabe, fin 2011.

Sur la photographie ci-dessus, on voit un calicot porté depuis quelques jours dans les manifestations se déroulant en territoire

occupé par les jihadistes. Il représente côte à côte Abou Jaber Hashem Al-Cheikh et Mohammad Allouche, le chef de la délégation de l'opposition aux négociations d'Astana.

À leur tour, la Katiba al-Imam Bukhari (anciennement Mouvement islamique d'Ouzbékistan), le Parti islamique du Turkestan et la Katiba al-Tawhid wal Jihad (jihadistes venus d'Ouzbékistan et du Kirghizistan) ont rejoint le nouveau drapeau. Dans une vidéo proclamant leur ralliement, ces jihadistes déclarent que leur premier objectif est de renverser « le boucher » (comprendre : le président Bachar el-Assad).

Ce faisant, ils attestent de leur vrai visage de mercenaires : jusqu'à présent ces groupes issus de la vallée de Ferghana (Est de l'Ouzbékistan, Sud du Kirghizistan et Nord du Tadjikistan) affirmaient lutter soit pour l'indépendance de leur communauté en Asie centrale, soit pour leur rattachement à la Turquie. Réseau Voltaire 22.02

Qui va voter pour sa mise en liberté surveillée ?

- La mise en place du « mégafichier » n'attend pas - liberation.fr

Rien n'y aura fait. Le « mégafichier » de données des Français sera déployé dans toute la France d'ici à la fin mars, comme l'atteste un arrêté paru vendredi au Journal officiel et repéré par NextInpact.

Le système TES (titres électroniques sécurisés), qui concerne 15 millions de titulaires d'un passeport, a été étendu par décret, le 28 octobre, aux cartes d'identité. Il doit regrouper à terme les données de 60 millions de Français : état civil, noms et prénoms des parents, adresse, couleur des yeux, taille - mais aussi des données biométriques, photo du visage et empreintes digitales. Il doit être déployé cette semaine à Paris, dans le Val-d'Oise et dans les Hauts-de-Seine. Puis être étendu, d'ici au 28 mars, à toute la France métropolitaine.

Le fichier TES vise, insistent ses promoteurs, à simplifier la délivrance des titres d'identité, et à lutter contre la fraude. Mais nombre de voix se sont élevées pour dénoncer un double risque : la sécurité des données face aux tentatives de piratage, et les potentialités d'utilisation abusive d'une base centralisée de données biométriques.

Auditionné le 15 février au Sénat, le ministre de l'Intérieur, Bruno Le Roux, s'est voulu rassurant sur le niveau de sécurité du « mégafichier » : « 94 % des mesures du plan d'action sont achevées ». Les 6 % restants concernent le chiffrage des données biométriques, qui devrait commencer le 28 février, indique le ministère à Libération. Le TES fera l'objet, a précisé Le Roux aux sénateurs, d'un « réexamen annuel ».

En novembre, face à la contestation, Bernard Cazeneuve avait annoncé que le transfert des empreintes digitales dans la base centralisée deviendrait optionnel, soumis au « consentement exprès et éclairé » du demandeur de carte d'identité. Pour l'heure, la mesure n'est pas en vigueur. Un projet de modification du décret a été transmis à la Cnil, qui devrait rendre prochainement son avis. Il devra ensuite passer par le Conseil d'Etat.

« Le projet de décret prévoit qu'en cas de refus de l'usager de voir ses empreintes enregistrées dans la base TES, le formulaire de demande sur lequel sont apposées ses deux empreintes est conservé de manière sécurisée », explique la Place Beauvau. Dans l'attente, ceux qui voudraient refuser le transfert de leurs empreintes devront patienter : il reviendra aux mairies de les informer « qu'il leur appartient de différer leur demande jusqu'à la publication » du texte, explique une lettre envoyée par le ministère aux préfetures le 30 janvier.

Reste que Le Roux a déjà renvoyé une des « onze recommandations » au prochain gouvernement : la mise en place d'un mécanisme de chiffrage des données biométriques qui partagerait entre le ministère et une « autorité tierce » la possibilité de les déchiffrer. « La proposition [...] modifierait profondément la gouvernance de la sécurité des systèmes d'information », fait valoir le ministère de l'Intérieur. La proposition n'est pas écartée, mais renvoyée à un « examen approfondi ». liberation.fr

- Laurence Rossignol veut interdire l'accès des sites pornos aux mineurs - LeFigaro.fr

Ils sont en guerre contre la classe ouvrière et tous les peuples, normal, ils sont de gauche !

- Les démocrates américains en quête d'un nouveau chef - AFP

Les démocrates américains, peinant à se remettre de leur cuisante défaite à la présidentielle et débordés par des mouvements anti-Trump spontanés, élisent le nouveau chef de leur parti samedi pour reprendre l'initiative contre le président et les républicains.

L'enjeu est de taille pour les démocrates qui préparent les élections de mi-mandat en 2018 et la présidentielle de 2020. Il reste à ce jour deux favoris pour présider le parti démocrate (DNC) : Tom Perez, Américain d'une famille originaire de République

dominicaine, ancien secrétaire au Travail de Barack Obama, soutenu par les caciques du parti, et Keith Ellison, un élu noir converti à l'islam issu du courant progressiste qui s'est dit favorable au lancement d'une procédure de destitution ("impeachment") de Donald Trump. AFP 24.02

- Brexit : la division des Travailleurs britanniques - euronews.com

Le parti travailliste britannique sort ébranlé par les résultats de deux élections législatives partielles. La question du Brexit fracture son électorat et représente un défi majeur pour son dirigeant. Jeremy Corbyn rappelle pourtant que « le parti travailliste est déterminé à ce que le Royaume-Uni ne se replie pas sur lui-même, mais au contraire à ce qu'il joue un rôle actif et positif pour le futur de l'Europe hors de l'Union européenne ». Mais l'ancien Premier ministre travailliste, Tony Blair, multiplie les appels pour maintenir l'adhésion à l'Union ou à tout le moins pour négocier un Brexit souple. Si la formation de Jeremy Corbyn peut se féliciter de la victoire à Stoke, la défaite dans la circonscription de Copeland est lourde politiquement. Cette région était un bastion travailliste depuis plus de 80 ans. euronews.com 24.02

Besancenot va adorer !

Ils osent tout

- Bayrou joue Macron et choisit encore la gauche - LeFigaro.fr

Le président du MoDem a créé la surprise en annonçant, mercredi, son ralliement au leader d'En marche !. Il avait déjà appelé à voter pour Hollande en 2012.

- Jadot et le PCF poussent Mélenchon et Hamon à s'entendre - AFP

- Face aux désaccords entre Mélenchon et Hamon, le PCF manoeuvre - AFP

- Le PCF milite pour l'union de la gauche... aux législatives - LeParisien.fr

« Il y a une gauche qui peut se réconcilier. On est dans une période où il est possible de construire quelque chose », veut-on croire du côté du Parti communiste français. LeParisien.fr

- Santé: Les candidats rivalisent sur les remboursements - Reuters

- «Enseigner de façon égalitaire aux filles et aux garçons, ça s'apprend» - Liberation.fr

- Jours fériés Des ponts avec les autres religions ? - Liberation.fr

Substituer deux fêtes chrétiennes habituellement chômées au profit d'une juive et d'une musulmane. C'est la mesure polémique du rapport sur l'islam de Terra Nova, think tank proche de la gauche, dévoilé ce mercredi.

- Comment l'ONU peut stopper le fléau de l'intégrisme en Iran - Le Huffington Post

- Un pro-Sanders pour ranimer les démocrates américains ? - Liberation.fr

- Les Britanniques veulent empêcher leur Reine de rencontrer Donald Trump - euronews.com

- Amnesty s'alarme des discours haineux propagés par Trump - AFP

- «On peut devenir français en conservant sa façon de manger» - Liberation.fr

- Brésil Un ministre accusé de corruption devient juge anticorruption - Liberation.fr

- L'UE s'attaque à nouveau à l'optimisation fiscale des entreprises - AFP

- La culture du cannabis autorisée aux Pays-Bas - euronews.com

- L'ONU a besoin de 4,4 milliards de dollars contre les famines - AFP

- La Turquie lève l'interdiction du foulard islamique dans l'armée - AFP

[Leur monde de corrompus.](#)

- Affaire Fillon : l'enquête confiée à des juges d'instruction - euronews

- Emplois fictifs : Marine Le Pen refuse d'être entendue - Franceinfo

- Le maire de New York interrogé pour des soupçons de corruption - Reuters

- Les patrons du FMI, habitués des tribunaux - Liberation.fr

- En Italie, le parquet de Milan a ouvert une enquête à l'encontre du patron de Vivendi, Vincent Bolloré - Liberation.fr

- Plusieurs médias, dont la BBC et Reuters, ont été espionnés par l'Allemagne - L'Express.fr

- Aux Philippines, la principale opposante au président Duterte a été arrêtée. - Liberation.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

1.1- Trump nomme un général en exercice à la tête du Conseil de sécurité nationale - AFP

Donald Trump a choisi H.R. McMaster, un général en exercice, vétéran d'Irak et d'Afghanistan, pour occuper le poste de conseiller à la sécurité nationale, après une difficile recherche qui a tenu Washington en haleine.

Le président américain a annoncé cette nomination lundi devant les journalistes dans sa résidence de Mar-a-Lago en Floride, espérant mettre un terme à un feuilleton qui a vu la démission de son premier choix, Michael Flynn, et le refus de son second, Robert Harward.

Il a qualifié le général McMaster d'"homme de formidable talent et de formidable expérience".

Herbert Raymond "H.R." McMaster, 54 ans, est un spécialiste de la contre-insurrection, notamment en Irak où il été déployé pendant la guerre de 1991 et deux fois après l'invasion américaine de 2003, de 2004 à 2006, puis de 2007 à 2008. Il a également servi en Afghanistan.

"Je suis impatient de rejoindre l'équipe de sécurité nationale et de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour faire avancer et protéger les intérêts du peuple américain", a déclaré le général McMaster --en uniforme et bardé de ses décorations-- au cours d'une brève présentation à la presse, aux côtés du président à Mar-a-Lago.

Le général "McMaster a une grande expérience sur le terrain contre les ennemis de l'Amérique", a réagi Harry J. Kazianis, directeur du Centre d'étude sur les questions de défense au Center for the National Interest à Washington.

"Son expérience au Moyen-Orient sera évidemment essentielle dans le désir de Donald Trump d'écraser ISIS", a-t-il ajouté en parlant du groupe jihadiste Etat islamique.

H.R. McMaster est le quatrième général nommé par Donald Trump et le troisième actuellement en poste dans son gouvernement, signe de la propension du président américain, qui n'a jamais servi dans l'armée, à s'entourer de militaires.

Le Conseil de sécurité nationale (NSC) est un organe discret mais particulièrement stratégique à la Maison Blanche, chargé de rassembler les informations relatives à la sécurité nationale et de conseiller le président en matière de sécurité et de politique étrangère.

Henry Kissinger et Colin Powell ont chacun occupé ce poste.

L'élévation par Donald Trump de son chef stratège, Stephen Bannon, associé à l'extrême droite, comme membre permanent du NSC avait fait l'objet de vives critiques contre la "politisation" du Conseil.

"Vous ne pouvez pas mettre en oeuvre la politique étrangère depuis la Maison Blanche", estime Loren DeJonge Schulman, une ancienne du NSC sous le président Obama, faisant allusion au fiasco qui a entouré l'application du décret migratoire de M. Trump.

La presse américaine a fait état de tensions à la Maison Blanche sur le remplacement du Michael Flynn, en raison notamment de l'influence attribuée à Stephen Bannon.

Ni Donald Trump, ni H.R. McMaster n'ont répondu aux questions des journalistes sur la marge de manoeuvre du nouveau patron du NSC pour décider lui-même de la composition du Conseil.

Le président "a donné toute autorité à McMaster pour embaucher qui il voudra", a assuré lundi Sarah Huckabee Sanders, une porte-parole de la Maison Blanche.

Parmi les candidats en lice figurait l'actuel directeur intérimaire du NSC Keith Kellogg, 72 ans, général à la retraite peu connu à Washington. Il en restera le secrétaire général.

L'ancien ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, le néo-conservateur John Bolton, et le général à la retraite Robert Caslen était également sur les rangs. AFP 21.02

1.2- McMaster, le premier choix réaliste de Donald Trump - lepoint.fr

La nomination du général McMaster comme conseiller à la sécurité nationale est un signe inattendu et positif. La preuve, les Russes s'en plaignent déjà.

La désignation du général en activité Herbert Raymond « H.R. » McMaster, 54 ans, pour diriger le Conseil national de sécurité n'est pas seulement une divine surprise pour l'ensemble de la classe politique américaine, républicains et démocrates confondus (et sans doute aussi pour les alliés des États-Unis). Après un mois d'errements inquiétants, dans des nominations controversées et des décisions mal préparées, ce pourrait être aussi le signe que le nouveau président s'est aperçu que la conduite du plus puissant pays du monde ne souffre ni l'improvisation ni le copinage idéologique qu'il a pratiqués, et encore moins les idées reçues par une lecture approximative des journaux ou des réseaux sociaux.

Un proche de John McCain

Ce n'est pas un hasard si le choix d'un des généraux les plus respectés de l'armée américaine pour occuper les fonctions de premier conseiller du président sur les affaires touchant à la sécurité des États-Unis lui a été suggéré par un ancien officier, devenu parlementaire, Tom Cotton. Ce sénateur de l'Arkansas a servi en Irak et en Afghanistan sous les ordres de McMaster et a particulièrement apprécié la façon dont le général a su militairement, mais aussi humainement, gérer une révolte sunnite dans la région de Tal Afar. Cotton est par ailleurs très proche du sénateur John McCain, le héros de la guerre du Vietnam, qui était jusqu'alors le républicain le plus critique envers la façon dont Donald Trump mène les affaires du pays. Indice que la désignation de McMaster a été inspirée par le vieux sage du Parti républicain, celui-ci a immédiatement salué dans le nouveau responsable du NSC « un homme de caractère et de décision doué d'une grande valeur intellectuelle ». lepoint.fr 22.02

1.3- Trump veut étoffer l'arsenal nucléaire américain - Reuters

Les Etats-Unis doivent se placer "en tête du peloton" des puissances nucléaires et devront pour cela étoffer leur arsenal, a déclaré jeudi le président... Reuters

1.4- Trump accuse le FBI de laisser fuiter des informations - Reuters

Donald Trump s'en est pris vendredi au Federal Bureau of Investigation (FBI), accusant la police judiciaire américaine de ne pas avoir empêché que des informations sur la sécurité nationale soient communiquées à la presse.

Le président des Etats-Unis, qui s'est exprimé comme à son habitude via Twitter, a demandé que les personnes à l'origine des fuites soient retrouvées.

Selon la presse américaine, le FBI a refusé d'accéder à une demande de la Maison blanche de démentir un certain nombre d'articles récents affirmant que des membres de l'équipe du milliardaire républicain avaient été régulièrement en contact avec les agents des services de renseignement russes durant la campagne présidentielle.

"Le FBI est totalement incapable d'arrêter les 'fuiteurs' sur la sécurité nationale qui ont infiltré notre gouvernement depuis longtemps. Il ne peut même pas trouver les fuites au sein du FBI lui-même. Des informations confidentielles sont données aux médias, ce qui pourrait avoir un effet dévastateur sur les Etats-Unis. TROUVEZ-LES IMMÉDIATEMENT", écrit le président dans deux tweets. S

elon la chaîne de télévision CNN et l'agence de presse Associated Press, le secrétaire général de la Maison blanche, Reince Priebus, a demandé à Andrew McCabe, le directeur adjoint du FBI, de démentir un article paru dans le New York Times du 14 février selon lequel les conseillers de campagne du candidat Trump avaient eu à plusieurs reprises des contacts avec des responsables du renseignement russe.

Cette demande est intervenue après qu'Andrew McCabe eut dit en privé à Reince Priebus que l'article était faux.

Un haut responsable de l'administration Trump a déclaré vendredi que le directeur du FBI James Comey avait lui aussi dit à Reince Priebus par la suite que l'article était faux. Priebus a alors demandé au FBI s'il pouvait faire corriger l'article, mais Comey a dit que le Bureau ne pouvait pas faire de commentaire.

Reince Priebus a demandé s'il pouvait dire que les responsables du renseignement lui avaient assuré que l'article était faux, et James Comey a répondu qu'il pouvait le dire, a déclaré le haut responsable aux journalistes. Reuters 24.02

2- Grèce

2.1- La Grèce fait des concessions pour s'entendre avec ses créanciers - AFP

La Grèce a accepté lundi des concessions pour sortir de l'impasse avec ses créanciers, zone euro et FMI, sur son plan de sauvetage, avant une série d'élections cruciales dans l'UE qui risquent de compliquer tout compromis.

Athènes a décidé de prendre des mesures qui devraient permettre de remplir les objectifs budgétaires fixés par ses créanciers européens afin d'avancer les négociations sur son plan de sauvetage.

Les chefs de mission (représentant les créanciers de la Grèce) vont ainsi pouvoir retourner à Athènes pour finaliser les détails d'un accord. Mais la date de leur retour n'a pas encore été divulguée.

Ils "vont travailler avec les autorités grecques sur un paquet supplémentaire de réformes structurelles du système fiscal, du système des retraites et de la régulation du marché du travail", a expliqué le président de l'eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem après une réunion des ministres des Finances de la zone euro à Bruxelles.

Selon une source gouvernementale grecque, les nouvelles mesures seront votées "d'ici la mi-mars".

"Il est probable qu'il s'agira d'une baisse du seuil d'exonération fiscale et de mesures sur les retraites (...), les deux points sur lesquels le FMI insiste", a précisé cette source.

Le commissaire européen aux Affaires économiques, Pierre Moscovici, a estimé qu'"un pas important avait été franchi vers une conclusion de la 'seconde revue'", sorte de point d'étape du plan d'aide à la Grèce, qui doit déboucher sur un accord définitif permettant le déboursement d'une nouvelle tranche du prêt de 86 milliards d'euros, consenti à l'été 2015, dans le cadre du troisième plan d'aide.

Tout en saluant les concessions faites par la Grèce, le Fonds monétaire international (FMI) a quelque peu tempéré l'enthousiasme général, en prévenant que "davantage de progrès" restait nécessaire. Il est encore "trop tôt pour spéculer" sur un accord durant cette mission, a averti le FMI. AFP 22.02

2.2- Le Premier ministre grec parle de "compromis honorable" - Reuters

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a défendu vendredi devant les députés le dernier accord en date sur un plan d'aide conclu avec l'Eurogroupe parlant "de compromis honorable".

Une page est tournée dans les relations entre la Grèce et ses bailleurs de fonds, a-t-il estimé, car ils ont, selon lui, accepté après sept ans de cesser l'application de "perpétuelles politiques d'austérité" dans le pays.

Si vous me demandez mon avis, à savoir si j'accepte qu'il faille changer le contenu de notre politique, je vous dirais que non", a-t-il expliqué. "Mais dans toutes les négociations, s'il est évident qu'on peut obtenir des gains, il faut aussi faire des concessions".

"Aujourd'hui, je suis absolument convaincu que nous avons abouti à un compromis honorable". Reuters 24.02

3- Israël

- Israël: un soldat condamné à 18 mois de prison pour la mort d'un Palestinien - AFP

Un tribunal militaire israélien a condamné mardi à 18 mois de prison ferme un soldat accusé d'avoir achevé un assaillant palestinien, point d'orgue d'un procès qui a divisé le pays et déçu les défenseurs des droits de l'Homme.

La direction palestinienne, sans illusion avant le procès, s'est quand même indignée de la "légèreté" de la peine, "feu vert" donné selon elle aux "crimes des soldats" israéliens contre les Palestiniens.

Elor Azaria, qui a aussi la nationalité française, est le premier soldat israélien à être condamné pour homicide depuis plus de dix ans selon la presse.

Une fois la cour retirée, la famille a entonné l'hymne israélien autour du sergent de 21 ans, entré une heure plus tôt sous les applaudissements, les mains libres et arborant un large sourire crispé dans son uniforme olive.

A l'extérieur, des dizaines de personnes, étroitement surveillées, ont manifesté leur soutien au soldat, brandissant des pancartes proclamant: "On ne laisse pas tomber les combattants" ou "Mort aux terroristes".

Membre d'une unité paramédicale, le soldat a été filmé le 24 mars 2016 par un militant propalestinien alors qu'il tirait une balle dans la tête d'Abdel Fattah al-Sharif à Hébron en Cisjordanie occupée.

Le Palestinien venait d'attaquer des soldats au couteau. Atteint par balles, il gisait au sol, apparemment hors d'état de nuire. La vidéo s'était propagée sur les réseaux sociaux.

Immédiatement arrêté et assigné depuis à sa base, Elor Azaria plaidait non coupable. Il pensait que le Palestinien dissimulait une ceinture d'explosifs, ont plaidé ses avocats.

La cour a rejeté le plaidoyer.

Le soldat, condamné à 18 mois de prison ferme assortis d'une peine de 18 mois avec sursis, doit entrer en prison le 5 mars. Il est dégradé et redevient simple soldat.

Ses avocats ont annoncé leur intention de faire appel.

La présidente du tribunal Maya Heller a estimé que le soldat avait bel et bien tiré pour tuer alors que le Palestinien ne constituait pas une menace, et a retenu qu'Elor Azaria n'avait exprimé aucun remords.

Elle lui a cependant reconnu des circonstances atténuantes, évoquant le "territoire hostile" sur lequel s'étaient produits les faits et "l'épreuve subie par sa famille".

Plusieurs ministres du gouvernement considéré comme le plus à droite de l'histoire d'Israël ont volé au secours d'Elor Azaria.

"La sécurité d'Israël exige qu'il soit gracié", a dit le ministre de l'Education Naftali Bennett.

Le ministre de la Défense Avigdor Lieberman a affirmé sur sa page Facebook que "le verdict peut ne pas plaire mais chacun se doit de respecter les décisions du tribunal". Il "faut prendre en compte le fait qu'il y avait d'un côté un soldat exemplaire et de l'autre un terroriste venu tuer des juifs".

Le soldat encourait 20 ans de prison.

Pour les Palestiniens, Abdel Fattah al-Sharif n'était qu'un Palestinien de plus tombé sous les balles de l'occupant, et le procès n'aurait jamais eu lieu si les faits n'avaient été filmés.

"Est-ce que c'était un animal pour qu'on le tue de la sorte, de cette manière barbare. Ce n'était pas un animal. C'était un être humain, tout comme" Elor Azaria, a dit à l'AFP le père du Palestinien, Youstri al-Sharif.

Comme Nour Odeh, beaucoup d'internautes notaient qu'Israël punissait bien plus lourdement les jeunes lanceurs de pierres palestiniens qu'Elor Azaria. AFP 24.02

4- Brésil

- Brésil: le ministre des Affaires étrangères démissionne - AFP

Depuis qu'il a remplacé à la tête du Brésil Mme Rousseff, destituée à l'été 2016, Michel Temer a vu six de ses ministres et un proche conseiller quitter leurs fonctions, pour désaccords internes, accusations de corruption et maintenant problèmes de santé. AFP 24.02

5- Ukraine

5.1- Ukraine : les nationalistes d'extrême droite manifestent à Kiev - euronews.com

En Ukraine, les nationalistes d'extrême droite ont commémoré le 3e anniversaire de la révolution de Maïdan.

Ultra minoritaires au parlement ukrainiens, ils en ont profité mercredi pour manifester leur mécontentement. Ils réclament l'arrêt des relations commerciales avec la Russie et la défense des valeurs de la révolution de Maïdan.

Les nationalistes ont fait monter la pression ces derniers jours à Kiev. Des affrontements ont eu lieu près du bâtiment de l'administration présidentielle.

Des activistes ukrainiens sont aussi à l'origine d'un blocus routier qui empêche les camion immatriculés en Russie de traverser l'Ukraine alors qu'un énième cessez-le-feu est entré en vigueur à l'est de l'Ukraine.

Mercredi, le président Petro Poroshenko a annoncé s'être entretenu avec Donald Trump.

Pour lui, "les clés de la paix ne sont pas en Ukraine, elles sont à Moscou, au Kremlin", a-t-il insisté. euronews.com 22.02

5.2- Pour Porochenko, la «5e colonne» fomenté un 3e Maïdan - sputniknews.com

La popularité de Porochenko passe de 47 % à 14 % ? La Main Du Kremlin ! Le PIB de l'Ukraine a diminué de moitié et le pays accumule plus de 60 milliards de dollars de dette ? Encore un coup des Russes ! Le président ukrainien voit la cinquième colonne partout, pratique pour ne pas assumer ses responsabilités.

Battant des records d'impopularité, avec une cote de confiance passant de 47 à 14 %, Piotr Porochenko préfère faire porter le chapeau à la Russie. Le président de l'Ukraine accuse en effet Moscou de préparer un « troisième Maïdan » dans son pays et de s'appuyer sur une « cinquième colonne » pour déstabiliser la société.

« Récemment, les services ukrainiens de sécurité ont identifié les membres de cette cinquième colonne: sur ordre direct de la Russie, ils prépareraient différentes mesures visant à déstabiliser la situation en Ukraine, à savoir administrer des sites, réunir des groupes avec des milliers de participants sous les noms de "révolution ukrainienne" et "troisième Maïdan" », affirme Piotr Porochenko.

Habitué à voir La Main Du Kremlin partout, le président ukrainien a rendu cette fois-ci la Russie coupable des appels propagés sur les réseaux sociaux à organiser un « troisième Maïdan » et à sortir dans la rue pour manifester son mécontentement à l'encontre du pouvoir.

Pourtant, selon des sociologues ukrainiens, le niveau très bas de confiance du peuple ukrainien à l'encontre du président actuel du pays bat des records. Par rapport à 2013, le nombre d'enlèvements a augmenté de 264 %, le vol de véhicules de 100 %, les meurtres de 67 % et les vols de 46 %.

Le PIB de l'Ukraine a diminué de moitié. Le pays, avec un niveau de croissance économique équivalent à celui du Soudan, a une dette de plus de 60 milliards de dollars. Pour la rembourser et la rembourser, les Ukrainiens paient des sommes astronomiques pour régler leurs charges. L'eau chaude et le chauffage central ont augmenté de près de 90 %, l'électricité de 60 %, le gaz naturel de plus de 40 %.

Et alors que la population est démoralisée, les nationalistes, sous prétexte de commémorer le 3e anniversaire du Maïdan, habillés en tenue de camouflage et portant des drapeaux de leurs organisations, se dirigent vers la place de l'Indépendance en fustigeant

le président Porochenko.

Les événements qui se déroulent depuis plusieurs jours dans la capitale ukrainienne ont une étonnante ressemblance avec ceux qui ont conduit au renversement du pouvoir et à l'arrivée du nouveau président en 2014. Mais Piotr Porochenko est convaincu que c'est la « cinquième colonne » qui marche dans les rues de Kiev. sputniknews.com 22.02

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- France

- 0,02% - Libération.fr

C'est la hausse du nombre de chômeurs en janvier, soit une quasi-stabilité par rapport à décembre. Sur trois mois, cependant, la tendance est à la baisse (-0,3%) et plus encore sur un an (-2,5%, soit environ 105 400 inscrits en moins). En incluant les catégories B et C (activité réduite), le nombre de demandeurs d'emploi s'affiche à la hausse en janvier : +0,4% sur un mois et +0,5% sur un an. Libération.fr 24.02

Donc +0,4% et non 0,02% !

2- Hongkong

- A Hongkong, «les vieux sont comme des miettes fourrées sous un tapis» - liberation.fr

Dans un territoire où l'espérance de vie est l'une des meilleures du monde, les personnes âgées sont parquées dans des maisons de retraite puantes et sans intimité.

Il n'est que 16h40 dans la maison de retraite privée de la rue Yee Kuk, dans le nord de Hongkong, mais le dîner est déjà servi sur la table commune de cet immense dortoir rance et fétide, au milieu de dizaines de lits silencieux. Une télé déverse ses programmes sur les pensionnaires avachis. Une employée, le pas traînant, vient sans un mot verser les médicaments dans la tasse de Fong C., décorée d'un Mickey. «Le week-end c'est pire, il n'y a qu'une personne pour 40 patients», commente ce pensionnaire qu'une attaque cérébrale a laissé en partie paralysé.

Alors que la revue médicale The Lancet affirme ce mercredi que plusieurs pays pourraient voir leur espérance de vie atteindre 90 ans pour les femmes en 2030, à Hongkong les femmes vivent déjà en moyenne 87,3 ans (81,4 ans pour les hommes). Un marché juteux détenu aux deux tiers par les maisons de retraite privées qui, selon le député Fernando Cheung, prodiguent pourtant des services catastrophiques. L' élu ne décolère pas : «Ce ne sont pas des endroits pour des êtres humains mais c'est comme ça que nous traitons les personnes âgées à Hongkong : des miettes fourrées sous le tapis, hors de vue, et nous continuons à être en apparence cette ville prospère qui se targue de sa longévité.»

En 2046, un Hongkongais sur trois aura plus de 65 ans, un sur cinq plus de 75 ans, sur fond de décroissance de la population active et de pénurie de personnel médical et social. «Notre système est en train de s'effondrer, analyse Vivian Lou, directrice du Centre de recherche Sau Po sur le vieillissement à l'université de Hongkong. Le problème n'est pas une question de quantité de lits, qui seront suffisants entre le public et le privé. C'est une question de qualité.»

«Un sur trois vit dans la pauvreté»

Fong C. verse pour son lit l'équivalent de 600 euros par mois, le montant de ses aides sociales. Auxquelles il a ajouté 60 euros pour être près d'une fenêtre, dont la lumière est masquée par un gratte-ciel. Il n'a que 58 ans, mais comme lui, les gens qui ont perdu leur autonomie ou ont de gros handicaps croupissent dans les maisons de retraite. Le plus incommode, dit-il, est son voisin de croisée, un septuagénaire voûté qui grille des cigarettes du soir au matin. «Ça empeste et c'est mauvais pour ma santé. Mais l'équipe encadrante prend sa défense», soupire le grand gaillard, recroquevillé dans sa «chambre». En fait de chambre, ce n'est qu'un lit en partie rouillé coincé dans un espace où tient à peine une petite table pliante en formica. La vie des pensionnaires, bourrée dans des sacs entassés sous les lits, s'exhibe sans pudeur, à cause des piètres cloisons de séparation entre les boxes, et de l'absence de porte.

«Pour un peu d'intimité, il faut payer cher, très cher», commente Wai-tung Ng, de l'ONG SoCo. Or, sur le million de Hongkongais de plus de 65 ans, «un sur trois vit dans la pauvreté, et il n'y a pas de pension retraite universelle». Le revenu médian des retraités est inférieur à 500 euros, et la somme versée lors du départ à la retraite permet en moyenne de subvenir à deux ans de vie. Or selon les projections du gouvernement, les deux tiers d'entre eux vivront encore plus de vingt années. Tradition chinoise oblige,

les enfants assument donc le fardeau financier.

C'est le cas de Verna, 72 ans, rencontrée lors d'une manifestation pour la retraite universelle, et qui gère son père centenaire. L'idée d'échouer dans le privé lorsqu'elle perdra son autonomie la «terrifie». Elle décrit, choquée, les escarres de son amie de 90 ans, lavée seulement une fois tous les deux jours dans son institut privé de Mong Kok.

Dans une ville où les loyers sont parmi les plus chers au monde, le secteur privé casse les prix pour attirer les revenus modestes. «Ils tirent quand même des bénéfices», décrypte Vivian Lou. Les salaires de misère génèrent un turnover tel que les maisons de retraite privées sont le premier secteur importateur de main-d'œuvre, essentiellement des Chinoises du continent sans formation et qui ne parlent pas le cantonais, la langue de Hongkong.

Bowling et ordinateurs tactiles

Dans ces conditions, une place dans le secteur public fait figure de Graal. Il faut en moyenne trois à quatre ans d'attente avant d'obtenir un des 28 000 lits, dans des établissements bénéficiant de vrais moyens humains et financiers. La Hong Kong Society for the Aged, l'un des organismes gérant des centres publics, offre même des ordinateurs tactiles pour connecter retraités et modernité, des jeux interactifs pour mesurer et retarder Alzheimer, des monte-charge pour jouer au bowling, des télé ergonomiques accrochées au plafond. Le gouvernement injecte des millions dans la recherche sur les maladies chroniques, la dépendance et tout projet technologique pouvant améliorer la santé, les soins et le bien-être des seniors.

«Le vieillissement de notre société est une réalité qu'il faut affronter mais le secteur privé n'a pas pris la mesure de la demande, estime Vivian Lou. Nous n'avons pas de système de protection sociale. Les établissements de long séjour ne peuvent être la solution car nous aurons trop de personnes âgées, et compter sur nos professionnels de santé est impossible car il y a une pénurie.» Les services à domicile en sont encore à leurs balbutiements. Une des solutions envisagées est de convertir les aides ménagères en personnel soignant. Des ONG proposent des formations pour que les Philippines et les Indonésiennes corvéables à merci qui poussent les fauteuils roulants dans les rues escarpées, cuisinent et lessivent pour leurs employeurs, deviennent l'un des piliers du système de soins. A Hongkong, l'espérance de vie doit encore augmenter jusqu'à 2060. liberation.fr 22.02

[Haut de page ↗](#)